

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISEPhilippe MACHENAUD-JACQUET
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 155 N° 26	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 29 no Tiunu 2006
-----------------------	---	----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 274 DAE/BJC du 1er juin 2006 modifiant les statuts du Syndicat intercommunal à vocation multiple des îles Australes	2125
Décision n° 1 IDV du 1er juin 2006 désignant une commission d'enquête administrative relative au projet d'extension d'un cimetière communal de Mataiea sis au PK 44,500, côté montagne, commune de Teva I Uta.	2126
Arrêté n° HC 956 DRCL du 9 juin 2006 fixant la liste des personnes susceptibles d'être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membres de la commission d'enquête prévus à l'article R. 11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique	2127
Arrêté n° HC 977 DRCL du 9 juin 2006 fixant le livret de famille en Polynésie française	2127
Arrêté n° HC 302 DAC du 12 juin 2006 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part aménagement de la dotation globale de fonctionnement (DGF) servie au titre de l'exercice 2006 par l'Etat, ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire	2135

EXTRAITS

Arrêtés n° 1383 à n° 1386 CAB du 31 mai 2006 portant autorisations d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines	2136
Arrêtés n° HC 1387 à n° HC 1389 CAB du 31 mai 2006 portant autorisations d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines	2137

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de la commission permanente

Délibération n° 2006- 36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux	2138
---	------

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 561 CM du 19 juin 2006 fixant la liste des filières prioritaires, le nombre et le niveau d'étude requis pour bénéficier de la bourse majorée, au titre de l'année universitaire 2006-2007	2141
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 546 CM du 16 juin 2006 portant modification de l'arrêté n° 302 CM du 31 mars 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial au profit de la commune de Mahina dans le cadre de la réalisation d'un pont d'accès au cimetière communal et l'installation de deux buses dans le talweg de Orofara . . .	2147
Arrêté n° 547 CM du 16 juin 2006 portant affectation, à titre de régularisation, de la terre Hamiti remblais et les constructions y édifiées, cadastrée commune de Uturoa, au profit de la direction de la santé	2147
Arrêté n° 548 CM du 16 juin 2006 portant affectation, à titre de régularisation, de la terre Puuotoi et les constructions y édifiées, cadastrée commune de Huahine, section de commune de Fare, au profit de la direction de la santé . . .	2147
Arrêté n° 549 CM du 16 juin 2006 portant affectation, à titre de régularisation, de trois terres domaniales et les constructions y édifiées, cadastrées commune de Maupiti, au profit de la direction de la santé	2147
Arrêté n° 550 CM du 16 juin 2006 portant modification de l'arrêté n° 948 CM du 7 juin 2004 modifiant l'arrêté n° 351 CM du 27 février 2004 autorisant l'acquisition d'une propriété bâtie sise à Paea	2148
Arrêté n° 551 CM du 16 juin 2006 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sur la barrière récifale de Faaone, commune de Taiarapu-Est, au profit de l'Etablissement des grands travaux (EGT)	2148
Arrêté n° 552 CM du 16 juin 2006 portant affectation de la parcelle B dépendant de la terre Otava 2 sise à Taahuaia, île de Tubuai, au profit du service du développement rural.	2148
Arrêté n° 553 CM du 16 juin 2006 portant affectation de deux parcelles dépendant de la terre Haamene lot A partie, référencée commune de Tahaa, section de commune de Haamene, au profit de la commune de Tahaa	2148
Arrêté n° 554 CM du 16 juin 2006 portant modification de l'arrêté n° 326 CM du 1er juin 2005 modifié portant désignation des membres du conseil d'administration du régime des non-salariés	2149
Arrêtés n° 555 à n° 557 CM du 19 juin 2006 approuvant et rendant exécutoires respectivement les délibérations n° 3-06, n° 4-06 et n° 6-06 ILM du 18 avril 2006 de l'Institut Louis-Malardé : - portant modification des postes budgétaires alloués à l'Institut Louis-Malardé ; - approuvant le recrutement du professeur Rémy Teyssou au poste de directeur de la recherche de l'Institut Louis-Malardé ; - fixant le montant des primes et indemnités allouées au titre de l'exercice 2006	2149
Arrêté n° 558 CM du 19 juin 2006 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 7-06 ILM du 18 avril 2006 de l'Institut Louis-Malardé fixant les termes du dispositif d'incitation financière au départ volontaire applicable au personnel de l'Institut Louis-Malardé	2149
Arrêté n° 559 CM du 19 juin 2006 autorisant un empiètement de prospect sur la parcelle domaniale dénommée Outumaoro sise à Punaauia au profit de l'Agence Regaud et G. Beauvilain.	2149
Arrêté n° 560 CM du 19 juin 2006 constatant des index des travaux du bâtiment et des travaux publics (BTP) pour les mois de janvier, février et mars 2006.	2149
Arrêté n° 562 CM du 19 juin 2006 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service du commerce extérieur, de locaux à usage de bureaux sis commune de Papeete appartenant aux conjoints Teissier.	2150
Arrêté n° 563 CM du 19 juin 2006 portant abrogation de l'arrêté n° 1460 CM du 13 novembre 2001 autorisant la location d'une parcelle d'une superficie d'un hectare de la terre présumée domaniale sise à Fakarava au profit de M. Eric Amo	2150
Arrêté n° 564 CM du 19 juin 2006 portant modification de l'arrêté n° 336 CM du 8 mars 2003 portant affectation d'une parcelle dépendant du domaine public maritime, commune de Papeete, dénommée "Place Jacques-Chirac" au profit de l'Etablissement public des grands travaux	2150
Arrêté n° 565 CM du 19 juin 2006 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, commune de Papeete, dénommée "Place Jacques-Chirac" au profit de l'association Moruroa E Tatou	2150
Arrêté n° 566 CM du 19 juin 2006 autorisant à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention d'investissement au Musée de Tahiti et des îles pour la rénovation de ses bâtiments.	2150

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1544 PR du 16 juin 2006 portant habilitation de M. Yves Bidel en qualité d'agent spécial d'assurance.	2150
Arrêté n° 1570 PR du 19 juin 2006 portant délégation de signature à M. Etienne Hauata, chef du service des moyens généraux	2151
Arrêté n° 1602 PR du 22 juin 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain	2151

EXTRAITS

Arrêté n° 1518 PR du 15 juin 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Tubuai pour l'acquisition d'un véhicule de livraison destiné à la cuisine centrale	2151
Arrêté n° 1545 PR du 16 juin 2006 portant attribution de subventions dans le cadre du dispositif de l'aide en faveur des petits commerces	2152
Arrêtés n° 1563 et n° 1564 PR du 19 juin 2006 portant octroi du bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée à la SAS Safari Club Moorea et à la SA Compagnie touristique polynésienne	2152
Arrêté n° 1565 PR du 19 juin 2006 accordant le versement d'une subvention à Mme Yva Teriitahi pour la rénovation d'un hébergement touristique dénommé "pension Ariitere" à Huahine	2152
Arrêté n° 1566 PR du 19 juin 2006 accordant le versement d'une subvention à Mme Karine Laval pour l'extension d'un hébergement touristique dénommé "Vanira Lodge" à Tahiti	2152
Arrêté n° 1576 PR du 20 juin 2006 accordant le versement d'une subvention à l'EURL Pea Iti pour la création d'un hébergement touristique dénommé "Fare Pea Iti" à Tahaa	2152

Ministère de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports

EXTRAITS

Arrêté n° 396 MET du 14 juin 2006 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Rurutu, archipel des Australes, de M. Maurice Lenoir	2153
Arrêté n° 397 MET.AU du 14 juin 2006 autorisant la modification parcellaire des lots du lotissement Jade sis à Papeete.	2153
Arrêté n° 399 MET du 15 juin 2006 autorisant Mme Christine Sulpice épouse Brown à exercer l'activité d'entrepreneur de voiture de service particularisé sur l'île de Ua Huka (archipel des Marquises)	2153
Arrêté n° 400 MET du 16 juin 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kiritaga 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Pukarua (archipel des Tuamotu)	2153
Arrêtés n° 401 et n° 402 MET du 16 juin 2006 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora	2153
Arrêtés n° 403 et n° 404 MET du 16 juin 2006 portant déconsignation de parties des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teraupiu (PV 416 et PV 412) nécessaires à la réalisation de l'aérodrome de Niau	2153
Arrêté n° 407 MET/STT du 16 juin 2006 portant attribution d'une licence de transport touristique* sur l'île de Rurutu à M. Maurice Lenoir	2153
Arrêté n° 408 MET du 19 juin 2006 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora	2154

Arrêté n° 409 MET du 19 juin 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kiritaga 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Pukarua (archipel des Tuamotu)	2154
---	------

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique

Arrêté n° 905 MTE du 15 juin 2006 portant délégation de signature à Mme Danièle Joussin, chef du service des affaires administratives par intérim, soit du 19 juin au 13 juillet 2006 inclus	2154
--	------

EXTRAITS

Arrêté n° 918 MTE du 19 juin 2006 portant octroi d'une décharge partielle (à mi-temps) d'activité de service pour l'exercice d'une activité syndicale au bénéfice de Mme Helmina Chavez épouse Tufariua.	2154
---	------

Arrêté n° 919 MTE du 19 juin 2006 portant octroi d'une décharge totale d'activité de service pour l'exercice d'une activité syndicale au bénéfice de M. Bertrand Vairaaroa	2154
--	------

Arrêté n° 920 MTE du 19 juin 2006 portant octroi d'une décharge partielle (à mi-temps) d'activité de service pour l'exercice d'une activité syndicale au bénéfice de M. Teddy Tearoha	2154
---	------

Arrêté n° 921 MTE du 19 juin 2006 accordant un congé à Me Dominique Calmet et portant nomination de M. Michel Delgrossi en qualité d'intérimaire	2154
--	------

Arrêtés n° 927 et n° 928 MTE du 19 juin 2006 portant autorisations d'organiser une tombola au profit : - de l'association Te Ete O Te Ora ; - du conseil d'administration de la Mission catholique de Tahiti et dépendances (CAMICA, paroisse Saint-Michel de Papara)	2154
---	------

Arrêté n° 936 MTE du 22 juin 2006 portant modification de l'arrêté n° 921 MTE du 19 juin 2006 accordant un congé à Me Dominique Calmet et portant nomination de M. Michel Delgrossi en qualité d'intérimaire	2155
--	------

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des forêts

EXTRAITS

Arrêté n° 48 MAE du 20 juin 2006 constatant la caducité d'arrêtés d'attribution de subventions au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture	2155
---	------

Ministère de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche

EXTRAITS

Arrêté n° 351 MER du 19 juin 2006 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du développement des activités de la pêche.	2155
---	------

Ministère du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie

EXTRAITS

Arrêté n° 29 MDD du 15 juin 2006 autorisant la société SERTM, représentée par M. Mario Nouveau, gérant, à immerger le navire "Tavake Nui"	2156
---	------

Ministère des petites et moyennes entreprises et de l'industrie

EXTRAITS

Arrêté n° 5 MPI du 14 juin 2006 portant attribution de subventions et prise en charge des frais de stage d'initiation à la gestion d'entreprise dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises	2156
--	------

Ministère des postes et télécommunications et de la perliculture

Arrêté n° 4 MPP du 19 juin 2006 portant délégation de signature du ministre des postes et télécommunications et de la perliculture	2157
--	------

Ministère de la santé

Arrêté n° 150 MSP du 16 juin 2006 autorisant Mme Claude Bopp à gérer la crèche et garderie périscolaire dénommée La petite école Tini	2158
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 148 MSP du 16 juin 2006 modifiant l'arrêté n° 1729 MSA du 7 mai 2002 autorisant Mme Lindy Carlson à augmenter la capacité d'accueil de sa crèche	2158
--	------

Ministère de la jeunesse et de la culture

Arrêté n° 8 MJC du 20 juin 2006 portant délégation de signature du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain, à M. Vairupe Perez, chef du service de la jeunesse et des sports.	2158
--	------

Ministère des transports interinsulaires maritimes et aériens

Arrêté n° 5 MTI du 19 juin 2006 portant délégation de signature du ministre des transports maritimes et aériens à Mlle Florence Domingo, chef de cabinet	2159
--	------

EXTRAITS

Arrêté n° 4 MTI/STMA du 16 juin 2006 autorisant le navire Kura Ora II de la SARL Compagnie de transport maritime des îles Tuamotu à desservir l'île de Rapa lors de son voyage n° 1-06 du 20 juin 2006	2159
--	------

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Avis n° 24-2006 du 20 juin 2006 sur le projet de loi du pays relatif aux jours fériés applicables en Polynésie française. .	2159
---	------

EXTRAITS

Modification du troisième alinéa de l'article 40 du règlement intérieur du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française (séance plénière du 20 juin 2006)	2160
---	------

ACTES MUNICIPAUX**Commune de Tairapu-Ouest**

Délégation municipale n° 4-06 CTO du 9 mars 2006 fixant les nouveaux tarifs de branchement sur le réseau de distribution d'eau de la commune	2160
--	------

Délégation municipale n° 5-06 CTO du 9 mars 2006 annulant la précédente délibération et fixant les tarifs de location de la drague, du camion 10 roues et des Case du service des travaux municipaux	2161
--	------

Commune de Papeete

Arrêté municipal n° 92-06 du 16 mai 2006 prescrivant la mise en place de deux ralentisseurs et réglementant la vitesse sur la rue Jacques-Moerenhout, tronçon compris entre l'avenue Pomare V et l'avenue du Chef-Vairaatoa.	2162
---	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Ordonnance n° 2006-673 du 8 juin 2006 portant refonte du code de l'organisation judiciaire et modifiant le code de commerce, le code rural et le code de procédure pénale (partie Législative). (JORF du 9 juin 2006)	2163
---	------

Décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif. (JORF du 9 juin 2006)	2202
--	------

Arrêté ministériel du 5 mai 2006 fixant la liste des services publics et organismes rattachés au regard de la défense (aviation civile). (Extraits). (JORF du 18 mai 2006)	2203
--	------

Arrêté ministériel du 9 mai 2006 portant organisation du Centre national pour le développement du sport en Polynésie française en application de l'article 19 du décret n° 2006-248 du 2 mars 2006. (JORF du 10 juin 2006)	2204
--	------

EXTRAITS

Avenant n° 49-06 du 26 mai 2006 à la convention de financement n° 169-05 du 7 novembre 2005 relative à l'opération intitulée "Acquisition d'appareils respiratoires individuels" par la commune de Teva I Uta	2205
---	------

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Ministère du logement et des affaires foncières.— Avis n° 1380 MLA/DAF/CAD du 16 juin 2006 portant à la connaissance du public que certaines sections des communes de Papeete, Bora Bora, Ua Huka, Ua Pou, Tubuai, Fakarava, Taputapuatea, Hitiaa O Te Ra et Taïarapu-Est sont soumises à la conservation cadastrale.	2205
--	------

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	2206
Annonces diverses	2209

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 274 DAE/BJC du 1er juin 2006 modifiant les statuts du Syndicat intercommunal à vocation multiple des îles Australes.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer ;

Vu la loi n° 71-1028 du 27 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 décembre 1980 portant application des lois n° 77-774 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les dispositions des articles L. 163-15, L. 163-17 et R. 163-5 du code des communes applicable en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 373 BAC du 24 mars 1987 portant création d'un syndicat intercommunal à vocation multiple dans les îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 423 BAC du 6 avril 1987 modifiant l'arrêté n° 373 BAC du 24 mars 1987 portant création d'un Syndicat intercommunal à vocation multiple dans les îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 559 MAC du 22 novembre 2000 portant modification des statuts du Syndicat intercommunal à vocation multiple des îles Australes ;

Vu la délibération n° 1-2006 SIVMA du 14 janvier 2006 approuvant la modification des statuts du Syndicat intercommunal à vocation multiple des îles Australes ;

Vu les délibérations des communes membres du Syndicat intercommunal à vocation multiple des îles Australes :

- Rurutu : délibération n° 2-06 RRT du 20 janvier 2006 ;
- Raivavae : délibération n° 6-06 du 31 janvier 2006 ;
- Rapa : délibération n° 3-06 du 7 février 2006 ;
- Rimatara : délibération n° 4-06 RIM du 27 février 2006 ;
- Tubuai : délibération n° 5-06 du 27 mars 2006,

Considérant les avis émis par les communes à la modification des statuts proposée,

Arrête :

Article 1er.— Les statuts du Syndicat intercommunal à vocation multiple des îles Australes sont modifiés selon les dispositions de l'annexe du présent arrêté.

Art. 2.— Le présent arrêté annule et remplace toutes dispositions antérieures portant sur le même objet.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef de la subdivision administrative des îles Australes, le président du SIVMA et le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juin 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques MICHAUT.

ANNEXE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DES ILES AUSTRALES (SIVMA)

STATUTS

TITRE Ier

Création, siège et durée du syndicat

Article 1er.— Il est formé, entre les communes de Raivavae, Rapa, Rimatara, Rurutu et Tubuai, un syndicat qui prend la dénomination de Syndicat intercommunal à vocation multiple des îles Australes (SIVMA).

Art. 2.— Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Art. 3.— Le siège du syndicat est fixé à Papeete (cours de l'Union-Sacrée, BP 9050, Motu Uta). Il pourra être transféré en tout autre lieu.

TITRE II

Objet du syndicat

Art. 4.— Le syndicat a pour objet de définir et mettre en œuvre tous les projets intercommunaux intéressant plus d'une commune de l'archipel, et notamment :

- l'amélioration de la desserte interîles ;
- la promotion des îles Australes au plan économique, agricole, touristique et artisanal ;
- l'accueil des habitants de l'archipel devant séjourner temporairement aux îles du Vent ;
- favoriser les échanges culturels et sportifs entre les îles de l'archipel.

Art. 5.— A la demande d'un maire, le syndicat apporte son soutien technique dans tout domaine de compétence communale.

TITRE III

Organisation

Art. 6.— Le syndicat est administré par un comité de dix membres.

Art. 7.— Chaque commune désigne deux délégués titulaires pour siéger au sein du comité. Elle désigne, en outre, deux suppléants appelés à siéger en cas d'absence ou d'empêchement des délégués titulaires.

Art. 8.— Le comité élit parmi ses membres :

- un président ;
- un vice-président ;
- un secrétaire ;
- un secrétaire adjoint.

TITRE IV

Finances

Art. 9.— Les recettes du syndicat comprennent :

- 1 - La contribution des communes syndiquées ;
- 2 - Le revenu des biens meubles et immeubles ;
- 3 - Les rémunérations qu'il perçoit des communes membres pour les missions confiées à titre onéreux ainsi que des associations ou des particuliers en échange d'un service rendu ;
- 4 - Les subventions de l'Etat, de la Polynésie française et des communes ;
- 5 - Le produit des dons et legs ;
- 6 - Le produit des emprunts ;
- 7 - Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés.

Art. 10.— La contribution des communes syndiquées aux dépenses du syndicat est déterminée *au prorata* de la population de chaque commune dans la limite fixée par l'article L. 251-4 du code des communes.

Art. 11.— Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes.

DECISION n° 1 IDV du 1er juin 2006 désignant une commission d'enquête administrative relative au projet d'extension d'un cimetière communal de Mataiea sis au PK 44,500, côté montagne, commune de Teva I Uta.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 27 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret du 23 prairial an XII sur les sépultures ;

Vu l'arrêté du 4 août 1910 promulguant dans le territoire de la Polynésie française le décret du 20 mai 1910 portant application aux Etablissements français de l'Océanie de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1910 fixant les détails d'application du décret du 20 mai 1910 susvisé, notamment l'article 17 ;

Vu l'arrêté n° HC 67 SME/BRHT/et du 20 février 2006 portant délégation de signature à M. Xavier Barrois, chef de la subdivision administrative des îles du Vent, et aux adjoints de la subdivision, et l'arrêté n° HC 144 SME/BRHT/et du 3 mai 2006 le complétant ;

Vu la délibération n° 1-06 du 1er mars 2006 du conseil municipal de la commune de Teva I Uta relative à l'extension du cimetière communal de Mataiea ;

Vu le dossier technique corrigé complété le 25 avril 2006,

Décide :

Article 1er.— Il est institué une commission d'enquête administrative chargée d'enquêter et de donner un avis sur le projet d'extension du cimetière communal de Mataiea, sis au PK 44,500, côté montagne, commune de Teva I Uta.

Art. 2.— Cette commission d'enquête administrative est composée de :

- M. le chef de la subdivision administrative des îles du Vent ou son représentant, *président* ;
- M. le maire de la commune de Teva I Uta ou son représentant, *membre* ;
- M. le directeur de l'environnement ou son représentant, *membre* ;
- M. le directeur de l'équipement ou son représentant, *membre* ;
- M. le chef du service de l'hygiène et de la salubrité publique ou son représentant, *membre* ;
- M. le chef du service de l'urbanisme ou son représentant, *membre* ;
- M. le commandant de la brigade de gendarmerie des îles du Vent ou son représentant, *membre*.

La commission se réunira au lieu, jour et heures fixés par son président.

Art. 3.— Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent et le maire de la commune de Teva I Uta sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juin 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,*
Xavier BARROIS.

ARRETE n° HC 956 DRCL du 9 juin 2006 fixant la liste des personnes susceptibles d'être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membres de la commission d'enquête prévus à l'article R. 11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21, promulguée par arrêté n° 23 DRCL du 15 janvier 1993 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française et notamment l'article 2 - IV ;

Vu l'arrêté n° 328 DRCL du 27 mars 1995 portant promulgation du décret n° 95-323 du 22 mars 1995 ;

Vu l'arrêté n° 773 DRCL du 20 juillet 1995 portant attribution d'indemnités aux commissaires enquêteurs assurant les fonctions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité par les procédures d'enquêtes préalables de droit commun et parcellaires ;

Vu l'avis n° 1654 PR du 22 mai 2006 du Président de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont susceptibles d'être choisies, pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête prévus à l'article R. 11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les personnes dont les noms suivent :

- M. Michel Caron, retraité de la gendarmerie ;
- M. Claude Coulon, retraité du service de l'urbanisme ;
- M. Alvane Ellacott, retraité du service du cadastre ;
- M. Jacques Le Gall, retraité des affaires foncières ;
- M. Jean-Claude Maison, retraité de gendarmerie ;
- M. Pierre-André Miceli, inspecteur divisionnaire retraité ;
- M. Yves Rat, retraité des affaires foncières ;
- M. Ken Shi Siu, retraité du service des domaines ;
- M. James Trafton, retraité du service du domaine.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 juin 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques MICHAUT.

ARRETE n° HC 977 DRCL du 9 juin 2006 fixant le livret de famille en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation ;

Vu le décret n° 74-449 du 15 mai 1974 relatif au livret de famille et à l'information des futurs époux sur le droit de la famille ;

Vu le décret n° 2006-640 du 1er juin 2006 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et relatif au livret de famille et à la procédure en matière de filiation ;

Sur propositions du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er.— Les fascicules des livrets de famille doivent être établis dans le format 99 millimètres x 210 millimètres.

Art. 2.— Le livret de famille est établi conformément au modèle décrit à l'annexe I.

Art. 3.— Il sera inséré dans les livrets de famille les renseignements relatifs à l'état civil et au droit de la famille figurant à l'annexe II.

Art. 4.— Lorsque le livret de famille est établi par reproduction d'un premier livret de famille, l'officier d'état civil remplace les mots "délivrés conforme aux registres" par "délivré conforme au premier livret de famille".

Art. 5.— L'arrêté n° HC 114 DRCL du 20 janvier 2006 définissant les modèles de fascicules constituant le livret de famille en Polynésie française est abrogé.

Art. 6.— Le présent arrêté entrera en vigueur le 1er juillet 2006.

Art. 7.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 juin 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques MICHAUT.

ANNEXE I**MODÈLE DE LIVRET DE FAMILLE****1o Couverture :****Livret de famille****2o Page 1 :****RÉPUBLIQUE FRANÇAISE****Livret de famille**

(Application du décret no 74-449 du 15 mai 1974 modifié
et de l'arrêté du 9 juin 2006)

3o Page 2 :**Délivrance du livret de famille**

Le livret de famille est remis par l'officier de l'état civil :

- lors de la célébration du mariage ;
- lors de la déclaration de naissance du premier enfant lorsque la filiation est établie à l'égard d'au moins l'un des parents ;
- lors de la transcription sur les registres de l'état civil du jugement d'adoption d'un enfant par une personne seule.

La délivrance, par un officier de l'état civil, d'un livret de famille non conforme aux dispositions réglementaires est passible des sanctions pénales prévues à l'article R. 645-3 du code pénal.

Eléments du livret de famille

Le livret de famille est constitué par la réunion des extraits des actes de l'état civil suivants, selon le cas :

- mariage ;
- naissance du ou des père et mère à l'égard desquels la filiation est établie ainsi que naissance de l'enfant.

L'extrait de l'acte d'enfant sans vie figure sur le livret de famille si les parents le demandent, même si cet acte a été dressé antérieurement à la délivrance du livret de famille.

Le livret de famille est ultérieurement complété, selon le cas, par les extraits des actes de l'état civil suivants :

- mariage des parents ;
 - naissance du parent à l'égard duquel la filiation est établie ultérieurement à la date de délivrance du livret.
- Lorsque plusieurs enfants figurent déjà sur le livret de famille, cette mention n'est possible que si ce parent est commun à tous les enfants.
- Dans les autres cas, le livret de famille est restitué et deux nouveaux livrets sont délivrés, l'un mentionnant les enfants communs aux deux parents, l'autre les enfants pour lesquels la filiation n'est établie qu'à l'égard de l'un des parents ;
- décès des enfants mineurs ;
 - décès des époux ou parents.

Le livret de famille est également complété par la mention des actes ou jugements ayant une incidence sur un des actes figurant sur le livret, tel que changement de nom, jugement rectificatif, divorce, séparation de corps, etc.

Mise à jour du livret de famille

Le ou les titulaires du livret de famille sont tenus de faire procéder à la mise à jour du livret de famille. Seul l'officier de l'état civil compétent est habilité à procéder à cette actualisation.

L'usage d'un livret de famille incomplet ou devenu inexact en raison des changements intervenus dans l'état des personnes considérées rend son ou ses titulaires passibles de poursuites pénales.

Délivrance d'un second livret

Il peut être délivré un second livret :

1. En cas de perte, vol ou destruction du premier ;
2. En cas de changement dans la filiation ou dans les noms et prénoms des personnes dont l'acte figure sur le livret, sous réserve de la restitution du premier livret ;
3. Lorsque l'un des titulaires en est dépourvu, notamment en cas de divorce ou de séparation des titulaires justifiée par la production d'une décision judiciaire ou d'une convention homologuée.

Le demandeur doit s'adresser à l'officier de l'état civil du lieu de sa résidence.

4o Pages 3 à 9 : texte de l'annexe II.

5o Pages 10 et 11 :

Epoux ou père

Prénoms
 Nom.....
 Né le, à heures
 à.....
 de (1)
 et de (1)
 Extrait délivré conforme à l'acte de naissance n°
 le..... (2)

L'officier de l'état civil
Sceau (2)

Mentions marginales (3)

Epouse ou mère

Prénoms.....
 Nom.....
 Née le, à heures
 à.....
 de (1)
 et de (1)
 Extrait délivré conforme à l'acte de naissance n°
 le..... (2)

L'officier de l'état civil
Sceau (2)

Mentions marginales (3)

Mariage célébré à, le, à heures
 Les futurs époux ont déclaré (4)
 Extrait délivré conforme à l'acte de mariage n° le

L'officier de l'état civil
Sceau

Mentions marginales (3)

- (1) Prénoms et nom du père et de la mère.
 (2) Ne pas compléter et signer lorsque les renseignements d'état civil sont apposés à l'occasion du mariage et constituent l'extrait de l'acte de mariage.
 (3) Inscrites sur l'acte postérieurement à l'établissement du présent extrait.
 (4) Compléter ainsi la formule : « qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage » ou « qu'un contrat de mariage a été reçu le ... par Me ..., notaire à ... ».

6o Page 12 :

Epoux ou père
 Extrait de l'acte de décès n°.....

Décédé le
 à.....
 Délivré conforme aux registres le

L'officier de l'état civil
Sceau

Mentions marginales (1)

Epouse ou mère
 Extrait de l'acte de décès n°.....

Décédée le
 à.....
 Délivré conforme aux registres le

L'officier de l'état civil

Mentions marginales (1)

- (1) Inscrites sur l'acte postérieurement à l'établissement du présent extrait.

7o Page 13 :

Premier enfant
Extrait de l'acte de naissance n°

Le à heures
 est né(e) (1)
 du sexe à
 reconnu(e) (2)
 par (3)
 Délivré conforme aux registres le

L'officier de l'état civil
Sceau

Mentions marginales (4)

Extrait de l'acte de décès n°.....

Décédé(e) le
 à
 Délivré conforme aux registres le

L'officier de l'état civil
Sceau

Mentions marginales (4)

- (1) Prénoms et nom de famille tels qu'ils résultent de l'acte de naissance ; compléter, le cas échéant, l'indication du nom par : « suivant déclaration conjointe du (date de la déclaration reçue pour le premier enfant commun) ».
- (2) Préciser, s'il y a lieu, les date et lieu de la ou des reconnaissances.
- (3) Préciser, selon le cas : « par le père », « par la mère » ou « par les père et mère ».
- (4) Inscrites sur l'acte postérieurement à l'établissement du présent extrait.

8o Pages 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20, identiques à la page 13.

Remplacer les mots : « premier enfant » par : « deuxième enfant », « troisième enfant », etc., selon la page considérée.

ANNEXE II

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ÉTAT CIVIL ET AU DROIT DE LA FAMILLE

I. _ Renseignements relatifs à l'état civil

Délivrance des copies ou extraits d'actes de l'état civil

On peut obtenir des copies ou extraits d'actes de l'état civil en s'adressant à la mairie qui a établi l'acte.

Lorsque l'acte concernant un Français a été établi à l'étranger (ou dans un ancien territoire français d'outre-mer ou sous tutelle devenu indépendant), la demande doit en être adressée au service central d'état civil du ministère des affaires étrangères, 44941 Nantes Cedex 9. Les personnes bénéficiaires du statut de réfugié ou d'apatride peuvent obtenir des certificats tenant lieu d'actes de l'état civil en s'adressant à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, 201, rue Carnot, 94136 Fontenay-sous-Bois Cedex.

Les copies ou extraits sont gratuits. Toutefois, une enveloppe timbrée doit être jointe pour leur envoi.

Les copies intégrales d'acte de naissance sont délivrées à l'intéressé lui-même s'il est majeur ou mineur émancipé, à ses ascendants, ses descendants, son conjoint et son représentant légal, sur indication des nom et prénom usuel des parents de l'intéressé.

Ces copies consistent en la reproduction fidèle de l'acte avec toutes les mentions.

Les extraits d'acte de naissance avec indication de la filiation sont délivrés aux mêmes personnes et dans les mêmes conditions ainsi qu'aux héritiers de l'intéressé et comportent l'indication des noms, prénoms, dates et lieux de naissance de ses père et mère. Toutefois, les héritiers autres que les ascendants, descendants, frères et soeurs ou conjoint n'ont pas à fournir l'indication des nom et prénom usuel des parents de la personne que l'acte concerne, dès lors qu'ils justifient de leur qualité.

Les extraits délivrés à tout requérant ne comportent que l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms et le nom de l'intéressé ainsi qu'éventuellement les mentions de mariage, divorce, séparation de corps et décès.

Les copies intégrales d'acte de mariage sont délivrées à l'intéressé lui-même s'il est majeur ou mineur émancipé, à ses ascendants, ses descendants, son conjoint et son représentant légal, sur indication des nom et prénom usuel des parents de l'intéressé.

Les extraits d'acte de mariage sont délivrés à tout requérant et indiquent, sans autres renseignements, l'année et le jour du mariage, les nom et prénoms, dates et lieux de naissance des époux, les mentions relatives au régime matrimonial ainsi que celles de divorce ou de séparation de corps.

Les copies intégrales d'actes de reconnaissance sont délivrées à l'intéressé lui-même s'il est majeur ou mineur émancipé, à ses ascendants, ses descendants, son conjoint, son représentant légal et à ses héritiers.

Mention d'un acte d'enfant sans vie

L'indication d'enfant sans vie, avec énonciation des jour, heure et lieu de l'accouchement, peut, à la demande des parents, être apposée par l'officier de l'état civil qui a établi l'acte sur le livret de famille qu'ils détiennent.

Cette indication est possible même si l'acte d'enfant sans vie a été dressé antérieurement à la délivrance du livret de famille.

Mention de la nationalité française

Les mentions relatives à la nationalité portées sur l'acte de naissance peuvent figurer sur les extraits d'acte de naissance ou sur le livret de famille, à la demande de l'intéressé.

Dans cette hypothèse, la mention de perte, de décliné, de déchéance, d'opposition à l'acquisition de la nationalité française, de retrait du décret d'acquisition, de naturalisation ou de réintégration ou de la décision judiciaire ayant constaté l'extranéité de l'intéressé sera portée d'office sur lesdits documents.

Attribution et acquisition de la nationalité française :

La nationalité française peut être conférée dès la naissance ou acquise par la suite.

La nationalité française est transmise de plein droit à la naissance, en France ou à l'étranger, par filiation paternelle ou maternelle. Elle est également attribuée de plein droit dès la naissance à l'enfant qui naît en France d'un parent y étant lui-même né ainsi qu'à l'enfant né en France de parents inconnus, de parents apatrides ou qui ne lui transmettent pas leur nationalité.

La nationalité française est acquise de plein droit par tout enfant né en France de parents étrangers à sa majorité si, à cette date, il a en France sa résidence et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de onze ans. Les enfants mineurs non mariés d'une personne qui acquiert la nationalité française deviennent français de plein droit sous certaines conditions.

La nationalité française peut être réclamée par déclaration par un certain nombre de personnes satisfaisant à des conditions légales, notamment le mineur de treize ans ou plus qui remplit les conditions de résidence ou la personne qui se marie avec un(e) Français(e) ou encore si l'intéressé jouit de la possession d'état de Français depuis dix ans. La déclaration est souscrite en France devant le juge d'instance et à l'étranger devant le consul général de France.

L'acquisition de la nationalité française par naturalisation, prononcée par décret, est une faveur accordée par l'Etat à l'étranger qui la sollicite. Elle est soumise à des conditions légales et à une appréciation souveraine du ministre chargé des naturalisations.

Preuve de la nationalité française :

En dehors des titres propres à la nationalité française, tels que décret, déclaration enregistrée ou décision juridictionnelle définitive reconnaissant la qualité de Français, le seul mode légal de preuve de la nationalité française est le certificat de nationalité française, délivré par le greffier en chef du tribunal d'instance.

Cette preuve est facilitée par la mention systématique, en marge de l'acte de naissance, des actes administratifs et déclarations ayant trait à la nationalité ainsi que des décisions juridictionnelles et, depuis le 1er septembre 1998, de toute première délivrance de certificat de nationalité française.

Livret de famille et formalités administratives

Dans les procédures administratives instruites par les administrations, services et établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, ou par les entreprises, caisses et organismes contrôlés par l'Etat, les usagers sont dispensés de produire un extrait de l'acte de mariage des parents, de l'acte de naissance des parents ou des enfants ou la copie de l'acte de décès des parents ou des enfants morts avant leur majorité, dans tous les cas où, pour la justification de leur identité, de leur état civil, de leur situation familiale ou de leur nationalité française, ils présentent l'original ou produisent ou envoient une photocopie lisible du livret de famille régulièrement tenu à jour.

Pour pouvoir remplacer la production d'un certificat de nationalité française dans ces mêmes hypothèses, le livret de famille doit être régulièrement tenu à jour et revêtu de l'une des mentions, en marge de l'acte de naissance, des actes administratifs et des déclarations ayant pour effet l'acquisition, la perte de la nationalité française, la réintégration dans cette nationalité et de toute décision juridictionnelle ayant trait à cette nationalité, pour le ou les titulaires du livret et, le cas échéant, pour leurs enfants mineurs.

II. - Renseignements relatifs au droit de la famille*Filiation*

A l'égard de la mère, la filiation est établie par la seule désignation de son nom dans l'acte de naissance de l'enfant. Elle peut toutefois le reconnaître avant la naissance ou postérieurement, si son nom a été omis dans l'acte de naissance de l'enfant.

Le mari de la mère est présumé être le père de l'enfant né pendant le mariage ainsi que de ceux nés moins de 300 jours après la dissolution du mariage. Le lien de filiation est établi de manière indivisible à l'égard des époux.

Le père non marié doit reconnaître l'enfant devant tout officier de l'état civil ou éventuellement un notaire.

La reconnaissance peut être faite à tout moment, avant ou après la naissance de l'enfant.

Lorsque la reconnaissance n'est pas possible, notamment en cas de décès du père prétendu, la filiation peut être établie par la possession d'état constatée par un acte de notoriété. Cet acte doit être demandé au juge d'instance, dans les cinq ans suivant la cessation de cette possession ou le décès.

Lorsque l'enfant n'a pas été reconnu, le tribunal peut déclarer la paternité. L'action doit être intentée par la mère dans la minorité de l'enfant. Ce dernier peut également exercer cette action dans les dix années qui suivent sa majorité. Le bénéfice de l'aide juridictionnelle peut être demandé en cas de ressources insuffisantes.

Lorsque l'action en recherche de paternité n'est pas possible ou ne peut prospérer, la mère peut réclamer en justice au père le versement d'une pension alimentaire pendant la minorité de l'enfant, si elle est en mesure de prouver l'existence de relations intimes pendant la période de la conception.

Nom des enfants

Les parents peuvent choisir le nom de famille de leur enfant, lorsque sa filiation est établie à leur égard au plus tard le jour de la déclaration de sa naissance (ou par la suite mais simultanément). Ils peuvent alors choisir, soit le nom du père, soit celui de la mère, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom de famille pour chacun d'eux.

En l'absence de déclaration conjointe de choix de nom à l'officier de l'état civil, l'enfant prend le nom de celui de ses parents à l'égard duquel sa filiation est établie en premier lieu et le nom de son père si sa filiation est établie simultanément à l'égard des père et mère (c'est le cas lorsque les parents sont mariés).

Si la filiation de l'enfant n'est établie qu'à l'égard d'un parent au jour de la déclaration de naissance, il acquiert le nom de ce parent. Les parents peuvent, par déclaration conjointe devant l'officier de l'état civil, choisir de donner à l'enfant mineur le nom du parent à l'égard duquel la filiation a été établie en second lieu ou leurs deux noms accolés dans l'ordre librement choisi et dans la limite d'un nom pour chacun. Si l'enfant a plus de treize ans, son consentement est requis.

Le nom dévolu au premier enfant vaut pour les autres enfants communs.

Adoption

L'adoption peut être demandée par deux époux lorsque le mariage dure depuis plus de deux ans ou lorsque les deux époux ont plus de vingt-huit ans. Un époux peut également adopter l'enfant de son conjoint dans certaines conditions.

Elle peut également être demandée par toute personne âgée de plus de vingt-huit ans. Si cette personne est mariée, le consentement de son conjoint est requis.

L'adoption est prononcée à la requête de l'adoptant par le tribunal de grande instance, qui vérifie si les conditions de la loi sont remplies et si l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant. Cette adoption peut être plénière, auquel cas le lien de filiation créé par l'adoption se substitue au lien de filiation d'origine, ou simple, les deux liens de filiation coexistant alors.

L'enfant adopté plénièrement acquiert le nom de l'adoptant, qui se substitue à son nom d'origine.

En cas d'adoption simple, le nom de l'adopté est ajouté au nom de l'enfant. Lorsque l'adopté et l'adoptant, ou l'un d'eux, portent un double nom, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction du nom de l'adoptant à son propre nom, dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux. Le choix appartient à l'adoptant qui doit recueillir le consentement de l'adopté âgé de plus de treize ans. En cas de désaccord ou à défaut de choix, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction du premier nom de l'adoptant au premier nom de l'adopté.

L'adoptant peut demander à ce que seul son nom soit porté par l'enfant. Dans ce cas, l'enfant âgé de plus de treize ans doit donner son consentement.

L'adoptant est seul investi de l'autorité parentale, que l'adoption soit simple ou plénière. Toutefois, en cas d'adoption simple de l'enfant du conjoint, ce dernier conserve l'autorité parentale qui est exercée en commun.

Autorité parentale

L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient en commun aux père et mère jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne.

Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité et ce dernier a le droit, sauf motifs graves, d'entretenir des relations personnelles avec ses ascendants.

L'autorité parentale est exercée en commun par les père et mère. A l'égard des tiers, chacun d'eux peut accomplir seul les actes usuels qui concernent l'enfant.

Toutefois, lorsque la filiation est établie à l'égard de l'un des parents plus d'un an après son premier anniversaire, l'autre parent exerce seul cette autorité. Le parent qui ne bénéficie pas de l'exercice de l'autorité parentale conserve le droit et le devoir de surveiller l'entretien et l'éducation de l'enfant et doit être informé des choix importants relatifs à la vie de l'enfant. Les parents peuvent, afin d'exercer en commun l'autorité parentale, faire une déclaration conjointe devant le greffier en chef du tribunal de grande instance du domicile de l'enfant.

En outre, en cas de désaccord, l'un des parents peut saisir le juge aux affaires familiales, afin qu'il statue sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale (notamment sur la résidence de l'enfant). Le cas échéant, il peut décider d'un exercice conjoint, ou si l'intérêt de l'enfant le commande, confier l'exercice de l'autorité parentale à l'un des parents.

Contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant

Chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation de l'enfant à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que des besoins de l'enfant. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque l'enfant est majeur.

Une fois que cette contribution a pris fin, les parents doivent des aliments à leurs enfants, si ceux-ci sont dans le besoin. Cette obligation est réciproque.

Droits successoraux de l'enfant

L'enfant succède à sa mère ou à son père prédécédé. Il partage la succession avec les autres enfants du défunt et le conjoint survivant. A défaut de leur présence, l'enfant recueille l'entière succession.

Le père ou la mère peut aménager les droits successoraux de l'enfant par testament. Toutefois, en toute hypothèse, une partie de la succession lui est réservée.

INFORMATIONS SPÉCIFIQUES AUX ÉPOUX

Nom des époux

Le mariage est sans effet sur le nom des époux, qui continuent chacun d'avoir pour seul nom officiel celui qui résulte de leur acte de naissance. Toutefois, chacun des époux peut utiliser dans la vie courante, s'il le désire, le nom de son conjoint, en l'ajoutant à son propre nom ou même, pour la femme, en le substituant au sien.

Logement des époux

Les époux sont cotitulaires du bail qui sert exclusivement à leur habitation, même s'il a été conclu par l'un seulement d'entre eux avant le mariage.

Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille (notamment par vente ou résiliation du bail) ni des meubles meublants dont il est garni.

Droits et devoirs respectifs des époux

Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours, assistance et s'obligent à une communauté de vie.

Ils assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir.

Les époux contribuent aux charges du mariage à proportion de leurs facultés respectives.

Toutefois, un aménagement de cette contribution peut être prévu par contrat de mariage.

Chacun des époux peut passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants. Les dettes ainsi contractées engagent les deux époux, sauf lorsqu'elles sont manifestement excessives.

Chaque époux peut librement exercer une profession, percevoir ses gains et salaires et en disposer après s'être acquitté des charges du mariage.

Chacun des époux peut se faire ouvrir tout compte de dépôt (notamment compte chèques postaux, compte bancaire, livret d'épargne) et tout compte de titres en son nom personnel. A l'égard du dépositaire, le déposant est toujours réputé avoir la libre disposition des fonds et des titres en dépôt.

Si l'un des époux se trouve hors d'état de manifester sa volonté ou s'il met en péril les intérêts de la famille, l'autre époux peut faire prendre en justice toutes mesures nécessaires ou même se faire transférer l'administration des biens normalement gérés par son conjoint.

Obligations alimentaires

Les gendres et belles-filles doivent des aliments à leur beau-père et belle-mère. Cette obligation cesse lorsque celui des époux qui produisait l'affinité et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés.

Réciproquement, les beaux-pères et belles-mères sont tenus de cette obligation envers leur gendre et belle-fille.

Régime matrimonial

Les époux peuvent choisir librement leur régime matrimonial en établissant un contrat de mariage devant notaire.

A défaut de contrat, les époux sont soumis automatiquement au régime légal de la communauté.

Lorsque l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger, les époux peuvent choisir au moment du mariage, ou au cours de l'union, la loi applicable à leur régime matrimonial. Cette loi est celle de l'Etat dont l'un des époux a la nationalité ou celle de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a ou aura sa résidence habituelle après le mariage. A défaut de cette désignation, le régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage, sous réserve de certaines exceptions, notamment en cas de nationalité commune des époux.

Régime légal de la communauté :

Les biens acquis par les époux et les revenus sont communs.

Les biens dont chacun des époux était propriétaire avant le mariage et ceux que chacun reçoit par donation ou succession au cours du mariage leur demeurent propres.

Les actes d'administration sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception du bail consenti sur un fonds rural ou un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal dépendant de la communauté qui requiert l'accord des deux époux.

Les actes de dispositions sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception de la donation d'un bien commun, de la vente ou de la constitution d'une garantie sur un immeuble, fonds de commerce, exploitation ou parts de société dépendant de la communauté qui requiert l'accord des deux.

Chaque époux administre et dispose librement de ses biens propres.

La communauté est tenue du paiement des dettes contractées par un époux au cours du mariage.

Régimes conventionnels de communauté :

Le régime légal de la communauté peut être aménagé par contrat de mariage. Notamment, les époux peuvent prévoir une communauté universelle qui regroupe l'ensemble de leurs biens présents et à venir ou encore prévoir qu'en cas de décès de l'un d'eux, il sera attribué au survivant une part inférieure ou supérieure à la moitié de la communauté ou même la totalité des biens communs.

Régime de la séparation de biens :

Les biens acquis par chaque époux et les revenus qu'ils perçoivent pendant le mariage leur demeurent personnels. Cependant, les époux peuvent effectuer des achats en indivision.

Les biens sur lesquels aucun des époux ne peut justifier d'une propriété exclusive sont présumés leur appartenir par moitié.

Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Régime de la participation aux acquêts :

Pendant le mariage, le régime fonctionne comme si les époux étaient mariés sous le régime de la séparation de biens.

Au moment de la dissolution du mariage, les biens qui ont été acquis pendant l'union sont partagés par moitié entre les époux, à l'exclusion de ceux qui ont été reçus par donation ou succession.

Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Changement de régime matrimonial :

Quel que soit le régime matrimonial choisi au moment du mariage, les époux peuvent au bout de deux ans, dans l'intérêt de la famille, décider de le modifier ou d'en changer. Un acte notarié, soumis à l'homologation du tribunal, doit être établi à cet effet.

Droits du conjoint survivant

Le conjoint hérite en pleine propriété d'une partie de la succession quels que soient les membres de la famille laissés par le défunt, sous réserve des actes de disposition à titre gratuit (donation ou testament) consentis par l'époux prédécédé à d'autres personnes. En présence d'enfants ou de descendants, le conjoint hérite d'un quart en propriété. Lorsque les enfants sont issus des deux époux, le conjoint peut choisir de recevoir l'usufruit de la totalité des biens existants, plutôt qu'un quart en propriété. Dans ce dernier cas, une conversion en rente viagère de l'usufruit peut être demandée par l'un des héritiers nus-propriétaires ou par le conjoint lui-même.

En présence des père et mère du défunt, le conjoint reçoit la moitié en propriété. En cas de prédécès du père ou de la mère, le conjoint hérite des trois quarts. A défaut d'enfants, de descendants et des père et mère, le conjoint survivant hérite de l'entière succession.

Au décès de l'un des époux, le conjoint survivant peut rester dans son logement pendant un an. Lorsque le logement appartient aux époux ou dépend de la succession, il s'agit d'une jouissance gratuite. Lorsque le logement est assuré en vertu d'un contrat de bail, la succession doit rembourser les loyers au conjoint survivant. Au cours de ce délai d'un an, le conjoint peut demander à bénéficier de droits viagers d'habitation sur le logement et d'usage sur le mobilier.

La valeur de ces droits viagers s'impute sur la valeur des droits successoraux éventuellement recueillis par le conjoint survivant.

Lorsque le logement est loué, le conjoint devient le bénéficiaire exclusif du droit au bail dont les époux étaient cotitulaires.

En cas de partage, le conjoint survivant bénéficie d'une attribution préférentielle de droit du local d'habitation où il avait sa résidence à l'époque du décès et du mobilier le garnissant.

Les droits du conjoint survivant peuvent être aménagés par contrat de mariage, donation ou testament.

Toutefois, en toute hypothèse, lorsque le défunt ne laisse que des parents éloignés, un quart de la succession est réservé au conjoint survivant.

Hypothèque légale des époux

Si pendant le mariage il y a lieu de transférer d'un époux à l'autre l'administration de certains biens ou si l'un d'eux introduit une demande en justice pour faire constater une créance contre son conjoint ou les héritiers de celui-ci, une inscription d'hypothèque peut être prise au profit de l'époux qui a été dessaisi de ses pouvoirs ou qui a introduit la demande sur les immeubles de son conjoint.

ARRETE n° HC 302 DAC du 12 juin 2006 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part aménagement de la dotation globale de fonctionnement (DGF) servie au titre de l'exercice 2006 par l'Etat, ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 27 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 94-704 du 17 août 1994 fixant les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, entre les circonscriptions territoriales des îles Wallis et Futuna et entre les communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu les dispositions de la circulaire NOR/LBL/B/03/10016/C en date du 19 février 2003 du ministère de l'intérieur concernant les délais et les voies de recours contre les décisions de notification de la dotation globale de fonctionnement, part aménagement, des communes ;

Vu les instructions du ministre de l'intérieur en date du 22 mars 2006 ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française, compte 465-12116 "Dotation globale de fonctionnement, répartition initiale de l'année, année 2006"

et compte 465-1212, "Dotation globale de fonctionnement, opérations de régularisation" ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— La dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement attribuée par l'Etat (ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire) aux communes de Polynésie française, est composée d'une part, de la dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale, et d'autre part, de l'ensemble des dotations de péréquation communales, à savoir la dotation de solidarité urbaine (DSU), la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation nationale de péréquation (DNP) qui s'élève à 11 252 450 €, soit 1 342 774 463 F CFP pour l'exercice 2006.

Elle est répartie entre les communes conformément au tableau joint au présent arrêté.

Art. 2.— Cette dotation sera versée comme suit :

- 6 douzièmes en juin 2006 ;
- 1 douzième par mois jusqu'en décembre 2006.

Le montant des différentes sommes est détaillé dans le tableau joint au présent arrêté. Ces versements interviendront à la diligence de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française au cours des mois considérés.

Art. 3.— Les dotations versées aux communes au titre de la part aménagement de la dotation globale de fonctionnement 2006 seront inscrites dans les budgets au compte 74127 (comptabilité M14).

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques MICHAUT.*

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2006
REPARTITION DE LA PART AMENAGEMENT (en F.cfp)

COMMUNES	Quote-Part DNP 2006 en	Quote-Part DSU/DSR en	DGFAMENAGEMENT 2006		VERSEMENTS DES DOUZIEMES							
			Total	Total F.CFP	mensualité juin	mensualité juillet	mensualité août	mensualité septembre	mensualité octobre	mensualité novembre	mensualité décembre	
RAIVAVAE	40 743	91 305	132 048	15 757 518	7 878 759	1 313 126	1 313 126	1 313 126	1 313 126	1 313 126	1 313 126	1 313 129
RAPA	37 599	84 259	121 858	14 541 527	7 270 764	1 211 794	1 211 794	1 211 794	1 211 794	1 211 794	1 211 794	1 211 793
RIMATARA	39 505	88 531	128 036	15 278 759	7 639 379	1 273 230	1 273 230	1 273 230	1 273 230	1 273 230	1 273 230	1 273 230
RURUTU	48 768	109 290	158 058	18 861 337	9 430 668	1 571 778	1 571 778	1 571 778	1 571 778	1 571 778	1 571 778	1 571 779
TUBUAI	48 189	107 992	156 181	18 637 351	9 318 675	1 553 113	1 553 113	1 553 113	1 553 113	1 553 113	1 553 113	1 553 111
ILES AUSTRALES	214 804	481 377	696 181	83 076 492	41 538 246	6 923 041	6 923 041	6 923 041	6 923 041	6 923 041	6 923 041	6 923 041
ARUE	100 147	224 432	324 579	38 732 578	19 366 289	3 227 715	3 227 715	3 227 715	3 227 715	3 227 715	3 227 715	3 227 714
FAAA	242 959	544 476	787 435	93 965 990	46 982 995	7 830 499	7 830 499	7 830 499	7 830 499	7 830 499	7 830 499	7 830 500
HITIHA O TE RA	75 242	168 619	243 861	29 100 358	14 550 179	2 425 030	2 425 030	2 425 030	2 425 030	2 425 030	2 425 030	2 425 029
MAHINA	121 557	272 410	393 967	47 012 768	23 506 384	3 917 731	3 917 731	3 917 731	3 917 731	3 917 731	3 917 731	3 917 729
MOUREA MAIAO	128 025	286 906	414 931	49 514 439	24 757 220	4 126 203	4 126 203	4 126 203	4 126 203	4 126 203	4 126 203	4 126 204
PAEA	106 812	239 368	346 180	41 310 263	20 655 131	3 442 522	3 442 522	3 442 522	3 442 522	3 442 522	3 442 522	3 442 522
PAPARA	86 827	194 580	281 407	33 580 788	16 790 394	2 798 399	2 798 399	2 798 399	2 798 399	2 798 399	2 798 399	2 798 399
PAPETE	434 357	973 400	1 407 757	167 990 095	83 995 048	13 999 175	13 999 175	13 999 175	13 999 175	13 999 175	13 999 175	13 999 172
PIRAE	142 393	319 105	461 498	55 071 360	27 535 680	4 589 280	4 589 280	4 589 280	4 589 280	4 589 280	4 589 280	4 589 280
PUNAAUUA	240 215	538 326	778 541	92 904 654	46 452 327	7 742 054	7 742 054	7 742 054	7 742 054	7 742 054	7 742 054	7 742 057
TAIARAPU EST	93 099	208 637	301 736	36 006 683	18 003 341	3 000 557	3 000 557	3 000 557	3 000 557	3 000 557	3 000 557	3 000 557
TAIARAPU OUEST	62 614	140 320	202 934	24 216 468	12 108 234	2 018 039	2 018 039	2 018 039	2 018 039	2 018 039	2 018 039	2 018 039
TEVA I UTA	72 922	163 419	236 341	28 202 983	14 101 492	2 350 249	2 350 249	2 350 249	2 350 249	2 350 249	2 350 249	2 350 246
ILES DU LEVANT	1 907 169	4 273 998	6 181 167	737 609 427	368 804 714	61 467 452	61 467 452	61 467 452	61 467 452	61 467 452	61 467 452	61 467 453
BORA BORA	79 015	177 073	256 088	30 559 427	15 279 714	2 546 619	2 546 619	2 546 619	2 546 619	2 546 619	2 546 619	2 546 618
HUAHINE	63 656	142 654	206 310	24 619 332	12 309 666	2 051 611	2 051 611	2 051 611	2 051 611	2 051 611	2 051 611	2 051 611
MAUPITI	33 112	74 205	107 317	12 806 325	6 403 162	1 067 194	1 067 194	1 067 194	1 067 194	1 067 194	1 067 194	1 067 193
TAHAIA	58 465	131 423	190 068	22 681 146	11 340 573	1 890 095	1 890 095	1 890 095	1 890 095	1 890 095	1 890 095	1 890 098
TAPUTAPUATEA	52 696	117 644	170 340	20 303 103	10 151 551	1 691 925	1 691 925	1 691 925	1 691 925	1 691 925	1 691 925	1 691 927
TUMARAA	47 351	106 115	153 466	18 313 365	9 156 683	1 526 114	1 526 114	1 526 114	1 526 114	1 526 114	1 526 114	1 526 112
UTUROA	57 849	129 639	187 488	22 373 270	11 186 635	1 864 439	1 864 439	1 864 439	1 864 439	1 864 439	1 864 439	1 864 440
ILES SOUS LEVENT	392 124	878 753	1 270 877	151 655 967	75 827 983	12 637 997	12 637 997	12 637 997	12 637 997	12 637 997	12 637 997	12 637 999
FATU HIVA	38 297	85 824	124 121	14 811 575	7 405 788	1 234 298	1 234 298	1 234 298	1 234 298	1 234 298	1 234 298	1 234 297
HIVA OA	49 135	110 113	159 248	19 003 341	9 501 671	1 583 612	1 583 612	1 583 612	1 583 612	1 583 612	1 583 612	1 583 610
NUKU HIVA	52 388	117 402	169 790	20 261 337	10 130 668	1 688 445	1 688 445	1 688 445	1 688 445	1 688 445	1 688 445	1 688 444
TAHUATA	38 713	86 756	125 469	14 972 434	7 486 217	1 247 703	1 247 703	1 247 703	1 247 703	1 247 703	1 247 703	1 247 702
UA HUKA	38 273	85 771	124 044	14 802 387	7 401 193	1 233 532	1 233 532	1 233 532	1 233 532	1 233 532	1 233 532	1 233 534
UA POU	48 507	108 704	157 211	18 760 263	9 380 131	1 563 355	1 563 355	1 563 355	1 563 355	1 563 355	1 563 355	1 563 357
ILES MARQUISES	265 313	594 570	859 883	102 611 337	51 305 668	8 550 945	8 550 945	8 550 945	8 550 945	8 550 945	8 550 945	8 550 944
ANAA	39 115	87 657	126 772	15 127 924	7 563 962	1 260 660	1 260 660	1 260 660	1 260 660	1 260 660	1 260 660	1 260 662
ARUTUA	43 491	97 464	140 955	16 820 406	8 410 203	1 401 700	1 401 700	1 401 700	1 401 700	1 401 700	1 401 700	1 401 703
FAKARAA	44 048	98 713	142 761	17 035 919	8 517 959	1 419 660	1 419 660	1 419 660	1 419 660	1 419 660	1 419 660	1 419 660
FANGATAU	36 206	81 138	117 344	14 002 864	7 001 432	1 166 905	1 166 905	1 166 905	1 166 905	1 166 905	1 166 905	1 166 907
GAMBIER	41 770	93 608	135 378	16 154 893	8 077 446	1 346 241	1 346 241	1 346 241	1 346 241	1 346 241	1 346 241	1 346 242
HAA	46 123	103 362	149 485	17 838 305	8 919 153	1 486 525	1 486 525	1 486 525	1 486 525	1 486 525	1 486 525	1 486 527
HUKUERO	35 729	80 070	115 799	13 818 496	6 909 248	1 151 541	1 151 541	1 151 541	1 151 541	1 151 541	1 151 541	1 151 543
MAKEMO	44 543	99 822	144 365	17 227 327	8 613 663	1 435 611	1 435 611	1 435 611	1 435 611	1 435 611	1 435 611	1 435 609
MANIHII	42 420	95 064	137 484	16 406 205	8 203 103	1 367 184	1 367 184	1 367 184	1 367 184	1 367 184	1 367 184	1 367 182
NAPUKA	36 385	81 540	117 925	14 072 196	7 036 098	1 172 683	1 172 683	1 172 683	1 172 683	1 172 683	1 172 683	1 172 683
NUKUTAVAKE	36 231	81 194	117 425	14 012 530	7 006 265	1 167 711	1 167 711	1 167 711	1 167 711	1 167 711	1 167 711	1 167 710
PUKA PUKA	35 680	79 959	115 639	13 799 403	6 899 702	1 149 950	1 149 950	1 149 950	1 149 950	1 149 950	1 149 950	1 149 951
RANGIROA	56 006	125 510	181 516	21 660 621	10 830 310	1 805 052	1 805 052	1 805 052	1 805 052	1 805 052	1 805 052	1 805 051
REAO	37 939	85 022	122 961	14 673 150	7 336 575	1 222 763	1 222 763	1 222 763	1 222 763	1 222 763	1 222 763	1 222 760
TAKAROA	44 327	99 337	143 664	17 143 675	8 571 838	1 428 640	1 428 640	1 428 640	1 428 640	1 428 640	1 428 640	1 428 637
TATAKOTO	36 039	80 764	116 803	13 938 305	6 969 153	1 161 525	1 161 525	1 161 525	1 161 525	1 161 525	1 161 525	1 161 527
TUREIA	36 429	81 637	118 066	14 089 021	7 044 511	1 174 085	1 174 085	1 174 085	1 174 085	1 174 085	1 174 085	1 174 085
TUAMOTU GAMBIE	692 481	1 551 861	2 244 342	267 821 241	133 910 621	22 318 437	22 318 437	22 318 437	22 318 437	22 318 437	22 318 437	22 318 435
TOTAL GENERAL	3 471 891	7 780 559	11 252 450	1 342 774 463	671 387 232	111 897 872	111 897 872	111 897 872	111 897 872	111 897 872	111 897 872	111 897 871

Par arrêté n° 1383 CAB du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 31 mai 2006.— M. Jean-Paul Tuaiva est agréé à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 1er juin au 31 août 2006.

Est agréée pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, la personne désignée ci-après : Mlle Miluska Frogier.

L'intéressé est autorisé à exploiter les jeux dénommés "bull et cascade", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Par arrêté n° 1384 CAB du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 31 mai 2006.— M. Albert Ajuelos est agréé à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 1er juin au 31 août 2006.

Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

Mmes Frédérique Bera ; Annick Toofa épouse Faremiro ; Tereva Gracia Toofa épouse Tehina et M. Eric Dujarier.

L'intéressé est autorisé à exploiter le jeu dénommé "roue foraine", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Par arrêté n° 1385 CAB du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 31 mai 2006.— Mlle Rachelle Ah Scha est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 1er juin au 31 août 2006.

Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

Milles Chantal Tufariua ; Rowena Ratia et Rosemay Ratia.

L'intéressée est autorisée à exploiter les jeux dénommés "bingo" et "torpille", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Par arrêté n° 1386 CAB du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 31 mai 2006.— Mme Rosiana Tarati est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 1er juin au 31 août 2006.

Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

Mlle Henriette Hunter et M. Natua Tarati.

L'intéressée est autorisée à exploiter le jeu dénommé "roue foraine", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Par arrêté n° HC 1387 CAB du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 31 mai 2006.— M. Jean-Pierre Ng est agréé à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 1er juin au 31 août 2006.

Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

Mlles Heimata Huria ; Tatiana Vahapata et M. Auguste Huria.

L'intéressé est autorisé à exploiter le jeu dénommé "loterie roue foraine", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Par arrêté n° HC 1388 CAB du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 31 mai 2006.— Mme Yvonne Tetuanui est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 1er juin au 31 août 2006.

Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

M. Pafe Thunot Tetuanui et Mlle Layda Here Tropee ; MM. Marcelino Matatini Teihotaata ; Pafe Tetuanui (fils) et Mlle Pualani Teuira.

L'intéressée est autorisée à exploiter les jeux dénommés "torpille", "kikiri" et "poker", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Par arrêté n° HC 1389 CAB du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 31 mai 2006.— M. Tamatea Marakai est agréé à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 1er juin au 31 août 2006.

Sont agréées pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, les personnes désignées ci-après :

Mlles Tetau Marakai ; Christina Marakai et Mme Seilani Marakai épouse Temarii.

L'intéressé est autorisé à exploiter les jeux dénommés "tourniquet n° 1 à n° 36" et "tourniquet n° 1 à n° 12", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux.

NOR : SDR0600587DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 80-107 du 29 août 1980 fixant les conditions d'importation des médicaments en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-114 AT du 12 octobre 1989 relative à la pharmacie vétérinaire ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu le code de l'aménagement ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 940 CM du 12 juillet 1999 relatif à la gestion automatisée d'informations nominatives d'ordre épidémiologique et sanitaire dans le cadre de l'épidémiologie vétérinaire et du suivi en hygiène alimentaire ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu l'arrêté n° 313 CM du 7 avril 2006 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2300-2006 APF/SG du 8 juin 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 58-2006 du 8 juin 2006 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 15 juin 2006,

Adopte :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Aux fins de la présente délibération et des arrêtés pris pour son application, on entend par :

1° Cas

Un animal atteint d'une maladie infectieuse ou parasitaire.

2° Contrôle vétérinaire officiel

Un contrôle vétérinaire s'exerçant sur des animaux ou produits d'origine animale sur lesquels le service vétérinaire de l'administration peut intervenir à tout moment pour l'application des mesures zoosanitaires appropriées. L'endroit où ces animaux sont entretenus et l'identité du propriétaire ou du détenteur sont connus du service vétérinaire.

3° Désinfection

La mise en œuvre, après complet nettoyage, de procédures destinées à détruire les agents infectieux ou parasitaires responsables des maladies animales, y compris des zoonoses ; elle s'applique aux locaux, véhicules et objets divers qui ont pu être contaminés directement ou indirectement.

4° Désinsectisation

La mise en œuvre de procédures destinées à éliminer les arthropodes susceptibles de provoquer des maladies ou d'être vecteurs d'agents infectieux responsables des maladies animales, y compris des zoonoses.

5° Dératisation

La mise en œuvre de procédures destinées à éliminer les rongeurs susceptibles de provoquer des maladies ou d'être vecteurs d'agents infectieux responsables des maladies animales, y compris des zoonoses.

6° Echanges internationaux

L'importation, l'exportation et le transit des marchandises.

7° Exploitation

Les locaux ou lieux dans lesquels des animaux sont entretenus.

8° Foyer de maladie

Toute exploitation agricole, tout élevage ou tout bâtiment où sont présents des animaux, ainsi que les lieux attenants, dans lesquels est apparue une maladie.

Dans le cas où cette délimitation n'est pas réalisable, est considérée comme foyer la partie de territoire dans laquelle, compte tenu des conditions locales, on ne peut garantir que les animaux, sensibles ou non, n'aient pu avoir un contact direct avec les animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints.

9° Incidence

Le nombre de cas ou de foyers nouveaux d'une maladie, apparus au sein d'un effectif donné d'animaux à risque, dans une zone géographique déterminée au cours d'un intervalle de temps défini.

10° Laboratoire

Une institution convenablement équipée, employant un personnel technique compétent placé sous le contrôle d'un spécialiste des méthodes de diagnostic vétérinaire, qui est responsable de la validité des résultats.

11° Marchandise

Les animaux, les produits d'origine animale, la semence, les ovules/embryons, les produits biologiques et le matériel pathologique.

12° Prévalence

Le nombre total de cas ou de foyers d'une maladie présents dans une population animale à risque, dans une zone géographique déterminée à un moment donné.

13° Service vétérinaire

Le service de l'administration qui a compétence sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française pour mettre en œuvre les mesures zoosanitaires et les procédures de certification vétérinaire internationale que l'Office international des épizooties recommande, et qui en assure la surveillance ou en audite l'application.

14° Statut zoosanitaire

La situation d'un pays ou d'une zone vis-à-vis d'une maladie donnée.

15° Vétérinaire officiel

Un vétérinaire désigné par l'administration compétente pour effectuer l'inspection des marchandises en vue de la protection de la santé publique ou de la santé animale, et, le cas échéant, pour effectuer la certification sanitaire de ces marchandises.

16° Zoonose

Toute maladie ou toute infection susceptible de se transmettre de l'animal à l'homme.

Art. 2.— La Polynésie française peut prendre toutes mesures destinées à prévenir l'apparition, à enrayer le développement et à poursuivre l'extinction des maladies des animaux. Ces mesures sont fixées par des arrêtés pris en conseil des ministres.

Art. 3.— Des arrêtés pris en conseil des ministres fixent :

- 1° La nomenclature des maladies à déclaration obligatoire, ainsi que les modalités de déclaration ;
- 2° La nomenclature des maladies faisant l'objet de mesures de police sanitaire. Ces maladies donnent lieu, en sus de la déclaration obligatoire, à application des mesures sanitaires indiquées au chapitre IV. Cette nomenclature peut être étendue, pour toutes les espèces d'animaux, à toutes maladies, identifiées ou non, qui revêteraient un caractère dangereux.

Art. 4.— Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint de l'une des maladies visées à l'article 3, ou ayant, dans l'exercice d'une profession en rapport avec l'élevage, connaissance de l'existence d'un animal présentant des symptômes de l'une des maladies visées à l'article 3, ou ayant été exposé à la contamination, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration à l'administration compétente désignée par le conseil des ministres de la Polynésie française et au maire de la commune où se trouve l'animal.

La déclaration est obligatoire pour tout animal mort d'une maladie visée à l'article 3, ainsi que pour tout animal abattu, en dehors des cas prévus par la présente délibération, qui, à l'ouverture du cadavre, est reconnu atteint ou suspect d'une maladie visée à l'article 3.

Est également tenu de faire la déclaration, tout vétérinaire appelé à visiter l'animal vivant ou mort.

La déclaration se fait à la fois par écrit et par tout moyen de communication plus rapide à disposition du déclarant.

CHAPITRE II - EPIDEMIOLOGIE

Art. 5.— La Polynésie française peut prendre toutes mesures destinées à collecter les données et informations d'ordre épidémiologique et à en assurer le traitement et la diffusion. Ces mesures sont fixées par arrêté pris en conseil des ministres.

Les vétérinaires à titre personnel, les réseaux d'épidémiologie-surveillance, les laboratoires vétérinaires et les organisations professionnelles agricoles et vétérinaires peuvent être associés, sur leur demande, à la collecte et à l'utilisation de ces données et informations.

La Polynésie française peut accorder des subventions en vue de la réalisation de ces opérations.

CHAPITRE III - PROPHYLAXIES ORGANISEES

Art. 6.— Des mesures collectives de prophylaxie contre une maladie peuvent être rendues obligatoires par l'autorité

administrative à l'égard de tous les propriétaires d'animaux et de toutes les exploitations à l'intérieur d'une aire s'étendant sur une ou plusieurs communes d'une ou de plusieurs circonscriptions ou incluant l'ensemble de la Polynésie française, lorsque :

- 3° 60 % de l'effectif des animaux de même espèce entretenus dans cette aire y sont déjà soumis ou
- 4° 60 % du nombre des exploitations concernées qui se trouvent dans cette aire y sont déjà soumises.

Un arrêté pris en conseil des ministres détermine les conditions d'application du présent article.

Art. 7.— Les mesures prises en application de l'article 2 peuvent présenter un caractère d'obligation en dehors des cas prévus à l'article 6.

Art. 8.— La Polynésie française peut, à la demande des propriétaires ou détenteurs d'animaux intéressés, conduire des actions de prophylaxie contre certaines maladies animales, dans le cadre d'actions à caractère collectif, entreprises avec la collaboration d'organismes à vocation sanitaire légalement constitués et de propriétaires ou détenteurs d'animaux, intervenant à titre individuel.

Une aide financière peut être apportée à la réalisation des programmes collectifs, économiquement et techniquement justifiés, de lutte contre des maladies animales dirigées par des maîtres d'œuvre autres que la Polynésie française. Le montant et les conditions d'attribution de cette aide sont fixés par arrêté pris en conseil des ministres.

CHAPITRE IV - POLICE SANITAIRE

Section I - Dispositions communes

Art. 9.— Sans préjudice de la réglementation sur la protection animale, l'identification des animaux soumis à des mesures de police sanitaire ou de prophylaxie organisée est obligatoire. Des arrêtés pris en conseil des ministres fixent les modalités d'identification des animaux pour chaque espèce.

Art. 10.— Les différentes circonscriptions de la Polynésie française sont considérées comme des unités épidémiologiques soumises au même risque sanitaire.

Sans préjudice de la réglementation sur la protection animale, le transport des animaux vivants ou morts est soumis à des règles sanitaires fixées par arrêtés pris en conseil des ministres pour chaque espèce animale et chaque mode de transport.

Sauf disposition contraire, le transport des animaux vivants ou morts n'est autorisé que si le statut zoosanitaire de la circonscription de départ est équivalent ou supérieur à celui de la circonscription d'arrivée à l'égard des maladies figurant à la nomenclature visée au paragraphe 2° de l'article 3.

Art. 11.— Des arrêtés en conseil des ministres définissent les procédures selon lesquelles sont pris, pour les maladies figurant à la nomenclature visée au paragraphe 2° de l'article 3, les arrêtés de mise sous surveillance en cas de simple suspicion et les arrêtés portant déclaration d'infection après constatation de la maladie.

Les arrêtés de mise sous surveillance et portant déclaration d'infection définissent la zone géographique et les espèces ou catégories d'animaux concernées. Ils peuvent entraîner dans tout ou partie de cette zone, l'application des mesures suivantes :

- 5° L'isolement, la séquestration, la visite, le recensement et la marque des animaux et troupeaux ainsi que de leurs produits ;
- 6° Les prélèvements nécessaires au diagnostic ou aux enquêtes épidémiologiques ;
- 7° La désinfection des bâtiments et des moyens de transport contaminés, la désinfection ou même la destruction des objets quelconques pouvant servir de véhicules à la contagion ;
- 8° Le cas échéant, la désinsectisation et la dératisation des locaux d'élevage et leurs alentours ;
- 9° L'obligation de détruire les cadavres ;
- 10° La mise en interdit de la zone ;
- 11° L'interdiction momentanée ou la réglementation des foires et marchés, du transport et de la circulation de tous les animaux d'espèces susceptibles de contamination ; le cas des transports interinsulaires est pris en compte.

En outre, pour les arrêtés portant déclaration d'infection, les mesures suivantes peuvent être appliquées :

- 12° L'interdiction de vendre les animaux ;
- 13° L'abattage des animaux malades ou contaminés ou des animaux ayant été exposés à la contagion ;
- 14° Le traitement ou la vaccination des animaux.

Art. 12.— Les propriétaires ou détenteurs d'animaux soumis aux opérations obligatoires d'épidémiologie, de police sanitaire ou de prophylaxie définies aux chapitres II, III et IV sont tenus de faire assurer l'exécution de ces opérations, y compris l'abattage. En cas de carence ou de refus, ces opérations peuvent être exécutées d'office aux frais des intéressés.

Art. 13.— Des arrêtés pris en conseil des ministres fixent les modalités et les conditions d'indemnisation des propriétaires dont les animaux ont été abattus sur l'ordre de l'administration, ainsi que les modalités et conditions de la participation financière éventuelle de la Polynésie française aux autres frais obligatoirement entraînés par l'élimination des animaux. Toute infraction aux dispositions de la présente délibération et aux arrêtés pris pour son application entraîne la perte du bénéfice de l'indemnité.

Art. 14.— Des arrêtés pris en conseil des ministres fixent les conditions et le niveau des subventions qui peuvent être accordées aux exploitants qui en font la demande, en vue du diagnostic, de la prévention et du traitement des maladies des animaux, de l'élimination des animaux malades, de la réfection du logement des animaux et de l'assainissement du milieu.

Section II - Dispositions particulières

Art. 15.— Pour chaque maladie figurant à la nomenclature mentionnée au paragraphe 2° de l'article 3 et sous réserve des dispositions de l'article 2, un arrêté pris en conseil des ministres :

- 15° Précise quelles mesures de lutte parmi celles définies à l'article 11 sont applicables ainsi que les mesures de prophylaxie à mettre en œuvre ;

- 16° Réglemente l'introduction, la détention et la délivrance de vaccins ou de produits biologiques ;
 17° Précise le mode de traitement des cadavres des animaux.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS PENALES

Art. 16.— Les infractions aux dispositions de la présente délibération sont passibles des peines applicables aux contraventions de la cinquième classe, soit 178 998 F CFP au plus, montant qui peut être porté à 357 995 F CFP en cas de récidive, sous réserve des sanctions spécifiques prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 17.— Est puni d'une amende de *quatre cent quarante-cinq mille francs CFP* (445 000 F CFP) :

- 18° Le fait pour un détenteur d'animaux infectés de laisser ceux-ci communiquer avec d'autres en méconnaissance d'un arrêté pris en application de l'article 11 de la présente délibération ;
 19° Le fait de vendre ou de mettre en vente des animaux que leur propriétaire sait être atteints ou soupçonnés d'être atteints de l'une des maladies visées au paragraphe 2° de l'article 3 ;
 20° Le fait, sans permission de l'autorité administrative, de déterrer ou d'acheter sciemment des cadavres ou débris des animaux morts de l'une des maladies visées au paragraphe 2° de l'article 3 ;
 21° Le fait pour une personne d'importer en Polynésie française des animaux qu'elle sait atteints de l'une des maladies visées au paragraphe 2° de l'article 3 ou avoir été exposés à la contagion.

Art. 18.— Est puni d'une amende de *quatre cent quarante-cinq mille francs CFP* (445 000 F CFP) :

- 22° Le fait pour une personne de vendre ou de mettre en vente de la viande provenant d'animaux qu'elle sait morts de l'une des maladies visées au paragraphe 2° de l'article 3 ;
 23° Le fait de se rendre coupable d'une infraction prévue à l'article 20 s'il est résulté de cette infraction une contagion parmi les autres animaux.

Art. 19.— Le fait, par inobservation des règlements, de faire naître ou de contribuer involontairement à répandre une épizootie chez les vertébrés domestiques ou sauvages, ou chez les insectes, les crustacés ou les mollusques d'élevage est puni d'une amende de *un million sept cent quatre-vingt-cinq mille francs CFP* (1 785 000 F CFP).

S'il s'agit de la fièvre aphteuse, la peine d'amende encourue est de *trois millions cinq cent soixante-quinze mille francs CFP* (3 575 000 F CFP).

Art. 20.— Le fait de faire naître ou de contribuer volontairement à répandre une épizootie chez les vertébrés domestiques ou sauvages ou chez les insectes, les crustacés ou les mollusques d'élevage est puni d'une amende de *huit millions neuf cent quarante-cinq mille francs CFP* (8 945 000 F CFP). La tentative est punie comme le délit consommé.

S'il s'agit de la fièvre aphteuse, la peine d'amende encourue est de *dix-sept millions huit cent quatre-vingt-quinze mille francs CFP* (17 895 000 F CFP).

Art. 21.— Si une personne a déjà fait l'objet d'une condamnation pour infraction prévue aux articles 20 à 23 depuis moins d'une année, les peines d'amendes peuvent être portées au double du maximum fixé par lesdits articles.

Art. 22.— La délibération n° 64-91 du 3 septembre 1964 fixant les mesures à prendre en cas d'introduction dans le territoire de nouvelles maladies contagieuses des animaux est abrogée.

Art. 23.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Rosina CHIN FOO.

Le 3e vice-président,
Jean-Michel CARLSON.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 561 CM du 19 juin 2006 fixant la liste des filières prioritaires, le nombre et le niveau d'étude requis pour bénéficier de la bourse majorée, au titre de l'année universitaire 2006-2007.

NOR : DES0602046AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 25 novembre 1995 modifiée portant réglementation budgétaire et comptable de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-114 APF du 13 décembre 2005 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2006 ;

Vu l'arrêté n° 366 CM du 13 avril 2006 portant réglementation des allocations de la Polynésie française pour études supérieures ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 juin 2006,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 19 de l'arrêté n° 366 CM du 13 avril 2006 susvisé, le nombre de bourses majorées est attribué par filière prioritaire et selon le niveau d'étude requis pour en bénéficier, conformément à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2.— L'arrêté n° 406 CM du 28 juin 2005 modifié fixant les filières prioritaires, le nombre et le niveau d'étude requis pour bénéficier de la bourse majorée au titre de l'année universitaire 2005-2006 est abrogé.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-

parole du gouvernement, le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes, et le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2006.
Oscar Manutahi TEMARU,

Par le Président de la Polynésie française :
*Le vice-président, ministre du tourisme,
de l'économie, des finances, du budget
et de la communication,
Jacqui DROLLET.*

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
Jean-Marius RAAPOTO.*

ANNEXE 1

FILIERES D'ETUDES PRIORITAIRES POUR L'ATTRIBUTION DE BOURSES MAJOREES

AU TITRE DE L'ANNEE UNIVERSITAIRE 2006-2007

MINISTERE	FILIERE	METIER	Niveau, Dipl me ou équivalent requis	Niveau minimal d'inscription en 2006/2007	Nb de Nvilles dmdes	Nb de Renouv.	Total	Montant mensuel
MAE - Agriculture		Entomologiste phytopathologiste	2 MASTER bioprotection et biotechnologies pour l'environnement	2 MASTER bioprotection et biotechnologies pour l'environnement	1	1	2	100 000
		Ing nieur agronome	2 Ecole d'ing nieur agronomie sp .nutrition humaine	2 Ecole d'ing nieur agronomie sp .nutrition humaine	1	1	2	100 000
		Technicien des services v t rinaires	2 BTS technicien des sces v to (INFOMA)	2 BTS technicien des sces v to (INFOMA)	2	1	3	75 000
		Technicien sp cialis en agriculture tropicale	1 BTS agricole dvpt agriculteur en r gion chaude	1 BTS agricole dvpt agriculteur en r gion chaude		1	1	75 000
		V t rinaire	2 v t rinaire cycle 2	2 v t rinaire cycle 2	1	1	2	100 000
Sous-totaux MAE					5	5	10	450 000
MDA - Dvpt Archipels	Economique et financi re	Economiste, charg d'analyse et de d veloppement	BAC + 4 (2e cycle universitaire en co., avec sp cialisatj sur l'analyse et le montage de projets de dvpt d'investissement ou tout autre formatj conomiq. obtenue ds une cole sup rieure	BAC	1		1	100 000
Sous-totaux MDA					1	0	1	100 000
MDD - Dvpt Durable	Environnement	Ing nieur en pr vention et traitement des pollutions	BAC + 5	Admission en 4e ann e d' tudes sup rieures en environnement en cole d'ing nieur ou en fili re universitaire	1		1	100 000
	Environnement	Ing nieur en rudologie	BAC + 5	Admission en 4e ann e d' tudes sup rieures en environnement en cole d'ing nieur ou en fili re universitaire	1		1	100 000
	Environnement	Ing nieur sp cialiste	2 Ecole d'ing nieur g nie des proc d s	2 Ecole d'ing nieur g nie des proc d s		1	1	100 000
	Environnement	Ing nieur sp cialiste	2 Ecole d'ing nieur thermique nerg tique (ENSIATE)	2 Ecole d'ing nieur thermique nerg tique (ENSIATE)		1	1	100 000
	Environnement	Ing nieur sp cialiste	1 Ecole d'ing nieur eau environnement	1 Ecole d'ing nieur eau environnement		1	1	100 000
Sous-totaux MDD					2	3	5	500 000

MINISTERE	FILIERE	METIER	Niveau, Dipl me ou quivalent requis	Niveau minimal d'inscription en 2006/2007	Nb de Nvilles dmdes	Nb de Renouv.	Total	Montant mensuel
MEE - Education		Professorat	CAPET Gestion co.et administrative	CAPET Gestion co.et administrative		1	1	100 000
		Professorat	LICENCE 3 / CAPES HISTOIRE-GEOGRAPHIE	CAPES Hist/g o	1	4	5	100 000
		Professorat	1 MASTER psychologie du travail	1 MASTER psychologie du travail		1	1	75 000
		Professorat	CAPEPS	CAPEPS	2	2	4	100 000
		Professorat	LICENCE 3 MATHEMATIQUES	CAPES MATHEMATIQUES	1		1	100 000
		Professorat	AGREGATION MATHEMATIQUES	AGREGATION MATHEMATIQUES		1	1	100 000
		Professorat	LICENCE 3 / CAPES LETTRES MODERNES	CAPES lettres modernes	1	2	3	100 000
		Professorat	CAPES SVT	CAPES SVT		1	1	100 000
		Professorat	PLP maths phys.	PLP maths phys.	1	1	2	100 000
		Professorat	CAPE	CAPE		1	1	75 000
		Professorat	Agr gation conomie gestion	Agr gation conomie gestion		1	1	100 000
		Professorat	2 MASTER psychologie	2 MASTER psychologie		1	1	75 000
	DEP	Informatiques et statistiques / statisticien	LICENCE 3	2 MASTER	1		1	100 000
	DEP	Psychologie / Psychologue scolaire	LICENCE 3	1 MASTER	2		2	100 000
	DES	Documentaliste	LICENCE 3	CAPES DOCUMENTATION	1		1	100 000
	DES	Professorat	LICENCE 3	BIOTECHNOLOGIE SANTE ENVIRONNEMENT	1		1	100 000
	DES	Professorat	LICENCE 3	CAPES EDUCATION MUSICALE	1		1	100 000
	DES	Professorat	LICENCE 3	CAPES ESPAGNOL	1		1	100 000
	DES	Professorat	BAC + 2	PLP - LETTRES ANGLAIS	1		1	100 000
	DES	Professorat	BAC + 2	PLP - LETTRES HISTOIRE- GEOGRAPHIE	1		1	100 000
Sous-totaux MEE					15	16	31	1 925 000
MER	Aquaculture	Chef de projet aquacole	1 MASTER ou dipl me equivalent ou qualificat prof. ou dipl me tranger ou quivalence du niv. "M1" sous r serve d'une bonne pratique de la langue fran aise	DU - aquaculture - formation au management de projet	1		1	60 000
	Aquaculture	Chercheur	BAC +5 ou quivalence	Doctorat halieutique et biologie marine avec orientaiton aquaculture	1		1	100 000
	Aquaculture	Ing nieur aquacole	1 MASTER de bio. ou d'oc onographie ou dipl me de fin d' tudes v t rinaires ou agronomiq. ou qualificatj prof. ou dipl me tranger ou quivalence du niv. "M1" sous r serve d'une bonne pratique de la langue fran aise	MASTER biologie - sp cialisation aquacole	1		1	100 000
	Aquaculture	Technicien aquacole	Niv. BAC; exp rience prof. aquacole; personnes d sirant acqu rir les bases techniq. en aquaculture ds l'optique d'une installat ult rieure, d'une volont forte d'exercer ds le m tier.	DU - aquaculture - formation la gestion technique en aquaculture et aquariologie/ BTS productions aquacoles	2		2	75 000
	Droit	Juriste international	2 MASTER of law			1	1	100 000
	Maritime	Capitaine 3000 UMS commerce	Titulaire du brevet de chef de quart passerelle	Capitaine 3000 commerce	1		1	75 000
	Maritime	Capitaine illimit	Titulaire du brevet de capitaine 3000 et avoir accompli en qualitt d'officier brevet , post rieurement la d livraison du brevet de capitaine 3000, 12 mois de navigatj effective	Capitaine	1		1	75 000
	Maritime	M canicien 3000 KW commerce	Titulaire du brevet de m canicien 750 KW et justifier d'un tps de navigatj de 6 mois post rieurement la d livraison du brevet ou justifier d'un tps de navigatj de 24 mois mini. en sce machine	m canicien 3000 KW commerce	1		1	75 000
	Recherche	Biologiste mol culaire	Doctorat physique 3N	Doctorat physique 3N		1	1	100 000
Sous-totaux MER					8	2	10	760 000

MINISTERE	FILIERE	METIER	Niveau, Dipl me ou equivalent requis	Niveau minimal d'inscription en 2006/2007	Nb de Nvilles dmdes	Nb de Renouv.	Total	Montant mensuel
MET	Equipement	Architecte	1 Ecole d'architecte	1 Ecole d'architecte	1	1	2	100 000
	Equipement	Architecte	4 Ecole d'architecture	4 Ecole d'architecture		2	2	100 000
	Equipement	Architecte	4 et 5 Ecole d'architecture	5 Ecole d'architecture		1	1	100 000
	Equipement	Architecte	3 Ecole d'architecture	3 / 4 Ecole d'architecture		2	2	100 000
	Equipement	Architecte paysagiste	1 Ecole d'architecte	1 Ecole d'architecte	1		1	100 000
	Equipement	G om tre	1 Ecole d'ing nieur g om tre	1 Ecole d'ing nieur g om tre	1		1	100 000
	Equipement	G om tre topographe	2 BTS g om tre topographe	2 BTS g om tre topographe		1	1	75 000
	Equipement	Informaticien programmeur	1 Ecole d'ing nieur	1 Ecole d'ing nieur	1		1	100 000
	Equipement	Ing nieur en b timent	1 Ecole d'ing nieur	1 Ecole d'ing nieur	1		1	100 000
	Equipement	Ing nieur en b timent	1 Ecole d'ing nieur de travaux publics sp .b timent	1 Ecole d'ing nieur de travaux publics sp .b timent		1	1	100 000
	Equipement	Ing nieur en b timent	2 Ecole d'ing nieur en b timent	2 Ecole d'ing nieur en b timent		1	1	100 000
	Equipement	Ing nieur en g nie civil	1 Ecole d'ing nieur ou MAITRISE - DESS	1 Ecole d'ing nieur ou MAITRISE - DESS	1		1	100 000
	Equipement	Ing nieur en ouvrage maritime	1 Ecole d'ing nieur	1 Ecole d'ing nieur	1		1	100 000
	Equipement	Ing nieur g nie civil	MASTER 1 g nie civil	MASTER 1 g nie civil		1	1	100 000
	Equipement	Ing nieur g nie civil	4 Ecole d'ing nieur g nie civil	4 Ecole d'ing nieur g nie civil		1	1	100 000
	Equipement	Ing nieur g nie civil	3 Ecole d'ing nieur	3 Ecole d'ing nieur		1	1	100 000
	Equipement	Ing nieur hydraulicien	1 Ecole d'ing nieur	1 Ecole d'ing nieur	1		1	100 000
	Equipement - Transport maritime	Juriste maritime	BAC+3	MASTER droit maritime	1		1	100 000
	Equipement - Transport maritime	officier de 1re classe de la marine marchande	3e ann e de formation des officiers de 1re classe de la marine marchande	4e ann e de formation des officiers de 1re classe de la marine marchande	1		1	100 000
	Equipement - Transport maritime	Titre de formation professionnelle	Brevet de capitaine 200	Capitaine illimit	1		1	75 000
Sous-totaux MET					11	12	23	1 950 000
MJC - Culture	Arch ologie	Arch ologue	Doctorat d'anthropologie ethnologie pr histoire	2 ou 3 doctorat d'anthropologie ethnologie pr histoire		1	1	100 000
	Ethnologie	Ethnologue	MASTER Ethnologie	MASTER Ethnologie		1	1	100 000
	Ethnologie	Ethnologue	MASTER langues et civilisations polyn siennes	MASTER langues et civilisations polyn siennes		1	1	100 000
	Patrimoine	Conservateur Patrimoine	Doctorat arch ologie	Doctorat arch ologie		1	1	100 000
	Patrimoine - Musique	Professeur de musique	D.E.M. (Dipl me d' tudes musicales)	C.A. (Certif. d'aptitude aux fonctj de prof. ds les conservatoires nationaux de r gion ou les coles nationales de musique) D.E. (Dipl me d'Etat aux fonctj de prof. ds les conservatoires nationaux de r gion ou les coles nationales de musique)	3		3	100 000
Sous-totaux MJC					3	4	7	500 000

MINISTERE	FILIERE	METIER	Niveau, Diplôme ou équivalent requis	Niveau minimal d'inscription en 2006/2007	Nb de Nvilles d'indes	Nb de Renouv.	Total	Montant mensuel
MLA - Logement	Electricité	Ingenieur en électricité de production m thodes	3 Ecole, d'ing nieur	3 Ecole d'ing nieur		2	2	100 000
Sous-totaux MLA					0	2	2	100 000
MPA - Solidarité	Sociale	Assistant de service social	3 formation assistante soc.	3 formation assistante soc.		4	4	75 000
	Sociale	Assistant de service social	2 formation assistante sociale	2 / 3 formation assistante sociale		6	6	75 000
	Sociale	Conseiller en économie sociale et familiale	BTS ESF	D.E.C.E.S.F.	2		2	75 000
	Sociale	Conseiller en économie sociale et familiale	1 BTS ESF	1 BTS ESF		2	2	75 000
	Sociale	Conseiller en économie sociale et familiale	2 BTS ESF	2 BTS ESF		1	1	75 000
	Sociale	Educateur sp cialis	2 Educateur sp cialis	2 Educateur sp .		2	2	75 000
	Sociale	Educateur sp cialis	1 Educateur sp .	1 Educateur sp .		3	3	75 000
Sous-totaux MJC					2	18	20	525 000
MSP - Sant	Sant	Coordonateur de pr vention (Sant s curit au travail)		MASTER PRO ducation et promotion de la sant		1	1	75 000
	Sant	Dentiste	2e ann e PCEO dont 2		3		3	125000
	Sant	Dentiste	PCEO 3	PCEO 3		1	1	125 000
	Sant	Dentiste	OTHTC0	OTHTC0		1	1	150 000
	Sant	Ecoles sp cialis es param dicales	1 Ecole ou DTS (apr s octention PCEM 1)	Kin sith rapeutes	3		3	75000
	Sant	Ecoles sp cialis es param dicales	1 Ecole ou DTS (apr s octention PCEM 1)	Technicien de laboratoire	1		1	75000
	Sant	Ecoles sp cialis es param dicales	1 Ecole ou DTS (apr s octention PCEM 1)	Di t ticien	1		1	75000
	Sant	Ecoles sp cialis es param dicales	DCEO 1	DCEO 1		1	1	75 000
	Sant	Gestion / Directeur / Inspecteur	2 MASTER sant publique option analyse et gestion des ETS de sant	2 MASTER sant publique option analyse et gestion des ETS de sant		1	1	100 000
	Sant	Ing nieur biom dical	Entr e en formation sp cialis e biom dical (soit MASTER PRO 1 ou 2, soit autre)		1		1	100000
	Sant	Ing nieur biom dical	3 Licence professionnelle biom dical	3 Licence professionnelle biom dical		1	1	100 000
	Sant	Manipulateur lectro radio	2 formation manipulateur lectroradiologie m dicales	2 formation manipulateur lectroradiologie m dicales		1	1	75 000
	Sant	Manipulateur radio	1 Ecole ou DTS (apr s octention PCEM 1)		4		4	75000
	Sant	M decin	2e ann e PCEM2		8		8	125 000
	Sant	M decin	DCEM 1	DCEM 1		1	1	125 000
	Sant	M decin	DCEM 3 (radiologie)	DCEM 3 (radiologie)		1	1	150 000
	Sant	M decin	DCEM 1	DCEM 1 / DCEM 2		5	5	125 000
	Sant	M decin	PCEM 2	PCEM 2		2	2	125 000
	Sant	M decin	TCEM 1 (cardiologie)	TCEM 1 (cardiologie)		1	1	150 000
	Sant	M decin	DCEM 3	DCEM 3		1	1	150 000
	Sant	Nutritionniste	Licence professionnelle nutrition appliqu e	Licence professionnelle nutrition appliqu e		1	1	100 000
	Sant	Pharmacien	2e ann e PCEP 2		1		1	100000
	Sant	Pharmacien	4 Pharmacie	4 / 5 Pharmacie		2	2	100 000
	Sant	Psycho clinicien	1 MASTER psychologie clinique d veloppementale	1 MASTER psychologie clinique d veloppementale		1	1	100 000
	Sant	Psycho clinicien	1 MASTER psychologie clinique d veloppementale sp .pathologique	1 MASTER psychologie clinique d veloppementale sp .pathologique		1	1	100 000
	Sant	Psycho clinicien	1 DESS ou MASTER PRO		1		1	100000
	Sant		2 Kin sith rapie	2 Kin sith rapie		1	1	75 000
Sous-totaux MSP					23	24	47	2 850 000

MINISTERE	FILIERE	METIER	Niveau, Diplôme ou équivalent requis	Niveau minimal d'inscription en 2006/2007	Nb de Nvilles dmdes	Nb de Renouv.	Total	Montant mensuel
MTE - Emploi	Droit	Juriste en droit notarial	2 MASTER droit notarial	2 MASTER droit notarial		2	2	100 000
	Droit	Juriste en droit notarial	1 MASTER droit notarial	1 MASTER droit notarial		1	1	100 000
	Droit	Juriste en droit notarial	2 MASTER droit des entreprises	2 MASTER droit des entreprises		1	1	100 000
	Informatique	Ingénieur chef de projet	MASTER	MASTER	1		1	100 000
	Informatique	Ingénieur d'études	MASTER	MASTER	1		1	100 000
	Informatique	Ingénieur en organisation informatique	MASTER	MASTER	1		1	100 000
Sous-totaux MTE					3	4	7	600 000
MPP - T l com	T l communication	Ingénieur en t l com.	3 Ecole d'ingénieur r seaux t l com	3 Ecole d'ingénieur r seaux t l com		3	3	100 000
	T l communication	Ingénieur en t l com.	2 Ecole d'ingénieur des technologies de l'information et du management cycle 1	2 Ecole d'ingénieur des technologies de l'information et du management cycle 1		1	1	100 000
	T l communication	Ingénieur en t l com.	1 Ecole nationale sup.d'ingénieurs	1 Ecole nationale sup.d'ingénieurs		1	1	100 000
Sous-totaux MPP					0	5	5	300 000
PR	Relations internationales	Interprète	3 interprétariat institutions d'entreprises angl.espa.Italien, fran.	3 interprétariat institutions d'entreprises angl.espa.Italien, fran.		1	1	100 000
Sous-totaux PR					0	1	1	100 000
VP	Economie - Comptabilité	Gestion des ressources humaines	Licence gestion management	MASTER 1 gestion management		1	1	100 000
	Finances	Analyste-financier	MAITRISE	MAITRISE	1		1	100 000
	Finances	D.E.C.F	2 DECF	2 DECF		1	1	100 000
	Finances	Ecole de commerce	2 Ecole sup.de commerce	2 Ecole sup.de commerce		1	1	100 000
	Finances	Ecole de commerce	3 Ecole SUPCO	3 Ecole SUPCO		1	1	100 000
	Finances	Ecole de commerce	3 Ecole de commerce et de management	3 Ecole de commerce et de management		1	1	100 000
	Finances	Ecole de commerce	1 Ecole de commerce	1 Ecole de commerce		2	2	100 000
	Finances	Ecole de commerce	2e année INT Management	2e année INT Management		2	2	100 000
	Finances		3 Ecole d'ingénieur sup.info.opti dvpt	3 Ecole d'ingénieur sup.info.opti dvpt		1	1	100 000
	Informatique - finances	Ingénieur informaticien	3 Ecole d'ingénieur gnie informatique	3 Ecole d'ingénieur gnie informatique		1	1	100 000
	Informatique - finances	Ingénieur informaticien	2 Ecole d'ingénieur informatique	2 Ecole d'ingénieur informatique		3	3	100 000
	Tourisme	Manager dans les agences réceptives	2 MASTER audit contrôle finance opti ingénierie contrôle hôtellerie tourisme	2 MASTER audit contrôle finance opti ingénierie contrôle hôtellerie tourisme		1	1	100 000
	Tourisme	Manager dans les agences réceptives	2 MASTER dvpt et promotion des aménagements touristiques	2 MASTER dvpt et promotion des aménagements touristiques		1	1	100 000
	Tourisme	Responsable restauration, amélioration qualité du service	4 bachelor of science in hospitality management	4 bachelor of science in hospitality management		1	1	100 000
Sous-totaux VP					1	17	18	1 400 000
Total					4	27	31	2 400 000

NOR : DAF0600890AC

Par arrêté n° 546 CM du 16 juin 2006.— L'article 2 de l'arrêté du 31 mars 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial, au profit de la commune de Mahina, dans le cadre de la réalisation d'un pont d'accès au cimetière communal et l'installation de deux buses dans le talweg de Orofara, est abrogé.

Au premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté susvisé, les mots : "de la convention précitée que le bénéficiaire s'engage à respecter, telles que" sont remplacés par le mot : "suivantes".

NOR : DAF0600432AC

Par arrêté n° 547 CM du 16 juin 2006.— La terre "Hamiti remblais", cadastrée commune de Uturoa, section de commune de Uturoa, section AD n° 3, d'une superficie de 3 530 mètres carrés, et les constructions y édifiées sont affectées au profit de la direction de la santé.

Tel que le tout figure sur le plan établi par la direction des affaires foncières, division du cadastre, et appartient à la Polynésie française.

Cette affectation est destinée à régulariser l'implantation du centre médical et les logements de fonction, et à assurer la gestion et l'exploitation des infrastructures publiques y édifiées.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de la santé, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de non-respect du présent arrêté, la Polynésie française prononcera le retour de la terre affectée et des constructions y édifiées.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : DAF0600430AC

Par arrêté n° 548 CM du 16 juin 2006.— La terre "Puuotoi", cadastrée commune de Huahine, section de commune de Fare, section AB n° 68, d'une superficie de 3 627 mètres carrés, et les constructions y édifiées sont affectées au profit de la direction de la santé.

Tel que le tout figure sur le plan établi par la direction des affaires foncières, division du cadastre, et appartient à la Polynésie française.

Cette affectation est destinée à régulariser l'implantation du centre médical et les logements de fonction, et à assurer la gestion et l'exploitation des infrastructures publiques y édifiées.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de la santé, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de non-respect du présent arrêté, la Polynésie française prononcera le retour de la terre affectée et des constructions y édifiées.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : DAF0600431AC

Par arrêté n° 549 CM du 16 juin 2006.— Sont affectées au profit de la direction de la santé, trois terres et les constructions y édifiées, cadastrées commune de Maupiti, section de commune de Maupiti, d'une superficie totale de 1 927 mètres carrés, ci-dessous énumérées :

- terre "Infirmerie", section A n° 61, d'une superficie de 644 mètres carrés ;
- terre "Concession maritime", section A n° 750, d'une superficie de 909 mètres carrés ;
- terre "Concession maritime", section A n° 751, d'une superficie de 374 mètres carrés.

Tel que le tout figure sur le plan établi par la direction des affaires foncières, division du cadastre, et appartient à la Polynésie française.

Cette affectation est destinée à régulariser l'implantation du centre médical et le logement de fonction, et à assurer la gestion et l'exploitation des infrastructures publiques y édifiées.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre chargé de la santé, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de non-respect du présent arrêté, la Polynésie française prononcera le retour de la terre affectée et des constructions y édifiées.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : DAF0600343AC

Par arrêté n° 550 CM du 16 juin 2006.— L'article 5 de l'arrêté n° 948 CM du 7 juin 2004 modifiant l'arrêté n° 351 CM du 27 février 2004 autorisant l'acquisition d'une propriété bâtie sise à Paëa, est rédigé comme suit :

"La Polynésie française autorise l'occupation de la propriété mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, aux conditions et charges de la convention type approuvée par arrêté n° 691 CM du 26 avril 2004, au profit de M. Bernard Pierre et Mlle Raymonde Metua, et ce jusqu'au 31 décembre 2006".

NOR : DAF0600739AC

Par arrêté n° 551 CM du 16 juin 2006.— L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 2,25 mètres carrés sur la barrière récifale de Faaone, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de l'Etablissement des grands travaux (EGT), pour l'implantation d'une plate-forme de support d'un anémomètre.

La plate-forme est située sur la barrière récifale de Faaone aux coordonnées du point axial suivantes :

- latitude 17° 41' 18 S ;
- longitude 149° 17' 52 W.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan joint à la demande de l'Etablissement des grands travaux (EGT).

La présente autorisation est consentie sous les clauses et conditions suivantes que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- l'emplacement concédé est destiné à l'implantation d'une plate-forme de support d'un anémomètre utilisé dans le cadre des études annexes relatives à l'opération d'aménagement des ouvrages portuaires de Faratea ;
- il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- il sera seul responsable de tout dommage causé par la mise en place de la plate-forme. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- il devra, impérativement et au préalable, avertir la direction de l'équipement, de toute intervention sur le domaine public maritime ;
- enfin, le bénéficiaire sera tenu de respecter toutes les conditions techniques et les prescriptions qui pourraient lui être imposées par les services et organismes compétents de la Polynésie française en ce qui concerne les travaux précités.

Conformément aux dispositions de l'article 10 alinéa 5 de la délibération du 12 février 2004 et compte tenu de l'intérêt général du projet portuaire de Faratea, est décidée l'exonération du paiement de la redevance au profit de l'Etablissement des grands travaux (EGT).

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

NOR : DAF0600802AC

Par arrêté n° 552 CM du 16 juin 2006.— La parcelle B dépendant de la terre "Otava 2", référencée commune de Tubuai, section de commune de Taahuaia, d'une superficie de 92 ares 80 centiares est affectée au service du développement rural.

Telle que cette parcelle appartient à la Polynésie française en vertu d'un acte transcrit le 11 avril 1962 au volume 441 n° 21.

Cette affectation est destinée à accueillir une antenne de ce service chargé de la gestion, de l'entretien et de la conservation de cette parcelle sur laquelle ont été édifiées des structures telles que bâtiments administratifs, pépinières agricoles et fruitières, hangar à matériel, atelier mécanique et logement de fonction.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'agriculture, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, peut passer tout acte de gestion entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française prononcera le retour des parcelles affectées et des constructions y édifiées.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : DAF0601040AC

Par arrêté n° 553 CM du 16 juin 2006.— Deux parcelles dépendant de la terre "Haamene lot A partie", référencée commune de Tahaa, section de commune de Haamene, HK n° 18, d'une superficie respective de 65 ares 95 centiares et de 17 ares 25 centiares sont affectées au profit de la commune de Tahaa.

Telles que les deux parcelles figurent sur le plan de délimitation n° 2004-01-02 établi par la SCP Anding-Leninger en date du 13 avril 2004 et détenu par la direction des affaires foncières, division du cadastre.

Cette affectation est destinée à l'implantation d'une pépinière. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

La commune de Tahaa, conformément aux dispositions des articles 16, 19 et 23 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des parcelles affectées et deviendra propriétaire par accession des constructions y édifiées sans aucune indemnité.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : MPA0602040AC

Par arrêté n° 554 CM du 16 juin 2006.— A l'article 1er de l'arrêté n° 326 CM du 1er juin 2005 modifié portant désignation des membres du conseil d'administration du régime des non-salariés, le deuxième tiret du deuxième sous-intitulé "2 représentants des organisations patronales professionnelles les plus représentatives" est modifié et rédigé comme suit :

Titulaires : M. Jean-Pierre Gaudfrin et Mme Jessie Parfait ;

Suppléants : Mme Dominique Faucher et M. Stéphane Benchamoul.

NOR : ILM0601074AC

Par arrêté n° 555 CM du 19 juin 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-06 ILM du 18 avril 2006 du conseil d'administration de l'Institut Louis-Malardé portant modification des postes budgétaires alloués à l'Institut Louis-Malardé.

NOR : ILM0602078AC

Par arrêté n° 556 CM du 19 juin 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-06 ILM du 18 avril 2006 du conseil d'administration de l'Institut Louis-Malardé approuvant le recrutement du Pr Rémy Teyssou au poste de directeur de la recherche de l'Institut Louis-Malardé.

NOR : ILM0602079AC

Par arrêté n° 557 CM du 19 juin 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-06 ILM du 18 avril 2006 du conseil d'administration de l'Institut Louis-Malardé fixant le montant des primes et indemnités allouées au titre de l'exercice 2006.

NOR : ILM0602080AC

Par arrêté n° 558 CM du 19 juin 2006.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 7-06 ILM du 18 avril 2006 du conseil d'administration de l'Institut Louis-Malardé fixant les termes du dispositif d'incitation financière au départ volontaire applicable au personnel de l'Institut Louis-Malardé.

NOR : DAF0600683AC

Par arrêté n° 559 CM du 19 juin 2006.— Dans le cadre de l'aménagement d'un hall d'exposition d'automobiles sur la parcelle cadastrée commune de Punaauia, section C n° 1 attenante à la parcelle de la terre domaniale dénommée Outumaoro, cadastrée section B n° 76, est autorisé au profit de l'agence Regaud et G. Beauvilain mandatée par la Société polynésienne d'automobiles et d'engins de transports (SOPADEP) un empiètement de prospect dans le cadre de la construction :

- d'un bâtiment contigu à la parcelle domaniale précitée sur une longueur de 17 mètres ;
- et d'une rampe d'accès au parking le long de la limite séparative sur une longueur de 26,10 mètres, le tout s'étalant sur une longueur de 43,10 mètres.

Et tel que le tout figure sur les plans joints à la demande de l'intéressée.

La présente autorisation valant accord de voisinage est établie en application des dispositions de l'article D. 364-1 du code de l'aménagement.

NOR : ISP0600992AC

Par arrêté n° 560 CM du 19 juin 2006.— Sont constatés pour les mois de janvier, février et mars 2006, les index BTP suivants :

Index BTP en base 1 août 2001			
Index	Janvier 2006	Février 2006	Mars 2006
BTP01	1,109	1,110	1,112
BTP02	1,118	1,118	1,121
BTP03	1,156	1,158	1,159
BTP04.1	1,054	1,058	1,059
BTP04.2	1,037	1,037	1,037
BTP04.3	1,036	1,036	1,037
BTP05	1,039	1,041	1,041
BTP06.1	1,021	1,021	1,022
BTP06.2	1,084	1,084	1,084
BTP07.1	1,127	1,127	1,127
BTP08	1,053	1,053	1,053
BTP09	1,033	1,033	1,033
BTP10	0,955	0,955	0,955
BTP11	1,064	1,065	1,065
BTP13	1,089	1,089	1,089
BTP14	1,063	1,063	1,064

Index BTP en base 1 avril 1984			
Index	Janvier 2006	Février 2006	Mars 2006
BTP01	1,934	1,935	1,939
BTP02	1,946	1,946	1,951
BTP03	1,829	1,832	1,833
BTP04.1	1,633	1,639	1,641
BTP04.2	1,775	1,775	1,775
BTP04.3	1,684	1,684	1,684
BTP05	1,608	1,611	1,610
BTP06.1	1,792	1,793	1,793
BTP06.2	1,501	1,501	1,501
BTP07.1	1,854	1,854	1,855
BTP08	1,623	1,623	1,623
BTP09	1,825	1,825	1,825
BTP10	1,633	1,632	1,633
BTP11	1,880	1,882	1,881
BTP13	2,010	2,010	2,010
BTP14	1,925	1,925	1,925

Sont constatés pour les mois de janvier, février et mars 2006, les index TPP suivants :

Index TPP en base 1 avril 2003			
Index	Janvier 2006	Février 2006	Mars 2006
TPP01	1,055	1,055	1,064
TPP02	1,109	1,110	1,113
TPP03	1,062	1,062	1,079
TPP04	1,077	1,078	1,081
TPP05	1,090	1,091	1,095
TPP06	1,055	1,055	1,070
TPP07	1,197	1,200	1,202
TPP08	1,067	1,067	1,078
TPP08.B	1,055	1,055	1,068
TPP09	1,081	1,081	1,093
TPP09.B	1,055	1,055	1,072
TPP10	1,041	1,041	1,045
TPP10.B	1,053	1,053	1,061
TPP12	1,052	1,053	1,054
TPP13	1,137	1,139	1,139

Index TPP en base 1 avril 1984			
Index	Janvier 2006	Février 2006	Mars 2006
TPP01	1,825	1,825	1,840
TPP02	1,944	1,946	1,951
TPP03	1,862	1,862	1,892
TPP04	1,819	1,820	1,826
TPP05	1,859	1,860	1,868
TPP06	1,836	1,839	1,865
TPP07	1,813	1,818	1,821
TPP08	1,783	1,784	1,802
TPP08.B	1,892	1,893	1,915
TPP09	1,597	1,597	1,615
TPP09.B	1,886	1,887	1,917
TPP10	1,659	1,660	1,665
TPP10.B	1,894	1,894	1,908
TPP12	1,844	1,845	1,848
TPP13	1,873	1,874	1,875

NOR : DAF0600850AC

Par arrêté n° 562 CM du 19 juin 2006.— La Polynésie française, pour le compte du service du commerce extérieur, est autorisée à prendre à bail, des locaux à usage de bureaux, d'une superficie totale de 192 mètres carrés, situés dans l'immeuble Teissier, sis commune de Papeete, appartenant aux consorts Teissier, représentés par l'agence immobilière SVP.

Cette prise à bail est consentie à compter de la date d'entrée dans les lieux. Elle sera renouvelable par tacite reconduction à compter du 1er janvier 2007, et cela par annuité, moyennant un loyer mensuel de *trois cent vingt-cinq mille francs CFP* (325 000 F CFP) et des frais d'agence correspondant à un mois de loyer, soit 325 000 F CFP.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 960-02, article 630.

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

NOR : DAF0600684AC

Par arrêté n° 563 CM du 19 juin 2006.— L'arrêté n° 1460 CM du 13 novembre 2001 autorisant la location d'une parcelle d'une superficie d'un hectare de la terre présumée domaniale sise à Fakarava au profit de M. Eric Amo est abrogé.

NOR : DAF0600294AC

Par arrêté n° 564 CM du 19 juin 2006.— L'article 1er de l'arrêté n° 336 CM du 8 mars 2003 est modifié ainsi qu'il suit :

"Article 1er.— Une parcelle dépendant du domaine public maritime remblayé, commune de Papeete, dénommé "Place Jacques-Chirac" d'une superficie de 6 335 mètres carrés est affectée au profit de l'Etablissement public des grands travaux".

NOR : DAF0601064AC

Par arrêté n° 565 CM du 19 juin 2006.— L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, d'une superficie de 36 mètres carrés, sis commune de Papeete, dénommé "Place Jacques-Chirac" est autorisé au profit de l'association Moruroa E Tatou pour l'implantation d'un mémorial en souvenir des victimes des essais nucléaires dans le Pacifique.

Et tel que le tout figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté, aux clauses et conditions de la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.

Le concessionnaire est tenu d'édifier le monument conformément aux prescriptions d'usage en la matière.

Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

La redevance annuelle d'occupation payable est fixée au franc symbolique.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : MT0602019AC

Par arrêté n° 566 CM du 19 juin 2006.— Conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 197 modifié, il est autorisé à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de *huit millions onze mille cinq cent treize francs CFP* (8 011 513 F CFP) au Musée de Tahiti et des îles, pour la rénovation de ses bâtiments.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1544 PR du 16 juin 2006 portant habilitation de M. Yves Bidet en qualité d'agent spécial d'assurance.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances ;

Vu ensemble les décrets n° 76-666 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances et n° 76-667 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes réglementaires concernant les assurances ;

Vu la lettre en date du 14 décembre 2005 de M. Guy Roelandt, président du conseil d'administration de la société Dexia Epargne Pension ;

Vu la lettre d'engagement de M. Yves Bidet en date du 14 décembre 2005,

Arrête :

Article 1er.— M. Yves Bidet, né le 28 juin 1960 à Boulogne-Billancourt, est habilité à exercer les fonctions d'agent spécial d'assurance pour la société Dexia Epargne Pension pour les opérations qu'elle pratique en Polynésie française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juin 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 1570 PR du 19 juin 2006 portant délégation de signature à M. Etienne Hauata, chef du service des moyens généraux.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1076 PR du 21 avril 2006 portant nomination des membres du gouvernement et modification de l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 273 CM du 20 décembre 2004 portant création et organisation du service des moyens généraux ;

Vu l'arrêté n° 482 CM du 26 mai 2006 portant nomination de M. Etienne Hauata en qualité de chef du service des moyens généraux,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Etienne Hauata, chef du service des moyens généraux, à l'effet de signer au nom du Président de la Polynésie française, tout acte ou document à caractère interne ou relatif au fonctionnement courant du service des moyens généraux.

Art. 2.— M. Etienne Hauata est en particulier habilité à signer les pièces ci-après :

- a) Lettres, notes et bordereaux adressés aux chefs de service et directeurs d'établissements publics de la Polynésie française ;
- b) Correspondances adressées aux fournisseurs et usagers du service des moyens généraux ;
- c) Ordres de déplacements et réquisitions à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents placés sous son autorité ;
- d) Actes individuels concernant les congés de toute nature pour les agents placés sous son autorité, à l'exception des congés administratifs et des congés exceptionnels ;
- e) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- f) Notation primaire des agents placés sous son autorité ;
- g) Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;

h) Engagement, dont lettres de commande, conventions, marchés, certifications de service fait, liquidations et signatures de toutes pièces justificatives pour les dépenses imputées sur le budget de fonctionnement du service.

Art. 3.— Le chef du service des moyens généraux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 1602 PR du 22 juin 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 18 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Ahiti Roomataaraoa, ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain, pendant l'absence de M. Tauhiti Nena, du 19 au 25 juin 2006 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2006.
Pour le Président absent :
Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par arrêté n° 1518 PR du 15 juin 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Tubuai pour l'acquisition d'un véhicule de livraison destiné à la cuisine centrale dont le coût est estimé à quatre millions sept cent quarante mille neuf cent quarante et un francs CFP (4 740 941 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 70 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de trois millions trois cent dix-huit mille six cent cinquante-neuf francs CFP (3 318 659 F CFP).

Par arrêté n° 1545 PR du 16 juin 2006.— Dans le cadre du dispositif de l'aide en faveur des petits commerces, les entreprises désignées ci-après sont attributaires d'une subvention.

La subvention est versée aux intéressés en une seule fois dès la publication du présent arrêté.

Les investissements et/ou les travaux d'aménagement et d'embellissement pour lesquels l'aide est attribuée devront être réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté.

L'entreprise bénéficiaire doit produire les justificatifs auprès du service des affaires économiques de l'utilisation de la subvention dans le cadre du projet présenté.

En cas d'inexécution totale ou partielle de l'opération subventionnée ou dans le cas où la subvention d'investissement aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de la subvention.

La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française, chapitre 914, article 130, AP 76-2004, AE 169-2004.

Les entreprises attributaires d'une subvention sont désignées ci-après (en F CFP) :

Enseigne commerciale ou dénomination de l'entreprise	Nom du commerçant	N° RC	N° TAHITI	Montant de l'aide accordée
Magasin Eugène	Eugène Taux	0620 B	763 300	740 000
Magasin Avera	Emmanuel Bonnardot	8095 B	572 818	1 500 000
Total aides				2 240 000

Par arrêté n° 1563 PR du 19 juin 2006.— Le bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée est accordé à la SAS Safari Club Moorea pour l'hôtel "Sofitel Ia Ora Moorea" pour un plafond annuel d'exonération fixé comme suit :

Hôtel : Sofitel Ia Ora Moorea.

N° TAHITI : 042077(001).

Plafond d'exonération : 14 250 000 F CFP.

Par arrêté n° 1564 PR du 19 juin 2006.— Le bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée est accordé à la SA Compagnie touristique polynésienne pour l'hôtel "Moorea Pearl Resort & Spa" pour un plafond annuel d'exonération fixé comme suit :

Hôtel : Moorea Pearl Resort & Spa.

N° TAHITI : 575621(001).

Plafond d'exonération : 14 250 000 F CFP.

Par arrêté n° 1565 PR du 19 juin 2006.— Il est accordé à Mme Yva Teriitahi, RC 42473 A, n° TAHITI 530618, une subvention d'un million cinq cent mille francs CFP (1 500 000 F CFP) pour la rénovation d'un hébergement touristique de type "pension de famille" dénommé "Pension Ariitere" à Huahine, dans le cadre du dispositif incitatif en faveur des établissements d'hébergement chez l'habitant.

Le bénéficiaire dispose d'une période de douze mois à compter du versement de la subvention pour réaliser la totalité de l'investissement prévu dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 914, opération 138-2001, AE 95-2002, article 130. La totalité de la somme sera versée en une fois sur le compte courant bancaire ouvert au nom de "Pension Ariitere".

Par arrêté n° 1566 PR du 19 juin 2006.— Il est accordé à Mme Karine Laval, RC 25654 A, n° TAHITI 370742, une subvention de cinq cent mille francs CFP (500 000 F CFP) pour l'extension d'un hébergement touristique de type "fare d'hôtes" dénommé "Vanira Lodge" à Tahiti, dans le cadre du dispositif incitatif en faveur des établissements d'hébergement chez l'habitant.

Le bénéficiaire dispose d'une période de douze mois à compter du versement de la subvention pour réaliser la totalité de l'investissement prévu dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 914, opération 138-2001, AE 95-2002, article 130. La totalité de la somme sera versée en une fois sur le compte courant bancaire ouvert au nom de "Pension Vanira Lodge".

Par arrêté n° 1576 PR du 20 juin 2006.— Il est accordé à l'EURL Pea Iti, RC TPI 05117 B, n° TAHITI 734715, une subvention de trois millions cinq cent mille francs CFP (3 500 000 F CFP) pour la création d'un hébergement touristique de type "fare d'hôtes" dénommé "Fare Pea Iti" à Tahaa, dans le cadre du dispositif incitatif en faveur des établissements d'hébergement chez l'habitant.

Le bénéficiaire dispose d'une période de douze mois à compter du versement de la subvention pour réaliser la totalité de l'investissement prévu dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 914, opération 138-2001, AE 95-2002, article 130. La totalité de la somme sera versée en une fois sur le compte courant bancaire ouvert au nom de "Fare Pea Iti".

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'ENERGIE ET DES MINES, DE L'URBANISME,
DES TRANSPORTS TERRESTRES,
DES AFFAIRES MARITIMES,
DES PORTS ET AEROPORTS**

Par arrêté n° 396 MET du 14 juin 2006.— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Rurutu (archipel des Australes), à M. Maurice Lenoir.

Cette nouvelle attribution permet la mise en exploitation d'un véhicule tout terrain à transmission intégrale de catégorie C.

L'exploitation de ce véhicule par le titulaire de l'inscription s'effectue dans le respect des conditions restrictives suivantes :

- les types de prestations offertes :
 - transferts des hôtels vers l'aéroport, quai, restaurants ;
 - visites des sites ;
 - tour de l'île ;
- les zones de prise en charge : les hôtels, l'aéroport et le quai ;
- la zone d'exploitation : l'île de Rurutu ;
- seules les excursions touristiques à l'intérieur de l'île sont autorisées et les déplacements sur la route territoriale sont strictement limités aux seuls besoins de ces excursions.

Par arrêté n° 397 MET.AU du 14 juin 2006.— Est autorisée la rectification parcellaire des lots du lotissement Jade sis à Papeete.

Les lots n°s 3, 4, 5, 6 et 7 du lotissement sont annulés.

Est approuvé le dossier composé des pièces suivantes et enregistrées au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) en dates du 1er mars et du 28 avril 2006, sous le n° L/98-05 :

- extrait cadastral du lot 1 ;
- document d'arpentage du lot 1 ;
- plan parcellaire du lot 1 ;
- extrait cadastral du lot 2 ;
- document d'arpentage du lot 2 ;
- plan parcellaire du lot 2.

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Papeete et du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Par arrêté n° 399 MET du 15 juin 2006.— Mme Christine Sulpice épouse Brown, née le 24 juin 1957 à Pukiki (Hane), est autorisée à exercer l'activité d'entrepreneur de voiture de service particulièrement sur l'île de Ua Huka (archipel des Marquises).

Le numéro d'autorisation attribué est le 058.

Cette autorisation est accordée pour l'exploitation d'un seul véhicule.

Par arrêté n° 400 MET du 16 juin 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kiritaga 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Pukarua (archipel des Tuamotu). Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Nom de la terre	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
Kiritaga 1	25 26	M. Moetu Tehihio Ahupu, mandataire de Mme Haumataua Tehina Mlle Valentine Tehina

Par arrêté n° 401 MET du 16 juin 2006.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
CB 16	CB 17	
87 478	103 399	Mme Camille Rere épouse Arapari

Par arrêté n° 402 MET du 16 juin 2006.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaires
CB 16	CB 17	
29 159	34 366	Mme Danièle Peirsegaale épouse Pearson
29 159	34 366	M. Marc Peirsegaale
29 159	34 366	M. Jacques Peirsegaale

Par arrêté n° 403 MET du 16 juin 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teraupiu (PV 416) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 3 745 F CFP.
Bénéficiaire : Mme Mahia Tekura Faura.

Par arrêté n° 404 MET du 16 juin 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teraupiu (PV 412) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 10 093 F CFP.
Bénéficiaire : Mme Mahia Tekura Faura.

Par arrêté n° 407 MET/STT du 16 juin 2006.— La licence de transport touristique n° 01C04CAU est attribuée à M. Maurice Lenoir pour la mise en exploitation d'un véhicule tout-terrain à transmission intégrale de catégorie C sur l'île de Rurutu, archipel des Australes.

Par arrêté n° 408 MET du 19 juin 2006.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
CB 16	CB 17	
87 477	103 398	M. Jean Alexis Rere

Par arrêté n° 409 MET du 19 juin 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kiritaga 1 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Pukarua (archipel des Tuamotu). Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Nom de la terre : Kiritaga 1.

Indemnités à déconsigner : 26 F CFP.

Bénéficiaire : Mlle Teuraheimata Aline Tehina.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 905 MTE du 15 juin 2006 portant délégation de signature à Mme Danièle Joussin, chef du service des affaires administratives par intérim, soit du 19 juin au 13 juillet 2006 inclus.

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 17 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration ;

Vu la délibération n° 85-1014 AT du 7 février 1985 portant création du service des affaires administratives ;

Vu l'arrêté n° 209 CM du 29 janvier 2004 portant organisation du service des affaires administratives ;

Vu l'arrêté n° 542 CM du 15 juin 2006 portant nomination de Mme Danièle Joussin en qualité de chef du service des affaires administratives par intérim,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Danièle Joussin, chef du service des affaires administratives par intérim, à l'effet de signer, au nom du Président de la Polynésie française, dans la limite de ses attributions,

les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— Mme Danièle Joussin est en outre habilitée à signer au nom du Président de la Polynésie française les actes concernant :

- 1° La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2° Les ordres de déplacements dans le territoire n'excédant pas six jours aux agents placés sous son autorité ;
- 3° La prise en charge des frais de transport et de bagages des agents placés sous son autorité ;
- 4° L'engagement et la liquidation des dépenses du service.

Art. 3.— Mme Danièle Joussin reçoit délégation de signature dans les domaines suivants :

- 1° Autorisations et retraits des licences de débit de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e classes ;
- 2° Duplicata de toutes les classes de licences de débit de boissons.

Art. 4.— Le chef du service des affaires administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juin 2006.
Pierre FREBAULT.

Par arrêté n° 918 MTE du 19 juin 2006.— Mme Helmina Chavez épouse Tufariua bénéficie d'une décharge partielle (à mi-temps) d'activité de service afin d'exercer une activité syndicale au profit de l'organisation syndicale CSTP-FO à compter du 26 juin 2006.

Par arrêté n° 919 MTE du 19 juin 2006.— M. Bertrand Vairaaroa bénéficie d'une décharge totale d'activité de service afin d'exercer une activité syndicale au profit de l'organisation syndicale CSTP-FO à compter du 26 juin 2006.

Par arrêté n° 920 MTE du 19 juin 2006.— M. Teddy Tearoha bénéficie d'une décharge partielle (à mi-temps) d'activité de service afin d'exercer une activité syndicale au profit de l'organisation syndicale CSTP-FO à compter du 26 juin 2006.

Par arrêté n° 921 MTE du 19 juin 2006.— Me Dominique Calmet, notaire à Papeete, est autorisé à s'absenter de la Polynésie française du 1er au 8 juillet 2006 inclus.

Pendant son absence, M. Michel Delgrossi pour la période du 23 juin au 16 juillet 2006 inclus, est désigné pour assurer son intérim. Il cessera ses fonctions, pour lesquelles il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

Par arrêté n° 927 MTE du 19 juin 2006.— L'association Te Ete O Te Ora, représentée par son président M. John Teinaore, dont le siège est situé à Papara, PK 34,500, côté mer, BP 12102 Papara, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 2 000 000 F CFP, composée de 20 000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 29 octobre 2006 à l'église Sainte-Elisabeth à Papeari.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté au financement de la construction de l'église.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 1 salon en bambou offert.....	120 000 F CFP
2e lot : 1 réfrigérateur offert.....	80 000 F CFP
3e lot : 1 machine à laver offerte.....	68 000 F CFP
4e lot : 1 tondeuse à gazon offerte.....	35 776 F CFP
5e lot : 1 Boom Blaster offert.....	28 990 F CFP
6e lot : 1 vélo tout-terrain offert.....	14 900 F CFP
7e lot : 1 banc pour jardin offert.....	10 000 F CFP
8e lot : 1 micro-ondes offert.....	6 990 F CFP
9e lot : 1 aspirateur offert.....	6 500 F CFP
10e lot : 1 parure de drap offert.....	5 000 F CFP
11e lot : 1 rice-cooker offert.....	4 500 F CFP
12e lot : 1 sèche-cheveux offert.....	4 100 F CFP
13e lot : 1 batteur offert.....	3 893 F CFP
14e lot : 1 robot Moulinex offert.....	3 690 F CFP
15e lot : 1 tondeuse à cheveux offerte.....	2 100 F CFP
16e lot : 1 fer à repasser offert.....	1 650 F CFP
Total des lots offerts.....	396 089 F CFP
Total des lots achetés.....	0 F CFP
Total des lots (offerts et achetés).....	396 089 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 99 023 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 297 066 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le lundi 16 octobre 2006.

Par arrêté n° 928 MTE du 19 juin 2006.— Le conseil d'administration de la Mission catholique de Tahiti et dépendances (CAMICA/Paroisse Saint-Michel de Papara), représenté par Mgr Hubert Coppenrath, dont le siège est situé à l'Evêché de Papeete, quartier de la Mission, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 2 000 000 F CFP, composée de 4 000 billets à 500 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 10 novembre 2006 à la paroisse Saint-Michel, à Papara.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à la construction d'une salle polyvalente pour la paroisse de Saint-Michel de Papara.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 1 ordinateur portable acheté.....	120 000 F CFP
2e lot : 1 pendentif (perle et diamant) offert.....	80 000 F CFP
3e lot : 1 lave-linge 5 kilogrammes offert.....	26 000 F CFP
4e lot : 1 vélo pour adulte acheté.....	16 480 F CFP
5e lot : 1 kit jardinier acheté.....	16 000 F CFP
6e lot : 1 tente de camping 2 places achetée.....	13 280 F CFP
7e lot : 1 glacière Igloo-Roller achetée.....	12 850 F CFP
8e lot : 1 rame offerte.....	10 000 F CFP
9e lot : 1 mini-four électrique acheté.....	9 990 F CFP
10e lot : 1 sac à dos acheté.....	6 000 F CFP
11e lot : 1 couette offerte.....	4 500 F CFP
Total des lots.....	315 100 F CFP
Total des lots achetés.....	194 600 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 78 775 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 236 325 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mardi 31 octobre 2006.

Par arrêté n° 936 MTE du 22 juin 2006.— L'article 1er de l'arrêté n° 921 MTE du 19 juin 2006 accordant un congé à Me Dominique Calmet et portant nomination de M. Michel Delgrossi en qualité d'interiminaire, est abrogé et remplacé comme suit :

"Article 1er.— Me Dominique Calmet, notaire à Papeete, est autorisé à s'absenter de la Polynésie française du 23 juin au 16 juillet 2006 inclus."

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES FORETS

Par arrêté n° 48 MAE du 20 juin 2006.— Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 8970 MAG du 17 décembre 1997 octroyant une aide à M. Tatarata Manate au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 5879 MAE du 26 décembre 2001 octroyant une aide à M. Bernard Hiro au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 173 MAE du 9 mai 2003 octroyant une aide à Mme Noëlla Fifita Sam épouse Ratia au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 100 MAE du 10 mars 2004 octroyant une aide à M. Toia Roncière Tautahana au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture.

MINISTERE DE LA MER, DE LA PECHE, DE L'AQUACULTURE ET DE LA RECHERCHE

Par arrêté n° 351 MER du 19 juin 2006.— Conformément à l'article 13 de l'arrêté n° 1375 CM du 3 octobre 2000 modifié relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche, ainsi qu'aux modalités de leur octroi, les aides individuelles sont octroyées aux personnes suivantes (en F CFP) :

Matériel de sécurité poti marara :	367 347
1 - M. Emmanuel Lehartel	43 406
2 - M. Dean Marama Ortas	65 180
3 - M. Enoha Tauira Tumarae	65 255
4 - M. Tapuarii Tom Sing Vien	80 000
5 - M. Auguste Soi Louk	52 418
6 - M. Antonio Tinorua	61 088

Poti marara motorisé :	2 400 000
1 - M. Emmanuel Lehartel	600 000
2 - M. Dean Marama Ortas	600 000
3 - M. Enoha Tauira Tumarae	600 000
4 - M. Tapuarii Tom Sing Vien	600 000

Aide exceptionnelle poti marara :	849 014
1 - M. Ferdinand Teriitemaurirei	500 000
2 - M. Joseph Apera Mou Sin	349 014

Aide exceptionnelle bonitier :	1 000 000
1 - M. Foui Yi François Chung	1 000 000

Soit un montant total général de 4 616 361 (*quatre millions six cent seize mille trois cent soixante et un francs CFP*).

Ces aides individuelles donnent lieu à l'établissement d'une convention par bénéficiaire. Elles produisent des effets à la signature de cette convention entre le bénéficiaire et la Polynésie française.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à l'EURL Tahiti Sea d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-61 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à la SNC Rava'ai Rau 1 d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-62 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à la SNC Rava'ai Rau 2 d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-63 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à la SNC Rava'ai Rau 4 d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-64 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à la SNC Rava'ai Rau 5 d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-65 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à la SNC Rava'ai Rau 6 d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-66 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à la SNC Rava'ai Rau 7 d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-67 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à la SNC Rava'ai Rau 8 d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-68 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à la SNC Rava'ai Rau 9 d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-69 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel informatique de navigation "max sea" à M. Christian Pinard d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 04-70 du 13 octobre 2004.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide en matériel de sécurité à M. Léopold Terorohauepa d'un montant de *dix-sept mille quatre cents francs CFP* (17 400 F CFP) mentionnée dans la convention n° 06-72 du 17 février 2006.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide exceptionnelle poti marara "moteur neuf hors-bord essence" à M. Léopold Terorohauepa d'un montant de *deux cent quatre-vingt-dix mille deux cent dix-sept francs CFP* (290 217 F CFP) mentionnée dans la convention n° 06-73 du 17 février 2006.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide exceptionnelle "réparation d'un moteur in-bord diesel" à M. Jean-François Lucas d'un montant de *deux cent cinquante-deux mille six cent quatre francs CFP* (252 604 F CFP) mentionnée dans la convention n° 05-89 du 3 septembre 2005.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide "matériel de sécurité" à M. Auguste Soi Louk d'un montant de *quatre-vingts mille francs CFP* (80 000 F CFP) mentionnée dans la convention n° 06-48 du 6 février 2006.

Le présent arrêté annule l'attribution d'une aide "matériel de sécurité" à M. Antonio Tinorua d'un montant de *soixante-seize mille huit cent quatre-vingt-six francs CFP* (76 886 F CFP) mentionnée dans la convention n° 06-7 du 10 février 2006.

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE,
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DE LA QUALITE DE LA VIE**

Par arrêté n° 29 MDD du 15 juin 2006.— La société SERTM est autorisée à immerger le navire Tavake Nui dans les eaux de la Polynésie française.

La zone d'immersion retenue est comprise dans un cercle d'un rayon d'un mille nautique ayant pour centre le point de coordonnées :

- par longitude : 149° 03,0' O ;
- par latitude : 18° 00,0' S.

**MINISTERE DES PETITES
ET MOYENNES ENTREPRISES
ET DE L'INDUSTRIE**

Par arrêté n° 5 MPI du 14 juin 2006.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, les entreprises désignées ci-après sont attributaires des aides suivantes (en F CFP) :

Identité du bénéficiaire	Dénomination de l'entreprise	N° TAHITI	Montant de l'aide accordée	Frais de stage initiation gestion entreprise
Patrick Chan	SARL Alu +	783060	2 500 000	24 000
Louis Matahio	Loca Beach	750158	500 000	24 000
	Ninamu			
Total aides IDV			3 000 000	
Total aides			3 000 000	
Total frais de stage				48 000

Les aides dont le montant s'élève à *trois millions de francs CFP* (3 000 000 F CFP) et les frais de stage d'initiation à la gestion d'entreprise dont le montant s'élève à *quarante-huit mille francs CFP* (48 000 F CFP) sont à imputer au chapitre 914, autorisation de programme 132-2000, AE 178-2001, article 130, aide à la création ou au développement des entreprises.

Les entreprises doivent, dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire les justificatifs auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté. A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

**MINISTÈRE DES POSTES
ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
ET DE LA PERLICULTURE**

ARRETE n° 4 MPP du 19 juin 2006 portant délégation de signature du ministre des postes et télécommunications et de la perliculture.

Le ministre des postes et télécommunications et de la perliculture, chargé des nouvelles technologies de l'information,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1390 PR du 26 mai 2006 relatif aux attributions du ministre des postes et télécommunications et de la perliculture, chargé des nouvelles technologies de l'information ;

Vu l'arrêté n° 1490 PR du 14 juin 2006 portant nomination de M. Raymond Chin Foo en qualité de chef de cabinet auprès du ministre des postes et télécommunications et de la perliculture, chargé des nouvelles technologies de l'information ;

Vu l'arrêté n° 1491 PR du 14 juin 2006 portant nomination de M. Henri Leduc en qualité de directeur adjoint de cabinet auprès du ministre des postes et télécommunications et de la perliculture, chargé des nouvelles technologies de l'information,

Arrête :

Article 1er.— Dans le domaine de la gestion administrative, délégation de signature est donnée à M. Raymond Chin Foo, chef de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre des postes et télécommunications et de la perliculture, chargé des nouvelles technologies de l'information, toutes correspondances ou notes nécessaires à l'exécution des instructions du ministère et plus particulièrement :

a) Tous actes et correspondances relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité du ministre des postes et télécommunications et de la perliculture, chargé des nouvelles technologies de l'information, définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

b) Les ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française pour les chefs de service placés sous la tutelle du ministre et les ordres de déplacement d'une durée supérieure à six jours pour les agents de ces mêmes services.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Raymond Chin Foo, chef de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre des postes et télécommunications et de la perliculture, chargé des nouvelles technologies de l'information.

Art. 3.— Dans le domaine de la gestion du personnel, délégation de signature est donnée à M. Raymond Chin Foo, chef de cabinet, pour accomplir les actes ci-après, relatifs au personnel de cabinet du ministère des postes et télécommunications et de la perliculture, chargé des nouvelles technologies de l'information :

- a) Congés de toute nature ;
- b) Autorisations d'absence ;
- c) Certificats de travail et attestations prévues par la réglementation sociale et du travail.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raymond Chin Foo, chef de cabinet, les délégations prévues aux articles 1er, 2 et 3 précités, sont dévolues à M. Henri Leduc, directeur adjoint de cabinet.

Art. 5.— Dans le domaine de la gestion financière, délégation de signature est donnée à M. Raymond Chin Foo, chef de cabinet, à l'effet d'accomplir au nom du ministre des postes et télécommunications et de la perliculture, chargé des nouvelles technologies de l'information, dans la limite de ses attributions et des crédits budgétaires alloués au cabinet du ministère et, le cas échéant, aux services rattachés au ministère, les actes suivants :

- a) Engagement et liquidation des dépenses ;
- b) Remboursement de frais et états indemnitaires ;
- c) Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;
- d) Réquisitions de passages et bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
- e) Certification de service fait, ainsi que toutes autres correspondances et pièces justificatives de dépenses ;
- f) Etablissements de certificats administratifs.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raymond Chin Foo, chef de cabinet, la délégation prévue à l'article 5 précité, est dévolue à M. Henri Leduc, directeur adjoint de cabinet.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2006.
Michel YIP.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ARRETE n° 150 MSP du 16 juin 2006 autorisant Mme Claude Bopp à gérer la crèche et garderie périscolaire dénommée "La petite école Tini".

Le ministre de la santé, chargé de la prévention, de la sécurité alimentaire et de la médecine traditionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 22 PR du 16 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, chargé de la prévention, de la sécurité alimentaire et de la médecine traditionnelle ;

Vu la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu l'arrêté n° 261 CM du 15 mars 1995 définissant la procédure d'autorisation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu la lettre de M. Roland Bopp en date du 2 décembre 2005 ;

Vu l'avis de la commission des établissements assurant l'accueil de la petite enfance en date du 10 janvier 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mme Claude Bopp est autorisée à gérer la garderie dénommée "La petite école Tini", sise à Faa'a, PK 5, quartier Aubry.

Art. 2.— M. Faarii Pai est agréé en qualité de responsable chargé de la direction de l'établissement et de l'accueil des enfants d'âge scolaire.

Mme Claude Bopp est agréée en qualité de responsable de l'accueil des enfants préscolaires.

Art. 3.— Le nombre maximum d'enfants admis dans l'établissement est fixé à cinquante-six (56) enfants dont cinquante (50) enfants d'âge scolaire et six (6) enfants préscolaires.

Art. 4.— L'arrêté n° 85 MSA du 8 janvier 2002 modifié autorisant M. Roland Bopp à ouvrir une crèche et une garderie périscolaire est abrogé.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juin 2006.
Pia HIRO.

Par arrêté n° 148 MSP du 16 juin 2006.— L'article 3 de l'arrêté n° 1729 MSA du 7 mai 2002 autorisant Mme Lindy Carlson à augmenter la capacité d'accueil de sa crèche est rédigé ainsi qu'il suit :

"Le nombre maximum d'enfants admis dans l'établissement est fixé à 50 enfants scolaires".

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE LA CULTURE

ARRETE n° 8 MJC du 20 juin 2006 portant délégation de signature du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain, à M. Vairupe Perez, chef du service de la jeunesse et des sports.

Le ministre de la jeunesse, de la culture et du patrimoine, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 18 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de la culture et du patrimoine, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain ;

Vu la délibération n° 94-79 AT du 21 juillet 1994 modifiée portant création du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 1153 CM du 14 novembre 1994 portant organisation du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 46 CM du 29 mars 2005 portant nomination de M. Vairupe Perez, en qualité de chef du service de la jeunesse et des sports ;

Vu la lettre n° 373 PR/SGG du 19 juillet 2005 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Vairupe Perez, chef du service de la jeunesse et des sports, à l'effet de signer au nom du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain, tous les actes courants et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, dans les domaines suivants :

Au titre de la réglementation :

- mise en œuvre de la réglementation des centres de vacances ou de placement de vacances avec hébergement et des centres de loisirs sans hébergement.

Au titre de la promotion et de l'animation :

- promotion, élaboration et mise en œuvre de toutes actions en faveur des activités de jeunesse et d'éducation populaire.

Au titre de la formation :

- organisation des épreuves conduisant à la délivrance des diplômes de la Polynésie française dans le champ de la jeunesse.

Au titre des équipements :

- élaboration des propositions d'orientations des plans et des programmes d'investissements en faveur des activités de jeunesse.

Art. 2.— M. Vairupe Perez, chef du service de la jeunesse et des sports, reçoit délégation pour l'engagement et la liquidation des crédits alloués à la jeunesse et imputés au budget de la Polynésie française, à l'exception des arrêtés d'attribution de subventions de toute nature.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vairupe Perez, les délégations visées aux articles précédents sont exercées par Mme Danièle Guyonnet.

Art. 4.— Le chef du service de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 juin 2006.
Tauhiti NENA.

*Le ministre des sports
et de l'artisanat,
Léon LICHTLE.*

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS
INTERINSULAIRES MARITIMES ET AÉRIENS**

ARRETE n° 5 MTI du 19 juin 2006 portant délégation de signature du ministre des transports maritimes et aériens à Mlle Florence Domingo, chef de cabinet.

Le ministre des transports interinsulaires maritimes et aériens,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1102 PR du 26 avril 2006 relatif aux attributions du ministre des transports interinsulaires maritimes et aériens,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mlle Florence Domingo, chef de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre des transports interinsulaires maritimes et aériens, dans la limite de ses attributions :

Dans le domaine de la gestion du personnel du cabinet :

- a) Congé de toute nature ;
- b) Autorisations d'absences ;
- c) Certificat de travail et attestations prévues par la réglementation sociale et du travail.

Art. 2.— En cas d'empêchement ou d'absence de Mlle Florence Domingo, chef de cabinet, la délégation prévue à l'article 1er précité, est dévolue à Mme Vaiata Atger, secrétaire du ministre.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2006.
Dauphin DOMINGO.

Par arrêté n° 4 MTI/STMA du 16 juin 2006.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 1172 CM du 6 novembre 1996 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SARL Compagnie de transport maritime des îles Tuamotu pour l'exploitation du navire Kura Ora II, en remplacement du Kura Ora, sur la desserte maritime régulière des Tuamotu Centre et Nord-Est, le navire Kura Ora II est autorisé à desservir l'île de Rapa lors de son voyage n° 1-06 du 20 juin 2006 pour le compte de la Polynésienne des travaux et services.

Toutes opérations commerciales autres que celles décrites ci-dessus ne sont pas autorisées.

**ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE,
SOCIAL ET CULTUREL**

Avis n° 24-2006 du 20 juin 2006 sur le projet de "loi du pays" relatif aux jours fériés applicables en Polynésie française.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, conformément à l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

Vu la saisine n° 2109-2006 Prés. APF/GL/sf en date du 19 mai 2006 du président de l'assemblée de la Polynésie française, réceptionnée le 22 mai 2006, sollicitant l'avis du CESC sur le projet de "loi du pays" relatif aux jours fériés applicables en Polynésie française,

Vu la décision du bureau réuni le 22 mai 2006 ;

Vu le projet d'avis de la commission en date du 12 juin 2006,

A adopté, lors de sa séance plénière du 20 juin 2006, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

La présente saisine, soumise à l'avis du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, a pour objet le projet de "loi du pays" relatif aux jours fériés applicables en Polynésie française.

Elle fait suite à la saisine du 29 août 2005 par le Président de la Polynésie française. Le CESC avait émis un avis défavorable au projet de "loi du pays" visant à instituer le 20 novembre comme date de la fête du pays en remplacement du 29 juin célébrant la fête de l'autonomie interne.

Conformément à son souhait, le CESC est saisi de nouveau sur le sujet, à l'initiative cette fois-ci du président de l'assemblée de la Polynésie française.

II - OBSERVATIONS

Le CESC réaffirme son opposition à la fixation d'une date commémorant un événement de nature politique, un tel choix étant susceptible d'être remis en cause au gré des changements de gouvernement. De plus, pour le CESC, si le choix devait se porter sur un événement politique, la seule date qui mériterait le titre de fête du pays serait celle de son accession à l'indépendance.

En effet, le conseil remarque qu'à travers le monde, la plupart des fêtes nationales célèbrent un fait marquant de l'histoire politique des différentes nations, fait qui a trait, pour de nombreux pays, à leur souveraineté.

Compte tenu du constat général de la perte des valeurs culturelles dont souffre la société polynésienne d'aujourd'hui, notamment les jeunes générations, le CESC estime que la fête du pays doit correspondre davantage à la célébration d'un événement à caractère culturel.

Cependant, le fait de substituer la date du 29 juin - qui est la fête de l'autonomie - par une nouvelle date qui célébrerait la fête du pays, soulève un problème au niveau de certaines conventions collectives du secteur privé, dans lesquelles la date du 29 juin a été actée comme jour férié. Si l'ensemble des partenaires sociaux ne sont pas opposés à la célébration d'une fête du pays à une autre date, les représentants des organisations syndicales de salariés souhaiteraient que le 29 juin soit néanmoins conservé comme jour férié.

III - PROPOSITIONS ET CONCLUSION

Dans cette perspective, le CESC propose les dates suivantes susceptibles d'être retenues pour la célébration de la fête du pays :

- le 12 septembre en référence au 12 septembre 1840, jour du retour du pasteur Henry Nott à Tahiti avec des exemplaires de la Bible traduite en tahitien.
- le 12 novembre en référence au 12 novembre 1815, date de la bataille dit de Fe'i Pi qui consacre la victoire de Pomare et le début de la christianisation des Polynésiens.
- le dernier vendredi (ou lundi) du mois de novembre ou le premier vendredi (ou lundi) du mois de décembre. Cette date, ainsi fixée par commodité, inaugure la période d'abondance qui s'étale de novembre à janvier de l'année suivante, celle-ci donnant lieu à des festivités populaires dans la société polynésienne traditionnelle.
- le jour de l'apparition des Pléiades. Cette autre date célèbre également le retour de la période d'abondance et elle recueille la préférence du Conseil pour les raisons suivantes :
 - alors que le projet du 20 novembre ne fait pas l'unanimité, un consensus s'est au contraire dégagé autour de l'idée d'une "fête de l'abondance", dont les anciens se souviennent ;
 - contrairement aux dates précédentes, elle ne correspond pas à une date calendaire identique chaque année mais varie en fonction des lunaisons, comme au temps des ancêtres polynésiens ;
 - il s'agit d'une fête culturelle qui donne l'opportunité de rappeler aux jeunes, et à la population dans son ensemble, les liens étroits qui unissaient le Polynésien à son environnement, aux éléments de la nature (terre, mer, ciel), liens qui sont malheureusement très distendus aujourd'hui ;

- enfin, le choix de cette date renforce notre volonté de redonner des repères culturels à la jeunesse polynésienne, dont les difficultés actuelles découlent de cette perte des valeurs culturelles traditionnelles. Le CESC est convaincu que cette date conciliera au mieux la fête du pays et celle des retrouvailles, de la réconciliation des femmes et des hommes du pays avec la Nature.

Au vu des observations et propositions formulées précédemment, le Conseil économique, social et culturel confirme l'avis défavorable précédemment exprimé et propose de retenir, comme fête du pays, le jour de l'apparition des Pléiades, en référence au calendrier lunaire traditionnel.

Modification du troisième alinéa de l'article 40 du règlement intérieur du Conseil économique, social et culturel adoptée en assemblée plénière du 20 juin 2006.

Art. 40.— De l'organisation des réunions (3e alinéa)

Au lieu de : "Il ne peut statuer que si plus de la moitié de ses membres en exercice sont présents. En cas d'absence de quorum, le bureau peut se tenir de plein droit le lendemain (samedi, dimanche et jours fériés exclus), quel que soit le nombre de membres présents".

Lire : "Il ne peut statuer que si plus de la moitié de ses membres en exercice sont présents. En cas d'absence de quorum, le bureau peut se tenir de plein droit avec un minimum du tiers de ses membres en exercice :

- 30 minutes après l'heure de convocation pour statuer sur la gestion des affaires courantes, à savoir :
 - la transmission aux commissions ou en assemblée plénière des saisines ;
 - la mise en place du plan de charge ;
 - l'adoption de procès-verbaux ;
 - la lecture du courrier normal ;
 - les informations d'ordre général.
- le lendemain (samedi, dimanche et jours fériés exclus) pour tout autre sujet."

Le reste sans changement.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

DELIBERATION MUNICIPALE n° 4-06 CTO du 9 mars 2006 fixant les nouveaux tarifs de branchement sur le réseau de distribution d'eau de la commune.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1972 modifiée relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu l'arrêté n° 605 DRCL du 29 juillet 1996 portant promulgation de la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 ;

Vu la délibération n° 43-86 TO du 24 décembre 1987 ;

En sa séance du 9 mars 2006,

Adopte :

Article 1er.— Pour compter du 1er juin 2006, le tarif des branchements qui seront effectués sur le réseau de distribution d'eau de la commune de Taiarapu-Ouest est modifié et fixé comme suit (en F CFP) :

Diamètre de branchement		Tarifs
En millimètres	En pouces	
15	1/2	10 000
20	3/4	15 000
26	1	25 000
40	1 1/2	40 000
50	2	50 000

Art. 2.— Le paiement des sommes dues incombe au propriétaire de l'immeuble au profit duquel le branchement est effectué.

Art. 3.— Les versements seront reçus par le receveur-percepteur municipal de la commune ou par le régisseur des recettes agréé de la commune.

Art. 4.— La présente délibération est prise, annulant la précédente, pour servir et valoir ce que de droit et sera affichée partout où besoin sera.

Fait à Taiarapu-Ouest, le 9 mars 2006.

Le maire,
Clarenntz VERNAUDON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 4 avril 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le chef de la subdivision
des îles du Vent,*
Xavier BARROIS.

DELIBERATION MUNICIPALE n° 5-06 CTO du 9 mars 2006
annulant la précédente délibération et fixant les tarifs de location de la drague, du camion 10 roues et des Case du service des travaux municipaux.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1972 modifiée relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu l'arrêté n° 605 DRCL du 29 juillet 1996 portant promulgation de la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 ;

Vu le courrier n° HC 976 IDV/nv ;

Vu la délibération n° 30-05 CTO du 21 juin 2005 fixant les tarifs de location de la drague et du camion 10 roues du service des travaux municipaux ;

Vu les nécessités de service de la commune de Taiarapu-Ouest ;

En sa séance du 9 mars 2006,

Adopte :

Article 1er.— Les tarifs de location de la drague, du camion 10 roues et des Case du service des travaux municipaux sont fixés comme suit :

Drague : 8 000 F CFP/heure au plafond de 8 heures ;

Camion 10 roues : 6 000 F CFP/heure au plafond de 8 heures ;

Case : 4 500 F CFP/heure au plafond de 8 heures.

La location de ces moyens communaux n'interviendra qu'en cas de carence ou d'insuffisance prouvée de l'initiative du privé.

Art. 2.— Les moyens communaux seront réservés aux besoins de la collectivité et après enquête sociale aux travaux exceptionnels des administrés de la commune de Taiarapu-Ouest.

Art. 3.— Les recettes sont imputées au compte 7083-020 de la section de fonctionnement du budget communal.

Art. 4.— La présente délibération est prise, annulant toute délibération antérieure, pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Taiarapu-Ouest, le 9 mars 2006.

Le maire,
Clarenntz VERNAUDON.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 4 avril 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le chef de la subdivision
des îles du Vent,*
Xavier BARROIS.

COMMUNE DE PAPEETE

ARRETE MUNICIPAL n° 92-06 du 16 mai 2006 prescrivant la mise en place de deux ralentisseurs et réglementant la vitesse sur la rue Jacques-Moerenhout, tronçon compris entre l'avenue Pomare V et l'avenue du Chef-Vairaatoa.

Le maire de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 de l'assemblée territoriale portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté n° 9 du 21 mai 1964 du maire de Papeete réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete, ensemble les textes complémentifs ou modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1355 CM du 10 novembre 1986 du conseil des ministres fixant les normes relatives aux ralentisseurs de vitesse communément nommés "dos-d'âne" ;

Vu l'arrêté n° 840 CM du 30 août 1983 fixant la signification et les conditions dans lesquelles est établie la signalisation routière ;

Vu l'arrêté n° 1422 CM du 22 septembre 2003 complétant l'arrêté n° 840 CM du 30 août 1983 fixant la signification et les conditions dans lesquelles est établie la signalisation routière ;

Considérant le courrier des riverains qui signalent une circulation qui s'intensifie ainsi que la vitesse excessive des camions et scooters sur la rue Jacques-Moerenhout, tronçon

compris entre l'avenue du Pomare V et l'avenue du Chef-Vairaatoa ;

Considérant qu'il convient de limiter la vitesse des véhicules qui circulent sur ce tronçon de la rue Jacques-Moerenhout afin d'améliorer les conditions de sécurité au niveau de la sortie des propriétés ainsi qu'au niveau de la circulation des piétons ;

Considérant que la mise en place de ralentisseurs devrait contribuer à cela,

Arrête :

Article 1er.— Deux ralentisseurs sont mis en place sur la rue Jacques-Moerenhout, tronçon compris entre l'avenue Pomare V et l'avenue du Chef-Vairaatoa.

Art. 2.— Les véhicules à moteur, de toutes catégories confondues, ne doivent pas sur ce tronçon de la rue Jacques-Moerenhout, circuler à une vitesse supérieure à 30 kilomètres/heure.

Art. 3.— Ces dispositions sont opposables dès la mise en place des dispositifs de signalisation répondant aux normes officielles, et notamment des panneaux de type B14, C27 et A2b complétés par des panonceaux de type M2, lesquels seront implantés conformément au plan n° CIR 2006-04-01 établi par les services techniques municipaux et annexé au présent arrêté (1).

Art. 4.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées et sanctionnées conformément aux textes en vigueur.

Art. 5.— Le directeur de la sécurité publique, le directeur de la police municipale et le directeur des services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié notamment au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2006.
Pour le maire et par délégation :
Le premier adjoint,
Jean-Claude CLARK.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 19 mai 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le chef de la subdivision
des îles du Vent,
Xavier BARROIS.

(1) Le plan peut être consulté à la mairie de Papeete.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ORDONNANCE n° 2006-673 du 8 juin 2006 portant refonte du code de l'organisation judiciaire et modifiant le code de commerce, le code rural et le code de procédure pénale (partie Législative).

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la Constitution, notamment son article 38 ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code rural ;

Vu la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, notamment son article 86 ;

Vu les avis de la Commission supérieure de codification en date des 22 février et 29 mars 2006 ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Ordonne :

Article 1er. — Sous réserve des dispositions des articles 3, 4 et 5, les livres Ier à IX de la partie Législative du code de l'organisation judiciaire sont remplacés par les livres Ier à V annexés à la présente ordonnance (annexe I).

Art. 2. — Le livre VII de la partie Législative du code de commerce est remplacé par les dispositions annexées à la présente ordonnance (annexe II).

Art. 3. — Nonobstant les dispositions de l'article 1er, l'abrogation des dispositions suivantes des livres Ier à IX de la partie Législative du code de l'organisation judiciaire dans sa rédaction en vigueur jusqu'à la date de publication de la présente ordonnance ne prendra effet qu'à compter de la date d'entrée en vigueur du décret portant refonte de la partie Réglementaire du même code :

1° Dans le livre Ier : l'article L. 121-1, la deuxième phrase de l'article L. 121-2, le deuxième alinéa de l'article L. 121-4, l'article L. 131-1, le dernier alinéa de l'article L. 131-3, les articles L. 131-6 et L. 131-6-1, le deuxième alinéa de l'article L. 131-7, la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 151-1 ainsi que les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 151-2 ;

2° Dans le livre II : l'article L. 212-1, le quatrième alinéa de l'article L. 221-1, l'article L. 221-2, l'article L. 221-3, l'article L. 223-1, les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 223-2, l'article L. 225-3 et le deuxième alinéa de l'article L. 226-1 ;

3° Dans le livre III : les articles L. 311-5 et L. 311-8, les premier et troisième alinéas de l'article L. 311-10, les articles L. 311-10-1 et L. 311-11, le deuxième alinéa de l'article L. 311-12, les quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 311-12-1, les articles L. 311-13, L. 311-16, L. 311-17 et L. 311-18, la seconde phrase du cinquième alinéa de l'article L. 312-1, les articles L. 312-1-1, L. 312-2, L. 321-2, L. 321-2-1, L. 321-2-2, L. 321-2-3, L. 321-3, L. 323-1, L. 331-2, L. 331-2-1, L. 331-6 et L. 331-8 ;

4° Dans le livre IV : les articles L. 441-2 et L. 442-1, les huitième et neuvième alinéas de l'article L. 442-2, les articles L. 442-5 et L. 443-1, le deuxième alinéa des articles L. 443-4 et L. 443-5 ;

5° Dans le livre V : les articles L. 522-1 et L. 522-6 ;

6° Dans le livre VI : l'article L. 623-2 ;

7° Dans le livre VII : le deuxième alinéa de l'article L. 710-1 et les articles L. 7-10-1-1, L. 7-12-1-1, L. 7-12-1-2 et L. 7-12-1-3 ;

8° Dans le livre VIII : les articles L. 811-2 et L. 871-2 ;

9° Dans le livre IX : les articles L. 922-1, L. 931-2, L. 931-7 et L. 931-7-1, le troisième alinéa de l'article L. 931-8, les articles L. 931-12, L. 931-16, L. 931-18, L. 932-1, L. 932-3, L. 932-4, L. 932-5, L. 932-6, L. 932-7, L. 932-8, L. 932-25, L. 932-28, L. 932-44, L. 932-45, L. 932-46, L. 933-3, L. 933-5, L. 933-6, L. 934-1, L. 934-4, L. 934-5, L. 935-1, L. 941-2, L. 942-3, L. 942-4, L. 942-7, L. 942-11, L. 942-13, L. 942-14, L. 942-16 et L. 943-4, le troisième alinéa de l'article L. 943-5, les articles L. 943-6, L. 943-7, L. 946-2 et L. 951-3, le premier alinéa de l'article L. 951-4, le III de l'article L. 952-7, l'article L. 952-9 et le III de l'article L. 952-11.

Art. 4. — I. - Nonobstant les dispositions de l'article 1er, l'abrogation des dispositions suivantes des livres IV et IX de la partie Législative du code de l'organisation judiciaire dans sa rédaction en vigueur jusqu'à la date de publication de la présente ordonnance ne prendra effet qu'à compter de la date d'entrée en vigueur du décret relatif à la partie Réglementaire du code de commerce :

1° Dans le livre IV, le deuxième alinéa des articles L. 411-1 et L. 412-12, la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 413-6, le premier alinéa de l'article L. 413-8 et l'article L. 413-11 ;

2° Dans le livre IX, les articles L. 932-25, L. 932-36 et L. 932-42.

II. - Nonobstant les dispositions de l'article 2, l'abrogation de la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 713-15 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur jusqu'à la date de publication de la présente ordonnance ne prendra effet qu'à compter de la date d'entrée en vigueur du décret relatif à la partie Réglementaire du code de commerce.

Art. 5.— Nonobstant les dispositions de l'article 1er, demeurent en vigueur les dispositions suivantes de la partie Législative du code de l'organisation judiciaire dans sa rédaction en vigueur jusqu'à la date de publication de la présente ordonnance :

1° L'article L. 912-1 en tant qu'il concerne les procédures issues de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ;

2° Les dispositions de la section 2, intitulée : "Le tribunal du travail", du chapitre II du titre III du livre IX.

Art. 6.— Dans tous les textes législatifs et réglementaires, les références à des dispositions abrogées par l'article 1er sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du code de l'organisation judiciaire, du code de commerce, du code rural et du code de procédure pénale issues de la présente ordonnance.

Dans tous les textes législatifs et réglementaires, les références à des dispositions du code de commerce modifiées par l'article 2 sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du code de commerce dans sa rédaction issue de la présente ordonnance.

Art. 7.— Dans le livre IV du code rural, il est créé un titre IX ainsi rédigé :

"TITRE IX

"DU TRIBUNAL PARITAIRE DES BAUX RURAUX

"Chapitre Ier "Institution et compétence

"Art. L. 491-1.— Il est créé au siège de chaque tribunal d'instance un tribunal paritaire des baux ruraux qui est seul compétent pour connaître des contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application des titres Ier à VI et VIII du livre IV du présent code.

"Chapitre II "Composition du tribunal

"Art. L. 492-1.— Le tribunal paritaire est présidé par le juge d'instance ; il comprend, en outre, en nombre égal, des bailleurs non preneurs et des preneurs non bailleurs, répartis, s'il y a lieu, entre deux sections ; l'une des sections est composée de bailleurs et de preneurs à ferme, l'autre de bailleurs et preneurs à colonat partiaire.

"Art. L. 492-2.— Les bailleurs et preneurs doivent, pour pouvoir être inscrits sur les listes dressées en vue de pourvoir à l'élection des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux, réunir les conditions suivantes :

"1° Etre de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;

"2° Etre âgés de dix-huit ans ;

"3° Jouir de leurs droits civils, civiques et professionnels ;

"4° Etre domiciliés ou résider dans le ressort du tribunal paritaire ou y posséder, à titre de propriétaire, des biens immobiliers faisant l'objet d'un bail rural.

"Les personnes morales possédant la qualité de bailleur ou de preneur de baux à ferme ou à colonat partiaire et ayant leur siège social dans le ressort du tribunal paritaire sont électeurs par un représentant qu'elles désignent. Ce représentant doit remplir les conditions énumérées à l'alinéa premier. Il est éligible si la personne morale qu'il représente possède depuis cinq ans la qualité de bailleur ou de preneur, s'il est âgé de plus de vingt-six ans et s'il a fait la déclaration de candidature prévue aux alinéas qui suivent. Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun, il n'est pas dérogé à l'article L. 323-13.

"Sont éligibles les électeurs de nationalité française âgés de vingt-six ans au moins possédant depuis cinq ans la qualité de bailleur ou de preneur de baux à ferme ou à colonat partiaire et ayant fait une déclaration de candidature.

"Art. L. 492-3.— L'élection des assesseurs bailleurs et preneurs a lieu au scrutin secret uninominal majoritaire à un tour dans le ressort de chaque tribunal. Sont déclarés élus titulaires les bailleurs et les preneurs ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. Sont ensuite déclarés élus suppléants les bailleurs et les preneurs dans l'ordre des voix obtenues lors de l'élection.

"Le droit de vote est exercé par correspondance.

"Art. L. 492-4.— Les membres assesseurs des tribunaux paritaires sont élus pour six ans.

"Avant d'entrer en fonction, ils prêtent individuellement, devant le juge d'instance, le serment de remplir leurs fonctions avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations.

"Si le nombre total des assesseurs, titulaires et suppléants d'une même catégorie d'une section se trouve réduit à deux, le préfet organise une élection partielle complémentaire dans le délai de deux mois.

"Art. L. 492-5.— Les assesseurs peuvent être récusés :

"1° S'ils ont un intérêt personnel dans la contestation ;

"2° S'ils sont parents ou alliés de l'une des parties en ligne directe ou collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement ;

"3° Si, dans les cinq années qui ont précédé, il y a eu une action judiciaire civile ou criminelle entre eux et l'une des parties ;

"4° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire ;

"5° S'ils sont patrons, ouvriers, employés, bailleurs ou preneurs de l'une des parties en cause.

"Art. L. 492-6.— Lorsque, par suite de l'absence d'assesseurs titulaires ou suppléants, régulièrement convoqués, ou de leur récusation, le tribunal paritaire ne peut se réunir au complet, le président statue seul, après avoir pris l'avis des assesseurs présents.

"Il en est de même lorsque, par suite de décès ou de démissions d'assesseurs, le tribunal ne peut provisoirement se réunir au complet.

“Art. L. 492-7.— Lorsque le tribunal paritaire ne peut être constitué ou ne peut fonctionner pour une cause autre que celles prévues à l'article L. 492-6, le juge d'instance qui le préside constate cet état de fait par ordonnance.

“A compter de la date de cette ordonnance, les attributions du tribunal paritaire et celles du président, ainsi que les procédures en cours, sont transférées au tribunal d'instance.

“Lorsque le tribunal paritaire est de nouveau en mesure de fonctionner, le juge d'instance fixe par ordonnance la date à compter de laquelle les affaires devront être à nouveau portées devant cette juridiction.

“Le tribunal d'instance demeure cependant saisi des affaires qui lui ont été soumises en application du deuxième alinéa du présent article.

“Art. L. 492-8.— En cas de suppression d'un tribunal paritaire, ses attributions ainsi que celles du président de cette juridiction sont dévolues au juge d'instance qui statue, dans ce cas, selon les règles de compétence et de procédure applicables devant les tribunaux paritaires.

“Les procédures en cours devant un tribunal paritaire supprimé sont transférées en l'état à la juridiction désormais compétente, sans qu'il y ait lieu de renouveler les actes, formalités et jugements régulièrement intervenus antérieurement à la date de la suppression.

“Art. L. 492-9.— Les conditions d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

“Chapitre III Voies de recours

“Art. L. 493-1.— Les décisions en dernier ressort peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi conformément au livre IV du code de l'organisation judiciaire.

“La cour d'appel connaît de l'appel interjeté à l'encontre des autres décisions du tribunal paritaire des baux ruraux conformément au livre III du code de l'organisation judiciaire.”

Art. 8.— Le code de procédure pénale est modifié conformément aux dispositions du présent article :

1° L'article 49 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“Le juge d'instruction exerce ses fonctions au siège du tribunal de grande instance auquel il appartient.” ;

2° Il est inséré, après l'article 137-1, un article 137-1-1 ainsi rédigé :

“Art. 137-1-1.— Pour l'organisation du service de fin de semaine ou du service allégé pendant la période au cours de laquelle les magistrats bénéficient de leurs congés annuels, un magistrat ayant rang de président, de premier vice-président ou de vice-président exerçant les fonctions de juge des libertés et de la détention dans un tribunal de grande instance peut être désigné afin d'exercer concurremment ces fonctions dans, au plus, deux autres tribunaux de grande instance du ressort de la cour d'appel ; cette désignation est décidée par ordonnance du premier président prise à la demande des présidents de ces juridictions et après avis du président du tribunal de grande instance concerné ; elle en précise le motif et la durée, ainsi que les tribunaux pour lesquels elle s'applique ; la durée totale d'exercice concurrent des fonctions de juge des libertés et de la détention dans plusieurs tribunaux de grande instance ne peut excéder quarante jours au cours de l'année judiciaire.

“La désignation prévue à l'alinéa précédent peut également être ordonnée, selon les mêmes modalités et pour une durée totale, intermittente ou continue, qui ne peut excéder quarante jours, lorsque, pour cause de vacance d'emploi ou d'empêchement, aucun magistrat n'est susceptible, au sein d'une juridiction, d'exercer les fonctions de juge des libertés et de la détention.” ;

3° Après le quatrième alinéa de l'article 398, il est inséré un cinquième alinéa ainsi rédigé :

“Avant le début de l'année judiciaire, le président du tribunal de grande instance établit par ordonnance la liste des juges de proximité de son ressort susceptibles de siéger en qualité d'assesseur au sein de la formation collégiale du tribunal correctionnel. Cette ordonnance peut être modifiée en cours d'année pour prendre en compte une modification de la composition de la juridiction ou pour prévoir un service allégé pendant la période au cours de laquelle les magistrats, les fonctionnaires et les auxiliaires de justice bénéficient de leurs congés annuels. Cette formation ne peut comprendre plus d'un juge non professionnel.” ;

4° Il est inséré, après l'article 567-1, un article 567-1-1 ainsi rédigé :

“Art. 567-1-1.— Lorsque la solution d'une affaire soumise à la chambre criminelle lui paraît s'imposer, le premier président ou le président de la chambre criminelle peut décider de faire juger l'affaire par une formation de trois magistrats. Cette formation peut renvoyer l'examen de l'affaire à l'audience de la chambre à la demande de l'une des parties ; le renvoi est de droit si l'un des magistrats composant la formation restreinte le demande. La formation déclare non admis les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation.” ;

5° L'article 704 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

“Au sein de chaque tribunal de grande instance dont la compétence territoriale est étendue au ressort d'une ou plusieurs cours d'appel, le premier président, après avis du président du tribunal de grande instance, désigne un ou plusieurs juges d'instruction et magistrats du siège chargés spécialement de l'instruction et, s'il s'agit de délits, du jugement des infractions entrant dans le champ d'application du présent article.

“Au sein de chaque cour d'appel dont la compétence territoriale est étendue au ressort d'une ou plusieurs cours d'appel, le premier président et le procureur général désignent respectivement des magistrats du siège et du parquet général chargés spécialement du jugement des délits et du traitement des affaires entrant dans le champ d'application du présent article.” ;

6° Il est inséré, après l'article 706-75, un article 706-75-1 ainsi rédigé :

“Art. 706-75-1.— Au sein de chaque tribunal de grande instance dont la compétence territoriale est étendue au ressort d'une ou plusieurs cours d'appel, le procureur général et le premier président, après avis du procureur de la République et du président du tribunal de grande instance, désignent respectivement un ou plusieurs magistrats du parquet, juges d'instruction et magistrats du siège chargés spécialement de l'enquête, la poursuite, l'instruction et, s'il s'agit de délits, du jugement des infractions entrant dans le champ d'application des articles 706-73, à l'exception du 11°, ou 706-74.

“Au sein de chaque cour d'assises dont la compétence territoriale est étendue au ressort d'une ou plusieurs cours d'appel, le premier président désigne des magistrats du siège, conformément aux dispositions des articles 244 à 253, chargés spécialement du jugement des crimes entrant dans le champ d'application de ces infractions.

"Au sein de chaque cour d'appel dont la compétence territoriale est étendue au ressort d'une ou plusieurs cours d'appel, le premier président et le procureur général désignent respectivement des magistrats du siège et du parquet général chargés spécialement du jugement des délits et du traitement des affaires entrant dans le champ d'application des articles 706-73, à l'exception du 11°, ou 706-74." ;

7° Au premier alinéa de l'article 804, les mots : "du cinquième alinéa de l'article 398 et" sont insérés après les mots : "A l'exception".

Art. 9.— Le livre IX du code de commerce est ainsi modifié :

1° Au 5° de l'article L. 910-1, les mots : "L. 720-1 à L. 730-17" sont remplacés par les mots : "L. 721-1, L. 721-2, L. 722-1 à L. 724-7, L. 741-1 à L. 743-11, L. 750-1 à L. 761-11" ;

2° Au 7° de l'article L. 920-1, après les mots : "et des dispositions relatives aux délégués consulaires", sont insérés les mots : " ; les articles L. 721-3 à L. 721-6 ;" ;

3° A l'article L. 930-1, le chiffre : "6°" est remplacé par : "7°". Il est inséré un septième alinéa ainsi rédigé :

"6° Le titre II du livre VII, à l'exception des articles L. 722-3, L. 722-11 à L. 722-13, de l'article L. 723-6, de l'alinéa 2 de l'article L. 723-7, de l'alinéa 2 de l'article L. 723-10 et de l'article L. 723-11 ;" ;

4° Au chapitre VII du titre III sont insérés les articles suivants :

"Art. L. 937-1.— Le premier alinéa de l'article L. 721-1 est ainsi rédigé :

"Le tribunal mixte de commerce est composé du président du tribunal de première instance, président, de juges élus, sous réserve des dispositions de l'article L. 937-13, et d'un greffier.

"Ce tribunal exerce les compétences dévolues en métropole au tribunal de commerce."

"Art. L. 937-2.— L'article L. 722-1 est ainsi rédigé :

"Art. L. 722-1.— Les jugements des tribunaux mixtes de commerce sont rendus, sauf dispositions qui prévoient un juge unique, par une formation comprenant, outre le président, trois juges élus ou désignés dans les conditions prévues à l'article L. 937-13. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante."

"Art. L. 937-3.— Le premier alinéa de l'article L. 722-9 est ainsi rédigé :

"Les juges des tribunaux mixtes de commerce sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles."

"Art. L. 937-4.— L'article L. 723-1 est ainsi rédigé :

"Art. L. 723-1.— I. - Les juges des tribunaux mixtes de commerce sont élus dans le ressort de chacune de ces juridictions par un collège composé :

"1° D'électeurs à titre personnel :

"a) Les commerçants immatriculés en Nouvelle-Calédonie au registre du commerce et des sociétés, sous réserve, pour les associés en nom collectif et les associés commandités, des dispositions du IV du présent article ;

"b) Les chefs d'entreprise immatriculés en Nouvelle-Calédonie conformément à la réglementation applicable à la collectivité et au registre du commerce et des sociétés ;

"c) Les conjoints des personnes énumérées au a ou au b ci-dessus ayant déclaré au registre du commerce et des sociétés qu'ils collaborent à l'activité de leur époux sans autre activité professionnelle ;

"d) Les capitaines au long cours ou capitaines de la marine marchande exerçant le commandement d'un navire immatriculé en France dont le port d'attache est situé dans la circonscription, les pilotes maritimes exerçant leurs fonctions dans un port situé dans la circonscription, les pilotes de l'aéronautique civile domiciliés dans la circonscription et exerçant le commandement d'un aéronef immatriculé en France ;

"e) Les membres en exercice des tribunaux mixtes de commerce, ainsi que les anciens membres de ces tribunaux ayant demandé à être inscrits sur la liste électorale ;

"2° D'électeurs inscrits en qualité de représentant :

"a) Les sociétés à caractère commercial au sens de l'article L. 210-1 et les établissements publics à caractère industriel et commercial dont le siège social est situé dans la circonscription ;

"b) Au titre d'un établissement faisant l'objet dans la circonscription d'une inscription complémentaire ou d'une immatriculation secondaire, à moins qu'il en soit dispensé par les lois et règlements en vigueur, les personnes physiques mentionnées aux a et b du 1° et les personnes morales mentionnées au a du présent 2°, quelle que soit la circonscription où ces personnes exercent leur propre droit de vote ;

"c) Les sociétés à caractère commercial dont le siège est situé hors du territoire national et qui disposent dans la circonscription d'un établissement immatriculé au registre du commerce et des sociétés ;

"3° Les cadres qui, employés dans la circonscription par les électeurs mentionnés aux 1° ou 2°, exercent des fonctions impliquant des responsabilités de direction commerciale, technique ou administrative de l'entreprise ou de l'établissement.

"II. - Au titre de leur siège social et de l'ensemble de leurs établissements situés dans la collectivité, les personnes physiques ou morales mentionnées aux 1° et 2° du I disposent :

"1° D'un représentant supplémentaire, lorsqu'elles emploient dans la collectivité de dix à quarante-neuf salariés ;

"2° De deux représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la collectivité de cinquante à cent quatre-vingt-dix-neuf salariés ;

"3° De trois représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la collectivité de deux cents à quatre cent quatre-vingt-dix-neuf salariés ;

"4° De quatre représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la collectivité de cinq cents à mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf salariés ;

"5° De cinq représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la collectivité deux mille salariés ou plus.

"III. - Toutefois, les personnes physiques énumérées aux a et b du 1° du I dont le conjoint bénéficie des dispositions du c du 1° du même paragraphe ne désignent aucun représentant supplémentaire si elles emploient moins de cinquante salariés dans la collectivité.

"IV. - Les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite désignent par délibération expresse conformément aux dispositions statutaires un représentant unique au titre des associés et de la société, sans préjudice de la possibilité de désigner des représentants supplémentaires en application du II ci-dessus."

"Art. L. 937-5.— L'article L. 723-2 est ainsi rédigé :

"Art. L. 723-2.— I. - Les représentants mentionnés à l'article L. 723-1 applicable en Nouvelle-Calédonie doivent exercer dans l'entreprise soit des fonctions de président-directeur général, de président ou de membre du conseil d'administration, de directeur général, de président ou de membre du directoire, de président du conseil de surveillance, de gérant, de président ou de membre du conseil d'administration ou de directeur d'un établissement public à caractère industriel et commercial, soit, à défaut et pour les représenter à titre de mandataire, des fonctions impliquant des responsabilités de direction commerciale, technique ou administrative de l'entreprise ou de l'établissement.

"II. - Les électeurs à titre personnel mentionnés au 1° du I du même article et les représentants des personnes physiques ou morales mentionnées au 2° du I de cet article doivent être ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne.

"Ils doivent, en outre, pour prendre part au vote :

"1° Remplir les conditions fixées à l'article L. 2 du code électoral, à l'exception de la nationalité ;

"2° Ne pas avoir fait l'objet de l'interdiction visée à l'article L. 6 du code électoral ;

"3° N'avoir pas été frappés depuis moins de quinze ans à compter du jour où la décision les ayant prononcées est devenue définitive de faillite personnelle ou d'une des mesures d'interdiction ou de déchéance telles que prévues au livre VI du présent code ou à la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou à la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ;

"4° Ne pas être frappés d'une mesure d'incapacité d'exercer une activité commerciale en application du chapitre VIII du titre II du livre Ier ;

"5° Ne pas avoir été condamnés à des peines, déchéances ou sanctions prononcées en vertu de législations en vigueur dans les Etats membres de la Communauté européenne équivalentes à celles visées aux 2°, 3° et 4°."

"Art. L. 937-6.— Pour l'application de l'article L. 723-3, les mots : "le juge commis à la surveillance du registre du commerce et des sociétés. En cas de création d'un tribunal de commerce, le premier président de la cour d'appel désigne comme président de la commission un magistrat de l'ordre judiciaire" sont remplacés par les mots : "un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le premier président de la cour d'appel".

"Art. L. 937-7.— L'article L. 723-4 est ainsi rédigé :

"Art. L. 723-4.— Sous réserve des dispositions de l'article L. 937-9, sont éligibles aux fonctions de juge d'un tribunal mixte de commerce les personnes âgées de trente ans au moins inscrites sur la liste électorale dressée en application de l'article L. 937-6 et justifiant soit d'une immatriculation en

Nouvelle-Calédonie depuis cinq ans au moins au registre du commerce et des sociétés, soit, pendant le même délai, de l'exercice de l'une des qualités énumérées au I de l'article L. 723-2 applicable en Nouvelle-Calédonie."

"Art. L. 937-8.— L'article L. 723-5 est ainsi rédigé :

"Art. L. 723-5.— Est inéligible aux fonctions de juge d'un tribunal mixte de commerce tout candidat à l'égard duquel est ouverte une procédure de sauvegarde, redressement ou de liquidation judiciaires. La même disposition s'applique à tout candidat ayant une des qualités mentionnées au I de l'article L. 723-2 applicable en Nouvelle-Calédonie, lorsque la société ou l'établissement public auquel il appartient fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, redressement ou de liquidation judiciaires."

"Art. L. 937-9.— Le premier alinéa de l'article L. 723-7 est ainsi rédigé :

"Après douze années de fonctions judiciaires ininterrompues dans un même tribunal mixte de commerce, les juges des tribunaux mixtes de commerce ne sont plus éligibles dans ce tribunal pendant un an."

"Art. L. 937-10.— Pour l'application de l'article L. 723-8, les mots : "membre d'un conseil de prud'hommes" sont remplacés par les mots : "assesseur d'un tribunal du travail".

"Art. L. 937-11.— Pour l'application de l'article L. 723-9, les mots : "par correspondance ou par voie électronique" sont remplacés par les mots : "par procuration ou par correspondance dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Chaque électeur ne peut disposer que d'une procuration."

"Art. L. 937-12.— Pour l'application du premier alinéa de l'article L. 723-10, les mots : "deux tours" sont remplacés par les mots : "un tour", et il est ajouté à la fin de l'alinéa la phrase suivante : "Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix, le plus âgé est proclamé élu."

"Art. L. 937-13.— Pour l'application de la section 3 du chapitre III du titre II du livre VII, les dispositions suivantes sont ajoutées :

"I. - A la liste des candidats déclarés élus, la commission prévue par l'article L. 723-13 annexe une liste complémentaire comprenant les nom, qualité et domicile des candidats non élus. Ces candidats sont classés dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'ils ont obtenues. A égalité de voix, ils sont classés dans l'ordre décroissant de leur âge.

"Les candidats figurant sur la liste complémentaire dressée en application du premier alinéa du présent article sont appelés à remplacer les juges dont le siège deviendrait vacant pour quelque cause que ce soit. Ils sont désignés, en suivant l'ordre de la liste complémentaire, par le président du tribunal mixte de commerce. Avant d'entrer en fonctions, ils prêtent serment dans les conditions prévues pour les juges des tribunaux mixtes de commerce.

"II. - Si les sièges vacants ne peuvent être pourvus en application du I et si le nombre des vacances dépasse le tiers des effectifs du tribunal, il est procédé à des élections complémentaires.

"Il en est de même en cas d'augmentation des effectifs d'un tribunal mixte de commerce.

"Toutefois, il n'y a pas lieu de procéder à des élections complémentaires dans les douze mois précédant l'élection générale.

"III. - Le mandat des juges désignés ou élus en application des I et II prend fin en même temps que celui des autres juges des tribunaux mixtes de commerce."

5° L'article L. 940-1 est modifié comme suit :

a) Après le 5°, il est inséré un septième alinéa ainsi rédigé :

"6° Le titre II du livre VII, à l'exception des articles L. 722-3, L. 722-11 à L. 722-13, de l'article L. 723-6, du deuxième alinéa de l'article L. 723-7, du deuxième alinéa de l'article L. 723-10 et de l'article L. 723-11."

b) Au dernier alinéa, après les mots : "Les dispositions qui précèdent", sont ajoutés les mots : ", à l'exception de celles du 6°," ;

6° Au chapitre VII du titre IV sont insérés les articles suivants :

"Art. L. 947-1.— Le premier alinéa de l'article L. 721-1 est ainsi rédigé :

"Le tribunal mixte de commerce est composé du président du tribunal de première instance, président, de juges élus, sous réserve des dispositions de l'article L. 947-13, et d'un greffier.

"Ce tribunal exerce les compétences dévolues en métropole au tribunal de commerce.

"Art. L. 947-2.— L'article L. 722-1 est ainsi rédigé :

"Art. L. 722-1.— Les jugements des tribunaux mixtes de commerce sont rendus, sauf dispositions qui prévoient un juge unique, par une formation comprenant, outre le président, trois juges élus ou désignés dans les conditions prévues à l'article L. 947-13. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante."

"Art. L. 947-3.— Le premier alinéa de l'article L. 722-7 est ainsi rédigé :

"Les juges des tribunaux mixtes de commerce sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles.

"Art. L. 947-4.— L'article L. 723-1 est ainsi rédigé :

"Art. L. 723-1.— I. - Les juges des tribunaux mixtes de commerce sont élus dans le ressort de chacune de ces juridictions par un collège composé :

"1° D'électeurs à titre personnel :

"a) Les commerçants immatriculés en Polynésie française au registre du commerce et des sociétés, sous réserve, pour les associés en nom collectif et les associés commandités, des dispositions du IV du présent article ;

"b) Les chefs d'entreprise immatriculés en Polynésie française conformément à la réglementation applicable à cette collectivité au registre du commerce et des sociétés ;

"c) Les conjoints des personnes énumérées au a ou au b ci-dessus ayant déclaré au registre du commerce et des sociétés qu'ils collaborent à l'activité de leur époux sans autre activité professionnelle ;

"d) Les capitaines au long cours ou capitaines de la marine marchande exerçant le commandement d'un navire immatriculé en France dont le port d'attache est situé dans la circonscription, les pilotes maritimes exerçant leurs fonctions dans un port situé dans la circonscription, les pilotes de l'aéronautique civile domiciliés dans la circonscription et exerçant le commandement d'un aéronef immatriculé en France ;

"e) Les membres en exercice des tribunaux mixtes de commerce, ainsi que les anciens membres de ces tribunaux ayant demandé à être inscrits sur la liste électorale ;

"2° D'électeurs inscrits en qualité de représentant :

"a) Les sociétés à caractère commercial au sens de l'article L. 210-1 et les établissements publics à caractère industriel et commercial dont le siège social est situé dans la circonscription ;

"b) Au titre d'un établissement faisant l'objet dans la circonscription d'une inscription complémentaire ou d'une immatriculation secondaire, à moins qu'il en soit dispensé par les lois et règlements en vigueur, les personnes physiques mentionnées aux a et b du 1° et les personnes morales mentionnées au a du présent 2°, quelle que soit la circonscription où ces personnes exercent leur propre droit de vote ;

"c) Les sociétés à caractère commercial dont le siège est situé hors du territoire national et qui disposent dans la circonscription d'un établissement immatriculé au registre du commerce et des sociétés ;

"3° Les cadres qui, employés dans la circonscription par les électeurs mentionnés aux 1° ou 2°, exercent des fonctions impliquant des responsabilités de direction commerciale, technique ou administrative de l'entreprise ou de l'établissement.

"II. - Au titre de leur siège social et de l'ensemble de leurs établissements situés dans la collectivité, les personnes physiques ou morales mentionnées aux 1° et 2° du I disposent :

"1° D'un représentant supplémentaire, lorsqu'elles emploient dans la collectivité de dix à quarante-neuf salariés ;

"2° De deux représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la collectivité de cinquante à cent quatre-vingt-dix-neuf salariés ;

"3° De trois représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la collectivité de deux cents à quatre cent quatre-vingt-dix-neuf salariés ;

"4° De quatre représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la collectivité de cinq cents à mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf salariés ;

"5° De cinq représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la collectivité deux mille salariés ou plus.

"III. - Toutefois, les personnes physiques énumérées aux a et b du 1° du I dont le conjoint bénéficie des dispositions du c du 1° du même paragraphe ne désignent aucun représentant supplémentaire si elles emploient moins de cinquante salariés dans la collectivité.

"IV. - Les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite désignent par délibération expresse conformément aux dispositions statutaires un représentant unique au titre des associés et de la société, sans préjudice de la possibilité de désigner des représentants supplémentaires en application du II ci-dessus."

"Art. L. 947-5.— L'article L. 723-2 est ainsi rédigé :

"Art. L. 723-2.— I. - Les représentants mentionnés à l'article L. 723-1 applicable en Polynésie française doivent exercer dans l'entreprise soit des fonctions de président-directeur général, de président ou de membre du conseil d'administration, de directeur général, de président ou de membre du directoire, de président du conseil de surveillance, de gérant, de président ou de membre du conseil d'administration ou de directeur d'un établissement public à caractère industriel et commercial, soit, à défaut et pour les représenter à titre de mandataire, des fonctions impliquant des responsabilités de direction commerciale, technique ou administrative de l'entreprise ou de l'établissement.

"II. - Les électeurs à titre personnel mentionnés au I du même article et les représentants des personnes physiques ou morales mentionnées au 2° du I de cet article doivent être

ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne.

"Ils doivent, en outre, pour prendre part au vote :

"1° Remplir les conditions fixées à l'article L. 2 du code électoral, à l'exception de la nationalité ;

"2° Ne pas avoir fait l'objet de l'interdiction visée à l'article L. 6 du code électoral ;

"3° N'avoir pas été frappés de faillite personnelle ou d'une des mesures d'interdiction ou de déchéance telles que prévues au livre VI du présent code dans sa rédaction applicable conformément au dernier alinéa de l'article L. 940-1 ou à la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou à la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ou d'une mesure d'interdiction d'exercer une activité commerciale ;

"4° Ne pas avoir été condamnés à des peines, déchéances ou sanctions prononcées en vertu de législations en vigueur dans les Etats membres de la Communauté européenne équivalentes à celles visées aux 2° et 3°."

"Art. L. 947-6.— Pour l'application de l'article L. 723-3, les mots : "le juge commis à la surveillance du registre du commerce et des sociétés. En cas de création d'un tribunal de commerce, le premier président de la cour d'appel désigne comme président de la commission un magistrat de l'ordre judiciaire" sont remplacés par les mots : "un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le premier président de la cour d'appel".

"Art. L. 947-7.— L'article L. 723-4 est ainsi rédigé :

"Art. L. 723-4.— Sous réserve des dispositions de l'article L. 947-9, sont éligibles aux fonctions de juge d'un tribunal mixte de commerce les personnes âgées de trente ans au moins inscrites sur la liste électorale dressée en application de l'article L. 947-6 et justifiant soit d'une immatriculation depuis cinq ans au moins au registre du commerce et des sociétés, soit, pendant le même délai, de l'exercice de l'une des qualités énumérées au I de l'article L. 723-2 dans sa rédaction applicable en Polynésie française."

"Art. L. 947-8.— L'article L. 723-5 est ainsi rédigé :

"Art. L. 723-5.— Est inéligible aux fonctions de juge d'un tribunal mixte de commerce tout candidat à l'égard duquel est ouverte une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires. La même disposition s'applique à tout candidat ayant une des qualités mentionnées au I de l'article L. 723-2 dans sa rédaction applicable en Polynésie française, lorsque la société ou l'établissement public auquel il appartient fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires."

"Art. L. 947-9.— Le premier alinéa de l'article L. 723-7 est ainsi rédigé :

"Après douze années de fonctions judiciaires ininterrompues dans un même tribunal mixte de commerce, les juges des tribunaux mixtes de commerce ne sont plus éligibles dans ce tribunal pendant un an."

"Art. L. 947-10.— Pour l'application de l'article L. 723-8, les mots : "membre d'un conseil de prud'hommes" sont remplacés par les mots : "assesseur d'un tribunal du travail".

"Art. L. 947-11.— Pour l'application de l'article L. 723-9, les mots : "par correspondance ou par voie électronique" sont remplacés par les mots : "par procuration ou par correspondance dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Chaque électeur ne peut disposer que d'une procuration."

"Art. L. 947-12.— Pour l'application du premier alinéa de l'article L. 723-10, les mots : "deux tours" sont remplacés par les mots : "un tour", et il est ajouté à la fin de l'article la phrase suivante : "Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix, le plus âgé est proclamé élu".

"Art. L. 947-13.— Pour l'application de la section 3 du chapitre III du titre II du livre VII, les dispositions suivantes sont ajoutées :

"I. - A la liste des candidats déclarés élus, la commission prévue par l'article L. 723-13 annexe une liste complémentaire comprenant les nom, qualité et domicile des candidats non élus. Ces candidats sont classés dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'ils ont obtenues. A égalité de voix, ils sont classés dans l'ordre décroissant de leur âge.

"Les candidats figurant sur la liste complémentaire dressée en application du premier alinéa du présent article sont appelés à remplacer les juges dont le siège deviendrait vacant pour quelque cause que ce soit. Ils sont désignés, en suivant l'ordre de la liste complémentaire, par le président du tribunal mixte de commerce. Avant d'entrer en fonctions, ils prêtent serment dans les conditions prévues pour les juges des tribunaux mixtes de commerce.

"II. - Si les sièges vacants ne peuvent être pourvus en application du I et si le nombre des vacances dépasse le tiers des effectifs du tribunal, il est procédé à des élections complémentaires. Il en est de même en cas d'augmentation des effectifs d'un tribunal mixte de commerce.

"Toutefois, il n'y a pas lieu de procéder à des élections complémentaires dans les douze mois précédant l'élection générale.

"III. - Le mandat des juges désignés ou élus en application des I et II prend fin en même temps que celui des autres juges des tribunaux mixtes de commerce."

7° Le 7° de l'article L. 950-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

7° Le titre Ier du livre VII, à l'exception des articles L. 711-5 et L. 711-9 ; les articles L. 721-3 à L. 721-6 ;

Art. 10.— Sont abrogés :

1° La loi du 1er avril 1837 relative à l'autorité des arrêts rendus par la Cour de cassation après deux pourvois ;

2° L'article 23 de la loi du 1er juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ;

3° Les articles 2 et 4 de la loi du 19 mars 1934 relative à l'application de la convention internationale de Mannheim du 17 octobre 1868 et ayant pour objet de réduire le nombre de tribunaux français pour la navigation du Rhin ;

4° Les articles 2 à 7 (première phrase) de l'ordonnance n° 82-877 du 15 octobre 1982 instituant des assesseurs coutumiers dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances au tribunal civil de première instance et à la cour d'appel.

En outre, sont et demeurent abrogés :

1° L'article 2 du titre II et l'article 5 du titre VIII de la loi des 16 et 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire ;

2° Les articles 63 et 64 de la loi du 27 ventôse an VIII sur l'organisation des tribunaux.

Art. 11.— Sont abrogés à compter de la date d'entrée en vigueur du décret relatif à la partie Réglementaire du code de l'organisation judiciaire :

1° Les articles 1er et 3 de la loi du 19 mars 1934 relative à l'application de la convention internationale de Mannheim du 17 octobre 1868 et ayant pour objet de réduire le nombre de tribunaux français pour la navigation du Rhin ;

2° Le premier alinéa de l'article 2 de la loi n° 66-379 du 15 juin 1966 déterminant, en application de la convention franco-germano-luxembourgeoise du 27 octobre 1966, les juridictions compétentes pour la navigation de la Moselle ;

3° Les articles 7 (seconde phrase du premier alinéa et second alinéa) et 7-1 de l'ordonnance n° 82-877 du 15 octobre 1982 instituant des assesseurs coutumiers dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances au tribunal civil de première instance et à la cour d'appel.

Art. 12.— A l'exception des articles 2 et 7 et du III de l'article 8, la présente ordonnance est applicable, en tant qu'elle s'y rapporte, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les Terres australes et antarctiques françaises et dans les îles Wallis et Futuna.

Art. 13.— Le Premier ministre, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'outre-mer sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 juin 2006.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Dominique de VILLEPIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pascal CLEMENT.

Le ministre de l'outre-mer,
François BAROIN.

ANNEXE I CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE

LIVRE Ier DISPOSITIONS COMMUNES AUX JURIDICTIONS JUDICIAIRES

TITRE Ier PRINCIPES GENERAUX

Chapitre unique

Art. L. 111-1.— Les juridictions judiciaires rendent leurs décisions au nom du peuple français.

Art. L. 111-2.— La gratuité du service de la justice est assurée selon les modalités fixées par la loi et le règlement.

Art. L. 111-3.— Les décisions de justice sont rendues dans un délai raisonnable.

Art. L. 111-4.— La permanence et la continuité du service de la justice demeurent toujours assurées.

Art. L. 111-5.— L'impartialité des juridictions judiciaires est garantie par les dispositions du présent code et celles prévues par les dispositions particulières à certaines juridictions ainsi que par les règles d'incompatibilité fixées par le statut de la magistrature.

Art. L. 111-6.— Sous réserve de dispositions particulières à certaines juridictions, la récusation d'un juge peut être demandée :

1° Si lui-même ou son conjoint a un intérêt personnel à la contestation ;

2° Si lui-même ou son conjoint est créancier, débiteur, héritier présomptif ou donataire de l'une des parties ;

3° Si lui-même ou son conjoint est parent ou allié de l'une des parties ou de son conjoint jusqu'au quatrième degré inclusivement ;

4° S'il y a eu ou s'il y a procès entre lui ou son conjoint et l'une des parties ou son conjoint ;

5° S'il a précédemment connu de l'affaire comme juge ou comme arbitre ou s'il a conseillé l'une des parties ;

6° Si le juge ou son conjoint est chargé d'administrer les biens de l'une des parties ;

7° S'il existe un lien de subordination entre le juge ou son conjoint et l'une des parties ou son conjoint ;

8° S'il y a amitié ou inimitié notoire entre le juge et l'une des parties.

Les magistrats du ministère public, partie jointe, peuvent être récusés dans les mêmes cas.

Art. L. 111-7.— Le juge qui suppose en sa personne une cause de récusation ou estime en conscience devoir s'abstenir se fait remplacer par un autre juge spécialement désigné.

Art. L. 111-8.— En matière civile, le renvoi à une autre juridiction de même nature et de même degré peut être ordonné pour cause de suspicion légitime, de sûreté publique ou s'il existe des causes de récusation contre plusieurs juges.

En matière pénale, le renvoi d'un tribunal à un autre peut être ordonné conformément aux articles 662 à 667-1 du code de procédure pénale.

Art. L. 111-9.— Ne peut faire partie d'une formation de jugement du second degré le juge qui a précédemment connu de l'affaire en premier ressort.

Ne peut faire partie d'une formation de jugement de la Cour de cassation le juge qui a précédemment connu de l'affaire en premier ou en dernier ressort.

Art. L. 111-10.— Les conjoints, les parents et alliés jusqu'au troisième degré inclus ne peuvent, sauf dispense, être simultanément membres d'un même tribunal ou d'une même cour en quelque qualité que ce soit.

Aucune dispense ne peut être accordée lorsque la juridiction ne comprend qu'une chambre ou que l'un des conjoints, parents ou alliés au degré mentionné à l'alinéa précédent est le président de la juridiction ou le chef du parquet près celle-ci.

En aucun cas, même si la dispense est accordée, les conjoints, les parents ou alliés mentionnés à l'alinéa premier ne peuvent siéger dans une même cause.

Art. L. 111-11.— Pour l'application des articles L. 111-6 et L. 111-10, la personne liée au juge par un pacte civil de solidarité est assimilée au conjoint.

TITRE II REGLES GENERALES D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT

Chapitre Ier Les juges

Section 1 Composition des juridictions

Art. L. 121-1.— Sauf disposition particulière, à la Cour de cassation, dans les cours d'appel, les tribunaux de grande instance et les tribunaux d'instance, les fonctions de jugement sont exercées par des magistrats appartenant au corps judiciaire ; les règles applicables à leur nomination sont fixées par le statut de la magistrature.

Les autres juridictions judiciaires sont composées soit de magistrats du corps judiciaire, soit de juges non professionnels désignés dans les conditions prévues par les textes organisant ces juridictions.

Art. L. 121-2.— Sauf disposition particulière, les juges statuent en nombre impair.

Section 2 Le service juridictionnel

Art. L. 121-3.— Chaque année, le premier président de la Cour de cassation, le premier président de la cour d'appel, le président du tribunal de grande instance, et le magistrat chargé de la direction et de l'administration du tribunal d'instance répartissent les juges dans les différents services de la juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. Il précise notamment les conditions dans lesquelles la répartition des juges peut être modifiée en cours d'année.

Art. L. 121-4.— En cas de vacance d'emploi ou d'empêchement d'un ou plusieurs magistrats ou lorsque le renforcement temporaire et immédiat des juridictions du premier degré apparaît indispensable pour assurer le traitement du contentieux dans un délai raisonnable, le premier président peut, par ordonnance, déléguer les présidents de chambre et les conseillers de la cour d'appel, les juges des tribunaux d'instance et de grande instance, pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux du ressort de la cour d'appel dont le service est assuré par des magistrats du corps judiciaire.

Un magistrat ne peut être délégué plus de cinq fois au cours de la même année judiciaire. Ses délégations ne peuvent excéder une durée totale de trois mois.

En ce qui concerne les magistrats désignés pour exercer les fonctions de juge de l'expropriation, la durée de la délégation prévue à l'alinéa précédent peut être portée à six mois.

L'ordonnance mentionnée au premier alinéa précise le motif et la durée de la délégation ainsi que la nature des fonctions qui seront exercées par le magistrat délégué.

Chapitre II Le ministère public

Section 1 Organisation

Art. L. 122-1.— A la Cour de cassation, dans les cours d'appel et les tribunaux de grande instance, le ministère public est exercé par des magistrats appartenant au corps judiciaire ; les règles applicables à leur nomination sont fixées par le statut de la magistrature.

Devant les autres juridictions, le ministère public est exercé soit par des magistrats du corps judiciaire, soit par des personnes habilitées dans les conditions prévues par les textes organisant ces juridictions.

Art. L. 122-2.— Le ministère public est exercé, en toutes matières, devant toutes les juridictions du premier degré du ressort du tribunal de grande instance par le procureur de la République.

Art. L. 122-3.— Le ministère public est exercé, en toutes matières, devant toutes les juridictions du second degré et les cours d'assises instituées dans le ressort de la cour d'appel par le procureur général.

Section 2 Fonctionnement

Art. L. 122-4.— Tout magistrat d'un parquet ou d'un parquet général peut exercer les fonctions du ministère public au sein de ce parquet.

Chapitre III Le greffe

Art. L. 123-1.— La Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux d'instance ayant compétence exclusive en matière pénale, les juridictions de proximité et les conseils de prud'hommes comprennent un greffe composé de fonctionnaires de l'Etat.

Art. L. 123-2.— Les dispositions particulières applicables au greffe des autres juridictions sont fixées par les textes sur l'organisation et le fonctionnement de ces juridictions, mentionnés à l'article L. 261-1.

Chapitre IV Siège et ressort des juridictions

Ce chapitre ne comprend pas de dispositions législatives.

TITRE III MAISONS DE JUSTICE ET DU DROIT

Ce titre ne comprend pas de dispositions législatives.

TITRE IV RESPONSABILITE DU FAIT DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE LA JUSTICE

Chapitre unique

Art. L. 141-1.— L'Etat est tenu de réparer le dommage causé par le fonctionnement défectueux du service de la justice.

Sauf dispositions particulières, cette responsabilité n'est engagée que par une faute lourde ou par un déni de justice.

Art. L. 141-2.— La responsabilité des juges, à raison de leur faute personnelle, est régie :

- s'agissant des magistrats du corps judiciaire, par le statut de la magistrature ;
- s'agissant des autres juges, par des lois spéciales ou, à défaut, par les articles 505 et suivants du code de procédure civile.

L'Etat garantit les victimes des dommages causés par les fautes personnelles des juges et autres magistrats, sauf son recours contre ces derniers.

LIVRE II JURIDICTIONS DU PREMIER DEGRE

TITRE Ier LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

Chapitre Ier Institution et compétence

Art. L. 211-1.— Le tribunal de grande instance statue en première instance en matière civile et pénale. Lorsqu'il statue en matière pénale, il est dénommé tribunal correctionnel.

Art. L. 211-2.— Il y a au moins un tribunal de grande instance dans le ressort de chaque cour d'appel.

Section 1 Compétence matérielle

Sous-section 1 Compétence commune à tous les tribunaux de grande instance

Art. L. 211-3.— Le tribunal de grande instance connaît de toutes les affaires civiles et commerciales pour lesquelles compétence n'est pas attribuée, en raison de leur nature ou du montant de la demande, à une autre juridiction.

Art. L. 211-4.— Le tribunal de grande instance a compétence exclusive dans les matières déterminées par les lois et règlements.

Art. L. 211-5.— Le tribunal de grande instance est compétent pour connaître des recours :

1° Contre les décisions du juge des tutelles et celles du conseil de famille ;

2° Contre les décisions du tribunal d'instance en matière de titres perdus ou volés dans les conditions prévues à l'article 11 du décret n° 56-27 du 11 janvier 1956 relatif à la procédure à suivre en cas de dépossession de titres au porteur.

Art. L. 211-6.— Le tribunal de grande instance connaît des demandes relatives aux frais, émoluments et débours des auxiliaires de justice et des officiers publics ou ministériels dans les cas prévus par l'article 52 du nouveau code de procédure civile, sans préjudice des dispositions particulières en matière d'honoraires d'avocats énoncées à l'article L. 311-7 du présent code et à l'article 179 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat, et d'honoraires d'avoués énoncées par l'article 5 de la loi n° 57-1420 du 31 décembre 1957 sur le recouvrement des honoraires des avocats.

Art. L. 211-7.— Dans les cas prévus par l'article 16 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, le tribunal de grande instance remplit les fonctions du conseil de l'ordre des avocats.

Art. L. 211-8.— Le tribunal de grande instance est la juridiction disciplinaire des avoués, des commissaires-priseurs judiciaires, des huissiers de justice et des notaires dans les cas et conditions prévus par l'ordonnance n° 45-1418 du 28 juin 1945 relative à la discipline des notaires et de certains officiers ministériels.

Art. L. 211-9.— Le tribunal correctionnel connaît des délits, sans préjudice des autres compétences prévues par les dispositions du code de procédure pénale.

Sous-section 2 Compétence particulière à certains tribunaux de grande instance

Art. L. 211-10.— Des tribunaux de grande instance spécialement désignés connaissent des actions en matière de brevets d'invention, de certificats d'utilité, de certificats complémentaires de protection, de topographie de produits semi-conducteurs et d'obtentions végétales, dans les cas et conditions prévus par le code de la propriété intellectuelle.

Art. L. 211-11.— Un tribunal de grande instance spécialement désigné connaît des actions et demandes en matière de marque communautaire, dans les cas et conditions prévus par le code de la propriété intellectuelle.

Art. L. 211-12.— Des tribunaux de grande instance spécialement désignés connaissent des actions engagées sur le fondement des dispositions des instruments internationaux et communautaires relatives au déplacement illicite international d'enfants.

Section 2 Compétence territoriale

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Chapitre II Organisation et fonctionnement

Section 1 Le service juridictionnel

Art. L. 212-1.— Le tribunal de grande instance statue en formation collégiale, sous réserve des exceptions tenant à l'objet du litige ou à la nature des questions à juger.

Art. L. 212-2.— Lorsqu'une affaire, compte tenu de l'objet du litige ou de la nature des questions à juger, est portée devant le tribunal de grande instance statuant à juge unique, le renvoi à la formation collégiale est de droit, sur la demande non motivée d'une des parties formulée selon les modalités et délais fixés par décret en Conseil d'Etat.

Toutefois, les dispositions du présent article ne sont pas applicables en matières disciplinaires ou relatives à l'état des personnes, sous réserve des dispositions particulières aux matières de la compétence du juge aux affaires familiales.

Art. L. 212-3.— La formation collégiale du tribunal de grande instance se compose d'un président et de plusieurs assesseurs.

Art. L. 212-4.— Les avocats peuvent être appelés, dans l'ordre du tableau, à suppléer les juges pour compléter le tribunal de grande instance.

Toutefois, la formation de jugement ne peut comprendre, en matière pénale, une majorité de juges non professionnels.

Art. L. 212-5.— Les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement du tribunal correctionnel statuant à juge unique sont fixées par les articles 398 et 398-1 du code de procédure pénale.

Section 2 Le parquet

Art. L. 212-6.— Le procureur de la République représente, en personne ou par ses substituts, le ministère public près le tribunal de grande instance.

Section 3

Le greffe

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Section 4

Les chambres détachées

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Section 5

Les assemblées générales

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Chapitre III

Fonctions particulières

Section 1

Fonctions particulières exercées en matière civile

Sous-section 1

Le président du tribunal de grande instance

Art. L. 213-1.— Le président du tribunal de grande instance a compétence dans les matières déterminées par la loi et le règlement.

Art. L. 213-2.— En toutes matières, le président du tribunal de grande instance statue en référé ou sur requête.

Sous-section 2

Le juge de la mise en état

La présente sous-section ne comprend pas de dispositions législatives.

Sous-section 3

Le juge aux affaires familiales

Art. L. 213-3.— Dans chaque tribunal de grande instance, un ou plusieurs magistrats du siège sont délégués dans les fonctions de juge aux affaires familiales.

Le juge aux affaires familiales connaît :

1° Du divorce, de la séparation de corps et de leurs conséquences, sous réserve des compétences attribuées au tribunal de grande instance ;

2° Des actions liées à la fixation de l'obligation alimentaire, de la contribution aux charges du mariage et de l'obligation d'entretien, à l'exercice de l'autorité parentale, à la modification du nom de l'enfant naturel et aux prénoms.

Art. L. 213-4.— Le juge aux affaires familiales peut renvoyer à la formation collégiale du tribunal de grande instance qui statue comme juge aux affaires familiales.

La formation collégiale comprend le juge qui a ordonné le renvoi.

Sous-section 4

Le juge de l'exécution

Art. L. 213-5.— Les fonctions de juge de l'exécution sont exercées par le président du tribunal de grande instance.

Lorsqu'il délègue ces fonctions à un ou plusieurs juges, le président du tribunal de grande instance fixe la durée et l'étendue territoriale de cette délégation.

Art. L. 213-6.— Le juge de l'exécution connaît, de manière exclusive, des difficultés relatives aux titres exécutoires et des contestations qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution forcée, même si elles portent sur le fond du droit à moins qu'elles n'échappent à la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire.

Dans les mêmes conditions, il autorise les mesures conservatoires et connaît des contestations relatives à leur mise en œuvre.

Il connaît, sous la même réserve, des demandes en réparation fondées sur l'exécution ou l'inexécution dommageables des mesures d'exécution forcée ou des mesures conservatoires.

Il connaît des mesures de traitement des situations de surendettement des particuliers et de la procédure de rétablissement personnel.

Art. L. 213-7.— Le juge de l'exécution peut renvoyer à la formation collégiale du tribunal de grande instance qui statue comme juge de l'exécution.

La formation collégiale comprend le juge qui a ordonné le renvoi.

Sous-section 5

Le juge des libertés et de la détention

Art. L. 213-8.— Les compétences du juge des libertés et de la détention en matière non répressive sont fixées par des lois particulières.

Section 2

Fonctions particulières exercées en matière pénale

Art. L. 213-9.— Le code de procédure pénale fixe les règles relatives à la compétence, à l'organisation et au fonctionnement de certains tribunaux de grande instance :

- 1° En matière militaire en temps de paix ;
- 2° En matière économique et financière ;
- 3° En matière sanitaire ;
- 4° En matière de terrorisme ;
- 5° En matière de délinquance organisée ;
- 6° En matière de pollution des eaux maritimes par rejets des navires.

Art. L. 213-10.— Le code de procédure pénale fixe les règles relatives à la compétence, à l'organisation et au fonctionnement de la juridiction des libertés et de la détention et de la juridiction de l'application des peines.

Art. L. 213-11.— Le code de procédure pénale fixe les règles relatives à la compétence, à l'organisation et au fonctionnement de la juridiction d'instruction, et notamment :

- 1° En matière militaire en temps de paix ;
- 2° En matière économique et financière ;
- 3° En matière sanitaire ;
- 4° En matière de terrorisme ;
- 5° En matière de délinquance et de criminalité organisée ;
- 6° En matière de pollution des eaux maritimes par rejets des navires.

Chapitre IV

La commission d'indemnisation des victimes d'infractions

Art. L. 214-1.— Chaque tribunal de grande instance comporte une commission d'indemnisation de certaines victimes d'infractions qui revêt le caractère d'une juridiction civile. Cette commission, compétente pour fixer l'indemnisation prévue par l'article 706-3 du code de procédure pénale, statue en premier ressort.

Art. L. 214-2.— La commission d'indemnisation est composée de magistrats du siège du tribunal de grande instance et d'une ou plusieurs personnes majeures, de nationalité française et jouissant de leurs droits civiques, s'étant signalées par l'intérêt qu'elles portent aux problèmes des victimes. Elle est présidée par l'un des magistrats.

Les membres de la commission et leurs suppléants sont désignés pour une durée de trois ans par l'assemblée générale des magistrats du siège du tribunal.

Les fonctions du ministère public sont exercées par le procureur de la République.

Chapitre V

Dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Art. L. 215-1.— Dans les matières prévues au livre VI du code de commerce, le tribunal de grande instance ou, le cas échéant, la chambre commerciale de ce tribunal remplit les fonctions attribuées au tribunal de commerce.

Les fonctions de juge-commissaire peuvent aussi être exercées par un juge du siège du tribunal de grande instance ou par un juge chargé du service du tribunal d'instance du domicile du débiteur.

Art. L. 215-2.— Les règles relatives à la compétence, à l'organisation et au fonctionnement des chambres commerciales des tribunaux de grande instance des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont fixées par le code de commerce.

TITRE II LE TRIBUNAL D'INSTANCE

Chapitre Ier

Institution et compétence

Art. L. 221-1.— Le tribunal d'instance connaît en première instance des affaires civiles et pénales qui lui sont attribuées par la loi ou le règlement en raison de leur nature ou du montant de la demande.

Toutefois, peuvent être institués des tribunaux d'instance ayant compétence exclusive en matière pénale.

Lorsqu'il statue en matière pénale, le tribunal d'instance est dénommé tribunal de police.

Art. L. 221-2.— Il y a au moins un tribunal d'instance dans le ressort de chaque cour d'appel.

Art. L. 221-3.— Au sein du tribunal d'instance, un ou plusieurs juges exercent les fonctions de juge des tutelles.

Section 1

Compétence matérielle

Sous-section 1

Compétence civile du tribunal d'instance

Art. L. 221-4.— Sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires fixant la compétence particulière des autres juridictions, le tribunal d'instance connaît, en matière civile, de toutes actions personnelles ou mobilières jusqu'à la valeur de 10 000 euros. Il connaît aussi des demandes indéterminées qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas 10 000 euros.

Art. L. 221-5.— Les compétences particulières du tribunal d'instance sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Sous-section 2

Compétence du juge du tribunal d'instance

Art. L. 221-6.— Lorsqu'il statue sur requête et en référé, le juge du tribunal d'instance connaît des demandes visées à l'article L. 221-4.

Art. L. 221-7.— Lorsqu'il statue selon la procédure d'injonction de payer, sous réserve de la compétence de la juridiction de proximité, le juge d'instance est compétent à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Art. L. 221-8.— Par dérogation aux dispositions de l'article L. 213-6, le juge du tribunal d'instance est compétent en matière de saisies des rémunérations et exerce les pouvoirs du juge de l'exécution conformément à l'article L. 145-5 du code du travail.

Sous-section 3

Compétence du juge des tutelles

Art. L. 221-9.— Le juge des tutelles connaît :

- 1° De l'émancipation ;
- 2° De l'administration légale et de la tutelle des mineurs ;
- 3° Du placement sous sauvegarde de justice, de la curatelle et de la tutelle des incapables majeurs ;
- 4° Sous réserve de la compétence du juge des enfants, de la tutelle aux prestations sociales ;
- 5° De la tutelle des pupilles de la nation ;
- 6° De la constatation de la présomption d'absence.

Sous-section 4

Compétence du tribunal de police

Art. L. 221-10.— Le tribunal de police connaît des contraventions de la cinquième classe, sous réserve de la compétence du juge des enfants et sans préjudice des autres compétences qui lui sont attribuées par le code de procédure pénale.

Section 2

Compétence territoriale

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Chapitre II

Organisation et fonctionnement

Section 1

Le service juridictionnel

Art. L. 222-1.— Le tribunal d'instance statue à juge unique.

Art. L. 222-2.— Les magistrats du siège qui assurent le service d'un tribunal d'instance peuvent être suppléés en cas de vacance d'emploi, d'absence ou d'empêchement, ou remplacés provisoirement, par des magistrats du siège désignés par le président du tribunal de grande instance.

Ils peuvent être également chargés du service de tribunaux d'instance limitrophes ayant leur siège dans le ressort du même tribunal de grande instance.

Section 2

Le ministère public

Art. L. 222-3.— Le siège du ministère public devant le tribunal de police est occupé par le procureur de la République ou par le commissaire de police dans les cas et conditions prévus aux articles 45 à 48 du code de procédure pénale.

Section 3

Le greffe

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Section 4

Les assemblées générales

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Chapitre III

Dispositions particulières aux départements
du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Art. L. 223-1.— En matière patrimoniale, le tribunal d'instance connaît, de manière exclusive, de toutes actions réelles et immobilières jusqu'à la valeur de 10 000 euros.

Il connaît également, de manière exclusive, de toutes actions personnelles ou mobilières de la valeur de 4 000 euros à la valeur de 10 000 euros. Il connaît aussi des demandes indéterminées qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant est compris entre 4 000 euros et 10 000 euros.

En matière commerciale, le tribunal d'instance connaît, de manière exclusive, de toutes actions jusqu'à la valeur de 10 000 euros.

Art. L. 223-2.— Les fonctions du tribunal de l'exécution sont exercées par le tribunal d'instance.

Le tribunal de l'exécution connaît :

- 1° De l'exécution forcée sur les biens immeubles ;
- 2° De l'administration forcée des immeubles ;
- 3° De la procédure en matière de purge des hypothèques.

Art. L. 223-3.— Les fonctions de tribunal pour la navigation du Rhin sont exercées par un tribunal d'instance spécialement désigné, conformément à la convention révisée pour la navigation du Rhin, signée à Mannheim le 17 octobre 1868.

Les fonctions de tribunal de première instance pour la navigation de la Moselle sont exercées par un tribunal d'instance spécialement désigné, conformément à la loi n° 66-379 du 15 juin 1966 déterminant, en application de la convention franco-luxembourgeoise du 27 octobre 1956, les juridictions compétentes pour la navigation de la Moselle.

Art. L. 223-4.— Le service du livre foncier est assuré au sein du tribunal d'instance selon les modalités fixées par décret.

Art. L. 223-5.— Le tribunal d'instance connaît :

- 1° De la tutelle, des administrations légales et des curatelles de droit local ;
- 2° Du partage judiciaire et de la vente judiciaire d'immeubles, des certificats d'héritier et des scellés ;
- 3° Des registres des associations et des registres des associations coopératives de droit local.

Art. L. 223-6.— Le tribunal d'instance statue à la place du tribunal de grande instance et du président de cette juridiction dans les cas où la loi leur donne compétence en matière successorale.

Art. L. 223-7.— Le juge du tribunal d'instance connaît de la saisie conservatoire prévue à l'article L. 511-51 du code de commerce quel que soit le montant des causes de la saisie.

TITRE III

LA JURIDICTION DE PROXIMITE

Chapitre Ier

Institution et compétence

Art. L. 231-1.— La juridiction de proximité statue en première instance en matière civile et pénale.

Art. L. 231-2.— Il y a au moins une juridiction de proximité dans le ressort de chaque cour d'appel.

Section 1

Compétence civile

Art. L. 231-3.— La juridiction de proximité connaît, en matière civile, sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires fixant la compétence particulière des autres juridictions, des actions personnelles ou mobilières jusqu'à la valeur de 4 000 euros.

Elle connaît des demandes indéterminées qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas 4 000 euros.

Elle connaît, dans les mêmes limites, en vue de lui donner force exécutoire, de la demande d'homologation du constat d'accord formée par les parties, à l'issue d'une tentative préalable de conciliation.

Art. L. 231-4.— Les compétences particulières de la juridiction de proximité sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 231-5.— Lorsque, en matière civile, le juge de proximité se heurte à une difficulté juridique sérieuse portant sur l'application d'une règle de droit ou sur l'interprétation du contrat liant les parties, il peut, à la demande d'une partie ou d'office, après avoir recueilli l'avis, selon le cas, de l'autre ou des deux parties, renvoyer l'affaire au tribunal d'instance qui statue en tant que juridiction de proximité.

Section 2

Compétence pénale

Art. L. 231-6.— Les règles concernant la compétence, l'organisation et le fonctionnement de la juridiction de proximité statuant en matière pénale sont fixées par le code de procédure pénale et, en ce qui concerne les mineurs, par l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.

Chapitre II

Organisation et fonctionnement

Section 1

Le service juridictionnel

Art. L. 232-1.— La juridiction de proximité statue à juge unique.

Art. L. 232-2.— En cas d'absence ou d'empêchement du juge de proximité ou lorsque le nombre de juges de proximité se révèle insuffisant, les fonctions de ce juge sont exercées par un juge du tribunal d'instance, désigné à cet effet par le président du tribunal de grande instance.

Le juge d'instance exerce toutefois de plein droit, en cette qualité, les fonctions de juge de proximité lorsque aucun juge de proximité n'a été affecté au sein de la juridiction de proximité.

Section 2

Le ministère public

Art. L. 232-3.— Le siège du ministère public devant la juridiction de proximité est occupé par le procureur de la République ou par le commissaire de police dans les cas et conditions prévus aux articles 45 à 48 du code de procédure pénale.

Section 3

Le greffe

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Section 4

Les assemblées générales

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

TITRE IV LA COUR D'ASSISES

Chapitre unique

Art. L. 241-1.— Les règles concernant l'institution, la compétence, l'organisation et le fonctionnement de la cour d'assises sont fixées par le code de procédure pénale.

TITRE V LES JURIDICTIONS DES MINEURS

Chapitre Ier Le tribunal pour enfants

Section 1 Institution et compétence

Art. L. 251-1.— Le tribunal pour enfants connaît, dans les conditions définies par l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, des contraventions et des délits commis par les mineurs et des crimes commis par les mineurs de seize ans.

Art. L. 251-2.— Il y a au moins un tribunal pour enfants dans le ressort de chaque cour d'appel.

Section 2 Organisation et fonctionnement

Art. L. 251-3.— Le tribunal pour enfants est composé d'un juge des enfants, président, et de plusieurs assesseurs.

Art. L. 251-4.— Les assesseurs titulaires et suppléants sont choisis parmi les personnes âgées de plus de trente ans, de nationalité française et qui se sont signalées par l'intérêt qu'elles portent aux questions de l'enfance et par leurs compétences.

Les assesseurs sont nommés pour quatre ans par le garde des sceaux, ministre de la justice. Leur renouvellement s'opère par moitié. Toutefois, en cas de création d'un tribunal pour enfants, d'augmentation ou de réduction du nombre des assesseurs dans ces juridictions, ou de remplacement d'un ou de plusieurs de ces assesseurs à une date autre que celle qui est prévue pour leur renouvellement, la désignation des intéressés peut intervenir pour une période inférieure à quatre années dans la limite de la durée requise pour permettre leur renouvellement par moitié.

Art. L. 251-5.— Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs titulaires et suppléants prêtent serment devant le tribunal de grande instance de bien et fidèlement remplir leurs fonctions et de garder religieusement le secret des délibérations.

Art. L. 251-6.— Les assesseurs titulaires ou suppléants qui, sans motif légitime, se sont abstenus de déférer à plusieurs convocations successives peuvent, à la demande du juge des enfants ou du ministère public, être déclarés démissionnaires, par décision de la cour d'appel.

En cas de faute grave entachant l'honneur ou la probité, leur déchéance est prononcée dans les mêmes formes.

Chapitre II Le juge des enfants

Art. L. 252-1.— Il y a au moins un juge des enfants au siège de chaque tribunal pour enfants.

Art. L. 252-2.— Le juge des enfants est compétent en matière d'assistance éducative.

Art. L. 252-3.— Le juge des enfants est compétent en matière d'organisation ou de prolongation d'une action de protection judiciaire à l'égard des mineurs émancipés ou des majeurs âgés de vingt et un ans ou moins.

Art. L. 252-4.— Le juge des enfants connaît, sous réserve de la compétence du juge des tutelles, de la tutelle aux prestations sociales.

Art. L. 252-5.— En matière pénale, le juge des enfants connaît, dans les conditions définies par l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, des délits et des contraventions de cinquième classe commis par les mineurs.

Chapitre III Dispositions communes au tribunal pour enfants et au juge des enfants

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions législatives.

Chapitre IV La cour d'assises des mineurs

Art. L. 254-1.— Les règles concernant la compétence, l'organisation et le fonctionnement de la cour d'assises des mineurs sont fixées par l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante et, en matière de terrorisme, par l'article 706-17 du code de procédure pénale.

TITRE VI AUTRES JURIDICTIONS D'ATTRIBUTION

Chapitre unique

Art. L. 261-1.— Les dispositions particulières relatives à l'institution, la compétence, l'organisation et au fonctionnement des autres juridictions d'attribution sont énoncées :

1° Au code de commerce en ce qui concerne le tribunal de commerce ;

2° Au code disciplinaire et pénal de la marine marchande, en ce qui concerne le tribunal maritime commercial ;

3° Au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux lois et règlements particuliers en ce qui concerne le juge de l'expropriation ;

4° Au code de justice militaire en ce qui concerne les juridictions des forces armées ;

5° Au code de procédure pénale en ce qui concerne le tribunal d'application des peines ;

6° Au code rural en ce qui concerne le tribunal paritaire des baux ruraux ;

7° Au code de la sécurité sociale en ce qui concerne le tribunal des affaires de sécurité sociale, le tribunal du contentieux de l'incapacité et la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail ;

8° Au code du travail en ce qui concerne le conseil de prud'hommes ;

9° Au décret du 19 novembre 1859 sur la police de la pêche côtière dans le cinquième arrondissement maritime en ce qui concerne les prud'homies de pêche.

LIVRE III JURIDICTIONS DU SECOND DEGRE

TITRE Ier LA COUR D'APPEL

Chapitre Ier Compétence

Section 1 Dispositions générales

Art. L. 311-1.— La cour d'appel connaît, sous réserve des compétences attribuées à d'autres juridictions, des décisions judiciaires, civiles et pénales, rendues en premier ressort.

La cour d'appel statue souverainement sur le fond des affaires.

Section 2

Dispositions particulières

Art. L. 311-2.— La cour d'appel connaît des contestations relatives à l'élection du président du tribunal de commerce dans les conditions prévues par le code de commerce.

Art. L. 311-3.— La cour d'appel connaît, en ce qui concerne les avocats :

1° Des contestations relatives aux élections au conseil de l'ordre et à l'élection du bâtonnier de l'ordre ;

2° Des recours contre les décisions ou délibérations du conseil de l'ordre ;

3° Des recours contre les décisions des centres de formation professionnelle ;

4° Des recours exercés après arbitrage du bâtonnier pour les litiges nés à l'occasion du contrat de travail des avocats salariés.

Art. L. 311-4.— La cour d'appel connaît :

1° En ce qui concerne le stage des avoués, des recours contre les décisions de la chambre de la compagnie des avoués ;

2° En ce qui concerne le stage des huissiers de justice, des recours contre les décisions de la chambre départementale des huissiers de justice ;

3° En ce qui concerne le stage des notaires, des recours contre les décisions du conseil d'administration du centre de formation professionnelle des notaires.

Art. L. 311-5.— La cour d'appel connaît, en ce qui concerne la discipline des avoués, des commissaires-priseurs judiciaires, des huissiers de justice et des notaires, des recours contre les décisions de la chambre de discipline.

Art. L. 311-6.— La cour d'appel connaît des contestations relatives à la régularité des élections des membres des organismes professionnels des avoués, des commissaires-priseurs judiciaires, des huissiers de justice et des notaires.

Section 3

Dispositions relatives au premier président

Art. L. 311-7.— Le premier président a compétence dans les matières suivantes, sans préjudice des autres compétences qui lui sont attribuées par la loi ou le règlement :

1° L'arrêt ou l'octroi de l'exécution provisoire en cas d'appel, conformément au nouveau code de procédure civile ;

2° Le recours contre la décision du bâtonnier prise sur contestation des honoraires d'avocat ;

3° La réparation à raison d'une détention provisoire, conformément au code de procédure pénale ;

4° L'appel des ordonnances du juge des libertés et de la détention en cas de prolongation du maintien en zone d'attente et de la rétention, conformément au code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Section 4

Dispositions particulières à certaines chambres de la cour d'appel

Art. L. 311-8.— Les règles relatives à la compétence de la chambre de l'instruction, de la chambre de l'application des peines et de la chambre des appels correctionnels sont fixées par le code de procédure pénale.

Art. L. 311-9.— Les règles relatives à la compétence de la chambre de l'expropriation sont fixées par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Section 5

Dispositions particulières à certaines cours d'appel

Art. L. 311-10.— Des cours d'appel spécialement désignées connaissent des recours contre les décisions du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle dans les cas et conditions prévus par le code de la propriété intellectuelle.

Art. L. 311-11.— Une cour d'appel spécialement désignée connaît des recours contre :

1° Les décisions du Conseil de la concurrence, dans les cas et conditions prévus par le code de commerce ;

2° Les décisions de portée individuelle de l'Autorité des marchés financiers, dans les cas et conditions prévus par le code monétaire et financier ;

3° Les décisions du Comité de la protection des obtentions végétales, dans les cas et conditions prévus par le code de la propriété intellectuelle.

Art. L. 311-12.— Une cour d'appel spécialement désignée connaît des actions, engagées en matière d'indemnisation des victimes de préjudices résultant de la contamination par le virus d'immunodéficience humaine, contre l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, dans les cas et conditions prévus par le code de la santé publique.

Art. L. 311-13.— Une cour d'appel spécialement désignée connaît des recours contre les décisions prises par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes dans les cas et conditions prévus par le code des postes et des communications électroniques.

Art. L. 311-14.— Une cour d'appel spécialement désignée connaît :

1° Des contestations relatives à l'élection des membres du Conseil national des barreaux et des membres du bureau de ce conseil ;

2° Des recours contre les décisions individuelles prises par le Conseil national des barreaux ;

3° Des recours contre les décisions prises par les commissions nationales en matière d'inscription, de retrait ou de discipline des administrateurs judiciaires, des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises et des experts en diagnostic d'entreprise.

Chapitre II

Organisation et fonctionnement

Section 1

Les formations de la cour d'appel

Sous-section 1

Dispositions générales

Art. L. 312-1.— La cour d'appel statue en formation collégiale.

Art. L. 312-2.— La formation de jugement de la cour d'appel se compose d'un président et de plusieurs conseillers.

Aux audiences solennelles, la cour est présidée par le premier président et comprend en outre des conseillers appartenant à plusieurs chambres.

Art. L. 312-3.— Les avocats dans l'ordre du tableau et, après eux, les avoués selon la date de leur réception, peuvent être appelés à suppléer les conseillers pour compléter la cour d'appel.

Toutefois, la formation de jugement de la cour d'appel ne peut comprendre, en matière pénale, une majorité de juges non professionnels.

Sous-section 2

Dispositions particulières à certaines formations

Art. L. 312-4.— Les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement de la chambre de l'instruction, de la chambre de l'application des peines et de la chambre des appels correctionnels sont fixées par le code de procédure pénale.

Art. L. 312-5.— Les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement de la chambre de l'expropriation sont fixées par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. L. 312-6.— Un magistrat qui prend le nom de délégué à la protection de l'enfance est désigné au sein de chaque cour d'appel.

Ce magistrat préside la chambre spéciale des mineurs ou y exerce les fonctions de rapporteur.

Il siège comme membre de la chambre de l'instruction dans les cas mentionnés à l'article 23 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945.

Il siège également dans la formation de la cour d'appel qui statue sur les recours formés contre les décisions rendues en première instance sur le fondement des dispositions des instruments internationaux et communautaires relatives au déplacement illicite international d'enfants.

Section 2

Le parquet général

Art. L. 312-7.— Le procureur général représente en personne, ou par ses substituts, le ministère public près la cour d'appel.

Section 3

Le greffe

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Section 4

La chambre détachée de Cayenne

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Section 5

Les assemblées générales

La présente section ne comprend pas de dispositions législatives.

Chapitre III

Dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Art. L. 313-1.— Une cour d'appel spécialement désignée exerce les fonctions de tribunal d'appel pour la navigation du Rhin et connaît des recours contre les décisions du tribunal pour la navigation du Rhin.

Art. L. 313-2.— Une cour d'appel spécialement désignée exerce les fonctions de tribunal d'appel pour la navigation de la Moselle et connaît des recours contre les décisions du tribunal de première instance pour la navigation de la Moselle.

TITRE II

LA COUR D'ASSISES STATUANT EN APPEL

Chapitre unique

Art. L. 321-1.— Les règles relatives à l'institution, la compétence, l'organisation et au fonctionnement de la cour d'assises statuant en appel sont fixées par le code de procédure pénale.

TITRE III

LA COUR NATIONALE DE L'INCAPACITE ET DE LA TARIFICATION DE L'ASSURANCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chapitre unique

Art. L. 331-1.— Les règles concernant l'institution, la compétence, l'organisation et le fonctionnement de la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail sont fixées par le code de la sécurité sociale.

LIVRE IV

LA COUR DE CASSATION

TITRE Ier

INSTITUTION ET COMPÉTENCE

Chapitre unique

Art. L. 411-1.— Il y a, pour toute la République, une Cour de cassation.

Art. L. 411-2.— La Cour de cassation statue sur les pourvois en cassation formés contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort par les juridictions de l'ordre judiciaire.

La Cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires, sauf disposition législative contraire.

Art. L. 411-3.— La Cour de cassation peut casser sans renvoi lorsque la cassation n'implique pas qu'il soit à nouveau statué sur le fond.

Elle peut aussi, en cassant sans renvoi, mettre fin au litige lorsque les faits, tels qu'ils ont été souverainement constatés et appréciés par les juges du fond, lui permettent d'appliquer la règle de droit appropriée.

En ces cas, elle se prononce sur la charge des dépens afférents aux instances civiles devant les juges du fond.

L'arrêt emporte exécution forcée.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 411-4.— Ainsi qu'il est dit à l'article 11-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, l'action récursoire contre les magistrats ayant commis une faute personnelle se rattachant au service public de la justice est exercée devant une chambre civile de la Cour de cassation.

TITRE II

ORGANISATION

Chapitre unique

Art. L. 421-1.— La Cour de cassation comprend des chambres civiles et une chambre criminelle.

Art. L. 421-2.— Les pourvois formés à l'encontre des arrêts et jugements rendus en dernier ressort en matière pénale sont portés devant la chambre criminelle dans les conditions prévues au code de procédure pénale.

Art. L. 421-3.— Les arrêts de la Cour de cassation sont rendus soit par l'une des chambres, soit par une chambre mixte, soit par l'assemblée plénière.

Art. L. 421-4.— Lorsqu'une chambre mixte doit être constituée, elle est composée de magistrats appartenant à trois chambres au moins de la cour.

La chambre mixte est présidée par le premier président, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le plus ancien des présidents de chambre.

Elle comprend, en outre, les présidents et doyens des chambres qui la composent ainsi que deux conseillers de chacune de ces chambres.

Art. L. 421-5.— L'assemblée plénière est présidée par le premier président, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le plus ancien des présidents de chambre.

Elle comprend, en outre, les présidents et les doyens des chambres ainsi qu'un conseiller de chaque chambre.

Art. L. 421-6.— Les dispositions de l'article L. 121-2 ne sont pas applicables à la Cour de cassation.

Art. L. 421-7.— Un ou plusieurs avocats généraux à la Cour d'appel de Paris peuvent, par décret, être délégués à la Cour de cassation pour exercer les fonctions du ministère public près cette juridiction.

Art. L. 421-8.— Les modalités d'application du présent titre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

TITRE III FONCTIONNEMENT

Chapitre Ier Les chambres de la cour

Section 1 Dispositions générales

Art. L. 431-1.— Les affaires soumises à une chambre civile sont examinées par une formation de trois magistrats appartenant à la chambre à laquelle elles ont été distribuées.

Cette formation statue lorsque la solution du pourvoi s'impose. Dans le cas contraire, elle renvoie l'examen du pourvoi à l'audience de la chambre.

Toutefois, le premier président ou le président de la chambre concernée, ou leurs délégués, d'office ou à la demande du procureur général ou de l'une des parties, peuvent renvoyer directement une affaire à l'audience de la chambre par décision non motivée.

Art. L. 431-2.— En matière pénale, les dispositions relatives à la formation d'admission des pourvois sont fixées par le code de procédure pénale.

Art. L. 431-3.— Les conseillers référendaires siègent, avec voix consultative, dans la chambre à laquelle ils sont affectés. Ils ont voix délibérative dans le jugement des affaires qu'ils sont chargés de rapporter.

En outre, des conseillers référendaires pris par ordre d'ancienneté dans leurs fonctions peuvent, avec voix délibérative, être appelés à compléter la chambre à laquelle ils appartiennent.

Art. L. 431-4.— En cas de cassation, l'affaire est renvoyée, sous réserve des dispositions de l'article L. 411-3, devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction composée d'autres magistrats.

Lorsque le renvoi est ordonné par l'assemblée plénière, la juridiction de renvoi doit se conformer à la décision de cette assemblée sur les points de droit jugés par celle-ci.

Section 2

Dispositions particulières aux chambres mixtes et à l'assemblée plénière

Art. L. 431-5.— Le renvoi devant une chambre mixte peut être ordonné lorsqu'une affaire pose une question relevant normalement des attributions de plusieurs chambres ou si la question a reçu ou est susceptible de recevoir devant les chambres des solutions divergentes ; il doit l'être en cas de partage égal des voix.

Art. L. 431-6.— Le renvoi devant l'assemblée plénière peut être ordonné lorsque l'affaire pose une question de principe, notamment s'il existe des solutions divergentes soit entre les juges du fond, soit entre les juges du fond et la Cour de cassation ; il doit l'être lorsque, après cassation d'un premier arrêt ou jugement, la décision rendue par la juridiction de renvoi est attaquée par les mêmes moyens.

Art. L. 431-7.— Le renvoi devant une chambre mixte ou devant l'assemblée plénière est décidé soit, avant l'ouverture des débats, par ordonnance non motivée du premier président, soit par arrêt non motivé de la chambre saisie.

Le renvoi est de droit lorsque le procureur général le requiert avant l'ouverture des débats.

Art. L. 431-8.— En cas d'empêchement de l'un des membres, il est remplacé par un conseiller désigné par le premier président ou, à défaut de celui-ci, par le président de chambre qui le remplace.

Art. L. 431-9.— La chambre mixte et l'assemblée plénière se prononcent sur le pourvoi même si les conditions de leur saisine n'étaient pas réunies.

Art. L. 431-10.— Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Chapitre II Le parquet général

Art. L. 432-1.— Le procureur général porte la parole aux audiences des chambres mixtes et de l'assemblée plénière ainsi que dans les assemblées générales de la cour.

Il peut la porter aux audiences des chambres et devant la formation prévue à l'article L. 441-2.

Art. L. 432-2.— En cas d'empêchement du procureur général, celui-ci est remplacé pour les actes de ses fonctions par le premier avocat général ou, à défaut, par un avocat général désigné par le procureur général.

Art. L. 432-3.— Les avocats généraux portent la parole, au nom du procureur général, devant les chambres auxquelles ils sont affectés.

Ils peuvent être désignés par le procureur général pour la porter également devant les autres formations de la cour.

Art. L. 432-4.— Lorsque l'empêchement d'un avocat général est de longue durée, le premier président et le procureur général peuvent, par une décision conjointe, déléguer un conseiller dans les fonctions d'avocat général.

Art. L. 432-5.— Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Chapitre III Le service de documentation et d'études

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions législatives.

Chapitre IV Le greffe

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions législatives.

Chapitre V Les assemblées générales

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions législatives.

TITRE IV

DISPOSITIONS PARTICULIERES EN CAS DE SAISINE POUR AVIS DE LA COUR DE CASSATION

Chapitre unique

Art. L. 441-1.— Avant de statuer sur une question de droit nouvelle, présentant une difficulté sérieuse et se posant dans de nombreux litiges, les juridictions de l'ordre judiciaire peuvent, par une décision non susceptible de recours, solliciter l'avis de la Cour de cassation.

Art. L. 441-2.— La formation de la Cour de cassation qui se prononce sur la demande d'avis est présidée par le premier président ou, en cas d'empêchement, par le président de chambre le plus ancien.

Art. L. 441-3.— L'avis rendu ne lie pas la juridiction qui a formulé la demande.

Art. L. 441-4.— Les modalités d'application du présent titre sont fixées, en ce qui concerne les juridictions autres que pénales, par décret en Conseil d'Etat.

TITRE V

JURIDICTIONS ET COMMISSIONS PLACEES AUPRES DE LA COUR DE CASSATION

Chapitre unique

Art. L. 451-1.— Les règles relatives à l'institution, à la compétence, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission nationale de réparation des détentions, de la commission de révision des décisions pénales, de la commission de réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme et de la commission d'examen des recours en matière de discipline des officiers de police judiciaire sont fixées par le code de procédure pénale.

Art. L. 451-2.— Les règles relatives à l'institution, à la compétence, à l'organisation et au fonctionnement de la cour de révision sont fixées par le code de procédure pénale.

LIVRE V

DISPOSITIONS PARTICULIERES A SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, A MAYOTTE, A WALLIS-ET-FUTUNA, AUX TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES, A LA POLYNESIE FRANÇAISE ET A LA NOUVELLE-CALÉDONIE

TITRE Ier DISPOSITIONS PARTICULIERES A SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Chapitre Ier Dispositions générales

Art. L. 511-1.— Pour l'application à Saint-Pierre-et-Miquelon du présent code (partie Législative), il y a lieu de lire :

- 1° "tribunal supérieur d'appel" à la place de : "cour d'appel" ;
- 2° "tribunal de première instance" à la place de : "tribunal de grande instance" ou de : "tribunal d'instance" ;

3° "président du tribunal supérieur d'appel" à la place de : "premier président de la cour d'appel" ;

4° "procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel" à la place de : "procureur général près la cour d'appel" et de : "procureur de la République près le tribunal de grande instance".

Chapitre II Des fonctions judiciaires

Art. L. 512-1.— Les fonctions judiciaires à Saint-Pierre-et-Miquelon sont exercées :

- 1° Par des magistrats du corps judiciaire ;
- 2° Par des assesseurs au tribunal supérieur d'appel et au tribunal criminel ;
- 3° Par des suppléants du procureur de la République.

Art. L. 512-2.— Les personnes appelées à exercer l'une des fonctions judiciaires mentionnées aux 2° et 3° de l'article L. 512-1 sont choisies parmi les personnes de nationalité française, âgées de plus de vingt-trois ans, jouissant des droits civiques, civils et de famille et présentant des garanties de compétence et d'impartialité.

Art. L. 512-3.— Les assesseurs au tribunal supérieur d'appel et les suppléants du procureur de la République sont désignés pour deux ans par le garde des sceaux, ministre de la justice.

Les assesseurs sont désignés sur proposition du président du tribunal supérieur d'appel, après avis du procureur de la République.

Les suppléants sont désignés sur proposition du procureur de la République, après avis du président du tribunal supérieur d'appel.

Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs et les suppléants du procureur de la République prêtent devant le tribunal supérieur d'appel le serment prévu à l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.

Art. L. 512-4.— Les assesseurs au tribunal supérieur d'appel et les suppléants du procureur de la République peuvent, avant l'expiration de la période de deux ans prévue à l'article L. 512-3, être relevés de leurs fonctions, par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, sur leur demande.

Les assesseurs au tribunal supérieur d'appel peuvent, en cas de faute grave entachant l'honneur ou la probité, être relevés de leurs fonctions, avant l'expiration de la période de deux ans prévue à l'article L. 512-3, par décision du premier président de la cour d'appel de Paris, après avoir été convoqués et mis en demeure de présenter leurs observations. Ils peuvent, selon les mêmes formes, à la demande du président du tribunal supérieur d'appel, être déclarés démissionnaires lorsque, sans motif légitime, ils se sont abstenus de déférer à plus de deux convocations successives.

Les suppléants du procureur de la République peuvent, en cas de faute grave entachant l'honneur ou la probité, être relevés de leurs fonctions, avant l'expiration de la période de deux ans prévue à l'article L. 512-3, par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, après avoir été convoqués et mis en demeure de présenter leurs observations. Ils peuvent, selon les mêmes formes, à la demande du procureur de la République, être déclarés démissionnaires lorsque, sans motif légitime, ils se sont abstenus de déférer à plus de deux convocations successives. Dans les mêmes conditions et selon les mêmes formes, il peut également être mis fin à leurs fonctions pour les nécessités du service.

Dans tous les cas, l'avis du président du tribunal supérieur d'appel et celui du procureur de la République sont nécessaires lorsque la décision n'intervient pas sur leur demande.

Chapitre III Des juridictions

Section 1 Le tribunal de première instance

Art. L. 513-1.— Le tribunal de première instance connaît de toutes les affaires pour lesquelles compétence n'est pas attribuée à une autre juridiction.

Art. L. 513-2.— Le tribunal de première instance statue à juge unique.

Art. L. 513-3.— En cas de vacance des postes de magistrat au tribunal de première instance, d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité légale, les fonctions de magistrat dans cette juridiction sont exercées par le président du tribunal supérieur d'appel.

Art. L. 513-4.— I. - Si, pour l'une des causes énoncées à l'article L. 513-3, le président du tribunal supérieur d'appel ne peut intervenir, les fonctions de magistrat du tribunal de première instance sont alors assurées par un magistrat du siège désigné par le premier président de la cour d'appel de Paris sur une liste arrêtée par lui pour chaque année civile.

II. - Lorsque la venue du magistrat assurant le remplacement n'est pas matériellement possible, soit dans les délais prescrits par la loi, soit dans les délais exigés par la nature de l'affaire, l'audience est présidée par ce magistrat depuis un autre point du territoire de la République, ce dernier se trouvant relié, en direct, à la salle d'audience, par un moyen de communication audiovisuelle.

Les modalités d'application de l'alinéa qui précède sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 513-5.— Le président du tribunal de première instance exerce les fonctions de juge des enfants.

Section 2 Le tribunal supérieur d'appel

Art. L. 513-6.— Le tribunal supérieur d'appel statuant en formation collégiale comprend un président, magistrat du siège, et des assesseurs choisis parmi les personnes mentionnées à l'article L. 512-2.

Art. L. 513-7.— En cas de vacance du poste, d'absence, d'empêchement ou d'incompatibilité légale, les fonctions de président du tribunal supérieur d'appel sont exercées par le président du tribunal de première instance ou, à défaut, par un juge de ce tribunal.

Art. L. 513-8.— I. - Si, pour l'une des causes énoncées à l'article L. 513-7, aucun magistrat du siège du tribunal de première instance ne peut remplacer le président du tribunal supérieur d'appel, ses fonctions sont assurées par un magistrat du siège désigné par le premier président de la cour d'appel de Paris sur une liste arrêtée par lui pour chaque année civile.

II. - Lorsque la venue du magistrat assurant le remplacement n'est pas matériellement possible, soit dans les délais prescrits par la loi, soit dans les délais exigés par la nature de l'affaire, l'audience est présidée par le magistrat depuis un autre point du territoire de la République, ce dernier se trouvant relié, en direct, à la salle d'audience, par un moyen de communication audiovisuelle.

Lorsque l'audience est collégiale, par dérogation aux dispositions de l'article L. 513-6, la formation de jugement est composée de magistrats, figurant sur la liste prévue au I ci-dessus, reliés à la salle d'audience selon le même procédé.

Les modalités d'application des deux alinéas précédents sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 513-9.— Le président du tribunal supérieur d'appel exerce les fonctions de délégué à la protection de l'enfance.

Art. L. 513-10.— Le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel peut, en toutes matières, exercer le ministère public devant toutes juridictions du premier degré établies dans son ressort.

Art. L. 513-11.— En cas d'empêchement, quelle qu'en soit la cause, le procureur de la République est remplacé par l'un de ses suppléants.

TITRE II DISPOSITIONS APPLICABLES A MAYOTTE

Chapitre Ier Dispositions générales

Art. L. 521-1.— Le livre Ier du présent code est applicable à Mayotte.

Art. L. 521-2.— Pour l'application des dispositions étendues par le présent titre à Mayotte, il y a lieu de lire :

- 1° "tribunal supérieur d'appel" à la place de : "cour d'appel" ;
- 2° "tribunal de première instance" à la place de : "tribunal de grande instance" et de : "tribunal d'instance" ;
- 3° "président du tribunal supérieur d'appel" à la place de : "premier président de la cour d'appel" ;
- 4° "procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel" à la place de : "procureur général" ;
- 5° "procureur de la République près le tribunal de première instance" à la place de : "procureur de la République".

Chapitre II Des juridictions

Section 1 Le tribunal de première instance

Art. L. 522-1.— A Mayotte, la juridiction du premier degré est dénommée tribunal de première instance.

Art. L. 522-2.— Le tribunal de première instance connaît de toutes les affaires relevant du droit commun pour lesquelles compétence n'est pas attribuée, en raison de la nature de la demande, à une autre juridiction.

Art. L. 522-3.— Le tribunal de première instance a compétence exclusive dans les matières déterminées par les lois et règlements.

Art. L. 522-4.— Le tribunal de première instance exerce les compétences dévolues en métropole au tribunal de commerce.

Art. L. 522-5.— En matière civile, commerciale et de sécurité sociale, le tribunal de première instance statue à juge unique.

Toutefois, le juge saisi peut ordonner le renvoi devant la formation collégiale du tribunal.

Art. L. 522-6.— Lorsqu'il statue en formation collégiale, le tribunal de première instance est composé d'un magistrat du siège, président du tribunal, et d'assesseurs choisis parmi les personnes mentionnées à l'article L. 522-20.

Art. L. 522-7.— Les articles L. 522-21 et L. 522-23 à L. 522-26 sont applicables au tribunal de première instance, sous réserve des adaptations suivantes :

1° Pour l'application de l'article L. 522-21, la liste des assesseurs est arrêtée sur proposition du président du tribunal supérieur d'appel après avis du procureur de la République et du président du tribunal de première instance ;

2° Pour l'application de l'article L. 522-23, l'assesseur suppléant est désigné, dans l'ordre de la liste, par le président du tribunal de première instance ;

3° Pour l'application de l'article L. 522-26, la démission ou la déchéance des assesseurs titulaires ou suppléants est prononcée par le tribunal supérieur d'appel, statuant en chambre du conseil, à la demande du président du tribunal de première instance ou du ministère public.

Art. L. 522-8.— En cas d'absence ou d'empêchement, les magistrats du siège du tribunal de première instance peuvent être remplacés par un assesseur titulaire désigné, dans l'ordre de la liste, par ordonnance du président du tribunal de première instance ou, à défaut d'une telle désignation, par l'assesseur titulaire non empêché le plus âgé.

Art. L. 522-9.— Les fonctions d'assesseur au tribunal de première instance sont incompatibles avec celles d'assesseur au tribunal supérieur d'appel ou au tribunal pour enfants.

Art. L. 522-10.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement des juridictions d'instruction et de jugement en matière pénale sont fixées par les dispositions de procédure pénale applicables à Mayotte.

Section 2

Le tribunal supérieur d'appel

Art. L. 522-11.— Il y a à Mayotte un tribunal supérieur d'appel.

Art. L. 522-12.— Le tribunal supérieur d'appel connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juridictions instituées à Mayotte ainsi que des recours mentionnés à l'article L. 311-3.

Art. L. 522-13.— Le tribunal supérieur d'appel statue en formation collégiale.

Art. L. 522-14.— La formation collégiale du tribunal supérieur d'appel se compose d'un président et de magistrats du siège.

Art. L. 522-15.— Les dispositions de l'article L. 312-6 relatives à la protection de l'enfance sont applicables à Mayotte.

Pour l'application de l'article L. 312-6, le président du tribunal supérieur d'appel exerce les fonctions de délégué à la protection de l'enfance. Toutefois, le président du tribunal supérieur d'appel peut, par ordonnance, désigner un magistrat du siège de sa juridiction pour exercer ces fonctions.

Art. L. 522-16.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement des juridictions d'instruction et de jugement en matière pénale sont fixées par les dispositions de procédure pénale applicables à Mayotte.

Art. L. 522-17.— En cas d'absence ou d'empêchement, le président du tribunal supérieur d'appel est remplacé, pour les besoins du service, par un magistrat du siège du tribunal supérieur d'appel ou, à défaut, par le président du tribunal de première instance.

Art. L. 522-18.— En cas d'absence ou d'empêchement, les magistrats du siège du tribunal supérieur d'appel, à l'exception du président de cette juridiction, sont remplacés, pour les besoins du service, par des magistrats du siège du tribunal de première instance.

Art. L. 522-19.— Lorsque le tribunal supérieur d'appel ne peut être composé conformément aux articles L. 522-14 et L. 522-18, il est complété par des assesseurs désignés par ordonnance du président du tribunal supérieur d'appel.

Art. L. 522-20.— Les assesseurs titulaires et suppléants sont choisis, pour une durée de deux ans, parmi les personnes de nationalité française, âgées de plus de vingt-trois ans, jouissant des droits civiques, civils et de famille et présentant des garanties de compétence et d'impartialité.

Art. L. 522-21.— Avant l'expiration des fonctions des assesseurs en exercice, le garde des sceaux, ministre de la justice, arrête la liste des assesseurs titulaires et suppléants.

Les assesseurs sont choisis sur proposition du président du tribunal supérieur d'appel après avis du procureur de la République.

Art. L. 522-22.— Les assesseurs appelés à remplacer les magistrats du siège du tribunal supérieur d'appel en application de l'article L. 522-19 sont désignés dans l'ordre de la liste d'assesseurs prévue à l'article L. 522-21.

Art. L. 522-23.— Lorsqu'un assesseur titulaire est absent ou empêché, il est remplacé par l'un de ses suppléants appelés dans l'ordre de la liste d'assesseurs prévue à l'article L. 522-21.

Art. L. 522-24.— Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs titulaires et suppléants prêtent devant le tribunal supérieur d'appel le serment prévu à l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.

Art. L. 522-25.— Les assesseurs restent en fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs. Toutefois, la prorogation de leurs fonctions ne peut excéder une période de deux mois.

Art. L. 522-26.— Les assesseurs titulaires ou suppléants qui, sans motif légitime, se sont abstenus de déférer à plusieurs convocations successives peuvent, à la demande du président du tribunal supérieur d'appel ou du ministère public, après avoir été convoqués et mis en mesure de présenter leurs observations, être déclarés démissionnaires par le garde des sceaux, ministre de la justice.

En cas de faute grave entachant l'honneur ou la probité, leur déchéance est prononcée dans les mêmes formes.

Art. L. 522-27.— Les fonctions d'assesseur au tribunal supérieur d'appel sont incompatibles avec celles d'assesseur au tribunal de première instance ou au tribunal pour enfants.

Section 3

La juridiction de proximité

Art. L. 522-28.— Il y a à Mayotte une juridiction de proximité.

Art. L. 522-29.— En matière civile, la juridiction de proximité connaît des actions personnelles mobilières dont elle est saisie par une personne physique pour les besoins de sa vie non professionnelle, jusqu'à la valeur de 250 euros ou d'une valeur indéterminée mais qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas 250 euros.

Elle connaît des procédures d'injonction de payer ou de faire, dans les conditions prévues au premier alinéa.

Elle connaît aussi, dans les mêmes conditions, en vue de lui donner force exécutoire, de la demande d'homologation du constat d'accord formée par les parties, à l'issue d'une tentative préalable de conciliation menée en application de l'article 21 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative.

Art. L. 522-30.— Lorsque, en matière civile, le juge de proximité se heurte à une difficulté juridique sérieuse portant sur l'application d'une règle de droit ou sur l'interprétation du contrat liant les parties, il peut, à la demande d'une partie ou d'office, après avoir recueilli l'avis, selon le cas, de l'autre ou des deux parties, renvoyer l'affaire au tribunal de première instance qui statue en tant que juridiction de proximité.

Art. L. 522-31.— La juridiction de proximité statue à juge unique.

Art. L. 522-32.— En cas d'absence ou d'empêchement du juge de proximité ou lorsque le nombre de juges de proximité se révèle insuffisant, les fonctions de ce juge sont exercées par un juge du tribunal de première instance désigné à cet effet par le président de ce tribunal.

Le juge du tribunal de première instance exerce toutefois de plein droit, en cette qualité, les fonctions de juge de proximité lorsque aucun juge de proximité n'a été affecté au sein de la juridiction de proximité.

Section 4

Les juridictions des mineurs

Art. L. 522-33.— Les dispositions du titre V du livre II (partie Législative) relatives aux juridictions des mineurs sont applicables à Mayotte.

Art. L. 522-34.— Les fonctions d'assesseur au tribunal pour enfants sont incompatibles avec celles d'assesseur au tribunal supérieur d'appel ou au tribunal de première instance.

Section 5

La cour criminelle

Art. L. 522-35.— Il y a à Mayotte une cour criminelle.

Art. L. 522-36.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement de la cour criminelle ainsi que celles relatives au ministère public près cette juridiction sont fixées par les dispositions de procédure pénale applicables à Mayotte.

Chapitre III

Du greffe

Art. L. 523-1.— Le service des greffes du tribunal supérieur d'appel et du tribunal de première instance est assuré par des fonctionnaires de l'Etat ou, lorsque des dispositions législatives ou réglementaires l'autorisent, par des fonctionnaires des cadres territoriaux ou des agents territoriaux.

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES A WALLIS-ET-FUTUNA

Chapitre Ier

Dispositions générales

Art. L. 531-1.— Le livre Ier du présent code est applicable à Wallis-et-Futuna.

Art. L. 531-2.— Pour l'application des dispositions étendues par le présent titre à Wallis-et-Futuna, il y a lieu de lire : "tribunal de première instance" à la place de : "tribunal de grande instance" et de : "tribunal d'instance".

Chapitre II

Des juridictions

Section 1

Le tribunal de première instance

Art. L. 532-1.— A Wallis-et-Futuna, la juridiction du premier degré est dénommée tribunal de première instance.

Art. L. 532-2.— Les dispositions de l'article L. 211-12 sont applicables à Wallis-et-Futuna.

Art. L. 532-3.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement du tribunal correctionnel et du tribunal de police ainsi que celles relatives au ministère public près ces juridictions sont fixées par les dispositions du présent titre et par les dispositions de procédure pénale applicables à Wallis-et-Futuna.

Art. L. 532-4.— Le tribunal de première instance connaît de toutes les affaires pour lesquelles compétence n'est pas attribuée, en raison de la nature de la demande, à une autre juridiction.

Art. L. 532-5.— Le tribunal de première instance a compétence exclusive dans les matières déterminées par les lois et règlements.

Art. L. 532-6.— Le tribunal de première instance exerce les compétences dévolues en métropole au tribunal de commerce.

Art. L. 532-7.— En matière civile et commerciale, le tribunal de première instance statue à juge unique.

Toutefois, le juge saisi peut ordonner le renvoi devant la formation collégiale du tribunal.

Art. L. 532-8.— Lorsqu'il statue en formation collégiale, le tribunal de première instance est composé d'un magistrat du siège, président du tribunal, et d'assesseurs choisis, pour une durée de deux ans, parmi les personnes de nationalité française, âgées de plus de vingt-trois ans, jouissant des droits civiques, civils et de famille et présentant des garanties de compétence et d'impartialité.

Art. L. 532-9.— Avant l'expiration des fonctions des assesseurs en exercice, le garde des sceaux, ministre de la justice, arrête la liste des assesseurs titulaires et suppléants.

Les assesseurs sont choisis sur proposition du premier président de la cour d'appel après avis du procureur général et de l'assemblée générale de la cour d'appel. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Art. L. 532-10.— Si le nombre des candidats remplissant les conditions fixées à l'article L. 532-8 n'est pas suffisant pour établir la liste des assesseurs titulaires et suppléants, le tribunal de première instance statue sans assesseur.

Art. L. 532-11.— Lorsqu'un assesseur titulaire est absent ou empêché, il est remplacé par l'un de ses suppléants appelés dans l'ordre de la liste d'assesseurs prévue à l'article L. 532-9.

Art. L. 532-12.— Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs titulaires et suppléants prêtent devant la cour d'appel le serment prévu à l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.

Art. L. 532-13.— Sous réserve de l'application de l'article L. 532-10, les assesseurs restent en fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs. Toutefois, la prorogation des fonctions d'un assesseur ne peut en aucun cas excéder une période de deux mois.

Art. L. 532-14.— Les assesseurs titulaires ou suppléants qui, sans motif légitime, se sont abstenus de déférer à plusieurs convocations successives peuvent, à la demande du président du tribunal de première instance ou du ministère public, après avoir été convoqués et mis en mesure de présenter leurs observations, être déclarés démissionnaires par la cour d'appel statuant en chambre du conseil.

En cas de faute grave entachant l'honneur ou la probité, leur déchéance est prononcée dans les mêmes formes.

Art. L. 532-15.— Lorsque, du fait de l'absence ou de l'empêchement d'un assesseur titulaire et de ses suppléants, la formation normalement compétente ne peut être légalement composée et que le cours de la justice s'en trouve interrompu, la cour d'appel, sur requête présentée par le procureur général, constate l'impossibilité pour la formation de se réunir dans la composition prévue à l'article L. 532-8 et renvoie la connaissance de l'affaire à la formation statuant sans assesseur.

Art. L. 532-16.— Le président du tribunal de première instance exerce les fonctions de juge d'instruction dans les conditions prévues par les dispositions de procédure pénale applicables à Wallis-et-Futuna.

Art. L. 532-17.— En cas d'empêchement ou lorsque, en matière pénale, il a participé à l'instruction de l'affaire, le président du tribunal de première instance est remplacé, par ordonnance du premier président, par un magistrat du siège appartenant au ressort de la cour d'appel.

Art. L. 532-18.— En cas d'empêchement, le procureur de la République est remplacé par un magistrat du parquet appartenant au ressort de la cour d'appel et désigné par le procureur général.

Section 2 La juridiction de proximité

Art. L. 532-19.— Il y a à Wallis-et-Futuna une juridiction de proximité.

Art. L. 532-20.— En matière civile, la juridiction de proximité connaît des actions personnelles mobilières dont elle est saisie par une personne physique pour les besoins de sa vie non professionnelle, jusqu'à la contrepartie en monnaie locale de la somme de 1 500 euros ou d'une valeur indéterminée mais qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas la contrepartie en monnaie locale de la somme de 1 500 euros.

Elle connaît des procédures d'injonction de payer ou de faire, dans les conditions prévues au premier alinéa.

Art. L. 532-21.— Lorsque, en matière civile, le juge de proximité se heurte à une difficulté juridique sérieuse portant sur l'application d'une règle de droit ou sur l'interprétation du contrat liant les parties, il peut, à la demande d'une partie ou d'office, après avoir recueilli l'avis, selon le cas, de l'autre ou des deux parties, renvoyer l'affaire au tribunal de première instance qui statue en tant que juridiction de proximité.

Art. L. 532-22.— En matière pénale, les règles concernant la compétence et le fonctionnement de la juridiction de proximité ainsi que celles relatives au ministère public près cette juridiction sont fixées par l'article 706-72 du code de procédure pénale et, en ce qui concerne les mineurs, par l'article 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2005-47 du 26 janvier 2005 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance.

Art. L. 532-23.— La juridiction de proximité statue à juge unique.

Art. L. 532-24.— En cas d'absence ou d'empêchement du juge de proximité ou lorsque le nombre de juges de proximité se révèle insuffisant, les fonctions de ce juge sont exercées par un juge du tribunal de première instance désigné à cet effet par le président de ce tribunal.

Le juge du tribunal de première instance exerce toutefois de plein droit, en cette qualité, les fonctions de juge de proximité lorsque aucun juge de proximité n'a été affecté au sein de la juridiction de proximité.

Section 3 Les juridictions des mineurs

Art. L. 532-25.— Les dispositions du titre V du livre II (partie Législative) relatives aux juridictions des mineurs sont applicables à Wallis-et-Futuna.

Art. L. 532-26.— Les fonctions de juge des enfants sont exercées par le président du tribunal de première instance.

Section 4 La cour d'assises

Art. L. 532-27.— Il est tenu des assises à Mata-Utu.

Art. L. 532-28.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement de la cour d'assises ainsi que celles relatives au ministère public près cette juridiction sont fixées par les dispositions de procédure pénale applicables à Wallis-et-Futuna.

Chapitre III Du greffe

Art. L. 533-1.— Le service des greffes du tribunal de première instance et de la juridiction de proximité est assuré par des fonctionnaires de l'Etat ou, lorsque des dispositions législatives ou réglementaires l'autorisent, par des fonctionnaires des cadres territoriaux ou des agents territoriaux.

TITRE IV DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES

Ce titre ne comprend pas de dispositions législatives.

TITRE V DISPOSITIONS APPLICABLES A LA POLYNESIE FRANÇAISE

Chapitre Ier Dispositions générales

Art. L. 551-1.— Le livre Ier du présent code est applicable en Polynésie française.

Art. L. 551-2.— Pour l'application des dispositions étendues par le présent titre à la Polynésie française, il y a lieu de lire : "tribunal de première instance" à la place de : "tribunal de grande instance" et de : "tribunal d'instance".

Chapitre II Des juridictions

Section 1

Le tribunal de première instance

Art. L. 552-1.— En Polynésie française, la juridiction du premier degré est dénommée tribunal de première instance.

Art. L. 552-2.— Les dispositions de l'article L. 211-12 sont applicables en Polynésie française.

Art. L. 552-3.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement du tribunal correctionnel et du tribunal de police ainsi que celles relatives au ministère public près ces juridictions sont fixées par les dispositions du présent titre et par les dispositions de procédure pénale applicables en Polynésie française.

Art. L. 552-4.— Le tribunal de première instance connaît de toutes les affaires pour lesquelles compétence n'est pas attribuée, en raison de la nature de la demande, à une autre juridiction.

Art. L. 552-5.— Le tribunal de première instance a compétence exclusive dans les matières déterminées par les lois et règlements.

Art. L. 552-6.— En matière civile, le tribunal de première instance statue à juge unique.

Toutefois, le juge saisi peut ordonner le renvoi devant la formation collégiale du tribunal.

Art. L. 552-7.— La formation collégiale prévue à l'article L. 552-6 est composée d'un président et de magistrats du siège.

Art. L. 552-8.— Les avocats peuvent être appelés, dans l'ordre du tableau, à suppléer les juges pour compléter le tribunal de première instance.

La formation de jugement du tribunal de première instance ne peut comprendre, en matière pénale, une majorité de juges non professionnels.

Art. L. 552-9.— Il y a au tribunal de première instance un ou plusieurs juges d'instruction. Les règles concernant les conditions de nomination et les attributions du juge d'instruction sont fixées par les dispositions de procédure pénale applicables en Polynésie française.

Section 2 La cour d'appel

Art. L. 552-10.— Les dispositions des articles L. 311-1, L. 311-3, L. 312-2 et L. 312-7 relatives à la cour d'appel sont applicables en Polynésie française.

Les dispositions des articles L. 311-9 et L. 312-6 relatives à la protection de l'enfance sont applicables en Polynésie française.

Art. L. 552-11.— Les avocats peuvent être appelés, dans l'ordre du tableau, à suppléer les conseillers pour compléter la cour d'appel.

La formation de jugement de la cour d'appel ne peut comprendre, en matière pénale, une majorité de juges non professionnels.

Art. L. 552-12.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement de la chambre des appels correctionnels et de la chambre de l'instruction ainsi que celles relatives au ministère public près ces juridictions sont fixées par les dispositions du présent titre et par les dispositions de procédure pénale applicables en Polynésie française.

Section 3 La juridiction de proximité

Art. L. 552-13.— Il y a en Polynésie française une juridiction de proximité.

Art. L. 552-14.— En matière civile, la juridiction de proximité connaît des actions personnelles mobilières dont elle est saisie par une personne physique pour les besoins de sa vie non professionnelle, jusqu'à la contrepartie en monnaie locale de la somme de 1 500 euros ou d'une valeur indéterminée mais qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas la contrepartie en monnaie locale de la somme de 1 500 euros.

Elle connaît des procédures d'injonction de payer ou de faire, dans les conditions prévues au premier alinéa.

Art. L. 552-15.— Lorsque, en matière civile, le juge de proximité se heurte à une difficulté juridique sérieuse portant sur l'application d'une règle de droit ou sur l'interprétation du contrat liant les parties, il peut, à la demande d'une partie ou d'office, après avoir recueilli l'avis, selon le cas, de l'autre ou des deux parties, renvoyer l'affaire au tribunal de première instance qui statue en tant que juridiction de proximité.

Art. L. 552-16.— En matière pénale, les règles concernant la compétence et le fonctionnement de la juridiction de proximité ainsi que celles relatives au ministère public près cette juridiction sont fixées par l'article 706-72 du code de procédure pénale et, en ce qui concerne les mineurs, par l'article 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2005-47 du 26 janvier 2005 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance.

Art. L. 552-17.— La juridiction de proximité statue à juge unique.

Art. L. 552-18.— En cas d'absence ou d'empêchement du juge de proximité ou lorsque le nombre de juges de proximité se révèle insuffisant, les fonctions de ce juge sont exercées par un juge du tribunal de première instance désigné à cet effet par le président de ce tribunal.

Le juge du tribunal de première instance exerce toutefois de plein droit, en cette qualité, les fonctions de juge de proximité lorsque aucun juge de proximité n'a été affecté au sein de la juridiction de proximité.

Section 4 Les juridictions des mineurs

Art. L. 552-19.— Les dispositions du titre V du livre II (partie Législative) relatives aux juridictions des mineurs sont applicables en Polynésie française.

Section 5 La cour d'assises

Art. L. 552-20.— Il est tenu des assises à Papeete.

Art. L. 552-21.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement de la cour d'assises ainsi que celles relatives au ministère public près cette juridiction sont fixées par les dispositions de procédure pénale applicables en Polynésie française.

Chapitre III Du greffe

Art. L. 553-1.— Le service des greffes de la cour d'appel, du tribunal de première instance et de la juridiction de proximité est assuré par des fonctionnaires de l'Etat ou, lorsque des dispositions législatives ou réglementaires l'autorisent, par des fonctionnaires des cadres territoriaux ou des agents territoriaux.

TITRE VI DISPOSITIONS APPLICABLES A LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Chapitre Ier Dispositions générales

Art. L. 561-1.— Le livre premier du présent code est applicable en Nouvelle-Calédonie.

Art. L. 561-2.— Pour l'application des dispositions étendues par le présent titre à la Nouvelle-Calédonie, il y a lieu de lire : "tribunal de première instance" à la place de : "tribunal de grande instance" et de : "tribunal d'instance".

Chapitre II Des juridictions

Section 1 Le tribunal de première instance

Art. L. 562-1.— En Nouvelle-Calédonie, la juridiction du premier degré est dénommée tribunal de première instance.

Art. L. 562-2.— Les dispositions de l'article L. 211-12 sont applicables en Nouvelle-Calédonie.

Art. L. 562-3.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement du tribunal correctionnel et du tribunal de police ainsi que celles relatives au ministère public près ces juridictions sont fixées par les dispositions du présent titre et par les dispositions de procédure pénale applicables en Nouvelle-Calédonie.

Art. L. 562-4.— Le tribunal de première instance connaît de toutes les affaires pour lesquelles compétence n'est pas attribuée, en raison de la nature de la demande, à une autre juridiction.

Art. L. 562-5.— Le tribunal de première instance a compétence exclusive dans les matières déterminées par les lois et règlements.

Art. L. 562-6.— En matière civile, le tribunal de première instance statue à juge unique.

Toutefois, le juge saisi peut ordonner le renvoi devant la formation collégiale du tribunal.

Art. L. 562-7.— La formation collégiale prévue à l'article L. 562-6 est composée d'un président et de magistrats du siège.

Art. L. 562-8.— Les avocats peuvent être appelés, dans l'ordre du tableau, à suppléer les juges pour compléter le tribunal de première instance.

La formation de jugement du tribunal de première instance ne peut comprendre, en matière pénale, une majorité de juges non professionnels.

Art. L. 562-9.— En matière délictuelle, la formation collégiale est complétée par des assesseurs ayant voix délibérative.

Art. L. 562-10.— Les assesseurs titulaires et suppléants sont choisis, pour une durée de deux ans, parmi les personnes de nationalité française, âgées de plus de vingt-trois ans, jouissant des droits civiques, civils et de famille et présentant des garanties de compétence et d'impartialité.

Art. L. 562-11.— Avant l'expiration des fonctions des assesseurs en exercice, le garde des sceaux, ministre de la justice, arrête la liste des assesseurs titulaires et suppléants.

Les assesseurs sont choisis sur proposition du premier président de la cour d'appel après avis du procureur général et de l'assemblée générale de la cour d'appel. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Art. L. 562-12.— Si le nombre des candidats remplissant les conditions fixées à l'article L. 562-10 n'est pas suffisant pour établir la liste des assesseurs titulaires et suppléants, le tribunal statue sans assesseur.

Art. L. 562-13.— Lorsqu'un assesseur titulaire est absent ou empêché, il est remplacé par l'un de ses suppléants appelés dans l'ordre de la liste d'assesseurs prévue à l'article L. 562-11.

Art. L. 562-14.— Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs titulaires et suppléants prêtent devant la cour d'appel le serment prévu à l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.

Art. L. 562-15.— Sous réserve de l'application de l'article L. 562-12, les assesseurs restent en fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs. Toutefois, la prorogation des fonctions d'un assesseur ne peut en aucun cas excéder une période de deux mois.

Art. L. 562-16.— Les assesseurs titulaires ou suppléants qui, sans motif légitime, se sont abstenus de déférer à plusieurs convocations successives peuvent, à la demande du président du tribunal de première instance ou du ministère public, après avoir été convoqués et mis en mesure de présenter leurs observations, être déclarés démissionnaires par la cour d'appel statuant en chambre du conseil.

En cas de faute grave entachant l'honneur ou la probité, leur déchéance est prononcée dans les mêmes formes.

Art. L. 562-17.— Lorsque, du fait de l'absence ou de l'empêchement d'un assesseur titulaire et de ses suppléants, la formation normalement compétente ne peut être légalement composée et que le cours de la justice s'en trouve interrompu, la cour d'appel, sur requête présentée par le procureur général, constate l'impossibilité pour la formation de se réunir dans la composition prévue à l'article L. 562-9 et renvoie la connaissance de l'affaire à la formation statuant sans assesseur.

Art. L. 562-18.— Il y a au tribunal de première instance un ou plusieurs juges d'instruction. Les règles concernant les conditions de nomination et les attributions du juge d'instruction sont fixées par les dispositions de procédure pénale applicables en Polynésie française.

Art. L. 562-19.— Les contestations entre citoyens de statut civil particulier sur des matières régies par ce statut peuvent être directement portées, à l'initiative de l'une quelconque des parties, devant le tribunal de première instance.

Art. L. 562-20.— Lorsque le tribunal de première instance est saisi des litiges mentionnés à l'article L. 562-19, il est complété par des assesseurs coutumiers, en nombre pair.

Les assesseurs ont voix délibérative.

Art. L. 562-21.— Les assesseurs sont choisis parmi les personnes de nationalité française, de statut civil particulier, âgées de plus de vingt-cinq ans, présentant des garanties de compétence et d'impartialité.

Une liste comprenant des assesseurs de chaque coutume est établie tous les deux ans, par l'assemblée générale de la cour d'appel, sur proposition du procureur général.

Art. L. 562-22.— Les assesseurs appelés à compléter la formation de jugement sont désignés par ordonnance du président de la juridiction de telle sorte que la coutume de chacune des parties soit représentée par un assesseur au moins.

Sous cette réserve, les assesseurs d'une même coutume sont appelés dans l'ordre de leur inscription sur la liste prévue à l'article L. 562-21.

Art. L. 562-23.— Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs coutumiers prêtent devant la cour d'appel le serment prévu à l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.

Art. L. 562-24.— Les citoyens de statut particulier peuvent d'un commun accord réclamer devant le tribunal de première instance l'application à leur différend des règles de droit commun relatives à la composition de la juridiction.

Section 2 La cour d'appel

Art. L. 562-25.— Les dispositions des articles L. 311-1, L. 311-3, L. 312-2 et L. 312-7 relatives à la cour d'appel sont applicables en Nouvelle-Calédonie.

Les dispositions des articles L. 311-9 et L. 312-6 relatives à la protection de l'enfance sont applicables en Nouvelle-Calédonie.

Art. L. 562-26.— Les avocats peuvent être appelés, dans l'ordre du tableau, à suppléer les conseillers pour compléter la cour d'appel.

La formation de jugement de la cour d'appel ne peut comprendre, en matière pénale, une majorité d'avocats.

Art. L. 562-27.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement de la chambre des appels correctionnels et de la chambre de l'instruction ainsi que celles relatives au ministère public près ces juridictions sont fixées par les dispositions du présent titre et par les dispositions de procédure pénale applicables en Nouvelle-Calédonie.

Art. L. 562-28.— Lorsque la cour d'appel est saisie des contestations entre citoyens de statut civil particulier sur des matières régies par ledit statut, elle est complétée, conformément aux articles L. 562-20 à L. 562-23 par des assesseurs de statut civil particulier, en nombre pair, qui n'ont pas connu de l'affaire en première instance.

Les assesseurs ont voix délibérative.

Section 3 La juridiction de proximité

Art. L. 562-29.— Il y a en Nouvelle-Calédonie une juridiction de proximité.

Art. L. 562-30.— En matière civile, la juridiction de proximité connaît des actions personnelles mobilières dont elle est saisie par une personne physique pour les besoins de sa vie non professionnelle, jusqu'à la contrepartie en monnaie locale de la somme de 1 500 euros ou d'une valeur indéterminée mais qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas la contrepartie en monnaie locale de la somme de 1 500 euros.

Elle connaît des procédures d'injonction de payer ou de faire, dans les conditions prévues au premier alinéa.

Art. L. 562-31.— Lorsque, en matière civile, le juge de proximité se heurte à une difficulté juridique sérieuse portant sur l'application d'une règle de droit ou sur l'interprétation du contrat liant les parties, il peut, à la

demande d'une partie ou d'office, après avoir recueilli l'avis, selon le cas, de l'autre ou des deux parties, renvoyer l'affaire au tribunal de première instance qui statue en tant que juridiction de proximité.

Art. L. 562-32.— En matière pénale, les règles concernant la compétence et le fonctionnement de la juridiction de proximité ainsi que celles relatives au ministère public près cette juridiction sont fixées par l'article 706-72 du code de procédure pénale et, en ce qui concerne les mineurs, par l'article 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2005-47 du 26 janvier 2005 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance.

Art. L. 562-33.— La juridiction de proximité statue à juge unique.

Art. L. 562-34.— En cas d'absence ou d'empêchement du juge de proximité ou lorsque le nombre de juges de proximité se révèle insuffisant, les fonctions de ce juge sont exercées par un juge du tribunal de première instance, désigné à cet effet par le président de ce tribunal.

Le juge du tribunal de première instance exerce toutefois de plein droit, en cette qualité, les fonctions de juge de proximité lorsque aucun juge de proximité n'a été affecté au sein de la juridiction de proximité.

Section 4 Les juridictions des mineurs

Art. L. 562-35.— Les dispositions du titre V du livre II (partie Législative) relatives aux juridictions des mineurs sont applicables en Nouvelle-Calédonie.

Section 5 La cour d'assises

Art. L. 562-36.— Il est tenu des assises à Nouméa.

Art. L. 562-37.— Les règles relatives à la compétence, l'organisation et au fonctionnement de la cour d'assises ainsi que celles relatives au ministère public près cette juridiction sont fixées par les dispositions de procédure pénale applicables en Nouvelle-Calédonie.

Chapitre III Du greffe

Art. L. 563-1.— Le service des greffes de la cour d'appel, du tribunal de première instance et de la juridiction de proximité est assuré par des fonctionnaires de l'Etat ou, lorsque des dispositions législatives ou réglementaires l'autorisent, par des fonctionnaires des cadres territoriaux ou des agents territoriaux.

ANNEXE II CODE DE COMMERCE

LIVRE VII DES JURIDICTIONS COMMERCIALES ET DE L'ORGANISATION DU COMMERCE

TITRE Ier DU RESEAU DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Art. L. 710-1.— Le réseau des chambres de commerce et d'industrie se compose des chambres de commerce et d'industrie, des chambres régionales de commerce et d'industrie, des groupements interconsulaires qui peuvent former plusieurs chambres entre elles et de l'assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. Il contribue au développement économique des territoires, des entreprises et de leurs associations en remplissant en faveur des acteurs économiques, dans des conditions fixées par décret, des missions de service public, des missions d'intérêt général et, à son initiative, des missions d'intérêt collectif. Les établissements qui le composent ont, dans le respect de leurs

compétences respectives, auprès des pouvoirs publics, une fonction de représentation des intérêts de l'industrie, du commerce et des services, sans préjudice des missions de représentation conférées aux organisations professionnelles ou interprofessionnelles par les dispositions législatives ou réglementaires.

Ces établissements sont des établissements publics placés sous la tutelle de l'Etat et administrés par des dirigeants d'entreprise élus. Leurs ressources proviennent des impositions qui leur sont affectées, de la vente ou de la rémunération de leurs activités ou des services qu'ils gèrent, des dividendes et autres produits des participations qu'ils détiennent dans leurs filiales, des subventions, dons et legs qui leur sont consentis et de toute autre ressource légale entrant dans leur spécialité.

Dans des conditions définies par décret, ils peuvent transiger et compromettre. Ils sont soumis, pour leurs dettes, aux dispositions de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics.

Ils peuvent, avec l'accord de l'autorité de tutelle, participer à la création et au capital de sociétés civiles et de sociétés par actions dont l'objet social entre dans le champ de leurs compétences.

Chapitre Ier

De l'organisation et des missions du réseau des chambres de commerce et d'industrie

Section 1

Les chambres de commerce et d'industrie

Art. L. 711-1.— Les chambres de commerce et d'industrie sont créées par un décret qui fixe notamment leur circonscription et leur siège. Toute modification est opérée dans les mêmes formes.

Art. L. 711-2.— Les chambres de commerce et d'industrie représentent auprès des pouvoirs publics les intérêts de l'industrie, du commerce et des services de leur circonscription.

A ce titre :

1° Elles sont consultées par l'Etat sur les règlements relatifs aux usages commerciaux ;

2° Elles peuvent être consultées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics sur leurs projets de développement économique, de création d'infrastructures et de dispositifs d'assistance aux entreprises et sur leurs projets en matière de formation professionnelle ;

3° Elles peuvent également être consultées par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics sur toute question relative à l'industrie, au commerce, aux services, au développement économique, à la formation professionnelle, à l'aménagement du territoire et à l'environnement intéressant leur circonscription. Elles peuvent, de leur propre initiative, émettre des avis et des vœux sur ces mêmes questions ;

4° Dans les conditions précisées à l'article L. 121-4 du code de l'urbanisme, elles sont associées à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme et peuvent, à leur initiative, réaliser les documents nécessaires à la préparation des documents prévisionnels d'organisation commerciale.

Art. L. 711-3.— Les chambres de commerce et d'industrie ont une mission de service aux entreprises industrielles, commerciales et de services de leur circonscription.

Pour l'exercice de cette mission, elles créent et gèrent des centres de formalités des entreprises et apportent à celles-ci toutes informations et tous conseils utiles pour leur développement.

Elles peuvent également créer et assurer directement d'autres dispositifs de conseil et d'assistance aux entreprises, dans le respect du droit de la concurrence et sous réserve de la tenue d'une comptabilité analytique.

Art. L. 711-4.— Les chambres de commerce et d'industrie contribuent au développement économique du territoire.

A ce titre :

1° Elles peuvent, pour des considérations d'intérêt général ou en cas de carence de l'initiative privée, assurer la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre de tout projet d'infrastructure ou d'équipement et gérer tout service concourant à l'exercice de leurs missions ;

2° Elles peuvent également recevoir délégation de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour créer ou gérer tout équipement, infrastructure ou service qui intéresse l'exercice de leurs missions. Elles peuvent notamment se voir confier, dans ce cadre, des délégations de service public en matière d'aéroports, de ports maritimes et de voies navigables.

Sauf, le cas échéant, pour les services correspondant à une délégation de service public, ces missions sont exercées dans le cadre de structures juridiques distinctes dans des conditions définies par décret.

Pour la réalisation d'équipements commerciaux, les chambres de commerce et d'industrie peuvent se voir déléguer le droit de préemption urbain et être titulaires ou délégataires du droit de préemption institué dans les zones d'aménagement différé.

Art. L. 711-5.— Les chambres de commerce et d'industrie peuvent créer et administrer, à titre principal ou en association avec d'autres partenaires, tout établissement de formation professionnelle, initiale ou continue, dans les conditions prévues aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation et, pour la formation continue, dans le respect du droit de la concurrence et sous réserve de la tenue d'une comptabilité analytique.

Elles peuvent, en liaison avec les organisations professionnelles, créer des fonds d'assurance-formation dans les conditions prévues par l'article L. 961-10 du code du travail.

Section 2

Les chambres régionales de commerce et d'industrie

Art. L. 711-6.— Les chambres régionales de commerce et d'industrie sont créées par un décret qui fixe notamment leur circonscription et leur siège. Toute modification est opérée dans les mêmes formes.

Art. L. 711-7.— Les chambres régionales de commerce et d'industrie représentent auprès des pouvoirs publics les intérêts de l'industrie, du commerce et des services pour toute question dont la portée excède le ressort d'une des chambres de leur circonscription.

A ce titre :

1° Elles sont consultées par le conseil régional sur le schéma régional de développement économique et, plus généralement, sur tout dispositif d'assistance aux entreprises dont la région envisage la création ;

2° Elles peuvent également être consultées par l'Etat, par les organes de la région et par les autres collectivités territoriales ou par leurs établissements publics sur toute question relative à l'industrie, au commerce, aux services, au développement économique, à la formation professionnelle, à l'aménagement du territoire et à l'environnement dans leur région, dès lors que la portée de cette question excède le

ressort d'une des chambres de leur circonscription ; elles peuvent, de leur propre initiative, émettre des avis et des vœux sur ces mêmes questions ;

3° Elles sont associées à l'élaboration du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire et du plan régional de développement des formations professionnelles.

Art. L. 711-8.— Les chambres régionales de commerce et d'industrie ont une mission d'animation du réseau des chambres de commerce et d'industrie de leur circonscription.

A ce titre :

1° Elles veillent à la cohérence des actions et des avis des chambres de commerce et d'industrie dans leur circonscription ;

2° Elles établissent, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat, un schéma directeur qui définit le réseau consulaire dans leur circonscription en prenant en compte la viabilité économique, la justification opérationnelle et la proximité des électeurs ;

3° Elles élaborent des schémas sectoriels dans des domaines définis par décret.

Art. L. 711-9.— Les chambres régionales de commerce et d'industrie veillent à la mise à disposition des ressortissants des chambres de commerce et d'industrie de leur circonscription, de services et prestations dont la nature et les modalités sont fixées par décret.

Elles peuvent également créer, assurer directement ou coordonner des dispositifs de conseil et d'assistance aux entreprises et des actions de formation professionnelle dont l'objet excède le ressort d'une des chambres de commerce et d'industrie de leur circonscription ou d'un groupement de plusieurs d'entre elles.

Art. L. 711-10.— Les chambres régionales de commerce et d'industrie contribuent à l'animation économique du territoire régional.

A ce titre :

1° Elles peuvent assurer au titre de leurs missions propres, pour des considérations d'intérêt général ou en cas de carence de l'initiative privée, la mise en œuvre de tout projet de développement économique. Elles le peuvent également par délégation de l'Etat, agissant en son nom propre ou au nom de l'Union européenne, de la région et d'autres collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

2° Elles peuvent également recevoir délégation de l'Etat, agissant en son nom propre ou au nom de l'Union européenne, de la région et d'autres collectivités territoriales et de leurs établissements publics, pour créer ou gérer des équipements, des infrastructures ou des services. Elles peuvent notamment se voir confier dans ce cadre des délégations de service public en matière d'aéroports, de ports maritimes et de voies navigables.

Sauf, le cas échéant, pour les services correspondant à une délégation de service public, ces missions sont exercées dans le cadre de structures juridiques distinctes, dans des conditions définies par décret.

Section 3

L'assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie

Art. L. 711-11.— L'assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie représente, auprès de l'Etat et de l'Union européenne ainsi qu'au plan international, les intérêts nationaux de l'industrie, du commerce et des services.

A ce titre, elle donne des avis soit à la demande des pouvoirs publics, soit de sa propre initiative sur toutes les questions relatives à l'industrie, au commerce, aux services, au développement économique, à la formation professionnelle, à l'aménagement du territoire et à l'environnement.

Art. L. 711-12.— L'assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie assure l'animation de l'ensemble du réseau des chambres de commerce et d'industrie.

A ce titre :

1° Elle définit, sous forme de cahier des charges, des normes d'intervention pour les établissements membres du réseau et s'assure du respect de ces normes ;

2° Elle apporte au réseau son appui dans les domaines technique, juridique et financier ;

3° Elle définit la politique générale du réseau en matière de gestion des personnels des chambres et négocie et signe les accords nationaux en matière sociale applicables aux personnels des chambres ;

4° Elle coordonne les actions du réseau avec celles des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger.

Chapitre II

De l'administration des établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie

Art. L. 712-1.— Dans chaque établissement public du réseau, l'assemblée générale des membres élus détermine les orientations et le programme d'action de l'établissement. A cette fin, elle délibère sur toutes les affaires relatives à l'objet de celui-ci, notamment le budget, les comptes et le règlement intérieur. Elle peut déléguer aux autres instances de l'établissement des compétences relatives à son administration et à son fonctionnement courant.

Le président est le représentant légal de l'établissement. Il en est l'ordonnateur et est responsable de sa gestion. Il en préside l'assemblée générale et les autres instances délibérantes. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles lui sont appliquées les dispositions de l'article 7 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public. Les fonctions de trésorier sont exercées par un membre de l'assemblée générale.

Art. L. 712-2.— Il est pourvu aux dépenses ordinaires des chambres de commerce et d'industrie au moyen d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle.

Art. L. 712-3.— Les chambres de commerce peuvent affecter tout ou partie des excédents de recettes, provenant de la gestion de leur service ordinaire, à la constitution d'un fonds de réserve en vue de faire face aux dépenses urgentes et imprévues. Le montant de ce fonds de réserve, qui est mentionné dans les comptes et budgets de ce service à un article spécial, ne peut, en aucun cas, être supérieur à la moitié de la totalité des ressources annuelles dudit budget.

Art. L. 712-4.— Un établissement public du réseau des chambres de commerce et d'industrie de la région qui n'a pas délibéré favorablement pour mettre en œuvre le schéma directeur prévu à l'article L. 711-8 ou dont l'autorité compétente constate qu'il n'a pas respecté les dispositions prévues audit schéma ne peut contracter d'emprunts.

Art. L. 712-5.— Une chambre régionale de commerce et d'industrie peut, dans des conditions définies par décret, abonder le budget d'une chambre de commerce et d'industrie de sa circonscription pour subvenir à des dépenses exceptionnelles ou faire face à des circonstances particulières.

Art. L. 712-6.— Les établissements de réseau sont tenus de nommer au moins un commissaire aux comptes et un suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L. 822-1, qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par les dispositions du livre II sous réserve des règles qui leur sont propres.

Les peines prévues par l'article L. 242-8 sont applicables aux dirigeants qui n'auront pas, chaque année, établi un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Art. L. 712-7.— L'autorité compétente veille au fonctionnement régulier des établissements du réseau. Elle assiste de droit à leurs instances délibérantes. Certaines délibérations, notamment celles mentionnées au 2° de l'article L. 711-8, sont soumises à son approbation dans des conditions fixées par voie réglementaire.

Art. L. 712-8.— Lorsque le budget prévisionnel d'un établissement ou le budget exécuté au cours de l'exercice écoulé fait apparaître un déficit non couvert par les excédents disponibles, que des dépenses obligatoires n'ont pas été inscrites au budget ou n'ont pas été mandatées, ou que des dysfonctionnements graves, mettant en péril l'équilibre financier de l'établissement, sont constatés, l'autorité compétente, après application d'une procédure contradictoire, arrête le budget et peut confier au trésorier-payeur général les fonctions de trésorier.

Art. L. 712-9.— Tout membre élu d'un établissement public du réseau peut être suspendu ou déclaré démissionnaire par l'autorité compétente, après procédure contradictoire, en cas de faute grave dans l'exercice de ses fonctions.

Lorsque les circonstances compromettent le fonctionnement d'un établissement, l'autorité compétente peut prononcer la suspension de ses instances et nommer une commission provisoire.

Au besoin, il est recouru à la dissolution des instances de l'établissement par décision de l'autorité compétente.

Art. L. 712-10.— Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent chapitre, en particulier les règles de fonctionnement administratif et financier des établissements du réseau ainsi que les modalités de la tutelle exercée par l'Etat.

Chapitre III

De l'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires

Section 1

De l'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie

Art. L. 713-1.— I. - Les membres des chambres de commerce et d'industrie sont élus pour cinq ans.

Un membre d'une chambre de commerce et d'industrie ou d'une chambre régionale de commerce et d'industrie ne peut exercer plus de trois mandats de président de cette chambre, quelle que soit la durée effective de ces mandats.

II. - Sont électeurs aux élections des membres des chambres de commerce et d'industrie :

1° A titre personnel :

a) Les commerçants immatriculés au registre du commerce et des sociétés dans la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie, sous réserve, pour les associés en nom collectif et les associés commandités, des dispositions du III de l'article L. 713-2 ;

b) Les chefs d'entreprise inscrits au répertoire des métiers et immatriculés au registre du commerce et des sociétés dans la circonscription ;

c) Les conjoints des personnes énumérées au a ou au b ci-dessus ayant déclaré au registre du commerce et des sociétés qu'ils collaborent à l'activité de leur époux sans autre activité professionnelle ;

2° Par l'intermédiaire d'un représentant :

a) Les sociétés commerciales au sens du deuxième alinéa de l'article L. 210-1 du présent code et les établissements publics à caractère industriel et commercial dont le siège est situé dans la circonscription ;

b) Au titre d'un établissement faisant l'objet dans la circonscription d'une inscription complémentaire ou d'une immatriculation secondaire, à moins qu'il en soit dispensé par les lois et règlements en vigueur, les personnes physiques mentionnées aux a et b du 1° et les personnes morales mentionnées au a du présent 2°, quelle que soit la circonscription où ces personnes exercent leur propre droit de vote ;

c) Les sociétés à caractère commercial dont le siège est situé hors du territoire national et qui disposent dans la circonscription d'un établissement immatriculé au registre du commerce et des sociétés.

Art. L. 713-2.— I. - Au titre de leur siège social et de l'ensemble de leurs établissements situés dans la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie, les personnes physiques ou morales mentionnées aux 1° et 2° du II de l'article L. 713-1 disposent :

1° D'un représentant supplémentaire, lorsqu'elles emploient dans la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie de dix à quarante-neuf salariés ;

2° De deux représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la circonscription de cinquante à cent quatre-vingt-dix-neuf salariés ;

3° De trois représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la circonscription de deux cents à quatre cent quatre-vingt-dix-neuf salariés ;

4° De quatre représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la circonscription de cinq cents à mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf salariés ;

5° De cinq représentants supplémentaires, lorsqu'elles emploient dans la circonscription deux mille salariés ou plus.

II. - Toutefois, les personnes physiques énumérées aux a et b du 1° du II de l'article L. 713-1 dont le conjoint bénéficie des dispositions du c du 1° du II du même article ne désignent aucun représentant supplémentaire si elles emploient moins de cinquante salariés dans la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie.

III. - Les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite désignent par délibération expresse conformément aux dispositions statutaires un représentant unique au titre des associés et de la société, sans préjudice de la possibilité de désigner des représentants supplémentaires en application du I ci-dessus.

Art. L. 713-3.— I. - Les représentants mentionnés aux articles L. 713-1 et L. 713-2 doivent exercer dans l'entreprise soit des fonctions de président-directeur général, de président ou de membre du conseil d'administration, de directeur général, de président ou de membre du directoire, de président du conseil de surveillance, de gérant, de président ou de membre du conseil d'administration ou de directeur d'un établissement public à caractère industriel et commercial, soit, à défaut et pour les représenter à titre de mandataire, des fonctions impliquant des responsabilités de direction commerciale, technique ou administrative de l'entreprise ou de l'établissement.

II. - Les électeurs à titre personnel mentionnés au 1° du II de l'article L. 713-1 et les représentants des personnes physiques ou morales mentionnées au 2° du II du même article doivent être ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Ils doivent, en outre, pour prendre part au vote :

1° Remplir les conditions fixées à l'article L. 2 du code électoral, à l'exception de la nationalité ;

2° Ne pas avoir fait l'objet de l'interdiction visée à l'article L. 6 du code électoral ;

3° N'avoir pas été frappés depuis moins de quinze ans à compter du jour où la décision les ayant prononcées est devenue définitive, de faillite personnelle ou d'une des mesures d'interdiction ou de déchéance telles que prévues au livre VI du présent code, à la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou à la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ;

4° Ne pas être frappés d'une mesure d'incapacité d'exercer une activité commerciale en application du chapitre VIII du titre II du livre Ier ;

5° Ne pas avoir été condamnés à des peines, déchéances ou sanctions prononcées en vertu de législations en vigueur dans les Etats membres de la Communauté européenne ou dans les Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen équivalentes à celles visées aux 2°, 3° et 4°.

Art. L. 713-4.— I. - Sont éligibles aux fonctions de membre d'une chambre de commerce et d'industrie, sous réserve d'être âgés de dix-huit ans accomplis et de satisfaire aux conditions fixées au II de l'article L. 713-3 :

1° Les électeurs à titre personnel mentionnés au 1° du II de l'article L. 713-1 inscrits sur la liste électorale de la circonscription correspondante et justifiant qu'ils sont immatriculés depuis deux ans au moins au registre du commerce et des sociétés ;

2° Les électeurs inscrits en qualité de représentant, mentionnés au 2° du II de l'article L. 713-1 et à l'article L. 713-2, inscrits sur la liste électorale de la circonscription et justifiant que l'entreprise qu'ils représentent exerce son activité depuis deux ans au moins.

II. - Tout membre d'une chambre de commerce et d'industrie qui cesse de remplir les conditions d'éligibilité fixées au I ci-dessus présente sa démission au préfet. A défaut, le préfet le déclare démissionnaire d'office.

Toutefois, une cessation d'activité inférieure à six mois n'entraîne pas la démission, sauf dans les cas mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° du II de l'article L. 713-3.

Art. L. 713-5.— I. - En cas de dissolution d'une chambre de commerce et d'industrie, il est procédé à son renouvellement dans un délai de six mois.

Toutefois, si cette dissolution est prononcée moins d'un an avant un renouvellement général, il n'est pas procédé au renouvellement.

II. - Lorsque le nombre de membres d'une chambre de commerce et d'industrie se trouve réduit à moins de la moitié du nombre initial, le préfet constate la situation par arrêté et organise de nouvelles élections pour la totalité des sièges dans un délai de six mois.

Toutefois, si cette situation est constatée moins d'un an avant un renouvellement général, il n'est pas procédé au renouvellement.

III. - Les membres élus en application du présent article demeurent en fonction pour la durée restant à courir du mandat du titulaire initial.

Section 2

De l'élection des délégués consulaires

Art. L. 713-6.— Les délégués consulaires sont élus pour cinq ans dans la circonscription de chaque chambre de commerce et d'industrie.

Toutefois, aucun délégué consulaire n'est élu dans la circonscription ou partie de circonscription située dans le ressort d'un tribunal compétent en matière commerciale ne comprenant aucun juge élu.

Art. L. 713-7.— Sont électeurs aux élections des délégués consulaires :

1° A titre personnel :

a) Les commerçants immatriculés au registre du commerce et des sociétés dans la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie, sous réserve, pour les associés en nom collectif et les associés commandités, des dispositions du III de l'article L. 713-2 ;

b) Les chefs d'entreprise inscrits au répertoire des métiers et immatriculés au registre du commerce et des sociétés dans la circonscription ;

c) Les conjoints des personnes énumérées au a ou au b ci-dessus ayant déclaré au registre du commerce et des sociétés qu'ils collaborent à l'activité de leur époux sans autre activité professionnelle ;

d) Les capitaines au long cours ou capitaines de la marine marchande exerçant le commandement d'un navire immatriculé en France dont le port d'attache est situé dans la circonscription, les pilotes maritimes exerçant leurs fonctions dans un port situé dans la circonscription, les pilotes de l'aéronautique civile domiciliés dans la circonscription et exerçant le commandement d'un aéronef immatriculé en France ;

e) Les membres en exercice des tribunaux de commerce, ainsi que les anciens membres de ces tribunaux ayant demandé à être inscrits sur la liste électorale ;

2° Par l'intermédiaire d'un représentant :

a) Les sociétés à caractère commercial au sens de l'article L. 210-1 et les établissements publics à caractère industriel et commercial dont le siège social est situé dans la circonscription ;

b) Au titre d'un établissement faisant l'objet dans la circonscription d'une inscription complémentaire ou d'une immatriculation secondaire, à moins qu'il en soit dispensé par les lois et règlements en vigueur, les personnes physiques mentionnées aux a et b du 1° et les personnes morales mentionnées au a du présent 2°, quelle que soit la circonscription où ces personnes exercent leur propre droit de vote ;

c) Les sociétés à caractère commercial dont le siège est situé hors du territoire national et qui disposent dans la circonscription d'un établissement immatriculé au registre du commerce et des sociétés ;

3° Les cadres qui, employés dans la circonscription par les électeurs mentionnés aux 1° ou 2°, exercent des fonctions impliquant des responsabilités de direction commerciale, technique ou administrative de l'entreprise ou de l'établissement.

Art. L. 713-8.— Les représentants mentionnés au 2° de l'article L. 713-7 doivent exercer dans l'entreprise soit des fonctions de président-directeur général, de président ou de membre du conseil d'administration, de directeur général, de président ou de membre du directoire, de président du conseil de surveillance, de gérant, de président ou de membre du conseil d'administration ou de directeur d'un établissement public à caractère industriel et commercial, soit, à défaut et pour les représenter à titre de mandataire, des fonctions impliquant des responsabilités de direction commerciale, technique ou administrative de l'entreprise ou de l'établissement.

Art. L. 713-9.— Les électeurs à titre personnel et les cadres mentionnés aux 1° et 3° de l'article L. 713-7 ainsi que les représentants des personnes physiques ou morales mentionnées au 2° du même article sont ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Ils doivent en outre :

1° Remplir les conditions fixées à l'article L. 2 du code électoral sous réserve des dispositions du premier alinéa ci-dessus ;

2° N'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à une condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

3° N'avoir pas été frappés depuis moins de quinze ans à compter du jour où la décision les ayant prononcées est devenue définitive, de faillite personnelle ou d'une des mesures d'interdiction ou de déchéance telles que prévues au livre VI du présent code, à la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou à la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ;

4° Ne pas être frappés d'une mesure d'incapacité d'exercer une activité commerciale en application du chapitre VIII du titre II du livre Ier ;

5° Ne pas avoir été condamnés à des peines, déchéances ou sanctions prononcées en vertu de législations en vigueur dans les Etats membres de la Communauté européenne ou dans les Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen équivalentes à celles visées aux 2°, 3° et 4°.

Art. L. 713-10.— Sont éligibles aux fonctions de délégué consulaire les personnes appartenant au collège des électeurs tel qu'il est défini à l'article L. 713-7.

Section 3 Dispositions communes

Art. L. 713-11.— Les électeurs des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie sont répartis dans chaque circonscription administrative entre trois catégories professionnelles correspondant respectivement aux activités commerciales, industrielles ou de services.

Au sein de ces trois catégories, les électeurs peuvent éventuellement être répartis en sous-catégories professionnelles définies en fonction soit de la taille des entreprises, soit de leurs activités spécifiques.

Art. L. 713-12.— Le nombre des sièges des délégués consulaires, qui ne peut être inférieur à soixante ni supérieur à six cents, est déterminé compte tenu de l'importance du corps électoral consulaire de la circonscription, du nombre de membres élus de la chambre de commerce et d'industrie et du nombre des tribunaux de commerce compris dans la circonscription de cette chambre.

Le nombre de sièges d'une chambre de commerce et d'industrie est de vingt-quatre à cinquante pour les chambres de commerce et d'industrie dont la circonscription compte moins de 30 000 électeurs, de trente-huit à soixante-dix pour celles dont la circonscription comporte 30 000 à 100 000 électeurs et de soixante-quatre à cent pour celles dont la circonscription compte plus de 100 000 électeurs.

Art. L. 713-13.— La répartition des sièges entre catégories et sous-catégories professionnelles est faite en tenant compte des bases d'imposition des ressortissants, du nombre de ceux-ci et du nombre de salariés qu'ils emploient.

Aucune des catégories professionnelles ne peut disposer d'une représentation supérieure à la moitié du nombre des sièges.

Art. L. 713-14.— Les listes électorales sont dressées dans le ressort du tribunal de commerce par une commission présidée par le juge commis à la surveillance du registre du commerce et des sociétés et sont soumises aux prescriptions du premier alinéa de l'article L. 25 et des articles L. 27, L. 34 et L. 35 du code électoral.

Art. L. 713-15.— Pour l'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie, chaque électeur dispose d'autant de voix qu'il a de qualités à être électeur par application de l'article L. 713-1.

Pour l'élection des délégués consulaires, chaque électeur ne dispose que d'une seule voix.

Le droit de vote aux élections des membres des chambres de commerce et d'industrie et aux élections des délégués consulaires est exercé par correspondance ou par voie électronique.

Art. L. 713-16.— Les délégués consulaires et les membres des chambres de commerce et d'industrie sont élus au scrutin majoritaire plurinominal à un tour. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages, le plus âgé est proclamé élu.

Art. L. 713-17.— Les opérations pour l'élection des délégués consulaires et pour l'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie sont organisées à la même date, par l'autorité administrative et, sous son contrôle, par les chambres de commerce et d'industrie. Elles sont soumises aux prescriptions des articles L. 49, L. 50, L. 58 à L. 67 du code électoral. La méconnaissance de ces dispositions est passible des peines prévues aux articles L. 86 à L. 117-1 du même code.

Une commission présidée par le préfet ou son représentant est chargée de veiller à la régularité du scrutin et de proclamer les résultats.

Les recours contre les élections des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie sont portés devant le tribunal administratif comme en matière d'élections municipales.

Art. L. 713-18.— Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application des articles L. 713-1 à L. 713-14. Ce décret fixe notamment les conditions dans lesquelles sont répartis les sièges de délégués consulaires et de membres d'une chambre de commerce et d'industrie entre les catégories et sous-catégories professionnelles.

TITRE II DU TRIBUNAL DE COMMERCE

Chapitre Ier De l'institution et de la compétence

Art. L. 721-1.— Les tribunaux de commerce sont des juridictions du premier degré, composées de juges élus et d'un greffier. Leur compétence est déterminée par le présent code et les codes et lois particuliers.

Les tribunaux de commerce sont soumis aux dispositions, communes à toutes les juridictions, du livre Ier du code de l'organisation judiciaire.

Art. L. 721-2.— Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance connaît des matières attribuées aux tribunaux de commerce.

Art. L. 721-3.— Les tribunaux de commerce connaissent :

- 1° Des contestations relatives aux engagements entre commerçants, entre établissements de crédit ou entre eux ;
- 2° De celles relatives aux sociétés commerciales ;
- 3° De celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes.

Toutefois, les parties peuvent, au moment où elles contractent, convenir de soumettre à l'arbitrage les contestations ci-dessus énumérées.

Art. L. 721-4.— Le tribunal de commerce connaît des billets à ordre portant en même temps des signatures de commerçants et de non-commerçants.

Toutefois, il est tenu de renvoyer au tribunal de grande instance s'il en est requis par le défendeur lorsque les billets à ordre ne portent que des signatures de non-commerçants et n'ont pas pour occasion des opérations de commerce, trafic, change, banque ou courtage.

Art. L. 721-5.— Par dérogation au 2° de l'article L. 721-3 et sous réserve des compétences des juridictions disciplinaires et nonobstant toute disposition contraire, les tribunaux civils sont seuls compétents pour connaître des actions en justice dans lesquelles l'une des parties est une société constituée conformément à la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, ainsi que des contestations survenant entre associés d'une telle société.

Néanmoins, les associés peuvent convenir, dans les statuts, de soumettre à des arbitres les contestations qui surviendraient entre eux pour raison de leur société.

Art. L. 721-6.— Ne sont pas de la compétence des tribunaux de commerce les actions intentées contre un propriétaire, cultivateur ou vigneron, pour vente de denrées provenant de son cru, ni les actions intentées contre un commerçant, pour paiement de denrées et marchandises achetées pour son usage particulier.

Néanmoins, les billets souscrits par un commerçant sont censés faits pour son commerce.

Chapitre II

De l'organisation et du fonctionnement

Section 1

De l'organisation et du fonctionnement du tribunal de commerce

Art. L. 722-1.— Sauf dispositions qui prévoient un juge unique, les jugements des tribunaux de commerce sont rendus par des juges statuant en formation collégiale.

Art. L. 722-2.— Lorsque le tribunal de commerce statue en matière de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires, de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, la formation de jugement comprend, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 722-15, une majorité de juges ayant exercé des fonctions judiciaires pendant plus de deux ans.

Art. L. 722-3.— La formation de jugement est présidée par le président du tribunal de commerce ou par un juge de ce tribunal ayant exercé des fonctions judiciaires pendant au moins trois ans, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 722-15.

Art. L. 722-4.— Lorsqu'un tribunal de commerce ne peut se constituer ou statuer, la cour d'appel, saisie sur requête du procureur général, désigne, s'il n'a pas été fait application des dispositions des articles L. 722-13 et L. 722-15, le tribunal de grande instance situé dans le ressort de la cour d'appel appelé à connaître des affaires inscrites au rôle du tribunal de commerce et de celles dont il aurait été saisi ultérieurement. Si le renvoi résulte de l'impossibilité de respecter les prescriptions de l'article L. 722-2, le tribunal de grande instance n'est saisi que des affaires de sauvegarde, redressement et de liquidation judiciaires.

Le greffier du tribunal de commerce n'est pas dessaisi de ses attributions et continue d'exercer ses fonctions auprès du tribunal de renvoi.

Art. L. 722-5.— Lorsque l'empêchement qui avait motivé le renvoi a cessé, la cour d'appel, saisie sur requête du procureur général, fixe la date à partir de laquelle le tribunal de commerce connaît à nouveau des affaires de sa compétence. A cette date, les affaires sont transmises, en l'état, au tribunal de commerce. Le tribunal de renvoi reste toutefois saisi des affaires de conciliation et, lorsqu'il est statué au fond, des affaires autres que celles de sauvegarde, de redressement, de liquidation judiciaires, de règlement judiciaire et de liquidation de biens.

Section 2

Du mandat des juges des tribunaux de commerce

Art. L. 722-6.— Sous réserve des dispositions relatives aux élections complémentaires prévues au second alinéa de l'article L. 723-11, les juges des tribunaux de commerce sont élus pour deux ans lors de leur première élection. Ils peuvent, à l'issue d'un premier mandat, être réélus par période de quatre ans, dans le même tribunal ou dans tout autre tribunal de commerce, sans que puisse être dépassé le nombre maximal de mandats prévu à l'article L. 723-7.

Lorsque le mandat des juges des tribunaux de commerce vient à expiration avant le commencement de la période fixée pour l'installation de leurs successeurs, ils restent en fonctions jusqu'à cette installation, sans que cette prorogation puisse dépasser une période de trois mois.

Art. L. 722-7.— Avant d'entrer en fonctions, les juges des tribunaux de commerce prêtent serment.

Le serment est le suivant : "Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un juge digne et loyal".

Il est reçu par la cour d'appel, lorsque le tribunal de commerce est établi au siège de la cour d'appel et, dans les autres cas, par le tribunal de grande instance dans le ressort duquel le tribunal de commerce a son siège.

Art. L. 722-8.— La cessation des fonctions de juge d'un tribunal de commerce résulte :

- 1° De l'expiration du mandat électoral, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 722-6 et du troisième alinéa de l'article L. 722-11 ;
- 2° De la suppression du tribunal ;
- 3° De la démission ;
- 4° De la déchéance.

Art. L. 722-9.— Lorsqu'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires est ouverte à l'égard d'un juge d'un tribunal de commerce, l'intéressé cesse ses fonctions à compter de la date du jugement d'ouverture. Il est réputé démissionnaire.

Les mêmes dispositions s'appliquent à un juge du tribunal de commerce qui a une des qualités mentionnées au premier alinéa de l'article L. 713-3, lorsque la société ou l'établissement public auquel il appartient fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Art. L. 722-10.— Lorsqu'un tribunal de grande instance a été désigné dans les conditions prévues à l'article L. 722-4, le mandat des juges du tribunal de commerce dessaisi n'est pas interrompu pendant la période de dessaisissement.

Art. L. 722-11.— Le président du tribunal de commerce est choisi parmi les juges du tribunal qui ont exercé des fonctions dans un tribunal de commerce pendant six ans au moins, sous réserve des dispositions de l'article L. 722-13.

Le président est élu pour quatre ans au scrutin secret par les juges du tribunal de commerce réunis en assemblée générale sous la présidence du président sortant ou, à défaut, du doyen d'âge. L'élection a lieu à la majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin et à la majorité relative au troisième tour. En cas d'égalité de voix au troisième tour, le candidat ayant la plus grande ancienneté dans les fonctions judiciaires est proclamé élu ; en cas d'égalité d'ancienneté, le plus âgé est proclamé élu.

Le président reste en fonctions jusqu'à l'installation de son successeur sans que cette prorogation puisse dépasser une période de trois mois.

Art. L. 722-12.— Lorsque, pour quelque cause que ce soit, le président du tribunal de commerce cesse ses fonctions en cours de mandat, le nouveau président est élu dans un délai de trois mois pour la période restant à courir du mandat de son prédécesseur.

En cas d'empêchement, le président est suppléé dans ses fonctions par le juge qu'il a désigné. A défaut de désignation ou en cas d'empêchement du juge désigné, le président est remplacé par le juge ayant la plus grande ancienneté dans les fonctions judiciaires.

Art. L. 722-13.— Lorsque aucun des candidats ne remplit la condition d'ancienneté requise pour être président du tribunal de commerce, le premier président de la cour d'appel, saisi par requête du procureur général, peut décider, par ordonnance, que l'ancienneté requise n'est pas exigée.

Art. L. 722-14.— Sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 722-15, nul ne peut être désigné pour exercer les fonctions de juge-commissaire dans les conditions prévues par le livre VI s'il n'a exercé pendant deux ans au moins des fonctions judiciaires dans un tribunal de commerce.

Le président du tribunal de commerce dresse, au début de chaque année judiciaire, par ordonnance prise après avis de l'assemblée générale du tribunal, la liste des juges pouvant exercer les fonctions de juge-commissaire.

Art. L. 722-15.— Lorsque aucun des juges du tribunal de commerce ne remplit les conditions d'ancienneté requises soit pour statuer en matière de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires, de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, conformément aux dispositions de l'article L. 722-2, soit pour présider une formation de jugement dans les conditions prévues par l'article L. 722-3, soit pour remplir les fonctions de juge-commissaire dans les conditions prévues par l'article L. 722-14, le premier président de la cour d'appel, saisi par requête du procureur général, peut décider, par ordonnance, que l'ancienneté requise n'est pas exigée.

Art. L. 722-16.— Le mandat des juges élus des tribunaux de commerce est gratuit.

Chapitre III

De l'élection des juges des tribunaux de commerce

Section 1

De l'électorat

Art. L. 723-1.— Les juges d'un tribunal de commerce sont élus dans le ressort de la juridiction par un collège composé :

1° Des délégués consulaires élus dans le ressort de la juridiction ;

2° Des juges du tribunal de commerce ainsi que des anciens membres du tribunal ayant demandé à être inscrits sur la liste électorale.

Art. L. 723-2.— Les personnes mentionnées à l'article L. 723-1 ne peuvent faire partie du collège électoral qu'à la condition :

1° De ne pas avoir été déchues de leurs fonctions ;

2° De ne pas avoir été condamnées pénalement pour des agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

3° De n'avoir pas été frappées depuis moins de quinze ans à compter du jour où la décision les ayant prononcées est devenue définitive, de faillite personnelle ou d'une des mesures d'interdiction ou de déchéance telles que prévues au livre VI du présent code, à la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou à la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ;

4° De ne pas être frappées d'une mesure d'incapacité d'exercer une activité commerciale en application du chapitre VIII du titre II du livre Ier.

Les délégués consulaires sont désignés dans les conditions prévues aux articles L. 713-6 à L. 713-18.

Art. L. 723-3.— La liste électorale pour les élections aux tribunaux de commerce est établie par une commission présidée par le juge commis à la surveillance du registre du commerce et des sociétés. En cas de création d'un tribunal de commerce, le premier président de la cour d'appel désigne comme président de la commission un magistrat de l'ordre judiciaire.

Les dispositions du premier alinéa de l'article L. 25 et des articles L. 27, L. 34 et L. 35 du code électoral sont applicables en cas de contestation portant sur la liste électorale.

Section 2

De l'éligibilité

Art. L. 723-4.— Sont éligibles aux fonctions de juge d'un tribunal de commerce les personnes âgées de trente ans au moins :

1° Inscrites sur la liste électorale dressée en application de l'article L. 713-7 dans le ressort du tribunal de commerce ou dans le ressort des tribunaux de commerce limitrophes ;

2° Qui remplissent la condition de nationalité prévue à l'article L. 2 du code électoral ;

3° A l'égard desquelles une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires n'a pas été ouverte ;

4° Qui, s'agissant des personnes mentionnées au 1° ou au 2° de l'article L. 713-7, n'appartiennent pas à une société ou à un établissement public ayant fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, redressement ou de liquidation judiciaires ;

5° Et qui justifient soit d'une immatriculation pendant les cinq dernières années au moins au registre du commerce et des sociétés, soit de l'exercice, pendant une durée totale cumulée de cinq ans, de l'une des qualités énumérées à l'article L. 713-8 ou de l'une des professions énumérées au d du 1° de l'article L. 713-7.

Art. L. 723-5.— Toute personne ayant été déchue de ses fonctions de juge d'un tribunal de commerce est inéligible à cette fonction pour une durée de dix ans.

Art. L. 723-6.— Peut être déclarée inéligible pour une période d'une durée de dix ans par la Commission nationale de discipline toute personne ayant présenté sa démission de juge d'un tribunal de commerce au cours de la procédure disciplinaire diligentée à son encontre.

Art. L. 723-7.— Les juges des tribunaux de commerce élus pour quatre mandats successifs dans un même tribunal de commerce ne sont plus éligibles dans ce tribunal pendant un an.

Toutefois, le président sortant à l'issue de quatre mandats successifs de membre ou de président peut être réélu pour un nouveau mandat, en qualité de membre du même tribunal de commerce. A la fin de ce mandat, il n'est plus éligible à aucun mandat pendant un an.

Art. L. 723-8.— Un juge d'un tribunal de commerce ne peut être simultanément membre d'un conseil de prud'hommes ou juge d'un autre tribunal de commerce.

Section 3

Du scrutin et des opérations électorales

Art. L. 723-9.— Chaque électeur ne dispose que d'une voix dans le ressort d'un même tribunal de commerce.

Le droit de vote peut être exercé par correspondance ou par voie électronique.

Art. L. 723-10.— Les élections des juges des tribunaux de commerce ont lieu au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours.

Sont déclarés élus au premier tour les candidats ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à la majorité des suffrages exprimés et au quart des électeurs inscrits. Si aucun candidat n'est élu ou s'il reste des sièges à pourvoir, l'élection est acquise au second tour à la majorité relative des suffrages exprimés. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix au second tour, le plus âgé est proclamé élu.

Art. L. 723-11.— Des élections ont lieu tous les ans dans chaque tribunal de commerce où il y a des sièges à pourvoir pour quelque cause que ce soit.

Si, en cours d'année, le nombre des vacances dépasse le tiers des effectifs d'un tribunal, le préfet peut décider qu'il sera procédé à des élections complémentaires. Dans ce cas, le mandat des juges élus expire à la fin de l'année judiciaire.

Art. L. 723-12.— Les dispositions des articles L. 49, L. 50, L. 58 à L. 67 et L. 86 à L. 117 du code électoral s'appliquent aux opérations électorales organisées en vue de la désignation des juges des tribunaux de commerce.

Art. L. 723-13.— Une commission présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le premier président de la cour d'appel est chargée de veiller à la régularité du scrutin et de proclamer les résultats.

Art. L. 723-14.— Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent chapitre.

Chapitre IV

De la discipline des juges des tribunaux de commerce

Art. L. 724-1.— Tout manquement d'un juge d'un tribunal de commerce à l'honneur, à la probité, à la dignité et aux devoirs de sa charge constitue une faute disciplinaire.

Art. L. 724-2.— Le pouvoir disciplinaire est exercé par une commission nationale de discipline qui est présidée par un président de chambre à la Cour de cassation, désigné par le premier président de la Cour de cassation, et qui comprend :

1° Un membre du Conseil d'Etat désigné par le vice-président du Conseil d'Etat ;

2° Deux magistrats du siège des cours d'appel désignés par le premier président de la Cour de cassation sur une liste établie par les premiers présidents des cours d'appel, chacun d'eux arrêtant le nom d'un magistrat du siège de sa cour d'appel après avis de l'assemblée générale des magistrats du siège de la cour d'appel ;

3° Quatre juges des tribunaux de commerce élus par l'ensemble des présidents des tribunaux de commerce.

Des suppléants en nombre égal sont désignés dans les mêmes conditions. Les membres de la commission nationale de discipline sont désignés pour quatre ans.

Art. L. 724-3.— Après audition de l'intéressé par le président du tribunal auquel il appartient, la commission nationale de discipline peut être saisie par le garde des sceaux, ministre de la justice.

Elle peut prononcer soit le blâme, soit la déchéance.

Art. L. 724-4.— Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, le président de la commission nationale de discipline peut suspendre un juge d'un tribunal de commerce pour une durée qui ne peut excéder six mois, lorsqu'il existe contre l'intéressé, qui aura été préalablement entendu par le président du tribunal auquel il appartient, des faits de nature à entraîner une sanction disciplinaire. La suspension peut être renouvelée une fois par la commission nationale pour une durée qui ne peut excéder six mois. Si le juge du tribunal de commerce fait l'objet de poursuites pénales, la suspension peut être ordonnée par le président de la commission nationale jusqu'à l'intervention de la décision pénale définitive.

Art. L. 724-5.— La commission nationale de discipline ne peut délibérer que si quatre de ses membres au moins, y compris le président, sont présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. L. 724-6.— Les décisions de la commission nationale de discipline et celles de son président sont motivées. Elles ne sont susceptibles de recours que devant la Cour de cassation.

Art. L. 724-7.— Indépendamment des décisions qui pourraient intervenir en application des articles L. 724-3 et L. 724-4, lorsqu'il apparaît, postérieurement à son élection, qu'un juge du tribunal de commerce a encouru, avant ou après son installation, une des condamnations, déchéances ou incapacités mentionnées à l'article L. 723-2, il est déchu de plein droit de ses fonctions.

TITRE III

DES JURIDICTIONS COMMERCIALES PARTICULIERES

Chapitre Ier

Des dispositions applicables aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Art. L. 731-1.— Des chambres commerciales du tribunal de grande instance sont instituées dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Art. L. 731-2.— La compétence de la chambre commerciale est celle des tribunaux de commerce, à l'exception des affaires qui relèvent de la compétence du tribunal d'instance en application des dispositions du chapitre III du titre II du livre II du code de l'organisation judiciaire.

Art. L. 731-3.— La chambre commerciale est composée d'un membre du tribunal de grande instance, président, de deux assesseurs élus et d'un greffier. Les assesseurs sont élus dans les conditions fixées aux articles L. 723-1 à L. 723-14.

Art. L. 731-4.— Les autres dispositions du titre II du livre VII relatives aux tribunaux de commerce sont applicables à la chambre commerciale, à l'exception des articles L. 721-1, L. 721-2, L. 722-3, L. 722-11 à L. 722-13 et du second alinéa de l'article L. 723-7.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article L. 722-14, les fonctions de juges-commissaires peuvent aussi être exercées par un juge du siège dans les conditions prévues au second alinéa de l'article L. 215-1 du code de l'organisation judiciaire.

Chapitre II

Des dispositions applicables
aux départements et régions d'outre-mer

Art. L. 732-1.— Des tribunaux mixtes de commerce sont institués dans les départements et régions d'outre-mer.

Art. L. 732-2.— La compétence des tribunaux mixtes de commerce est déterminée par le présent code et les lois particulières.

Art. L. 732-3.— Les tribunaux mixtes de commerce sont des juridictions du premier degré composées du président du tribunal de grande instance, président, de juges élus, sous réserve des dispositions de l'article L. 732-7, et d'un greffier. Les juges sont élus dans les conditions fixées aux articles L. 723-1 à L. 723-13.

Art. L. 732-4.— Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal mixte de commerce, le tribunal de grande instance connaît des matières attribuées aux tribunaux mixtes de commerce.

Art. L. 732-5.— Les jugements des tribunaux mixtes de commerce sont rendus, sauf dispositions qui prévoient un juge unique, par une formation collégiale comprenant, outre le président, trois juges élus ou désignés dans les conditions prévues par l'article L. 732-7. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. L. 732-6.— Les dispositions du titre II du livre VII relatives aux tribunaux de commerce sont applicables au tribunal mixte de commerce, à l'exception des articles L. 721-1, L. 722-1, L. 722-3, L. 722-11 à L. 722-13 et du second alinéa de l'article L. 723-7.

Art. L. 732-7.— A la liste des candidats déclarés élus, la commission prévue par l'article L. 723-13 annexe une liste complémentaire comprenant les nom, qualité et domicile des candidats non élus en mentionnant le nombre de voix qu'ils ont obtenues. Le premier président de la cour d'appel, après avis du président du tribunal mixte de commerce, établit à partir de cette liste complémentaire une liste de quinze personnes au plus qui, ayant leur résidence dans la ville, sont en mesure de compléter le tribunal mixte. Si le nombre des juges se révèle insuffisant en cours d'année à l'occasion d'une audience, le président du tribunal mixte procède au tirage au sort en séance publique entre tous les noms de la liste arrêtée par le premier président. Les personnes dont le nom a été tiré au sort prêtent serment devant le président du tribunal mixte.

TITRE IV

DU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

Chapitre Ier

De l'institution et des missions

Art. L. 741-1.— Les greffiers des tribunaux de commerce sont des officiers publics et ministériels.

Art. L. 741-2.— La profession de greffier des tribunaux de commerce est représentée auprès des pouvoirs publics par un Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce, doté de la personnalité morale et chargé d'assurer la défense de ses intérêts collectifs.

Les modes d'élection et de fonctionnement du Conseil national sont fixés par décret en Conseil d'Etat.

Chapitre II

Des conditions d'accès à la profession
et aux autres professions judiciaires et juridiques

Art. L. 742-1.— Les règles d'accès à la profession des greffiers des tribunaux de commerce sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 742-2.— Les règles permettant aux greffiers des tribunaux de commerce d'accéder aux autres professions juridiques et judiciaires sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Chapitre III

Des conditions d'exercice

Section 1

De l'inspection et de la discipline

Sous-section 1

De l'inspection

Art. L. 743-1.— Les greffiers des tribunaux de commerce sont soumis, dans leur activité professionnelle, à des inspections sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat. Au cours de ces inspections, ils sont tenus de fournir tous renseignements et documents utiles sans pouvoir opposer le secret professionnel.

Sous-section 2

De la discipline

Art. L. 743-2.— Tout manquement d'un greffier de tribunal de commerce à l'honneur, à la probité, à la dignité et aux devoirs de sa charge constitue une faute disciplinaire.

L'acceptation de la démission d'un greffier ne fait pas obstacle au prononcé d'une sanction disciplinaire, si les faits qui lui ont été reprochés ont été commis pendant l'exercice de ses fonctions.

Art. L. 743-3.— Les sanctions disciplinaires sont :

- 1° Le rappel à l'ordre ;
- 2° L'avertissement ;
- 3° Le blâme ;
- 4° L'interdiction temporaire ;
- 5° La destitution ou le retrait de l'honorariat.

Les sanctions mentionnées aux 1° à 4° peuvent être assorties de la sanction complémentaire de l'inéligibilité temporaire au Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce. La durée maximale de cette sanction complémentaire est de cinq ans pour les sanctions mentionnées aux 1° à 3° et de dix ans à compter de la cessation de la mesure d'interdiction pour la sanction mentionnée au 4°.

Art. L. 743-4.— L'action disciplinaire à l'encontre du greffier d'un tribunal de commerce est exercée soit devant la formation disciplinaire du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce, soit devant le tribunal de grande instance dans le ressort duquel le tribunal de commerce a son siège ou, si le greffier est titulaire de plusieurs greffes, devant le tribunal de grande instance désigné par le premier président de la cour d'appel, dans les conditions prévues par le présent chapitre.

L'action disciplinaire se prescrit par dix ans.

Art. L. 743-5.— La formation disciplinaire du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce comprend cinq membres désignés par le conseil national en son sein ; cinq suppléants sont désignés dans les mêmes conditions. Elle élit son président.

Le président du conseil national ne peut pas être membre de la formation disciplinaire.

La formation disciplinaire du conseil national ne peut prononcer que l'une des sanctions mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 743-3.

Art. L. 743-6.— L'action disciplinaire est exercée par le procureur de la République. Elle peut également être exercée par le président du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce. Dans ce cas, notification en est faite au procureur de la République, qui peut citer le greffier devant le tribunal de grande instance statuant disciplinairement. Notification de la citation est faite au président de la formation disciplinaire du conseil national.

La formation disciplinaire du conseil national est dessaisie à compter de la notification effectuée par le procureur de la République.

Art. L. 743-7.— Le greffier du tribunal de commerce qui fait l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire peut être suspendu provisoirement de l'exercice de ses fonctions par le tribunal de grande instance, saisi à la requête du procureur de la République.

En cas d'urgence, la suspension provisoire peut être prononcée par le tribunal de grande instance avant même l'exercice de poursuites pénales ou disciplinaires.

Le tribunal de grande instance peut mettre fin à la suspension provisoire à la requête du procureur de la République ou du greffier.

La suspension cesse de plein droit dès que les actions pénale ou disciplinaire sont éteintes. Elle cesse également de plein droit, dans le cas prévu au deuxième alinéa, si, à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de son prononcé, aucune poursuite pénale ou disciplinaire n'a été engagée.

Art. L. 743-8.— Les décisions de la formation disciplinaire du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce peuvent être déferées à la cour d'appel de Paris par le procureur de la République compétent pour exercer l'action disciplinaire, par le président du conseil national lorsque les poursuites ont été engagées à son initiative, ou par le greffier.

Les décisions du tribunal de grande instance statuant en matière disciplinaire peuvent être déferées à la cour d'appel territorialement compétente par le procureur de la République, par le président du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce lorsque les poursuites ont été engagées à son initiative, ou par le greffier.

Art. L. 743-9.— Le greffier suspendu, interdit ou destitué s'abstient de tout acte professionnel. Les actes accomplis au mépris de cette prohibition peuvent être déclarés nuls, à la requête de tout intéressé ou du procureur de la République, par le tribunal de grande instance. La décision est exécutoire à l'égard de toute personne.

Toute infraction aux dispositions du premier alinéa est punie des peines prévues à l'article 433-17 du code pénal.

Art. L. 743-10.— Le tribunal de grande instance qui prononce la suspension, l'interdiction ou la destitution nomme un ou plusieurs administrateurs provisoires.

Art. L. 743-11.— Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent chapitre.

Section 2 Des modes d'exercice

Art. L. 743-12.— Les greffiers des tribunaux de commerce peuvent exercer leur profession à titre individuel, sous forme de sociétés civiles professionnelles ou sous forme de sociétés d'exercice libéral telles que prévues par la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé. Ils peuvent aussi être membres d'un groupement d'intérêt économique ou d'un groupement européen d'intérêt économique ou associés d'une société en participation régie par le titre II de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé.

Section 3

De la tarification des greffiers des tribunaux de commerce

Art. L. 743-13.— Les émoluments des greffiers des tribunaux de commerce sont fixés par décret en Conseil d'Etat.

TITRE V DE L'EQUIPEMENT COMMERCIAL

Art. L. 750-1.— Les implantations, extensions, transferts d'activités existantes et changements de secteur d'activité d'entreprises commerciales et artisanales doivent répondre aux exigences d'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la qualité de l'urbanisme. Ils doivent en particulier contribuer au maintien des activités dans les zones rurales et de montagne ainsi qu'au rééquilibrage des agglomérations par le développement des activités en centre-ville et dans les zones de dynamisation urbaine.

Ils doivent également contribuer à la modernisation des équipements commerciaux, à leur adaptation à l'évolution des modes de consommation et des techniques de commercialisation, au confort d'achat du consommateur et à l'amélioration des conditions de travail des salariés.

Le programme national de développement et de modernisation des activités commerciales et artisanales visé à l'article 1er de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat exprime les orientations de l'équipement commercial pour la mise en œuvre des objectifs ci-dessus définis.

Chapitre Ier

Des commissions d'équipement commercial
et des observatoires départementaux d'équipement
commercial

Section 1

Des commissions départementales d'équipement commercial

Art. L. 751-1.— Une commission départementale d'équipement commercial statue sur les demandes d'autorisation qui lui sont présentées en vertu des dispositions des articles L. 752-1, L. 752-3 et L. 752-15.

Art. L. 751-2.— I. - La commission départementale d'équipement commercial est présidée par le préfet.

II. - Dans les départements autres que Paris, elle est composée :

1° Des trois élus suivants :

- a) Le maire de la commune d'implantation ;
- b) Le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement dont est membre la commune d'implantation ou, à défaut, le conseiller général du canton d'implantation ;
- c) Le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement, autre que la commune d'implantation ; en dehors des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et des communes de l'Essonne, du Val-d'Oise, des Yvelines et de Seine-et-Marne appartenant à l'agglomération parisienne, dans le cas où la commune d'implantation appartient à une agglomération multicommunale comportant au moins cinq communes, le maire de la commune la plus peuplée est choisi parmi les maires des communes de ladite agglomération ;

2° Des trois personnalités suivantes :

- a) Le président de la chambre de commerce et d'industrie dont la circonscription territoriale comprend la commune d'implantation, ou son représentant ;
- b) Le président de la chambre de métiers dont la circonscription territoriale comprend la commune d'implantation, ou son représentant ;
- c) Un représentant des associations de consommateurs du département.

Lorsque le maire de la commune d'implantation ou le maire de la commune la plus peuplée visée ci-dessus est également le conseiller général du canton, le préfet désigne pour remplacer ce dernier un maire d'une commune située dans l'agglomération multicommunale ou l'arrondissement concernés.

III. - A Paris, elle est composée :

1° Des trois élus suivants :

- a) Le maire de Paris ;
- b) Le maire de l'arrondissement du lieu d'implantation ;
- c) Un conseiller d'arrondissement désigné par le conseil de Paris ;

2° Des trois personnalités suivantes :

- a) Le président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris ou son représentant ;
- b) Le président de la chambre de métiers de Paris ou son représentant ;
- c) Un représentant des associations de consommateurs du département.

Art. L. 751-3.— Tout membre de la commission départementale d'équipement commercial informe le préfet des intérêts qu'il détient et de la fonction qu'il exerce dans une activité économique.

Art. L. 751-4.— Les conditions de désignation des membres de la commission et les modalités de son fonctionnement sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Section 2

De la Commission nationale d'équipement commercial

Art. L. 751-5.— La Commission nationale d'équipement commercial comprend huit membres nommés, pour une durée de six ans non renouvelable, par décret pris sur le rapport du ministre chargé du commerce. La commission est renouvelée par moitié tous les trois ans.

Art. L. 751-6.— La Commission nationale d'équipement commercial se compose de :

- 1° Un membre du Conseil d'Etat désigné par le vice-président du Conseil d'Etat, président ;
- 2° Un membre de la Cour des comptes désigné par le premier président de la Cour des comptes ;
- 3° Un membre de l'inspection générale des finances désigné par le chef de ce service ;
- 4° Un membre du corps des inspecteurs généraux de l'équipement désigné par le vice-président du Conseil général des ponts et chaussées ;
- 5° Quatre personnalités désignées pour leur compétence en matière de distribution, de consommation, d'aménagement du territoire ou d'emploi à raison d'une par le président de l'Assemblée nationale, une par le président du Sénat, une par le ministre chargé du commerce et une par le ministre chargé de l'emploi.

Art. L. 751-7.— Tout membre de la commission nationale informe le président des intérêts qu'il détient et de la fonction qu'il exerce dans une activité économique.

Art. L. 751-8.— Les conditions de désignation des membres de la commission nationale et de son président, ainsi que les modalités de son fonctionnement, sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Section 3

Des observatoires départementaux d'équipement commercial

Art. L. 751-9.— L'observatoire départemental d'équipement commercial collecte les éléments nécessaires à l'élaboration des schémas de développement commercial, dans le respect des orientations définies à l'article L. 750-1. Il prend en considération, s'il y a lieu, les orientations des directives

territoriales d'aménagement mentionnées à l'article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme et des schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire prévus à l'article 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences, entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

Le schéma de développement commercial est élaboré et rendu public dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Chapitre II

De l'autorisation commerciale

Section 1

Des projets soumis à autorisation

Art. L. 752-1.— I. - Sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale les projets ayant pour objet :

1° La création d'un magasin de commerce de détail d'une surface de vente supérieure à 300 mètres carrés, résultant soit d'une construction nouvelle, soit de la transformation d'un immeuble existant ;

2° L'extension de la surface de vente d'un magasin de commerce de détail ayant déjà atteint le seuil des 300 mètres carrés ou devant le dépasser par la réalisation du projet. Est considérée comme une extension l'utilisation supplémentaire de tout espace couvert ou non, fixe ou mobile, et qui n'entrerait pas dans le cadre de l'article L. 310-2 ;

3° La création ou l'extension d'un ensemble commercial tel que défini à l'article L. 752-3 d'une surface de vente totale supérieure à 300 mètres carrés ou devant dépasser ce seuil par la réalisation du projet ;

4° La création ou l'extension de toute installation de distribution au détail de combustibles et de carburants, quelle qu'en soit la surface de vente, annexée à un magasin de commerce de détail mentionné au 1° ci-dessus ou à un ensemble commercial mentionné au 3° ci-dessus et située hors du domaine public des autoroutes et routes express.

Les dispositions relatives aux installations de distribution de combustibles sont précisées par décret ;

5° La réutilisation à usage de commerce de détail d'une surface de vente supérieure à 300 mètres carrés libérée à la suite d'une autorisation de création de magasin par transfert d'activités existantes, quelle que soit la date à laquelle a été autorisé ce transfert ;

6° La réouverture au public, sur le même emplacement, d'un magasin de commerce de détail d'une surface de vente supérieure à 300 mètres carrés dont les locaux ont cessé d'être exploités pendant deux ans, ce délai ne courant, en cas de procédure de redressement judiciaire de l'exploitant, que du jour où le propriétaire a recouvré la pleine et entière disposition des locaux ;

7° Les constructions nouvelles, les extensions ou les transformations d'immeubles existants entraînant la constitution d'établissements hôteliers d'une capacité supérieure à trente chambres hors de la région d'Ile-de-France, et à cinquante chambres dans cette dernière.

Lorsqu'elle statue sur ces demandes, la commission départementale d'équipement commercial recueille l'avis préalable de la commission départementale d'action touristique, présentée par le délégué régional au tourisme qui assiste à la séance. Outre les critères prévus à l'article L. 752-6, elle statue en prenant en considération la densité d'équipements hôteliers dans la zone concernée ;

8° Tout changement de secteur d'activité d'un commerce d'une surface de vente supérieure à 2 000 mètres carrés. Ce seuil est ramené à 300 mètres carrés lorsque l'activité nouvelle du magasin est à prédominance alimentaire.

Pour les pépiniéristes et horticulteurs, la surface de vente mentionnée au 1° est celle qu'ils consacrent à la vente au détail de produits ne provenant pas de leur exploitation, dans des conditions fixées par décret.

II. - Les dispositions du 7° du I ne s'appliquent pas aux départements d'outre-mer.

Art. L. 752-2.— I. - Les regroupements de surface de vente de magasins voisins, sans création de surfaces de vente supplémentaires, n'excédant pas 1 000 mètres carrés, ou 300 mètres carrés lorsque l'activité nouvelle est à prédominance alimentaire, ne sont pas soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

II. - Les pharmacies ne sont pas soumises à une autorisation d'exploitation commerciale ni prises en compte pour l'application du 3° du I de l'article L. 752-1.

III. - Les halles et marchés d'approvisionnement au détail, couverts ou non, établis sur les dépendances du domaine public et dont la création est décidée par le conseil municipal, les magasins accessibles aux seuls voyageurs munis de billets et situés dans l'enceinte des aéroports ainsi que les parties du domaine public affecté aux gares ferroviaires d'une surface maximum de 1 000 mètres carrés, ne sont pas soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

IV. - La création ou l'extension de garages ou de commerces de véhicules automobiles disposant d'atelier d'entretien et de réparation n'est pas soumise à une autorisation d'exploitation commerciale, lorsqu'elle conduit à une surface totale de moins de 1 000 mètres carrés.

Art. L. 752-3.— I. - Sont regardés comme faisant partie d'un même ensemble commercial, qu'ils soient ou non situés dans des bâtiments distincts et qu'une même personne en soit ou non le propriétaire ou l'exploitant, les magasins qui sont réunis sur un même site et qui :

1° Soit ont été conçus dans le cadre d'une même opération d'aménagement foncier, que celle-ci soit réalisée en une ou en plusieurs tranches ;

2° Soit bénéficient d'aménagements conçus pour permettre à une même clientèle l'accès des divers établissements ;

3° Soit font l'objet d'une gestion commune de certains éléments de leur exploitation, notamment par la création de services collectifs ou l'utilisation habituelle de pratiques et de publicités commerciales communes ;

4° Soit sont réunis par une structure juridique commune, contrôlée directement ou indirectement par au moins un associé, exerçant sur elle une influence au sens de l'article L. 233-16 ou ayant un dirigeant de droit ou de fait commun.

II. - Toutefois, les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux zones d'aménagement concerté créées dans un centre urbain, en vertu de l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme.

Art. L. 752-4.— Les demandes d'autorisation sont présentées selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat ; les demandes ne conduisant pas à des surfaces de vente supérieures à 1 000 mètres carrés font l'objet de modalités simplifiées.

Art. L. 752-5.— Les projets ne sont soumis à l'examen de la commission qu'à la condition d'être accompagnés de l'indication de l'enseigne du ou des futurs exploitants des établissements dont la surface de vente est égale ou supérieure à un seuil fixé par décret.

Les demandes portant sur la création d'un magasin de commerce de détail ou d'un ensemble commercial tel que défini à l'article L. 752-3 d'une surface de vente supérieure à 6 000 mètres carrés sont accompagnées des conclusions d'une enquête publique portant sur les aspects économiques, sociaux et d'aménagement du territoire du projet prescrite

dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat. Cette enquête est réalisée conjointement à l'enquête publique prévue en application de l'article L. 123-1 du code de l'environnement lorsque celle-ci s'impose dans le cadre de l'instruction du permis de construire.

Section 2

De la décision de la commission départementale

Art. L. 752-6.— Dans le cadre des principes définis à l'article L. 750-1, la commission statue en prenant en considération :

1° L'offre et la demande globales pour chaque secteur d'activité dans la zone de chalandise concernée ;

- l'impact global du projet sur les flux de voitures particulières et de véhicules de livraison ;
- la qualité de la desserte en transport public ou avec des modes alternatifs ;
- les capacités d'accueil pour le chargement et le déchargement des marchandises ;

2° La densité d'équipement en moyennes et grandes surfaces dans cette zone ;

3° L'effet potentiel du projet sur l'appareil commercial et artisanal de cette zone et des agglomérations concernées, ainsi que sur l'équilibre souhaitable entre les différentes formes de commerce. Lorsque le projet concerne la création ou l'extension d'un ensemble commercial, majoritairement composé de magasins spécialisés dans la commercialisation d'articles de marques à prix réduit, l'effet potentiel dudit projet est également apprécié indépendamment de la spécificité de la politique commerciale de ce type de magasins ;

4° L'impact éventuel du projet en termes d'emplois salariés et non salariés ;

5° Les conditions d'exercice de la concurrence au sein du commerce et de l'artisanat ;

6° Les engagements des demandeurs de création de magasins de détail à prédominance alimentaire de créer dans les zones de dynamisation urbaine ou les territoires ruraux de développement prioritaire des magasins de même type, d'une surface de vente inférieure à 300 mètres carrés, pour au moins 10 % des surfaces demandées.

Art. L. 752-7.— Les décisions de la commission départementale se réfèrent aux travaux de l'observatoire départemental d'équipement commercial.

Art. L. 752-8.— Le préfet qui préside la commission départementale l'informe sur le contenu du programme national prévu à l'article L. 750-1 et sur le schéma de développement commercial mentionné à l'article L. 751-9.

Art. L. 752-9.— Lorsque l'opération envisagée concerne une agglomération dans laquelle sont mises en œuvre les procédures prévues aux articles L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation et L. 123-11 du code de l'urbanisme, la commission prend en compte les actions destinées à y assurer le maintien ou l'implantation de commerces de proximité, d'artisans ou d'activités artisanales.

Art. L. 752-10.— Dans les départements d'outre-mer, sauf dérogation motivée de la commission départementale d'équipement commercial, l'autorisation demandée ne peut être accordée lorsqu'il apparaît qu'elle aurait pour conséquence de porter au-delà d'un seuil de 25 % sur l'ensemble du département, ou d'augmenter, si elle est supérieure à ce seuil, la surface de vente totale des commerces de détail à prédominance alimentaire de plus de 300 mètres carrés de surface de vente, que celle-ci concerne l'ensemble du projet ou une partie seulement, et appartenant :

1° Soit à une même enseigne ;

2° Soit à une même société, ou une de ses filiales, ou une société dans laquelle cette société possède une fraction du capital comprise entre 10 et 50 %, ou une société contrôlée par cette même société au sens de l'article L. 233-3 ;

3° Soit contrôlée directement ou indirectement par au moins un associé exerçant sur elle une influence au sens de l'article L. 233-16, ou ayant un dirigeant de droit ou de fait commun.

Art. L. 752-11.— Les responsables des services déconcentrés de l'Etat chargés de l'équipement, de la concurrence et de la consommation ainsi que de l'emploi assistent aux séances de la commission départementale.

Dans la région d'Ile-de-France, un représentant du préfet de région assiste également aux séances.

Art. L. 752-12.— L'instruction des demandes d'autorisation est faite par les services déconcentrés de l'Etat.

Art. L. 752-13.— Aucun membre de la commission départementale ne peut délibérer dans une affaire où il a un intérêt personnel et direct ou s'il représente ou a représenté une des parties intéressées.

Art. L. 752-14.— La commission départementale d'équipement commercial, suivant une procédure fixée par décret, autorise les projets par un vote favorable de quatre de ses membres. Le procès-verbal indique le sens du vote émis par chacun des membres.

Le préfet qui préside la commission départementale ne prend pas part au vote.

Art. L. 752-15.— L'autorisation d'exploitation commerciale est délivrée préalablement à l'octroi du permis de construire s'il y a lieu, ou avant la réalisation du projet si le permis de construire n'est pas exigé.

L'autorisation est accordée par mètre carré de surface de vente ou par chambre.

Une nouvelle demande est nécessaire lorsque le projet, en cours d'instruction ou dans sa réalisation, subit des modifications substantielles dans la nature du commerce ou des surfaces de vente. Il en est de même en cas de modification de la ou des enseignes désignées par le pétitionnaire.

L'autorisation préalable requise pour la création de magasins de commerce de détail n'est ni cessible ni transmissible.

Art. L. 752-16.— La commission départementale d'équipement commercial statue sur les demandes d'autorisation mentionnées aux articles L. 752-1 et L. 752-15 dans un délai de quatre mois, à compter du dépôt de chaque demande, à l'exception des demandes relatives à des projets situés dans le périmètre des zones franches urbaines définies au B du 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, pour lesquelles elle statue dans un délai de deux mois.

Ses décisions sont motivées en se référant notamment aux dispositions des articles L. 750-1, L. 752-6 et L. 752-7.

Passé ce délai, l'autorisation est réputée accordée. Les commissaires ont connaissance des demandes déposées au moins un mois avant d'avoir à statuer.

Section 3

Du recours contre la décision de la commission départementale

Art. L. 752-17.— Sans préjudice du recours juridictionnel réservé aux tiers dans les conditions de droit commun, à la seule initiative du préfet, de deux membres de la commission, dont l'un est élu, ou du demandeur, la décision de la commission départementale peut, dans un délai de deux mois à

compter de sa notification ou de son intervention implicite, faire l'objet d'un recours auprès de la commission nationale d'équipement commercial prévue à l'article L. 751-5, qui se prononce dans un délai de quatre mois, à l'exception des demandes relatives à des projets situés dans le périmètre des zones franches urbaines définies au B du 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, pour lesquelles elle statue dans un délai de deux mois.

Art. L. 752-18.— Avant l'expiration du délai de recours ou, en cas de recours, avant la décision en appel de la commission nationale, le permis de construire ne peut être accordé ni la réalisation entreprise et aucune nouvelle demande ne peut être déposée pour le même terrain d'assiette auprès de la commission départementale d'équipement commercial.

Art. L. 752-19.— Le maire de la commune d'implantation membre de la commission départementale dont la décision fait l'objet du recours est entendu à sa demande par la commission nationale.

Un commissaire du Gouvernement nommé par le ministre chargé du commerce assiste aux séances de la commission. Il rapporte les dossiers.

Art. L. 752-20.— Aucun membre de la commission nationale ne peut délibérer dans une affaire où il a un intérêt personnel et direct ou s'il représente ou a représenté une des parties intéressées.

Le président de la commission nationale a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

Art. L. 752-21.— En cas de rejet pour un motif de fond de la demande d'autorisation par la commission nationale susmentionnée, il ne peut être déposé de nouvelle demande par le même pétitionnaire, pour un même projet, sur le même terrain pendant une période d'un an à compter de la date de la décision de la commission nationale.

Art. L. 752-22.— Les commissions autorisent ou refusent les projets dans leur totalité.

Section 4

Des contrats passés à l'occasion de la réalisation d'un projet autorisé

Art. L. 752-23.— Sous réserve des dispositions particulières applicables aux collectivités territoriales et aux sociétés d'économie mixte locales, tous les contrats passés par des personnes publiques ou privées, à l'occasion de la réalisation d'un projet autorisé en vertu des articles L. 752-1 et L. 752-3, sont communiqués, selon des modalités fixées par décret, par chaque partie contractante au préfet et à la chambre régionale des comptes.

Cette obligation s'étend également aux contrats antérieurs à l'autorisation et portant sur la maîtrise ou l'aménagement des terrains sur lesquels est réalisée l'implantation d'établissements ayant bénéficié de l'autorisation. Elle concerne les contrats de tout type, y compris ceux prévoyant des cessions à titre gratuit, des prestations en nature et des contreparties immatérielles.

Cette communication intervient dans les deux mois suivant la conclusion des contrats ou, s'il s'agit de contrats antérieurs à l'autorisation, dans un délai de deux mois à compter de l'autorisation.

Toute infraction aux dispositions du présent article est punie de 15 000 euros d'amende.

TITRE VI DES MARCHES D'INTERET NATIONAL ET DES MANIFESTATIONS COMMERCIALES

Chapitre Ier Des marchés d'intérêt national

Art. L. 761-1.— Les marchés d'intérêt national sont des services publics de gestion de marchés, dont l'accès est réservé aux producteurs et aux commerçants, qui contribuent à l'organisation et à la productivité des circuits de distribution des produits agricoles et alimentaires, à l'animation de la concurrence dans ces secteurs économiques et à la sécurité alimentaire des populations.

Le classement de marchés de produits agricoles et alimentaires comme marchés d'intérêt national ou la création de tels marchés est prononcé sur proposition des conseils régionaux par décret.

Ces marchés peuvent être implantés sur le domaine public ou le domaine privé d'une ou plusieurs personnes morales de droit public ou sur des immeubles appartenant à des personnes privées.

Le déclassement d'un marché d'intérêt national peut être prononcé par arrêté du ministre chargé du commerce et du ministre chargé de l'agriculture sur proposition du conseil régional si l'activité du marché ne permet plus de répondre aux missions définies au premier alinéa ou à l'organisation générale déterminée dans les conditions fixées à l'article L. 761-10.

Art. L. 761-2.— La liste des marchés d'intérêt national dont l'Etat entend organiser l'aménagement et la gestion est fixée par décret.

Pour les autres marchés d'intérêt national, les communes sur le territoire desquelles ils sont implantés, ou les groupements de communes intéressés, en assurent l'aménagement et la gestion, en régie ou par la désignation d'une personne morale publique ou privée. Dans ce dernier cas, cette personne morale est désignée après mise en concurrence dans les conditions fixées par l'article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales.

Ces communes, ou leurs groupements, peuvent toutefois confier ce pouvoir de désignation à la région ou, en Corse, à la collectivité territoriale de Corse.

Art. L. 761-3.— Le tarif des redevances perçues auprès des titulaires d'autorisation d'occupation ou des autres formes de contribution des usagers du marché à son fonctionnement est établi par le gestionnaire et approuvé par le préfet.

Le gestionnaire du marché présente un compte de résultat prévisionnel permettant de faire face à l'ensemble de ses obligations sociales, financières et sanitaires établies ou prévisibles.

Si l'exploitation financière d'un marché présente ou laisse prévoir un déséquilibre grave, les ministres de tutelle peuvent, après avoir conseillé le gestionnaire et, le cas échéant, les collectivités publiques qui ont garanti les emprunts, relever d'office les redevances existantes, créer des recettes nouvelles, réduire les dépenses et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions propres à rétablir l'équilibre.

Art. L. 761-4.— Un périmètre de référence peut être institué autour du marché d'intérêt national par décret en Conseil d'Etat.

Le périmètre de référence comporte l'application des interdictions prévues à l'article L. 761-5.

Les interdictions prévues s'appliquent aux ventes et aux opérations accessoires à la vente de ceux des produits dont les listes sont fixées dans chaque cas par arrêté des ministres de tutelle.

Le décret mentionné au premier alinéa détermine l'implantation du marché d'intérêt national.

La suppression anticipée de tout ou partie du périmètre, l'extension de l'implantation du marché ou son transfert à l'intérieur du périmètre peuvent être déterminés par décision de l'autorité administrative compétente.

Art. L. 761-5.— Le décret instituant le périmètre de référence interdit, à l'intérieur de celui-ci, l'extension, le déplacement ou la création de tout établissement dans lequel une personne physique ou morale pratique, à titre autre que de détail, soit des ventes portant sur les produits, soit sur des opérations accessoires à ces ventes, dont les listes sont fixées par arrêté interministériel comme il est prévu au troisième alinéa de l'article L. 761-4.

Cette interdiction ne s'applique pas aux producteurs et groupements de producteurs pour les produits qui proviennent d'exploitations sises à l'intérieur du périmètre de référence.

N'est pas considéré comme une création d'établissement le changement de titulaire du fonds de commerce.

L'extension d'établissement s'entend soit de la création de nouvelles activités, soit de l'agrandissement des locaux commerciaux.

Les conditions d'application des dispositions du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 761-6.— Lorsque le périmètre de référence d'un marché d'intérêt national englobe l'enceinte d'un port, les ventes autres que de détail portant sur des produits inscrits sur les listes mentionnées à l'article L. 761-4 obéissent dans cette enceinte aux dispositions suivantes.

Les interdictions prévues à l'article L. 761-5 ne sont pas applicables aux ventes qui concernent les produits acheminés directement par voie maritime dans ce port ou à partir de ce port et portent sur des lots dont l'importance dépasse les limites fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de la tutelle des marchés d'intérêt national et du ministre chargé des ports.

Le décret instituant le périmètre de référence peut soit interdire dans l'enceinte du port les ventes à l'importation de produits acheminés par une voie autre que maritime, soit les autoriser seulement pour les lots d'une importance excédant certaines limites et dans les conditions qu'il détermine.

Art. L. 761-7.— A titre exceptionnel, l'autorité administrative compétente peut accorder des dérogations aux interdictions prévues aux articles L. 761-5 et L. 761-6, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 761-8.— Les infractions aux interdictions des articles L. 761-5 et L. 761-6 ainsi qu'aux dispositions prises en application de ces articles sont constatées et poursuivies dans les conditions fixées par le premier alinéa de l'article L. 450-1 et les articles L. 450-2 et L. 450-3 et sanctionnées d'une peine d'amende de 15 000 euros. Les articles L. 470-1 et L. 470-4 sont applicables.

Art. L. 761-9.— Le droit d'occupation privative d'emplacement dont dispose un commerçant établi dans l'enceinte d'un marché d'intérêt national est susceptible d'être compris dans le nantissement de son fonds de commerce.

Art. L. 761-10.— Les dispositions législatives et réglementaires relatives à la tenue et à l'exploitation des marchés de produits agricoles et alimentaires ne sont pas applicables aux marchés d'intérêt national.

L'organisation générale des marchés d'intérêt national est déterminée par décret en Conseil d'Etat.

La modification de l'enceinte des marchés d'intérêt national dépourvus de périmètre de référence ainsi que leur transfert s'exercent librement.

Art. L. 761-11.— Le préfet exerce les pouvoirs de police dans l'enceinte du marché d'intérêt national. Dans l'étendue du périmètre de référence, il veille à l'application des lois et règlements intéressant le marché et dénonce, à cet effet, au procureur de la République les infractions commises. Lorsque le marché avec son périmètre de référence s'étend sur plusieurs départements, les pouvoirs ci-dessus appartiennent au préfet désigné par le ministre de l'intérieur.

Chapitre II

Des manifestations commerciales

Art. L. 762-1.— Un parc d'exposition est un ensemble immobilier clos indépendant, doté d'installations et d'équipements appropriés ayant un caractère permanent et non soumis à l'autorisation prévue à l'article L. 752-1, qui accueille, pendant tout ou partie de l'année, des manifestations commerciales ou autres, à caractère temporaire.

Le parc d'exposition est enregistré auprès de l'autorité administrative compétente. Le programme des manifestations commerciales qu'il accueille fait chaque année l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente.

Art. L. 762-2.— Un salon professionnel est une manifestation commerciale consacrée à la promotion d'un ensemble d'activités professionnelles réservée à des visiteurs justifiant d'un titre d'accès. Il ne propose à la vente sur place que des marchandises destinées à l'usage personnel de l'acquéreur, dont la valeur n'excède pas un plafond fixé par décret.

Tout salon professionnel fait l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente.

Art. L. 762-3.— Les conditions d'application du présent chapitre sont déterminées par un décret en Conseil d'Etat.

DECRET n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu la Constitution, notamment ses articles 13 et 37 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires ;

Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Chapitre Ier Champ d'application

Article 1er.— Les dispositions du présent décret s'appliquent aux commissions administratives à caractère consultatif, quelle que soit leur dénomination, placées auprès des autorités de l'Etat et des établissements publics administratifs de l'Etat, à l'exception des autorités administratives indépendantes et des commissions créées pour l'application de l'ordonnance du 22 décembre 1958 susvisée, de l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée et de la loi du 24 mars 2005 susvisée.

Elles ne s'appliquent ni aux commissions administratives à caractère consultatif placées auprès d'une autorité de l'Etat lorsqu'elles sont composées exclusivement d'agents de l'Etat, ni aux instances d'étude à caractère temporaire.

Chapitre II

Dispositions communes

Art. 2.— Sauf lorsque son existence est prévue par la loi, et sous réserve des dispositions du second alinéa de l'article 19, une commission est créée par décret pour une durée maximale de cinq ans.

Cette création est précédée de la réalisation d'une étude permettant notamment de vérifier que la mission impartie à la commission répond à une nécessité et n'est pas susceptible d'être assurée par une commission existante.

Cette commission peut être renouvelée dans les conditions prévues aux alinéas précédents.

Art. 3.— Sous réserve de règles particulières de suppléance :

1° Le président et les membres des commissions qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent ;

2° Un membre désigné en raison de son mandat électif ne peut se faire suppléer que par un élu de la même assemblée délibérante ;

3° Les personnalités qualifiées ne peuvent se faire suppléer.

Art. 4.— Le membre d'une commission qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Art. 5.— La commission se réunit sur convocation de son président, qui fixe l'ordre du jour. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens, y compris par télécopie ou par courrier électronique. Il en est de même des pièces ou documents nécessaires à la préparation de la réunion ou établis à l'issue de celle-ci.

La commission peut être également réunie dans les conditions prévues par le décret qui l'institue.

Art. 6.— La commission peut, sur décision de son président, entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Art. 7.— Avec l'accord du président, les membres d'une commission peuvent participer aux débats au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle. Ce moyen ne peut pas être utilisé lorsque le vote est secret.

Chapitre III

Dispositions applicables aux commissions administratives lorsque leur consultation est obligatoire

Art. 8.— Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux commissions administratives définies à l'article 1er lorsque leur consultation est rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire, préalablement aux décisions prises à l'égard des usagers ou des tiers.

Art. 9.— Sauf urgence, les membres des commissions reçoivent, cinq jours au moins avant la date de la réunion, une convocation comportant l'ordre du jour et, le cas échéant, les documents nécessaires à l'examen des affaires qui y sont inscrites.

Art. 10.— Lorsqu'il n'est pas suppléé, le membre d'une commission peut donner un mandat à un autre membre.

Sauf dispositions contraires, nul ne peut détenir plus d'un mandat.

Art. 11.— Le quorum est atteint lorsque la moitié au moins des membres composant la commission sont présents, y compris les membres prenant part aux débats au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle, ou ont donné mandat.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

Art. 12.— La commission se prononce à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Lorsqu'il a droit de vote, le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

Art. 13.— Les membres d'une commission ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui en est l'objet. La violation de cette règle entraîne la nullité de la décision prise à la suite de cette délibération lorsqu'il n'est pas établi que la participation du ou des membres intéressés est restée sans influence sur la délibération.

Art. 14.— Le procès-verbal de la réunion de la commission indique le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacune des délibérations. Il précise, le cas échéant, le nom des mandataires et des mandants.

Tout membre de la commission peut demander qu'il soit fait mention de son désaccord avec l'avis rendu.

L'avis rendu est transmis à l'autorité compétente pour prendre la décision.

Art. 15.— Lorsqu'une commission n'a pas émis son avis dans un délai raisonnable, l'autorité compétente peut prendre la décision.

Chapitre IV

Dispositions finales et transitoires

Art. 16.— Les dispositions des articles 1er et 3 à 15 s'appliquent à compter du 1er juillet 2007 aux commissions créées avant la publication du présent décret.

Les dispositions des articles 1er à 15 s'appliquent immédiatement aux commissions créées à compter de la date de publication du présent décret.

Art. 17.— Les dispositions réglementaires instituant des commissions administratives définies à l'article 1er créées avant la date de publication du présent décret sont abrogées au terme d'un délai de trois ans à compter de cette date.

Art. 18.— L'abrogation ou la caducité des dispositions créant une commission dont l'avis est requis préalablement à une décision prise par l'autorité administrative entraîne celle des dispositions réglementaires prévoyant sa consultation.

Art. 19.— Par dérogation au premier alinéa de l'article 16, les dispositions des articles 1er et 3 à 15 sont applicables à compter de la date de publication du présent décret aux commissions prévues au chapitre II du titre Ier du décret du 7 juin 2006 susvisé.

La règle de durée prévue à l'article 2 ainsi que l'article 17 ne sont pas applicables à ces mêmes commissions.

Art. 20.— Le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers est abrogé à compter du 1er juillet 2007.

Art. 21.— Les articles 3 à 15 peuvent être modifiés par décret en Conseil d'Etat.

Art. 22.— Les dispositions du présent décret sont applicables à Mayotte, en Polynésie française, à Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et aux Terres australes et antarctiques françaises.

Art. 23.— Le Premier ministre, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'outre-mer et le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 juin 2006.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Dominique de VILLEPIN.

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,*
Jean-François COPE.

*Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*
Nicolas SARKORY.

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Thierry BRETON.

Le ministre de l'outre-mer,
François BAROIN.

ARRETE MINISTERIEL du 5 mai 2006 fixant la liste des services publics et organismes rattachés au regard de la défense (aviation civile).

Le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer,

Vu le code de la défense ;

Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

Vu le décret du 28 novembre 1938 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 modifiée, ensemble le code de la défense, sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre ;

Vu le décret n° 63-892 du 28 août 1963 portant règlement d'administration publique relatif aux renseignements et déclarations à fournir en matière de défense économique par les entreprises participant à la production, la réunion ou l'utilisation des ressources ;

Vu le décret n° 65-1103 du 15 décembre 1965 modifié relatif à l'organisation des transports pour la défense ;

Vu le décret n° 71-918 du 10 novembre 1971 relatif à l'organisation territoriale de la défense au ministère de l'équipement et du logement et au ministère des transports ;

Vu le décret n° 2002-536 du 18 avril 2002 portant organisation du service de défense ;

Vu l'arrêté du 1er février 1994 modifié fixant la liste des services publics et organismes rattachés au regard de la défense ;

Sur proposition conjointe du directeur général de l'aviation civile et du haut fonctionnaire de défense,

Arrête :

Article 1er.— Sous la tutelle du ministre chargé des transports, direction générale de l'aviation civile, sont déclarés "services publics" au sens de l'article 13 du décret du 28 novembre 1938 susvisé et dans le même temps "organismes rattachés" au sens de l'article 1er du décret n° 2002-536 du 18 avril 2002 susvisé les sociétés, établissements publics, services et organismes énumérés sur les listes ci-après :

Liste 1 A
Caractère national

Société Air France.
Société Airbus transport international.
Société Britair.
Société Corsair.
Compagnie Corse Méditerranée CCM Airlines.
Société Dassault Falcon Service.
Compagnie Eagle Aviation.
Société de transport aérien régional STAR Airlines.
Société Europe Airpost.
Société Héli Union France.
Société Héli Union.
Aéroports de Paris (ADP).
GSAC-GIE.
Compagnie Air austral.
Compagnie Tahiti Nui.
Compagnie Air Calin.

Liste 1 B
Caractère zonal

.....
Zone de défense de Polynésie française

Exploitant de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a, qui dépend de la chambre de commerce de la Polynésie française.

Art. 2.— Les autorités responsables des organismes ci-dessus sont chargées de la préparation et de l'exécution des mesures de défense dans leur entreprise ou service, dans le cadre des textes législatifs et réglementaires et des instructions ministérielles.

Elles appliquent notamment les mesures de recensement et d'information de leur personnel.

Ces opérations sont effectuées sous le contrôle :

- du directeur général de l'aviation civile pour la liste 1 A ;
- des chefs de service de défense de zone pour l'équipement et les transports avec le concours des directeurs de l'aviation civile pour la liste 1 B.

Les organismes ci-dessus sont tenus de répondre à toute demande de renseignements de ces autorités qui sont habilitées pour s'assurer en tout temps de l'application des mesures de défense.

Art. 3.— L'article 2 de l'arrêté du 1er février 1994 susvisé est abrogé.

Art. 4.— Le directeur général de l'aviation civile et les chefs de service de défense de zone pour l'équipement et les transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 mai 2006.

Dominique PERBEN.

ARRETE MINISTERIEL du 9 mai 2006 portant organisation du Centre national pour le développement du sport en Polynésie française en application de l'article 19 du décret n° 2006-248 du 2 mars 2006.

Le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2004-323 du 8 avril 2004 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;

Vu le décret n° 2006-248 du 2 mars 2006 portant création du Centre national pour le développement du sport, et particulièrement son article 19,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé une commission du Centre national pour le développement du sport en Polynésie française.

Elle comprend de façon paritaire, outre le haut-commissaire de la République en Polynésie française, le délégué territorial du CNDS et le délégué territorial adjoint, membres de droit :

- d'une part, quatre représentants de la Polynésie française, dont le Président de la Polynésie française, membres de droit, ou son représentant ;
- d'autre part, quatre représentants du mouvement sportif, dont le président du comité olympique de Polynésie française, membre de droit, ou son représentant.

La commission du CNDS en Polynésie française est présidée par le Président de la Polynésie française ou son représentant.

Le Président de la Polynésie française désigne les représentants de la Polynésie française à la commission.

Le président du comité olympique de Polynésie française désigne les représentants du mouvement sportif dont un, au moins, est issu d'une discipline olympique.

Les membres de la commission du CNDS en Polynésie française autres que les membres de droit sont nommés par le Président de la Polynésie française. Pour chacun de ces membres, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions.

A l'exception des membres de droit, les membres de la commission ainsi que leurs suppléants sont nommés pour une durée de quatre ans, renouvelable une fois.

Toutefois, le mandat des membres de la première commission prend fin le 31 décembre 2011.

La perte de la qualité au titre de laquelle un membre de cette commission a été nommé entraîne sa démission de plein droit.

Les membres de la commission ne peuvent prendre part aux délibérations ayant pour objet une question à laquelle ils ont un intérêt personnel ou qui concerne l'attribution ou le versement d'une subvention à un organisme dans lequel ils exercent une fonction d'administrateur ou de dirigeant.

La commission du Centre national pour le développement du sport se réunit sur convocation de son président. Son secrétariat est assuré par la Polynésie française.

Le président de la commission peut inviter à assister à tout ou partie des réunions de la commission toute personne que celle-ci souhaite entendre. Les délibérations de la commission ne sont pas publiques.

La commission délibère à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix prépondérante.

La commission peut adopter dans le cadre d'un règlement intérieur tout mesure utile à son fonctionnement.

Art. 2.— La commission du Centre national pour le développement du sport en Polynésie française définit, en cohérence avec les directives de l'établissement et dans le respect des compétences de la Polynésie française, les priorités et critères concernant la répartition des subventions attribuées au niveau local.

Elle émet un avis sur l'attribution des subventions de fonctionnement destinées aux groupements sportifs de Polynésie française.

Art. 3.— Le montant global des subventions de fonctionnement destinées aux groupements sportifs de Polynésie française, déterminé par le conseil d'administration du Centre national pour le développement du sport, est attribué à la Polynésie française.

Après avis de la commission, le Président de la Polynésie française procède à l'affectation des subventions aux groupements sportifs de Polynésie française.

Le Président de la Polynésie française transmet au directeur général du Centre national pour le développement du sport un compte rendu annuel de l'utilisation des moyens attribués à la Polynésie française par l'établissement.

Art. 4.— La directrice des sports et le directeur des ressources humaines, de l'administration et de la coordination générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 2006.

Jean-François LAMOUR.

AVENANT n° 49-06 du 26 mai 2006 à la convention de financement n° 169-05 du 7 novembre 2005 relative à l'opération intitulée "Acquisition d'appareils respiratoires individuels" par la commune de Teva I Uta.

Entre :

- le comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Teva I Uta, représentée par son maire M. Victor Doom,

Il est convenu ce qui suit :

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 169-05 du 7 novembre 2005 relative au financement d'appareils respiratoires individuels pour la commune de Teva I Uta en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

L'article 6 de la convention de financement initiale relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximum de 6 mois à partir de la date de signature de la présente convention, *lire :* "exécuter cette opération dans un délai maximum de 12 mois à partir de la date de signature de la présente convention."

Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DES AFFAIRES FONCIÈRES

AVIS N° 1380 MLA/DAF/CAD

En application de l'article 22 de la délibération n° 90-126 du 13 décembre 1990, il est porté à la connaissance du public que les sections suivantes, classées par commune, sont soumises à la conservation cadastrale :

Commune de Papeete

Sections : NA, NB, NC, ND, NE, NH et NI.

Commune de Bora Bora

Sections : AX, AY, AZ, BM, DD, DE, DH, DI, DK, NI et NK.

Commune de Ua Huka

Sections : AA, AB, AC, AD, AE, HA, HB, HC, HD, HE, HH et HI.

Commune de Ua Pou

Sections : BB, HA, HB, HC et HD.

Commune de Tubuai

Sections : AA, BB, BC, BD, BE, ME et MD.

Commune de Fakarava

Ile de Kauehi : En totalité.

Commune de Taputapuatea

Sections de Avera : MA, MB, MC, MD et ME.

Commune de Hitia'a O Te Ra

Sections de Hitia'a : AA et AB.

Commune de Taitarapu-Est

Sections de Faaone : AB, AE, AH et AI.

Les terres situées dans ces zones devront être identifiées dans les actes qui les concernent par les références du nouveau cadastre (commune, section, numéro de la parcelle, nom de la terre et surface).

Fait à Papeete, le 16 juin 2006.

*Le ministre du logement
et des affaires foncières,
Gilles TEFAATAU.*

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Paris du 29 mai 2006, enregistré le 16 juin 2006 à Papeete, folio 11, bordereau 317-16, la société NOVAVISION, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 000 F CFP, dont le siège social est à Papeete (Polynésie française), immeuble Shangrila, rue Clappier, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 2004 B, inscrite à l'ISPF sous le n° TAHITI 099804,

A cédé à la société REGIE OUTRE-MER, société par actions simplifiées au capital de 40 000 euros, dont le siège social est à Boulogne-Billancourt (92100), 45, rue de l'Est, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 420 609 984,

L'activité de "fabrication de films publicitaires, de montage d'écrans publicitaires, de fabrication de modules pour la télévision, de fabrication de spots radios, de création de jingles ou de musiques diverses, de fabrication de films autres (clips, films, entreprises, bandes-annonces, etc.), de gestion du serveur téléphonique sur lequel sont exploités des jeux, de location de matériel et de fourniture de prestations de services associés" dépendant de son fonds de commerce de production, de réalisation et de montage graphique et audiovisuelle en Polynésie française,

Sise et exploitée à Papeete (Polynésie française), immeuble Shangrila, rue Clappier, moyennant le prix global de 585 000 euros, dont 508 538 euros pour les éléments incorporels et 76 462 euros pour les éléments corporels.

La société REGIE OUTRE-MER est propriétaire des éléments corporels et incorporels dépendant du fonds de commerce cédé depuis le 1er juin 2006 et en a la jouissance depuis la même date.

La société REGIE OUTRE-MER exploitera le fonds cédé à Papeete (Polynésie française), immeuble Shangrila, rue Clappier.

Les oppositions seront reçues au siège social de la société NOVAVISION, à Papeete (Polynésie française), immeuble Shangrila, rue Clappier, et, pour la correspondance, chez Me Jean-Pierre Elie, huissier du ressort de la cour d'appel de Papeete, demeurant BP 62755, 98703 Faa'a, où il a été fait élection de domicile. Elles devront être faites au plus tard dans les dix jours qui suivront la dernière en date des publications légales prévues.

Pour première insertion.

SCI BRUNETTO

Société civile immobilière au capital de 100 000 F CFP
RCS n° 7359 C - N° TAHITI : 521658
Siège social : Haapiti, Moorea

Après discussion, l'assemblée générale a approuvé à l'unanimité les résolutions suivantes :

Résolution n° 1 :

L'acquisition de 50 parts de M. Bruno BERGEAUD et l'acquisition de 50 parts de Mme Michèle HEUWELYCKX épouse BERGEAUD, par :

M. Guy STRENGER, né le 8 février 1933 à Paris, 14e, de nationalité française, demeurant 11, rue Grande, à Barbey (Seine-et-Marne),

Mme Régine VERGOTE, née le 4 septembre 1938 à Roubaix, demeurant ensemble.

La fixation des parts cédées aux cessionnaires représentent 100 parts sociales, numérotées de 1 à 100 inclus.

Résolution n° 2 :

L'acceptation de la démission du gérant, M. Bruno BERGEAUD, et la nomination de Mme Régine VERGOTE en qualité de gérante.

Pour extrait,
La gérance.

BATIPOL

Société par actions simplifiées
au capital de 20 000 000 F CFP
Siège social : route de l'Aéroport, Faa'a
RCS Papeete : n° 1952 B
N° TAHITI : 94847

Le 28 avril 2006, l'associé unique a nommé :

- la SARL Société de commissaires aux comptes CHAINE-FOUGEROUSE-MOREL-TOURON, société de commissariat aux comptes inscrite à la compagnie des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, dont le siège social est situé à Papeete, Fariipiti, rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 0585 B, représentée par M. Patrick CHAINE, en qualité de commissaire aux comptes titulaire, en remplacement de M. Patrick CHAINE ;

- M. Pierre-Yves MOREL, commissaire aux comptes inscrit à la compagnie des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, domicilié à Papeete, Fariipiti, rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire, en qualité de commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de Mme Véronique CHAINE,

Pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelés à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2011.

La gérance.

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Apport d'un fonds de commerce

Par acte du 31 mai 2006, enregistré à Papeete le 6 juin 2006, folio 7, bordereau 209/13, M. Daniel Leverd, commerçant à Matira, Bora Bora, a fait son apport à titre mixte à la SARL Bora Pearl Company au capital de 1 000 000 F CFP, ayant son siège à Matira, Bora Bora, en cours d'immatriculation au RCS de Papeete, d'un fonds de commerce de vente et négoce de perles et de bijoux, exploité à Matira, Bora Bora, sous l'enseigne "Bora Pearl Company", pour lequel il est immatriculé au RCS de Papeete sous le n° 19440 A et le n° TAHITI 245050, pour une valeur brute de 71 228 800 F CFP. La prise de possession a été fixée au 1er avril 2006. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au domicile de l'apporteur, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier au plus tard dans les dix jours de la présente insertion.

Pour deuxième et dernière insertion,
Le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce.

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Dépôt de l'état des créances

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Valère Le Prado, BP 118, Temae, Moorea.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Haerenoa Tekurio, RCS de Papeete : 18787 A, BP 4, Fare, Huahine.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Kuakokai Teheitaeva, RCS de Papeete : 38186 A, Papara, route de l'Abattoir, PK 36,500.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances complémentaire de la SNC APOM, RCS de Papeete : 9399 B, BP 62993, Faa'a.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances complémentaire de M. Marama Putaratara, RCS de Papeete : 25423 A, BP 630057 Punaauia.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances complémentaire de M. Alain Thomas, RCS de Papeete : 15764 A, BP 2263 Papeete.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances complémentaire de M. Charles Van Bastolaer, RCS de Papeete : 16171 A, BP 50313 Pirae.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de la SARL AUTO CENTER TITIORO, RCS de Papeete : 7927 B, BP 714 Papeete.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Mihimana Roopinia, RCS de Papeete : 31016 A, BP 963 Uturoa, Raiatea.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de la SCA FAA PUNA, RCS de Papeete : 4649 C, BP 12013 Papara.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances non contestées de l'EURL LE PRADO et de la SA LE PRADO, BP 118 Temae, Moorea.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Alain Thomas,
RCS de Papeete : 15764 A, BP 2263 Papeete.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Pierre Torres,
RCS de Papeete : 26216 A, BP 140522 Arue.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Serge Halbardier, RCS de Papeete : 37745 A, BP 53111 Pirae.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

CHOCOLATINE

**Société en nom collectif au capital de 54 000 000 F CFP
en cours de réduction à 1 080 000 F CFP**

**Siège social : centre commercial Moana Nui, Punaauia
RCS Papeete : 8996 B - N° TAHITI : 637272**

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 16 décembre 2005 a décidé de réduire le capital social de 54 000 000 F CFP à 1 080 000 F CFP par voie de remboursement aux associés d'une somme de 9 800 F CFP sur chaque part sociale.

Cette réduction du capital a été effectuée au moyen de la diminution de la valeur nominale des parts sociales.

En conséquence, l'assemblée a décidé de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la façon suivante :

Art. 6.— Apports

Il est ajouté le paragraphe suivant à cet article :

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 2005, il a été décidé la réduction du capital social de 52 920 000 F CFP par diminution de la valeur nominale des parts de 9 800 F CFP chacune.

Art. 7.— Capital social

Le capital social est fixé à la somme d'un million quatre-vingt mille francs CFP (1 080 000 F CFP).

Il est divisé en cinq mille quatre cents (5 400) parts sociales de deux cents francs CFP chacune, numérotées de 1 à 5 400 entièrement souscrites et libérées.

Le reste de l'article demeure inchangé.

La gérance.

Etude de Me Dominique DUBOUCH,
notaire à Papeete

SNC ART JO & CO

Nom commercial : ART JO & CO

Société en nom collectif au capital de 100 000 F CFP

**Siège social : Papeete, à l'angle de la rue Colette
et de l'avenue du Prince-Hinui prolongée**

RCS Papeete : n° 06 29 B

Aux termes d'un acte reçu par Me Michel GUICHENU, notaire par intérim à Papeete, le 15 juin 2006, Mlle Corinne GONZALES a cédé la totalité des parts qu'elle possédait dans la société à Mlle Joannick Tiare MARE, célibataire, demeurant à Faa'a, immeuble Ly (BP 43320 Fare Tony, Papeete).

Mlle Corinne GONZALES a démissionné de ses fonctions de gérante et Mlle Joannick MARE a été nommée nouvelle gérante.

La raison sociale de la société a été modifiée en SNC ART JO COIFFURE.

Ancienne mention

Art. 3.— Raison sociale

La société a pour raison sociale : SNC ART JO & CO.

Art. 14.— Nomination, révocation et démission des gérants

M. Pascal WONG ;
Mlle Corinne GONZALES.

Nouvelle mention

Art. 3.— Raison sociale

La société a pour raison sociale : SNC ART JO COIFFURE.

Art. 14.— Nomination, révocation et démission des gérants

M. Pascal WONG ;
Mlle Joannick MARE.

Pour avis,
Me Michel GUICHENU,
notaire par intérim.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destreameu
Papeete (Tahiti)

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete (île de Tahiti), 85, rue du Commandant-Destreameu, les 21 et 22 juin 2006, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE AUTI URA, par abréviation SCI AUTI URA.

Forme : Société civile.

Capital social : 23 799 000 F CFP, divisé en 23 799 parts de 1 000 F CFP chacune réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Le capital social est composé d'apports en numéraire et de l'apport en nature du contrat de vente en l'état futur d'achèvement portant sur un bureau et un emplacement de stationnement dépendant de la résidence Vaimoanatea à Papeete, et formant les lots n° 7 et n° 72 du règlement de copropriété, état descriptif de division dudit immeuble.

La société sera propriétaire des biens immobiliers au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le tout à compter de son immatriculation au RCS de Papeete et elle en aura la jouissance après achèvement de l'immeuble.

Siège social : Papeete, résidence Vaimoanatea, rue du Commandant-Destrebeau, au 1er étage.

Durée : 99 ans.

Gérants statutaires :

1° M. Willy A LO, demeurant à Papeete, BP 40175 Fare Tony, né à Papeete, le 19 juillet 1952, de nationalité française ;

2° M. Fadi CHAKHTOURA, demeurant à Papeete, résidence Diva Nui, BP 63203, 98702 Faa'a, né à Beyrouth (Liban), le 11 septembre 1960 ;

3° M. Eric Jacques BEAUGENDRE, demeurant à Papeete, pic Rouge, né à Abidjan (Côte-d'Ivoire), le 10 septembre 1960.

Cession de parts sociales : Les parts sont librement cessibles ou transmissibles entre associés uniquement.

Immatriculation : La société sera immatriculée au RCS de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destrebeau
Papeete (Tahiti)

Avis est donné de la constitution, aux termes d'un acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, 85, rue du Commandant-Destrebeau, le 23 juin 2006, d'une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : TARAUNU.

Forme : Société à responsabilité limitée à associé unique.

Capital social : 200 000 F CFP divisé en 200 parts de 1 000 F CFP chacune.

Siège social : Papeete, Titioro, BP 879, 98713 Papeete.

Objet social : L'importation, la vente en gros ou en détail de marchandises générales non alimentaires. Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation.

Gérance : La société a pour gérant M. Bruno AY YOU, demeurant à Papeete, allée Pierre-Loti, BP 879 Papeete.

Cession de parts sociales : En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés, conjoints, ascendants et descendants.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

ANNONCES DIVERSES

RESULTATS DE LA TOMBOLA DE L'APEL ECOLE SAINT-HILAIRE DE FAA'A (Tirage effectué le 3 juin 2006)

1er lot	1 ordinateur	n° 18346
2e lot	2 billets d'avion PPT - Auckland	n° 27918
3e lot	1 APN Minolta E 203	n° 10789
4e lot	1 MD Sharp MT 180	n° 21064
5e lot	1 nuit en bungalow	n° 30084
6e lot	2 nuits d'hôtel au Radisson	n° 18062
7e lot	1 pendentif en perle	n° 12679
8e lot	1 APA Samsung Fini 80 SE	n° 22047
9e lot	1 soirée Bounty	n° 36858
10e lot	1 perle sur cordon de cuir	n° 10410
11e lot	1 bon pour un massage	n° 13083
12e lot	1 Moorea pass	n° 22598

ASSOCIATION FAUORO

Modification de statuts
(3 mai 2006)

L'association a aussi pour but :

- de protéger l'environnement ;
- de lutter contre la pollution ;
- de développer les activités sportives en faveur des jeunes ;
- de défendre les intérêts de ses membres notamment les personnes âgées ;
- d'organiser des sorties et des manifestations diverses prioritairement au profit des personnes âgées ;
- d'apporter de l'aide en faveur des personnes nécessiteuses ;
- d'apporter de l'aide et du réconfort aux personnes âgées et à mobilité réduite ;
- de développer les activités artisanales.

AMICALE DU LYCEE POLYVALENT TAIARAPU-NUI DE TARAVAO (ALYTA)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 mai 2006)

Présidente	: MICHIELS Chrystelle
Secrétaire	: DESHOTEL Catherine
Trésorier	: BAILLY Michel

ASSOCIATION TEVA NUI TEAM

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 juin 2006)

Président d'honneur	: MAIAU Elvis
Président	: RAIMBAULT Louis
Vice-président	: VERNAUDON Lorenzo Karl
Secrétaire	: MALARDE Josué
Secrétaire adjointe	: KECK Vaimiti
Trésorier	: LY SAO Jacky
Trésorier adjoint	: CHIN Norbert
Commissaire aux comptes	: MALARDE Jessie

ASSOCIATION FA'A HOTU IA PAPARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 février 2006)

Président : ARNAUD Philippe
Vice-président : PUNUA Urarii
Secrétaire : ORA Lydia
Secrétaire adjointe : CLARK Rosine
Trésorière : PERETIA Mireta
Trésorière adjointe : THEBAULT Kathleen
Commissaires aux comptes : DI GIORGIO Jean-Luc
LEHARTEL Eileen

SYNDICAT DES AGENTS MARITIMES AU LONG-COURS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 avril 2006)

Présidente : MAEVA Siu
Vice-présidents : LOUIS Jean-Pierre
CORNU Laurent
Vice-président, secrétaire
et trésorier : LE JULIEN Joël

COOPERATIVE TERE IA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 juin 2006)

Président d'honneur : CLARK Andrew
Président : PARKER Cyril
Vice-président : KAUA Marcelin
Secrétaire : TEHEI Milton
Secrétaire adjoint : ELLACOTT Henry
Trésorier : MARE Tinihau
Trésorier adjoint : TEMARII Tumarae
Commissaire aux comptes : TEMARII Tumarae

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE DE PAOPAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 février 2006)

Présidente : EPERANIA Christine
Secrétaire : TEVARIA Valérie
Secrétaire adjointe : IVON Weena
Trésorière : TURI Viviane
Trésorière adjointe : AUBINEAU Janick

ASSOCIATION SPORTIVE U'UPA

Modification de statuts

Mise en place d'une section de pirogue.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 mai 2006)

Président : NEUFFER Bruno
Vice-présidente : ATENI Mylène
Secrétaire : BODENAN Tunui
Secrétaire adjointe : POTHIER Louise
Trésorier : HIOE Jorge
Trésorière adjointe : HIOE Kim-Iane

ASSOCIATION SPORTIVE MANU URA DE PAEA

Modification de statuts
(17 mai 2006)

L'article 3 a été complété comme suit :

- ou d'avoir 17 ans et moins au 1er janvier de l'année en cours sans avoir la possibilité d'accéder à un poste de responsabilité au sein du bureau de l'association.

**ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS A TIEFITU
KAHATEMANA TAHIANUVAI PAVAHINA PAHUAIVEVAU
anciennement dénommée
ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS A TIEFITU
PAHUAIVEVAU TAHIANUVAI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 juin 2006)

Président : TIEFITU Jean-Jacques
Vice-président : TIEFITU Teaiiki
Secrétaire : BESSON Yves
Secrétaire adjoint : TIEFITU Yoan
Trésorier : TAEAE Noélanie
Trésorier adjoint : TIEFITU Thierry
Commissaire aux comptes : MAI Ataia

AMICALE EDUCATION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 juin 2006)

Présidente d'honneur : REICHART Taina
Président : LEU Arsène
Vice-président : ROTA Jean-Claude
Secrétaire : REIATUA Winona
Secrétaire adjoint : DESWARTE Franck
Trésorière : CARABASSE Nathalie
Trésorière adjointe : TINORUA Lucie
Assesseurs : FONTAINE Julien
AVAEMAI Lizzie

ASSOCIATION DES AMIS DU LOUVRE EN POLYNESIE FRANÇAISE

Modification de statuts
(1er juin 2006)

D'autres associations du Louvre existent dans différents pays comme les Etats-Unis, le Japon, etc.

La présente association a pour objet :

- d'organiser des rencontres sportives lors des déplacements en France et à l'étranger avec d'autres associations sportives ou culturelles ;
- d'organiser toutes manifestations culturelles ayant trait au musée du Louvre et toutes œuvres exposées dans les différentes villes de France.

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII TIKEHAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 mai 2006)

Président : NATUA Manua dit Arai
Vice-président : HARRY S Maui
Secrétaire : NATUA Eva
Secrétaire adjointe : TAU Judith
Trésorier : MAETA Joseph Iapheta
Trésorier adjoint : NATUA Dan

ASSOCIATION IA VAI MA NOA FAAROA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 mai 2006)

Présidente : TARANO Nadia
 Secrétaire : PEREOO Karaina
 Trésorier : TEMAIANA Kevin
 Assesseurs : TARANO Patrice
 TARANO Jean-Pierre

**ASSOCIATION MANTA POLYNESIA
RESEARCH AND PROTECT****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 avril 2006)

Président : BUCHIN Teiva
 Vice-président : DE ROSEMONT Moeava
 Secrétaire : DE ROSEMONT Alexandra
 Secrétaire adjointe : NAKAYAMA Chihiro
 Trésorier : GALTIER Benjamin

ASSOCIATION EGLISE POUR TOUS**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 avril 2006)

Président : GUILLOUX Germain
 Vice-président : TETUANUI Fabien
 Secrétaire : NOHO Elvina
 Secrétaire adjointe : NOHO Esméralda
 Trésorière : GUILLOUX Tiheni
 Trésorière adjointe : MOU-FAT Jeannette
 Commissaires aux comptes : MOU-FAT Moulang
 MOU-FAT Axel
 Assesseurs : NOHO Atua
 NOHO Poerava
 GUILLOUX Tereata
 TANEMATEA Jeanne

ASSOCIATION ARTISANALE HAUROA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 mai 2006)

Présidente : BARFF Yaël
 Vice-présidente : CUMMING Tiffany
 Secrétaire : OEHAU Béatrice
 Secrétaire adjointe : TUIEINUI Leilani
 Trésorier : BARFF Max
 Trésorière adjointe : COMMINGS Joséphine

ASSOCIATION ENUTU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 mars 2006)

Présidente : OOPA Angéla
 Vice-présidentes : HUANG Nancy
 HUANG Désirée
 Secrétaire : TAMARINO Tuterai
 Secrétaire adjoint : TAMARINO Pascal
 Trésorière : RAUFAORE Taniaura
 Trésorière adjointe : TUTURU Tevaite

ASSOCIATION JEUNESSE TE HONO RA'I**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 juin 2006)

Président d'honneur : LIKAU Christian
 Président : TEAUNA Jacques
 Vice-président : NEUFFER Alain
 Secrétaire : HAREHOE Blandine
 Secrétaire adjointe : NEUFFER Noéline
 Trésorière : MOU FAT Christina
 Trésorière adjointe : TEAUNA Séphora
 Assesseurs : ROCHETTE Lucien
 TEIHOTU Pirato
 TEAUNA Elnora
 PUIAI Arlette
 PUIAI Pierre
 LAILLE Alexis

RADIO PAOFAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(19 avril 2006)

Présidente : TEMATUA Maea
 Vice-président : TAPU Thierry
 Secrétaire : DOOM John
 Secrétaire adjoint : TAHA Raymond
 Trésorière : BAMBRIDGE Maiana
 Trésorier adjoint : TEPA Eric
 Assesseurs : HEIMBURGER Jean
 TEIHOTU Maiana
 TEMATUA Michel
 TUPEA Maurice
 VIAL-DUFOUR Blandine
 ENA Tavita

**RESULTATS DE LA TOMBOLA
DE LA COOPERATIVE D'ECOLE DE TAIMOANA**
(Tirage effectué le 15 juin 2006)

1er lot	1 A/R PPT-Rurutu, Arnaud	n° 2907
2e lot	1 A/R PPT-Manihi, Mairahi	n° 1330
3e lot	1 A/R PPT-Huahine, Chong On Yin	n° 1903
4e lot	1 pendentif perle couleur aubergine, Riaria	n° 9401
5e lot	1 bon repas au restaurant Vaima, Bouyssie	n° 3500
6e lot	1 dîner Bounty pour 2 au Beachcomber, Teaurua	n° 4646
7e lot	1 copie d'un tableau de Gauguin, Teritua	n° 9392
8e lot	1 petit déjeuner au Market Coffee, Tetuanui	n° 3795
9e lot	1 petit déjeuner au Star Studio Fare Tony, Vandal	n° 11458

UFOLEP DE POLYNESIE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 mai 2006)

Président : KWONG Yanis
 Vice-présidente : TAINOA Wanda
 Secrétaire : LEE Justine
 Trésorier : HIRO Tony

**ASSOCIATION SPORTIVE
DES JOUEURS DE GOLF DE ATIMAONO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(29 avril 2006)

Président d'honneur : SOLARI Jean
 Président : SOUCHE Michel
 Vice-président et trésorier : CHATER Driss
 Vice-présidente : POETAI Tiare
 Secrétaire : BORAGNO Robert
 Secrétaire adjoint : MAILLE André
 Trésorière adjointe : GAUTHIER Christa
 Assesseurs : SOLARI Caroline
 WONG FAT Charles

ASSOCIATION DES ERGOTHERAPEUTES DE POLYNESIE FRANÇAISE (AEPF)

Modification de statuts

Cette association a pour objet principal une action humanitaire centrée sur le handicap avec pour objectif d'améliorer et de promouvoir les services visant à réadapter l'individu présentant un handicap somatique ou psychique, en vue de son maintien ou de son accession à un maximum d'autonomie dans son environnement (familial, social et professionnel mais aussi mobilier et urbain).

Dans ce but, l'association pourra utiliser :

- toutes les formations et tous les moyens (colloques, salons, littérature, etc.) permettant d'améliorer les actions des membres de l'association, ceci pouvant impliquer des déplacements vers la France ;
- le regroupement professionnel des ergothérapeutes du territoire ;
- la promotion et le développement de l'ergothérapie en Polynésie française.

Les articles 8 et 9 ont été modifiés.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 juin 2006)

Président : FEUGEAS Grégory
Vice-présidente : IVANOVITCH Anne France
Secrétaire et trésorière : TEXIER Pascale

ASSOCIATION SI NI TONG

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (8 juin 2006)

Président : CHANZY Didier
Vice-présidents : YNAM Duc
CHANFOUR Suzanne
Secrétaire : LIS Gustave
Secrétaire adjointe : DIEUDONNE Fanny
Secrétaire de langue
chinoise : BOISSIN-LEOU Jeannette
Trésorière : LECHENE Eliane
Trésorier adjoint : TCHIOU Pierre
Commissaires aux comptes : LOUX Louis
LAUSAN Christian
Assesseeurs : JONC Rose
CHIN FOO Raymond
CHANZY Jacqueline
LAM François

ASSOCIATION FAMILIALE TEOHIUARI (Récépissé n° 9374 DRCL du 19 juin 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION FAMILIALE TEOHIUARI, créée le 25 mai 2006, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi de se connaître ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches sur les biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;

- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à des fêtes, des concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé au domicile de Mme Aimée Bennett, à Papeete, Fariipiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur : BENNETT Wilfred
Membre d'honneur : TATARATA Tetia Tatarata
Président : TEAMO Tony
Vice-président : TATARATA Marc
Secrétaire : PANI Tutana
Secrétaire adjointe : TEAMO Rosina
Trésorière : MAITERAI Eugénie
Trésorier adjoint : MAESTRATI Paul
Assesseeurs : MAITERAI Noa
BENNETT Vairea
TATARATA Léa
MAITERAI Jean
MANEA Alfred
VAIMEHO Géraud

ASSOCIATION VISION DE LA MOISSON (Récépissé n° 9343 DRCL du 7 juin 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION VISION DE LA MOISSON, fondée le 18 mai 2006, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.

Elle a pour objet de promouvoir l'Evangile du royaume de Dieu et l'affermissement des chrétiens aussi bien en Polynésie française qu'ailleurs par le biais de toutes sortes d'activités.

Dans ce but, l'association se propose :

- d'organiser des campagnes de sensibilisation à l'Evangile, des actions de bienfaisance et humanitaires, des concerts et des festivals de louange, des rassemblements de prière, des sessions de formation, des conférences annuelles, des retraites spirituelles, des activités orientées vers les jeunes et les enfants (rencontres, ateliers, spectacles ou animations), des foires d'exposition, des déplacements missionnaires ou voyages à l'étranger, des centres de vacances et de loisirs pour les familles, des manifestations en tous genres rentrant dans le cadre de l'objet de l'association ;
- de promouvoir et de distribuer les œuvres chrétiennes en tous genres (artisanat, édition, multimédia, représentations culturelles, etc.) ;
- de favoriser et d'encourager la collaboration et l'unité des chrétiens poursuivant le même objet quelle que soit leur appartenance confessionnelle ;
- d'organiser des activités diverses visant à pourvoir aux frais nécessités par de tels projets ;
- de susciter le soutien moral, spirituel, logistique et financier que nécessiteront ces projets ;
- d'organiser toute activité juridique, financière, commerciale, médiatique, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à l'objet défini ci-dessus.

Son siège social est fixé à Papeete, quartier du Commerce, rue du Commandant Jean-Gilbert, BP 4640 Papeete, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: CICERO Eudaldo
Vice-président	: THURNER Earl
Secrétaire	: CICERO Aline
Trésorier	: YU TSUEN Luc

ASSOCIATION FAMILIALE TAU HERE NUI (Récépissé n° 9375 DRCL du 19 juin 2006)

Extraits de statuts

Il est créé le 27 mai 2006 l'ASSOCIATION FAMILIALE TAU HERE NUI régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet :

- de réunir tous les descendants de Punua afin qu'ils connaissent ;
- de mettre en place l'arbre généalogique issu de ces deux personnes afin de connaître les membres de l'association ;
- de rechercher toutes les terres de cette famille afin que le partage soit équitable entre ses ayants droit, dans le respect des lois en vigueur en Polynésie française ;
- de défendre les intérêts de la famille.

Son siège social est fixé à Papara, PK 36,200, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PUNUA Mairenui
Vice-président	: PUNUA Gervais
Secrétaire	: PUNUA Urarii
Secrétaire adjointe	: TUAIVA Maria
Trésorière	: PUNUA Eloïse
Trésorière adjointe	: PUNUA Solange

ASSOCIATION ARTISANALE TEVANUI - TETIAMANA (Récépissé n° 9379 DRCL du 19 juin 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 6 juin 2006, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION ARTISANALE TEVANUI -TETIAMANA.

Elle a pour objet l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Papeari :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et de produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Papeari, PK 54, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ZALOTANOVA Sylvana
Secrétaire	: LEE Karine
Trésorier	: ZALOTANOVA Jean-Michel

ASSOCIATION IA VAI MA NOA FAAROA (Récépissé n° 85 SAISLV du 19 juin 2006) (Régularisation)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION IA VAI MA NOA FAAROA, fondée le 15 mars 2006, a pour objet :

- de développer les activités d'embellissement, culturelles, sportives et sociales en faveur de la jeunesse de Faaroa ;
- d'organiser des sorties et des manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Faaroa, commune de Taputapuata.

Sa durée est limitée à 3 ans.

ASSOCIATION TEVAHINE FAKAHAU (Récépissé n° 90 TG du 16 juin 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 10 mai 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TEVAHINE FAKAHAU.

Elle a pour objet :

- de mettre en œuvre tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- d'aider les membres à s'insérer dans la vie active ;
- de resserrer les liens de fraternité entre les associés ;
- d'encourager la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- d'adapter les productions aux exigences du marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et de produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Nukutavake.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TOKORAGI Philomène
Vice-président	: NOHOTEMOREA Rudy
Secrétaire	: NOHOTEMOREA Laetitia Tahunui
Secrétaire adjoint	: TOKORAGI Tamatoa
Trésorier	: NOHOTEMOREA Toa
Trésorier adjoint	: TOKORAGI David

ASSOCIATION FARETAHINU A PAU
(Récépissé n° 9392 DRCL du 20 juin 2006)

Extraits de statuts

Le 23 mai 2006 est fondée, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, entre les adhérents aux présents statuts, une association dénommée ASSOCIATION FARETAHINU A PAU.

Elle a pour objet :

- de recueillir tous les documents concernant le domaine foncier de la famille ;
- de défendre et de protéger les biens familiaux ;
- d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant leur patrimoine ;
- d'avoir son identité familiale et juridique ;
- de regrouper et de resserrer les liens familiaux.

Son siège social est fixé au domicile du président de l'association.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: PAU Raphe
Présidente	: MARURAI Yolande
Vice-président	: PAU Tafira
Secrétaire	: ROURA Nicole
Secrétaire adjoint	: PAU Léon
Trésorier	: PAU Firipi
Trésorier adjoint	: PAU Jean-Luc

ASSOCIATION TE VAI ORA PETANQUE
(Récépissé n° 64 SAISLV du 21 juin 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE VAI ORA PETANQUE, créée le 17 avril 2006, est régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

Elle a pour objet de promouvoir tous les bienfaits de ce sport.

Son siège social est fixé à Tevaitoa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TEHAAI Tamu
Président	: HIRA Isemaela
Vice-président	: HOMAI Thierry
Secrétaire	: TEAHUI Denise
Secrétaire adjointe	: TEAMO Dolly
Trésorier	: HOMAI Léon
Trésorière adjointe	: ITAE-ROTA Célestine
Assesneur	: HOMAI Hina Claire

ASSOCIATION TEIRIIRI
(Récépissé n° 9389 DRCL du 20 juin 2006)

Extraits de statuts

En date du 23 mai 2006, a été fondée une association régie par les lois du 9 décembre 1905 et du 1er juillet 1901, et les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TEIRIIRI.

Elle a pour but de réunir les jeunes gens (garçons et filles) qui regardent Jésus-Christ comme leur sauveur et leur Dieu dans leur foi et, travaillant ensemble, d'étendre parmi les jeunes, le règne de leur sauveur.

Elle se donne pour mission première de permettre la diffusion de la parole du Christ :

- en permettant à chacun d'exercer son culte à proximité de son domicile ;
- en établissant un programme de travaux ;
- en recherchant les sources de financement nécessaires à la réalisation de ces dits travaux ;
- en assurant le suivi de ces travaux.

Son siège social est fixé à Papeari, PK 52, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MAHAA Cathy
Vice-président	: MAHAA Xavier
Secrétaire	: PIHAATAE Titaina
Secrétaire adjoint	: HOPARA Charles
Trésorier	: PIHAATAE Georges
Trésorière adjointe	: MAHAA Chantal

ASSOCIATION VAHINE RAU NO PAOPAO
(Récépissé n° 9269 DRCL du 21 juin 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 3 mars 2006, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION VAHINE RAU NO PAOPAO.

Elle a pour objet :

- de promouvoir l'épanouissement de la femme en favorisant les rencontres et les échanges socioculturels et sportifs en Polynésie ;
- d'organiser des festivités, des expositions, des réunions et des conférences ;
- de rassembler les femmes autour de buts communs.

Son siège social est fixé à Maharepa, chez M. Rudi Grand-Pittman.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ALOE Yolande
Vice-présidente	: GRAND-PITTMAN Thérèse
Secrétaire	: ATA Nénette
Secrétaire adjointe	: SADE Tetua
Trésorière	: PERRY Vaiata
Trésorière adjointe	: GRAND-PITTMAN Turiana

ASSOCIATION VAHINE PIERRA
(Récépissé n° 9393 DRCL du 21 juin 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION VAHINE PIERRA, fondée le 14 mai 2006, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de créer des liens fraternels entre les descendants issus du couple Pierre Teuaura a Vahine dit Pierra et Vilna Tetuanui a Vahirua ;
- de soutenir les membres et leurs familles en cas de problèmes de type foncier, moral, matériel (cyclones, incendies) et de santé (évasan, funéraire) ;
- de récolter des fonds par le biais de vente de plats et de gâteaux et d'organiser des dîners dansants, des soirées cinéma et des journées corporatives ;
- d'organiser des déplacements, des sorties et des journées récréatives.

Son siège social est fixé à Maatea, Afareaitu, vallée de Maatea, PK 13,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: VAHINE Vilna
Président	: VAHINE Pierre
Vice-président	: VAHINE Dany Taniera
Secrétaire	: WILLIAMS Georgina Kana
Secrétaire adjointe	: OPUU Lucie
Trésorier	: VAHINE Nicolas
Trésorier adjoint	: VAHINE Stéphane
Commissaire aux comptes	: VAHINE Jonathan Ionatana
Assesseur	: VAHINE Paul

FEDERATION DES ASSOCIATIONS ARTISANALES DE TUMARAA TE RIMA ARAVEHI

(Récépissé n° 97 SAISLV du 20 juin 2006)

Extraits de statuts

Il est institué le 10 avril 2006 la FEDERATION DES ASSOCIATIONS ARTISANALES DE TUMARAA TE RIMA ARAVEHI.

Elle a pour objet :

- d'assurer la promotion et la sauvegarde de la culture Maohi et de l'artisanat polynésien dont elle favorise la recherche, la production et la commercialisation dans le respect de sa particularité et de son authenticité ;
- de resserrer les liens de confraternité entre toutes les associations d'artisans de Polynésie ;
- de défendre les intérêts moraux et matériels des associations de la commune de Tumaraa auprès des autorités territoriales, nationales et internationales ;
- de soutenir tout enseignement artisanal et de le vulgariser par des conférences, des bulletins et des publications diverses ;
- de participer aux manifestations d'intérêt culturel ayant lieu en Polynésie française ou à l'étranger ;

- de promouvoir toute initiative en faveur des jeunes artisans, en particulier au niveau de l'école, par des expositions et des concours ;
- de conseiller de nouvelles associations.

Son siège social est situé à Tevaitoa, Tumaraa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: HAAPA Hautia TEURA Justine TAMA Gloria
Présidente	: HENNEBOIS Magali
Vice-présidente	: TAEAE Charline
Secrétaire	: FAARUIA Monique
Secrétaire adjointe	: MAHANA Léontine
Trésorière	: HUNTER Lorna
Trésorière adjointe	: TEHAAI Iris
Assesseurs	: TARATI Tina RAAPOTO Tauhiro

ASSOCIATION PARURU IA VAIANA HITI ITI

(Récépissé n° 9402 DRCL du 22 juin 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION PARURU IA VAIANA HITI ITI a été fondée le mercredi 31 mai 2006.

Elle a pour objet :

- de défendre les sinistrés suite à toutes catastrophes naturelles et accidentelles ;
- de dénoncer auprès des autorités compétentes tous genres de terrassements sauvages qui nuisent à la sécurité des habitations ;
- de procéder à des démarches administratives concernant les sinistrés membres de l'association dont les cotisations sont à jour ;
- d'ester en justice pour la défense des riverains sinistrés ;
- d'enquêter sur les zones à risques ;
- d'exercer un droit de regard sur la répartition des indemnités concernant les sinistrés en relation avec les administrations et les collectivités les concernant.

Son siège social est fixé à Afaahiti, lotissement Vaiana, lot n° 16, chez la présidente. Il peut être transféré sur décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: BOURGEOIS Paul
Présidente	: DAVID Alexandra
Vice-présidente	: TEOTAHU Valentine
Secrétaire	: RAVATUA Gary
Trésorière	: TEOTAHU Ranihei

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 49

Premier tirage du mercredi 21 juin 2006 :

5 10 17 26 42 44

Numéro complémentaire : **36**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	46 078 042
5 bons numéros et numéro complémentaire....	10	957 995
5 bons numéros.....	355	93 782
4 bons numéros et numéro complémentaire....	736	4 438
4 bons numéros.....	18 285	2 219
3 bons numéros et numéro complémentaire....	19 375	476
3 bons numéros.....	317 981	238

Deuxième tirage du mercredi 21 juin 2006 :

3 7 8 11 16 23

Numéro complémentaire : **24**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	8	24 801 909
5 bons numéros et numéro complémentaire....	27	357 673
5 bons numéros.....	1 110	30 035
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1 706	2 124
4 bons numéros.....	37 707	1 062
3 bons numéros et numéro complémentaire....	35 260	310
3 bons numéros.....	493 510	155

Joker + : 5 787 847

LOTO NATIONAL N° 50

Premier tirage du samedi 24 juin 2006 :

3 5 10 15 34 37

Numéro complémentaire : **30**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	11	953 842
5 bons numéros.....	378	96 324
4 bons numéros et numéro complémentaire....	901	4 462
4 bons numéros.....	19 750	2 231
3 bons numéros et numéro complémentaire....	26 138	978
3 bons numéros.....	350 747	489

Deuxième tirage du samedi 24 juin 2006 :

3 8 13 32 36 37

Numéro complémentaire : **38**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	6	1 744 295
5 bons numéros.....	250	143 329
4 bons numéros et numéro complémentaire....	541	5 846
4 bons numéros.....	15 406	2 923
3 bons numéros et numéro complémentaire....	18 177	548
3 bons numéros.....	311 649	274

Joker + : 2 131 210

AVIS RELATIF AU DEUXIEME TIRAGE DU LOTO N° 52 DU SAMEDI 1er JUILLET 2006

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du Loto n° 52 du samedi 1er juillet 2006 un gain total minimal de 477 326 968 F CFP appelé Super cagnotte, net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal sur le fonds de report et de réserve, en application de l'article 9 du règlement Loto et Super Loto.

Fait à Paris, le 19 juin 2006.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.*

*Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.*

MODIFICATION PROVISOIRE DU REGLEMENT DU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME "JEU TELEVISE LOTO"

Article 1er.— Le règlement du jeu de La Française des Jeux dénommé "Jeu Télévisé Loto®", fait le 28 décembre 2001 et modifié le 26 mars 2002, le 12 juillet 2002, le 21 janvier 2003, le 25 mars 2003, le 25 avril 2003, le 26 juin 2003, le 31 juillet 2003, le 5 avril 2004, le 13 mai 2004, le 27 mai 2004, le 15 décembre 2004, le 23 décembre 2004 et le 30 mars 2005 et le 20 mars 2006 avec publications au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française, est modifié provisoirement comme suit pour le tirage du Jeu Télévisé Loto® du 1er juillet 2006. Cette modification sera caduque le 2 juillet 2006.

Pour le tirage du Jeu Télévisé Loto® du 1er juillet 2006, le joueur sélectionné selon les dispositions de l'article 9 du règlement précité pour participer au tirage du Jeu Télévisé Loto® gagne, en plus de son lot en numéraire, une journée pour deux personnes sur une étape d'une course cycliste le 23 juillet 2006. Ce lot supplémentaire comprend, pour le gagnant et la personne qui l'accompagne, l'acheminement aller et retour entre la gare ou l'aéroport le plus proche de l'un des domiciles au choix du gagnant (celui du gagnant ou celui de la personne qui l'accompagne) et le lieu de l'étape, le dîner du 22 juillet et la nuit du 22 juillet dans un hôtel 3 étoiles (sur la base d'une chambre double), la journée du 23 juillet sur l'étape cycliste située en région parisienne, le petit déjeuner et le déjeuner du 23 juillet ainsi qu'éventuellement l'hébergement supplémentaire qui serait rendu nécessaire par la durée du transport du gagnant et de la personne qui l'accompagne. Le gagnant doit être majeur et la personne qui l'accompagne doit être âgée d'au moins 16 ans.

En aucun cas, le gagnant de ce lot ne peut en réclamer la contrepartie financière, l'échange ou la modification.

Art. 2.— Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 15 juin 2006.

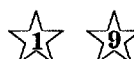
*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.*

*Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.*

EURO MILLIONS

Vendredi 23 juin 2006 - N° 25

9 21 30 43 44



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆☆	0	0	0
5 +	☆	2	7	46 730 429
5		1	8	11 603 663
4 +	☆☆	26	115	576 575
4 +	☆	328	1 558	28 365
4		495	2 545	12 147
3 +	☆☆	1 232	4 749	9 307
3 +	☆	14 725	61 545	3 651
2 +	☆☆	19 503	72 633	2 673
3		21 792	94 208	2 195
1 +	☆☆	109 189	401 754	1 109
2 +	☆	213 486	868 232	1 217

Joker+® : 5 466 184

KENO

Lundi 19 juin 2006

1er tirage

Jackpot : 5 44 63 49 — Joker+® : 9 428 712

2	9	11	21	22	25	30	33	34	35
41	45	46	48	51	60	61	62	65	68

2e tirage

Jackpot : 1 11 91 08 — Joker+® : 7 001 691

1	8	9	11	18	19	21	25	39	40
43	46	51	52	53	57	59	60	62	70

Mardi 20 juin 2006

1er tirage

Jackpot : 9 09 02 91 — Joker+® : 6 365 914

4	5	10	11	13	16	17	22	25	26
28	34	35	40	46	56	57	59	61	69

2e tirage

Jackpot : 3 35 10 45 — Joker+® : 1 701 482

1	2	9	12	15	18	27	28	35	37
38	42	43	45	47	51	55	56	59	64

Mercredi 21 juin 2006

1er tirage

Jackpot : 8 17 32 31 — Joker+® : 1 079 505

1	8	14	18	19	20	30	32	35	43
44	45	47	48	51	53	54	59	64	67

2e tirage

Jackpot : 7 27 04 76 — Joker+® : 5 787 847

4	8	10	14	18	21	22	24	25	26
27	28	29	33	36	37	49	59	63	67

Jeudi 22 juin 2006

1er tirage

Jackpot : 8 09 64 28 — Joker+® : 3 279 822

2	4	5	6	10	11	14	15	22	23
26	33	35	43	54	55	59	60	61	64

2e tirage

Jackpot : 3 61 47 62 — Joker+® : 4 740 161

1	2	3	5	8	9	21	25	27	29
33	37	38	39	41	44	50	52	57	60

Vendredi 23 juin 2006

1er tirage

Jackpot : 5 28 03 16 — Joker+® : 6 694 183

2	5	11	15	17	18	20	22	33	37
40	42	49	50	51	58	59	62	66	69

2e tirage

Jackpot : 6 21 12 03 — Joker+® : 5 466 184

5	7	8	9	20	24	33	35	36	42
44	47	50	55	56	63	65	66	67	69

Samedi 24 juin 2006

1er tirage

Jackpot : 0 36 06 63 — Joker+® : 0 037 717

4	7	22	27	29	34	38	42	49	50
51	52	55	62	63	65	66	67	68	69

2e tirage

Jackpot : 2 70 68 47 — Joker+® : 2 131 210

1	3	14	16	19	22	25	26	27	30
34	45	50	51	52	55	56	59	60	69

Dimanche 25 juin 2006

1er tirage

Jackpot : 4 60 42 44 — Joker+® : 0 700 838

1	2	4	5	12	18	19	22	23	29
33	34	39	48	51	54	59	60	63	69

2e tirage

Jackpot : 6 91 40 94 — Joker+® : 2 312 170

2	8	12	18	23	26	27	28	36	42
43	44	50	55	59	60	62	66	67	68